

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12447 4,20 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 5 FÉVRIER 1985

Ouverture à Gibraltar

Le blocus imposé par l'Espagne à Gibraltar depuis quinze ans doit prendre officiellement fin le mardi 5 février à 0 heure, lorsque s'ouvrira à deux battants la grille - déjà entaillée pour les seuls piétons depuis décembre 1982 - qui sépare le célèbre rocher du continent. Les biens et les personnes pourront alors circuler librement, en attendant que les ministres des affaires étrangères espagnol et britannique, M. Moran et Sir Geoffrey Howe, réunis le même jour à Genève, trouvent une suite juridique satisfaisante pour les deux gouvernements à ce geste de bonne volonté.

Un geste dont le mérite revient en premier lieu à Madrid, où l'on a compris que la stratégie de la pression était vouée à l'échec et que Gibraltar ne tomberait pas dans l'escarcelle du royaume - comme un fruit mûr -, contrairement à ce qu'avait prédit Franco. Mais Londres a également contribué à détendre l'atmosphère en acceptant de rechercher un arrangement durable avec Madrid, au moment où l'Espagne négocie son entrée dans la Communauté européenne.

Le 27 novembre dernier à Bruxelles, M. Moran et Sir Geoffrey Howe étaient convenus de se revoir et d'en parler. En se retrouvant mardi à Genève, chacun d'eux disposera d'un dossier assez solide, suffisamment en tout cas pour que la négociation ne s'annonce ni courte ni facile.

La Grande-Bretagne estime avoir le droit international pour elle, ainsi que la faveur d'une grande majorité des habitants du rocher. Le traité d'Utrecht, qui cède Gibraltar à la Couronne britannique en 1713, n'a jamais été abrogé, et il ne prévoyait aucune date d'expiration (contrairement à l'accord sur Hong-kong, par exemple).

L'Espagne, de son côté, fait valoir qu'il n'y a pas grand mérite à détenir une majorité dans un territoire que l'on a peuplé, pour une bonne part, de ses propres ressortissants. Elle pense en outre que le traité d'Utrecht, au demeurant signé après neuf ans d'occupation militaire britannique, limitait, en son article 10, la cession de Gibraltar au château, à la ville et au port, mais excluait explicitement « toute juridiction territoriale ». Pour Madrid (qui a repris le rocher aux Maures en 1502), il n'y a pas de doute : Gibraltar est bien « la dernière colonie en Europe ».

Sans accepter ce point de vue, M. Thatcher serait prête à d'importantes concessions afin de normaliser les rapports entre les deux États. Pour Londres, la question de la souveraineté a cessé d'être taboue.

On peut d'ailleurs trouver un peu surréaliste cette opposition entre deux nationalismes dont l'affrontement a joué un tel rôle dans l'histoire de l'Europe mais qui, aujourd'hui, à pour enjeu un éperon rocheux dont le quotidien « El Pais » relevait récemment qu'il est à peine quatre fois plus grand que le parc du Retiro à Madrid... Même l'argument de la situation stratégique a perdu de son importance, avec l'évolution des systèmes d'armement et de surveillance. Sans parler de l'entrée, qui reste il est vrai à confirmer, de l'Espagne dans le pacte atlantique, où elle a retrouvé la Grande-Bretagne...

En face de Gibraltar, il est deux villes où l'on va scruter avec une particulière attention les conversations de Genève : les esclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla en territoire marocain. Rabat pourrait bien être tenté d'y voir « la dernière colonie en Afrique du Nord ».

ÉTATS-UNIS

La rigueur budgétaire épargne les militaires

Le projet de budget que M. Reagan devait présenter au Congrès, ce lundi 4 février, propose de quasiment maintenir à leur niveau actuel le montant global des dépenses publiques, dont le taux de croissance ne devrait ainsi pas excéder 1,5% durant l'année financière 1986.

Rendue nécessaire par l'ampleur du déficit budgétaire, cette austérité n'affecte toutefois que les crédits civils, drastiquement diminués pour beaucoup d'entre eux, alors que ceux du département de la défense ne devraient être que relativement limités dans leur progression, qui reste forte (12,7%) par rapport à l'année en cours.

De notre correspondant

Washington. - Si les propositions de M. Reagan étaient acceptées telles quelles par le Congrès, ce serait la première fois depuis exactement vingt ans que les dépenses publiques américaines resteraient stables.

Le projet de la Maison Blanche n'en sera pas moins durement combattu, tant au Sénat - à majorité républicaine - qu'à la Chambre des représentants -

dominée par les démocrates -, car, malgré les sacrifices qu'il demande, il ne répond pas à l'objectif que le gouvernement s'était initialement fixé lui-même en souhaitant réduire de 50% sur trois ans le déficit budgétaire, qui aurait dû être ramené à 100 milliards de dollars d'ici à 1988.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 46.)

PCF

La direction a isolé les contestataires

Le congrès du Parti communiste, qui se réunit du 6 au 10 février à Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis, sera marqué par la présence d'une proportion inhabituelle de délégués n'ayant pas voté le projet de résolution de l'ayant adopté avec des amendements qui visent à en modifier les orientations essentielles. La direction peut compter néanmoins sur une forte proportion (de l'ordre de 5 sur 10) de délégués favorables à ses positions. Les pressions qu'elle exerce sur les responsables fédéraux ont porté leurs fruits.

Les efforts de la direction du PCF pour contrôler les travaux du vingt-cinquième congrès, qui s'ouvre le 6 février à Saint-Ouen, ont abouti à ce résultat : l'un des six membres du comité central qui s'étaient abstenus lors du vote de cette instance sur le projet de résolution, en octobre dernier, a changé d'attitude. M. Ivan Tricart, premier secrétaire de la fédération de l'Essonne - celle de M. Pierre Juquin, secrétaire du bureau politique, - a voté, dimanche 3 février, au terme de la conférence de sa fédération, pour le texte de la direction à peine modifié par des amendements mineurs.

L'évolution de M. Tricart, sans doute, est « tactique » : elle n'en est

pas moins révélatrice de l'efficacité des pressions exercées par la direction du parti sur les responsables fédéraux.

Dans huit des neuf autres conférences fédérales réunies à la fin de la semaine dernière, la direction a obtenu des votes allant de 79% des voix pour son texte dans les Alpes-Maritimes (avec 8% de contre) à 13% d'abstentions à 100% dans la petite fédération de la Lozère.

Dans le Val-de-Marne, fédération de M. Georges Marchais, la proportion des « pour » a été de 98,58%.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 12.)

ENSEIGNANTS

Le congrès de la FEN s'ouvre dans la morosité

Le congrès de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) a commencé le lundi 4 février à Lille dans un contexte que son secrétaire général, M. Jacques Pommatou, qualifie lui-même de « difficile ».

On est loin, en effet, de l'enthousiasme qui avait marqué le précédent congrès de la FEN en 1982 à Avignon. La gauche au pouvoir n'a pas répondu à toutes les attentes des enseignants. L'abandon du dossier laïque, après plus d'un an de discussions et de manifestations de rue, figure en tête des déceptions.

En même temps, les enseignants ont été, comme la plupart des Français, confrontés à une baisse de leur pouvoir d'achat, alors qu'on leur demandait de bouleverser leurs habitudes pour rénover le système éducatif.

C'est sur ces thèmes que Force ouvrière, rompant avec les accords de 1947, est passée à l'offensive aux dernières élections professionnelles. La FEN reste, de loin, la première organisation syndicale en milieu enseignant, mais elle a perdu des points.

La direction de l'organisation, proche des socialistes, est confrontée à une autre offensive, celle de sa minorité Unité et action animée principalement par des communistes. Deux syndicats dirigés par cette tendance ont décidé d'appeler les enseignants à faire grève, mardi 5 février, au beau milieu du congrès.

L'objet officiel de cet arrêt de travail est d'attirer l'attention sur les difficultés d'accueil des élèves à la prochaine rentrée scolaire. Mais la direction de la FEN est ainsi mise en difficulté et, au-delà, ce sont les orientations gouvernementales qui sont visées.

(Lire page 13, l'article de SERGE BOLLOCH : « Des rêves de 1981 aux réalités de 1983 ».

« Le Monde de l'économie »

Pages 23 à 26

- « Pôles de conversion » : premier anniversaire.
- Conjoncture internationale : une croissance presque régulière.

Le premier Salon de l'assurance

Pages 20 et 21

AU JOUR LE JOUR

Les témoins de l'opposition sont à la recherche de la formation idéale pour interpréter la petite musique qui doit charmer la France.

M. Giscard d'Estaing a choisi : « L'union, a-t-il dit, n'est ni un duo, ni un trio, ni un quatuor, mais un chœur qui devra être chanté le moment venu par des millions de voix. » Pas de soliste donc.

Chœurs

mais un vaste ensemble harmonieux pour que la grande symphonie 1985 dite « la Reconquête » (avec chœurs) produise le moins de couacs possible.

Le plus dur sera, bien entendu, de tenir l'accord. Et de choisir un coryphée.

BRUNO FRAPPAT.



L'ÉLITE DES JOURNALISTES

LES HÉRAUTS DE L'INFORMATION

Par Rémy Rieffel

D'où viennent ces journalistes et qui sont-ils ? Comment travaillent-ils et agissent-ils ? Comment vivent-ils et que pensent-ils ? Une analyse essentielle pour saisir le rôle et l'influence de ces hommes qui tiennent le haut du pavé dans les médias.

Collection « Sociologie d'aujourd'hui » dirigée par Georges Balandier. 224 pages - 88 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

PUF

كتاب من الاصل

étranger

DIPLOMATIE

LA VISITE OFFICIELLE DU CHEF DE L'ÉTAT CAMEROUNAIS A PARIS

Rétablir la confiance

Yaoundé. - La « visite officielle de travail » qu'entreprend le chef de l'Etat camerounais à Paris est essentiellement politique. Elle doit consacrer à la fois le rétablissement des relations traditionnellement étroites et harmonieuses entre les deux pays et conforter l'autorité de M. Paul Biya sur la scène internationale. Jusqu'à une date récente, en effet, celles-ci et celle-là n'allaient pas de soi.

Après son accession à la magistrature suprême, le 6 novembre 1982, le président camerounais avait effectué une visite officielle en France en février 1983. M. François Mitterrand s'était à son tour rendu à Yaoundé les 21 et 22 juin de la même année.

Depuis cette date, les deux chefs d'Etat ne se sont pas rencontrés. Il est de coutume pour la France d'être beaucoup plus proche de ses partenaires africains, souligne-t-on aujourd'hui du côté camerounais, en rappelant que, sur une période aussi longue - presque deux ans - d'autres chefs d'Etat du continent noir pourtant moins proches, historiquement, de la France, ont eu à plusieurs reprises l'occasion de s'entretenir avec le président français.

Depuis deux ans, le Cameroun a vécu des moments particulièrement difficiles, au cours desquels les autorités de Yaoundé ont le sentiment - parfois justifié - de ne pas recevoir de Paris tout le soutien qu'elles

Le chef de l'Etat camerounais, M. Paul Biya, est attendu, lundi après-midi 4 février, à Paris, pour une visite officielle de trois jours. Mardi, il sera reçu par M. Mitterrand, puis, le lendemain, par le premier ministre, M. Fabius. Cette visite est destinée à consacrer le retour d'un climat de confiance entre les deux pays, après plusieurs mois marqués par une certaine tension.

De notre envoyé spécial

étaient en droit d'attendre, eu égard aux devoirs d'une si longue amitié.

De leur côté, les dirigeants français ont douté de la capacité du successeur de M. Ahmadou Ahidjo à imposer son autorité dans son propre pays et à surmonter la grave crise née de la tentative de coup d'Etat du 6 avril dernier.

Pendant longtemps, Paris a hésité à se prononcer, devant les agissements et les manœuvres (vraies et supposées) de M. Ahidjo pour reprendre un pouvoir qu'il avait abandonné de son plein gré à son ancien premier ministre.

Les Camerounais ont été réellement indignés de voir que M. Ahidjo pouvait se permettre en toute liberté de critiquer sévèrement son successeur à partir du sol français, c'est-à-dire de sa propriété de Grasse. Lorsque celui-ci accuse M. Biya d'avoir instauré au Cameroun « un régime policier, de terreur », et que cette déclaration n'est suivie d'aucune réaction du gouvernement français, on se persuade, au Came-

roun, que Paris fait le jeu de M. Ahidjo.

En février dernier, le procès au cours duquel l'ancien chef de l'Etat a été condamné à mort par contumace, avant d'être gracié par M. Biya, a suscité des critiques, et certains responsables français, de manière officieuse, ont fait état de leurs réserves.

Même si, aujourd'hui, chacun s'accorde à dire que les mutins du 6 avril n'avaient aucune chance de réussir un coup d'Etat, le régime du président Biya a bel et bien vacillé. En démontrant son loyalisme au régime civil, l'armée a incontestablement sauvé celui-ci. Très vite, ses principaux chefs ont montré en cause l'ancien président Ahidjo et, d'une manière générale, les « nordistes ».

Les éléments qui ont tenté ce coup de force étaient, il est vrai, dans leur grande majorité, issus de l'ancienne province du Nord et leur unité - la Garde républicaine, - comblée d'attentions par M. Ahidjo, lui était restée résolument fidèle.

Les déclarations apaisantes de M. Biya empêchèrent sans doute que la répression qui suivit la tentative de putsch ne dégénère en un véritable affrontement ethnique, sans pour autant éviter des « bavures », c'est-à-dire des règlements de comptes de caractère tribal.

Une rancœur certaine

Pendant ces journées difficiles, la France fit montre d'un silence prudent, et les Camerounais lui en gardèrent une rancœur certaine. Paris attendait manifestement de voir comment M. Biya parviendrait à surmonter cette épreuve.

En un sens, cet attachisme se trouve légitimé par la suite des événements : à tort ou à raison, on eut l'impression, de l'extérieur, qu'un même paraissait trahir par les événements du 6 avril. Confiné dans un bunker, il resta totalement absent de la scène politique pendant plusieurs mois.

Cette impression était d'autant plus fondée que le chef de l'Etat lui-même paraissait désemparé par les événements du 6 avril. Confiné dans un bunker, il resta totalement absent de la scène politique pendant plusieurs mois.

Peu de temps après, des hommes d'affaires, des banquiers, des diplomates revenaient d'un voyage dans la capitale en soulignant la pesante déqualification du pouvoir civil, l'incapacité de l'administration et des ministères à prendre quelque décision que ce fût.

Cette impression était d'autant plus fondée que le chef de l'Etat lui-même paraissait désemparé par les événements du 6 avril. Confiné dans un bunker, il resta totalement absent de la scène politique pendant plusieurs mois.

La fin de l'année dernière, M. Biya sortit enfin de sa réserve et enchaîna rapidement des apparitions au public et des déclarations officielles. Ce fut un « club de la presse » à la mi-novembre (le Monde du 17 novembre), une visite à Douala et l'inauguration du complexe agro-pastoral de Bamenda en décembre.

Avant de se rendre en visite officielle en France, le chef de l'Etat camerounais a, d'autre part, effectué, les 23 et 24 janvier, un voyage en Côte-d'Ivoire, pour rencontrer M. Houphouët-Boigny.

A Paris, on prit cependant la mesure des risques d'une détérioration durable des relations franco-camerounaises. Dès l'été dernier, l'Élysée et le Quai-d'Orsay s'efforcèrent de rétablir un climat de confiance entre les deux pays.

MM. Nucoi et Guy Penne, respectivement ministre délégué à la coopération et au développement et conseiller de M. Mitterrand pour les affaires africaines et malgaches, firent le voyage de Yaoundé.

Plus significatif sans doute fut le remplacement de l'ambassadeur de France. Depuis l'arrivée de M. Yvon Omènès dans la capitale camerounaise, les rapports entre Paris et

Yaoundé se sont indéniablement détendus. Parallèlement, la presse camerounaise, sur ordre de la présidence, a mis un terme à ses attaques - souvent outrancières - contre la France.

Le séjour de M. Biya à Paris doit d'autant mieux se dérouler que les deux pays sont liés par d'étroites relations économiques et par des positions diplomatiques convergentes. Le Cameroun a constamment soutenu l'attitude de la France au Tchad, lui fournissant même un soutien logistique irremplaçable.

C'est par le Nord-Cameroun que la force Manta a transité avant de se redéployer sur le territoire tchadien, et c'est en traversant tout le territoire camerounais que les troupes françaises ont procédé à leur retrait.

Sur le plan économique, la France conserve une place privilégiée, mais elle se heurte de plus en plus à la concurrence des Etats-Unis, du Canada, du Japon, de l'Italie et de l'Allemagne fédérale. Elle reste cependant le premier fournisseur du Cameroun (avec plus de 47 % du marché) et son premier client.

Le Cameroun est, en outre, notre deuxième client en Afrique subsaharienne, après le Nigeria et devant la Côte-d'Ivoire. En 1983, les importations françaises se sont élevées à 3,28 milliards de francs et les exportations à 4,50 milliards. Le pétrole a représenté plus de 40 % des importations françaises en 1984. L'augmentation de nos achats de pétrole contribue à réduire le déficit chronique des échanges commerciaux franco-camerounais.

L'aide française au Cameroun a atteint 27,5 milliards de francs CFA (1) en 1983 et près de 35 milliards en 1984. Elle est composée pour l'essentiel de prêts de la Caisse centrale de coopération économique, d'une aide du Fonds d'aide et de coopération (2,3 milliards en 1984), d'une assistance technique directe et indirecte (640 coopérants en 1983), de bourses et de stages, enfin d'une assistance militaire technique (environ 80 personnes).

Au cours de son séjour en France, le chef de l'Etat camerounais a rencontré avec plusieurs hommes d'affaires français, ainsi qu'avec les représentants du CNPF. Les responsables camerounais multiplient leurs efforts depuis plusieurs mois pour inciter les milieux économiques français à investir dans leur pays.

En novembre dernier, des journées économiques franco-camerounaises se sont tenues à Paris, à Lyon, à Strasbourg et à Bordeaux.

Tant sur le plan économique que dans le domaine des relations politiques, la visite de M. Biya est donc destinée à restaurer un climat de confiance entre la France et le Cameroun.

LAURENT ZECCHINI.

(1) 1 F = 0,02 F.C.F.A.

LE VOYAGE DU MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES AUX ÉTATS-UNIS

Washington réserve à M. Dumas un accueil particulièrement chaleureux

M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, est arrivé samedi 2 février à New-York pour une visite de travail de quatre jours aux Etats-Unis, au cours de laquelle il sera reçu par le président Reagan. Après s'être entretenu avec les membres de la mission française aux Nations unies, M. Dumas a gagné Washington, où devaient commencer ce lundi ses entretiens avec les dirigeants américains.

De notre correspondant

Washington. - Plus de grincements de dents, ni de remarques acides sur les communiqués franco-américains : en une dizaine de semaines, entre la dernière visite aux Etats-Unis, fin novembre, de M. Cheysson, et la première que M. Dumas y effectue, depuis samedi, en qualité de ministre des relations extérieures, le ton des responsables américains a sensiblement changé à l'égard de la France. On se croirait revenu au printemps dernier, lorsque M. Mitterrand avait été si bien accueilli par la Maison Blanche. M. Dumas devait être reçu, mardi matin, par M. Reagan après avoir dîné, dimanche soir, avec M. McFarlane, le conseiller du président américain pour les affaires de sécurité nationale, et s'être entretenu, ce lundi 4 février, avec MM. Shultz, Bush et Weinberger. Nullement exigé par le protocole, le rendez-vous avec M. Reagan aurait été souhaité, dit-on côté américain, « par le président lui-même ».

Cette offensive de charme occidant nullement à une suite d'humour. A la veille de leurs nouveaux pourparlers avec les Soviétiques sur le contrôle des armements, les dirigeants américains tiennent d'abord à renforcer la cohésion occidentale et à démontrer qu'il n'y a pas de frictions avec leurs alliés. C'est dans cet esprit que M. Thatcher avait été reçu en décembre à Washington, et que des émissaires américains avaient immédiatement été dépêchés dans toutes les capitales amies après que MM. Shultz et Gromyko se furent mis d'accord à Genève sur la reprise des négociations. C'est dans cet esprit aussi que M. Dumas a aujourd'hui droit au tapis rouge, et cela d'autant plus qu'on croit, à tort ou à raison, discerner à Washington une évolution des positions françaises vers plus de compréhension pour les projets américains de défense spatiale antimissile.

On a, semble-t-il, apprécié, du côté français, que des voix autorisées se soient récemment élevées aux Etats-Unis pour souligner que l'initiative de défense stratégique n'était pas destinée à se substituer à la dissuasion, mais à la renforcer. M. Dumas lui-même déclare, dans une interview publiée ce lundi par le Washington Post, que la France « exprime une légitime curiosité » pour cette « philosophie séduisante » que représenterait le passage à une stratégie défensive, et qu'elle souhaiterait parler plus à fond de « cette idée d'un réseau protecteur impliquant la disparition des systèmes offensifs ». Autrement dit, les projets américains ne sont peut-être pas à rejeter a priori et dans leur totalité - un propos très plaisant pour Washington, même s'il ne comporte aucune adhésion.

Très préoccupés, d'autre part, par les récents développements du terrorisme en Europe, les dirigeants américains souhaitent ardemment renforcer la coopération entre alliés, face à une menace que M. Shultz prend personnellement très au sérieux et contre laquelle il a, plusieurs fois déjà, réclamé des mesures énergiques. De ce point de vue, plus, M. Dumas n'aura pas de ses bêtes en parlant, dans les colonnes du Washington Post, d'une « nouvelle forme de terrorisme semblant dirigée spécifiquement contre les pays de l'alliance atlantique ».

Les dirigeants américains, enfin, savent - et ils le soulignent - que M. Dumas a des liens personnels étroits avec M. Mitterrand. Ils veulent, en conséquence, éviter tout malentendu avec un homme dont le profil politique les déroute, pour ne pas dire qu'il les inquiète.

B. G.

Des ordinateurs américains pour la France

QUAND LA PRESSE DÉCOUVRE LA LUNE...

L'administration américaine a accepté, en vertu d'un accord secret, de livrer à la France des ordinateurs très perfectionnés et des équipements de transmissions stratégiques en échange d'un soutien, par le gouvernement français, du projet de déploiement en Europe des Pershing et des missiles de croisière. C'est du moins un quotidien de New-York, Newsday, qui l'annonce dans ses éditions du dimanche 3 février.

Selon Newsday, cet accord secret avait été conclu en 1978 entre les deux pays, mais il n'aurait été appliqué qu'en 1982 après des assurances de M. Mitterrand à M. Reagan sur la présence des communistes au gouvernement.

L'accord porterait sur la fourniture de super-ordinateurs ayant des applications militaires, notamment pour le développement de nouveaux modèles d'armes nucléaires, et sur la livraison d'équipements électroniques ultramodernes permettant à des avions servant de PC de demeurer en permanence en liaison radio avec des sous-marins nucléaires. Selon la quotidien américain, le fera soutien de la France à l'installation des Pershing et des missiles de croisière dans plusieurs pays européens est directement lié à cet accord.

Si sa bonne foi n'a pas été prise en défaut, Newsday découvrirait-il la lune ? L'accord auquel il fait allusion est de notoriété publique puisqu'il a été annoncé, dès 1983, par les rapporteurs spécialisés de la commission de la défense à l'Assemblée nationale. Le ministre de la défense a acheté aux Etats-Unis (mais il n'est pas le seul puisqu'en trouve, par exemple, à Polytechnique, à EDF ou à l'ONERA) deux ordinateurs Cray-One, qui sont les plus puissants du monde et qui traitent jusqu'à cinq milliers de mesures par seconde. Ils servent en particulier à dépouiller les résultats des essais de missiles à têtes multiples, comme le M-4 des sous-marins stratégiques. D'autre part, le même ministère de la défense a acheté aux Etats-Unis des stations émettrices-récepteurs à très basses fréquences, qui seront montées sur quatre avions Transall (système dit Astaria) pour des missions lointaines.

En 1974, lors d'une réunion interalliée à Ottawa, puis, en 1983 au sommet de Williamsburg, la France a signé une déclaration commune par laquelle elle reconnaissait que son armement nucléaire contribuait à la dissuasion globale de l'alliance atlantique. Elle n'a donc pas attendu les livraisons de deux ordinateurs et de quatre stations-radio, fusent-elles des produits stratégiques, pour afficher sa fidélité atlantique.

J. I.

Hans Küng



Hans Küng
Vie éternelle ?

L'au-delà : projection d'un désir ?
Résurrection du corps ?
Est-ce plus facile pour les croyants ?
Les questions de la psychologie,
de la médecine, de la philosophie,
des croyances et des cultures à
propos de l'au-delà et l'éternité.
110 F

aux Editions du Seuil, Paris

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1934.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef :
Daniel Verdet

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Reproduction interdite de tous articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
674 F 1 309 F 1 913 F 2 480 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
384 F 734 F 1 050 F 1 330 F

IL - SUISSE-TURISME
491 F 944 F 1 365 F 1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou
provisoires (deux semaines ou plus) : nos
abonnés sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins avant leur
départ. Joindre la dernière bande d'envoi à
toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie,
220 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche,
17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$;
Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark,
7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$;
G.-B., 85 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 85 p. ;
Italie, 1 700 L. ; Liban, 600 F. ; Libye,
0,380 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège,
8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,
85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède,
7,75 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 ml.

Reproduction interdite de tous articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

كلمة من الأجل

DIPLOMATIE

Yalta, de l'échec au mythe

(Suite de la première page.)

Dès le 27 février d'ailleurs, c'est-à-dire le jour même où le Premier britannique avait affirmé, avec une habitude candide, sa foi dans la sincérité du généralissime, celui-ci avait expédié à Bucarest son lieutenant Vyshinski, avec mission d'obliger le jeune roi Michel à mettre en place un gouvernement dont, à toutes fins utiles, il lui apportait la liste.

On dira que Churchill n'avait à s'en prendre qu'à lui-même : pour obtenir les mains libres en Grèce, il avait conclu avec Staline, en octobre précédent, un accord qui lui abandonnait pratiquement la Roumanie et la Bulgarie, en démentant déjà occupées par l'armée rouge. En Hongrie et en Yougoslavie, il était convenu que l'influence des deux pays s'exercerait fifty-fifty. Des États-Unis, qui n'avaient pratiquement pas été consultés, il n'était pas question.

Si partage il y eut, ce fut bien à ce moment-là, et non à Yalta, qui fut en réalité une tentative pour substituer un ordre mondial pacifique au système des sphères d'influence, dont Roosevelt avait assuré, quelques mois plus tôt, devant les Chambres réunies du Congrès, qu'il ne serait « plus jamais question ». D'où cette « Organisation des Nations unies », dont le nom dit assez l'ambition, que la conférence de Crimée décida de créer. L'ONU était supposée, grâce à des institutions plus fortes que la défunte Société des Nations, réussir là où celle-ci avait échoué. On voit aujourd'hui ce qu'il en est.

Inutile de dire que, dans l'esprit de leur président, les États-Unis occuperaient au sein de cette Organisation une position dominante. Il les voyait, en toute simplicité, selon ses confidences à son fils Elliott, jouant les médiateurs « entre les Russes qui pensent empire et les Russes qui pensent communisme ». Il n'était en demeure pas loin de croire que,

succombant à son charme bien connu, Staline était en passe de se convertir à la démocratie véritable. Sinon, comment aurait-il pris au sérieux la signature que le généralissime allait donner à la déclaration sur l'Europe libérée ou au paragraphe sur la Pologne libre, indépendante et démocratique ? Comment, surtout, aurait-il déclaré, comme il l'avait déjà fait en 1943 à Téhéran, qu'une fois la guerre finie les troupes américaines seraient rapidement retirées d'Europe ?

Cette promesse, Khrouchchev devait la rappeler à Kennedy lorsqu'ils se rencontrèrent au début de juin 1961 à Vienne, en pleine crise de Berlin. Elle avait été faite sérieusement : le peuple américain était pressé de voir les « boys » rentrer au pays. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles Churchill a tant poussé à Yalta à la restauration de la France dans sa position de grande puissance, avec une armée sérieuse à la clé.

C'est une constante de la politique britannique, ou le sait, que de ne laisser en aucun cas se consolider une hégémonie continentale ; et l'héritier des Marlborough avait grand-peur que plus tard les Chancelleries russes ou chinoises cherchent à étendre leur influence jusqu'à la Manche et à l'Atlantique.

De Yalta à Hiroshima

Ce qu'on est en droit de reprocher Roosevelt, c'est qu'il n'a pas eu d'avoir partagé l'Europe avec Staline, mais bien plutôt d'avoir envisagé, d'un cœur léger, de laisser l'ensemble du continent pratiquement sous la coupe d'une armée russe alors au faite de sa puissance. Si les choses ont tourné autrement, c'est parce qu'Hiroshima allait donner, du jour au lendemain, à son successeur les moyens de résister sans grandes risques pendant des années à toutes les pressions soviétiques. Ce

qui a partagé l'Allemagne, l'Europe et le monde, ce n'est donc pas la volonté de trois hommes, c'est l'épée de Damoclès du feu nucléaire.

En réalité, le seul partage qui ait eu lieu à Yalta a concerné l'Extrême-Orient. Il s'agissait de s'assurer de la participation de l'URSS à la phase finale de la guerre contre le Japon. Et c'est ainsi que Staline, non content de récupérer les terres que l'empire du Soleil-Levant avait arrachées à la Russie en 1904, s'est fait céder — sans que celle-ci fût en quoi que ce soit consultée — quelques morceaux de la Chine. Tout cela, en fin de compte, pour rien, puisque, lorsque l'armée rouge se mit en marche pour régler son compte au Japon, trois mois, conformément aux accords conclus, après la capitulation du Reich, Hiroshima n'était plus, depuis la veille, qu'un tas de cendres. D'ailleurs, indispensable, la bombe avait fait de l'URSS, du jour au lendemain, pour les États-Unis, un partenaire encombrant, voué à devenir un rival.

On ne le répètera jamais assez : Yalta appartient à l'âge pré-atlantique, tant dire à la préhistoire. C'est la dissuasion mutuelle qui a figé les frontières de l'Europe coupée en deux, à partir de 1949, une Allemagne dont les Tris Grands avaient décidé à Potsdam, en juillet 1945, de maintenir l'unité. Mais pourquoi alors ce mythe de Yalta-partage du monde ? La faute en revient-elle, comme on l'a beaucoup dit, à de Gaulle ? Quand on relit *Mémoires de guerre*, on est plutôt frappé de sa désertion sur le sujet. Certes, il était furieux que la France, en sa personne, n'eût pas été invitée à la conférence, et il ne doutait pas que les choses se fussent mieux passées s'il avait été là. Mais il ne pouvait pas ne plus publier que c'est à Yalta que la France a reçu un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies et une zone d'occupation en Allemagne, ce qui

lui rendait le statut de grande puissance auquel il tenait tellement.

En fait, c'est sensiblement plus tard que s'est accordée en France la légende du partage délibéré, le comble de l'absurde et de la contre-vérité ayant été atteint lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, complaisamment expliquée par Yalta, alors qu'il n'y avait eu à aucun moment question de ce pays. Le président Bernès ne s'était-il pas imprudemment targué, deux ans plus tôt, d'en avoir réglé le sort avec Staline, « à des conditions, disait-il, de la Gaule à son retour à Londres, qui n'hypothéquait pas notre indépendance » ?

Bien plus qu'en France, c'est aux États-Unis qu'est né le mythe de Yalta. Des millions d'électeurs américains sont originaires d'Europe orientale : ils supportaient mal de voir leurs frères démembrés au pays tomber sous la coupe soviétique. Il était tentant pour le Parti républicain de faire retomber sur Roosevelt, et donc sur les démocrates, la responsabilité de l'abandon de ces pays à l'Ours moscovite, et il ne s'en priva pas ; ce qui amena d'ailleurs Truman à faire publier les procès-verbaux de la conférence de Crimée. Mais qui a eu le courage de lire cet interminable document ?

De toute façon, il eût suffi de parcourir la chronique des années de guerre froide et de prétendre « détente » pour s'apercevoir que, si partage il y a eu, il n'a cessé d'être mis en question. Pour l'Union soviétique, en effet, comme le disait Khrouchchev avec son habituelle franchise, le statu quo ne saurait être conçu que sous une forme « dynamique », puisque, aussi bien, l'histoire a inscrit de tout temps à son programme le plus riche et le plus fort de tous les temps : « Kennedy devait résumer dans une formule saisissante : « Ce qui est à moi est à moi ; ce qui est à toi est négociable ».



Comment on peut le voir sur cette carte, l'armée rouge occupait déjà, au moment de Yalta, la plus grande partie de ce qui allait devenir la zone d'influence soviétique. Les territoires hachurés ont été évacués par les Américains et les Britanniques en juin 1945, lorsqu'ils prenaient possession de leurs secteurs de Berlin et de Vienne, en conformité avec les accords sur la délimitation des zones d'occupation conclus l'année précédente.

Comment d'ailleurs imaginer qu'une Union soviétique sortie de la guerre saignée à blanc, ruinée et toute courbée sous le poids de la victoire allait gentiment concourir — comme le lui demandait en dernière analyse Roosevelt — à la consolidation d'un ordre mondial dominé par des États-Unis devenus, en grande partie grâce à la guerre, le pays le plus riche et le plus fort de tous les temps ?

Il n'y a pas d'exemple d'une alliance qui survit longtemps au danger contre lequel elle s'est constituée. Au moment de Yalta, l'Allemagne est déjà envahie, sa capitulation n'est plus qu'une question de quelques mois. Mais la préoccupation majeure demeure encore d'empêcher la bête de se réveiller, de la démanteler, de la mettre définitivement hors d'état de nuire. Le jour où l'on s'apercevra que la défaite l'a vaccinée pour longtemps contre l'esprit de conquête et que le « revanchisme » dont on l'accuse facilement à Moscou n'existe que dans une toute petite minorité de la population, alors on constatera que la guerre froide a pris la relève de la guerre tout court.

D'où les multiples crises et même les multiples conflits armés dont est jalonnée l'histoire de l'après-guerre. En fin de compte, le seul continent où, mis à part le double schisme yougoslave et albanais, la ligne de démarcation entre l'Est et l'Ouest n'a pas bougé, malgré les tentatives ennemiennes en Portugal, après la « révolution aux œillets », c'est le nôtre, c'est l'Europe. Et il est de fait qu'au fil des années une sorte d'accord tacite s'est établi sur ce point. Tout se passe comme si, la dissuasion mutuelle aidant, chacun des deux camps avait fait sienne la doctrine américaine de l'indivisibilité (contaminée) élaborée en 1947 par George Kennan, au nom de laquelle il convient de s'opposer, au besoin par la force, à tout empiètement de l'adversaire.

Cette situation durera-t-elle éternellement ? Y aura-t-il toujours des soldats de l'Ouest et du pacte de Varsovie face à face le long d'un éternel rideau de fer, d'un éternel mur de Berlin ? Il est difficile de le croire, quand ce ne serait que parce que l'histoire est, par définition, changement. Comme l'a dit une fin pour toute Lénine, tout partage résulte d'un rapport de forces, et modification de ce rapport de force aboutit, tôt ou tard, à une remise en cause du partage. Comment cette mise en cause se produira-t-elle ? Dans le fracas de l'apocalypse nucléaire ? Par affaiblissement progressif des pouvoirs impériaux ou l'un ou l'autre d'entre eux ? Par glissement de l'Allemagne vers le néototalitarisme ?

Le temps que nous vivons n'est celui des grands prophètes : nous n'avons plus de Napoléon, de Trotski ou de de Gaulle de ces hommes « pour qui nos jours, suivant Corneille, sont des livres ouverts ». Les prévisionnistes plantent souvent, et il manque à grandiose palette de Soljenitsyne l'écoulement de la petite fille Espérance. Mais s'il est une évidence que nous attestons, c'est que jamais le sinistre d'après-guerre en deux n'a été aussi perméable aux idées, aux mots, et maintenant aux images, qu'il ne l'est de nos jours. Les prévisions, si elles ne s'en sont pas chargées auparavant, le réduiront quel jour en poussière.

ANDRÉ FONTAINE.

P.S. — Encouragements, suggestions, critiques : le volume du cotier que nous continuons de recevoir ces jours-ci est tel qu'il nous est matériellement impossible d'y répondre dans les délais auxquels nous sommes tenus. Nous serons très reconnaissants si les lecteurs nous font part de leurs remarques, qu'ils soient sûrs au moins que toutes les lettres sont lues très attentivement, qu'il en sera largement tenu compte et que le ton si chaleureux de tant d'entre elles nous droit au cœur. — A.F.

PROCHE-ORIENT

Iran

L'imam Khomeiny exhorte les religieux musulmans à prendre la tête du combat contre les grandes puissances

Téhéran (AFP). — Six ans après son discours historique à son retour d'exil, l'imam Khomeiny a renouvelé dimanche 3 février son message de combat en exhortant les religieux musulmans à prendre la tête du combat contre les grandes puissances.

Hussein Fadallah, le religieux libanais, chef du groupe chiite radical Hezbollah, était au premier rang des invités étrangers venus à cette occasion de la semaine d'anniversaire de la victoire de la révolution, le 11 février 1979.

Parlant devant plus de deux cents religieux iraniens et des militants islamiques venus de soixante-cinq pays, le guide de la révolution a notamment déclaré : « Quand les peuples voient que les Américains évitent les défenses autour de la Maison Blanche pour empêcher des attentats dirigés par l'Iran, ils se rendent compte de la puissance de l'Iran et de l'Islam. Nos ennemis racontent des mensonges pour nous affaiblir. L'Iran est contre tout cela [NDLR : les attentats]. Nous avançons en suivant le Coran et nous n'avons pas besoin de la terreur. L'imam Khomeiny, qui serait âgé de quatre-vingt-six ans, a parlé sans pause pendant trente-cinq minutes d'une voix dont le ton montait au fil du discours. Ses apparitions publiques sont devenues rares ; son précédent discours date du 11 décembre, alors qu'il avait été interrompu pratiquement chaque semaine pour donner ses directives et commenter l'actualité.

Son état de santé est entouré du plus grand mystère par les autorités, qui en ont fait un véritable sujet tabou. Tous les observateurs étrangers s'accordent cependant pour noter les signes de l'usure du temps : un amaigrissement général plus marqué ces derniers mois, une démarche très lente et une voix qui n'a plus rien de commun avec celle du tribun qui haranguait des millions d'Iraniens aux premières heures de la révolution.

Dimanche, l'imam Khomeiny, qui avait pris une longue période de repos à la fin de l'année dernière, a fait la démonstration qu'il n'avait en tout cas rien perdu de sa pugnacité et de sa détermination à voir triompher l'Islam dans le monde. « Tant que nos ennemis accusent l'Iran de corruption, de despotisme, de fascisme, de torture et de meurtres, nous continuerons à lutter », a-t-il déclaré.

« L'allègement du dispositif de protection de M. Radjavi intervient alors qu'un effort important est demandé par le ministère de la Défense, depuis l'assassinat de l'ingénieur général René Audran, pour la protection de ses établissements militaires en civil, travaillant pour la défense nationale. C'est ce redéploiement de la protection de personnes ou de « points sensibles » qui fut mentionné, mardi 15 janvier, lors d'une réunion des ministères concernés autour de M. Fabius. Cet effort met fortement à contribution des policiers en civil, notamment des unités de service traditionnellement chargées de cette tâche, ce qui des « voyages officiels ».

S'agissant des opposants iraniens en France, on précise, de source autorisée, que leur protection n'est pas seulement « visible » : à plusieurs reprises les services spécialisés dans le contre-espionnage, et notamment la DST, auraient déjà, en 1983 et 1984, des projets d'attentats contre des personnalités iraniennes en France et en Grande-Bretagne.

L'AGITATION EN CISJORDANIE

Les colons exigent une stricte application des textes répressifs

De notre correspondant

Jérusalem. — La Cisjordanie est saisie, depuis quelques jours, d'un nouvel accès de fièvre. L'escalade violence-répression suit une fois encore, au cycle presque immuable : coups de feu contre des autobus, jets de pierres et de bouteilles incendiaires sur des véhicules israéliens, contre-manifestations de colons juifs, arrestations de suspects palestiniens, surenchères de la droite parlementaire, mise au point gouvernementale.

Le plus grave incident s'est produit il y a une semaine lorsqu'un horliceur juif de Cisjordanie, David Pihnas, fut grièvement blessé près de Kalkiya par un cocktail Molotov ayant embrasé sa voiture. Il est mort jeudi de ses blessures. Depuis, plusieurs attaques ont pris pour cibles des autobus, attirant la peur et la colère des colons.

L'armée a riposté en arrêtant vendredi 1^{er} février vingt-trois personnes « soupçonnées d'avoir participé à des actions violentes ou de les avoir encouragées ». Ces suspects habitent le camp de réfugiés de Dehaishe, qui longe la route Jérusalem-Hébron, et plusieurs villages avoisinants.

Tenu pour un « nid d'agitation » par l'administration militaire, Dehaishe est, aux portes de Bethléem, le plus turbulent des camps de Cisjordanie. Des heurts y opposent depuis plusieurs mois les sympathisants des branches rivales de l'OLP. Une soixantaine de femmes y ont manifesté dimanche 3 février contre les arrestations, tandis que le comité du camp dénonçait « la répression quotidienne au service des colons ».

Chez ces derniers, l'analyse est évidemment tout autre. Pour protester contre le « laxisme » du pouvoir envers leurs agresseurs, un millier d'entre eux ont bloqué « symboliquement », dimanche, pendant deux heures, les principales routes de Cisjordanie, provoquant de beaux embouteillages.

Les colons exigent une stricte application des textes répressifs, lesquels prévoient jusqu'à quinze ans de prison contre les lanceurs de pierres responsables de blessures. La justice militaire fait pourtant preuve d'une sévérité atténuée dans ce domaine. Ainsi, un tribunal de Ramallah a récemment condamné à quatre et cinq ans de prison, ferme deux adolescents arabes qui avaient jeté des bouteilles incendiaires. Le plus jeune était tout juste âgé de quatorze ans. Dans l'ensemble, les incidents sont d'ailleurs moins nombreux — mais plus graves et plus spectaculaires — qu'au début des années 80.

Le gouvernement israélien a pratiquement cessé, dimanche, toute sa répression hebdomadaire à ce royaume de violence. Le premier ministre, M. Shimon Peres, a fixé sa ligne de conduite en la matière : « Permettez que les terroristes, compréhension envers les civils ».

M. Peres a voulu, à la fois, rassurer les colons — « Il ne peut y avoir de paix, aucun compromis quant à la sécurité des juifs et des arabes des territoires occupés » — et les mettre en garde contre toute nouvelle tentative de se faire justice eux-mêmes (« le gouvernement est le seul exécuteur des lois »).

Soucieux de préserver les projets travaillistes visant à améliorer la « qualité de la vie » en Cisjordanie et à Gaza, le premier ministre a fait savoir dimanche qu'il n'y aurait pas de changement de politique à cet égard.

Les colons ne manquent pas d'aliés à l'intérieur comme à l'extérieur de la coalition au pouvoir. Dans l'opposition, le chef du parti d'extrême droite Tehiya, M. Neeman, qui dépeint cette semaine une motion de censure à la Knesset, reproche au gouvernement de considérer les problèmes de sécurité en Cisjordanie « dans une optique neutre, semblable à celle qu'aurait adoptée un observateur britannique se souciant au même titre des Juifs et des Arabes ».

Le chef du Likoud, M. Shamir, ne semble pas en revanche vouloir verser de l'huile sur le feu. Tout en réaffirmant jeudi son hostilité à tout compromis territorial, lors d'une visite dans une implantation tenue par son parti, il a demandé aux colons, plutôt pris à contrepied, de « ne pas se montrer hystériques ».

Certains ne sont guère enclins à la modération. Désirant désormais recréer une présence juive au cœur des deux plus grandes villes de Cisjordanie — Naplouse et Hébron — les plus extrémistes ont arraché dans la nuit de samedi à dimanche à Tel-Rumeila, un quartier central d'Hébron, une trentaine d'arbres « illégalement plantés par des Arabes sur une terre juive ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Les autorités françaises ont allégé le dispositif de sécurité autour de la résidence de M. Radjavi

Les autorités françaises ont assuré M. Massoud Radjavi, le dirigeant des Moudjahidin Khalki, réfugié en France, que l'allègement du dispositif de sécurité autour de sa résidence d'Auvers-sur-Oise répondait uniquement à des raisons techniques et ne traduisait aucun changement de la politique de la France à son égard.

C'est ce qu'indique un communiqué de l'organisation des Moudjahidin, publié dimanche 3 février. Deux jours après le retrait d'un escadron de gendarmerie mobile de soixante-dix hommes qui gardaient le pavillon de M. Radjavi depuis son arrivée en France en juillet 1981. Deux barrières « antitank » ont également été enlevées, mais de quinze à vingt gendarmes continuent à surveiller les abords de la résidence.

« De la part des autorités supérieures, j'ai reçu des assurances selon lesquelles la politique de la France à notre égard n'avait pas changé et que le changement du dispositif de sécurité découlaient de problèmes techniques et administratifs des organes concernés. J'ai été également assuré que le gouvernement français continuerait à assumer entièrement la responsabilité de ma protection », déclare M. Radjavi dans son communiqué.

M. Radjavi ajoute qu'il a fait savoir aux autorités françaises qu'il était prêt à quitter la France si la politique de celle-ci à l'égard du « droit sacré d'asile » venait à être modifiée.

Alain DUHAMEL

Le complexe d'Astérix

essai sur le caractère politique des Français

GALLINARD

AMÉRIQUES

Le voyage de Jean-Paul II au Pérou et la théologie de la libération

Péruvien, né à Lima en 1928, licencié en psychologie de l'université de Louvain et en théologie de l'université de Lyon, le Père Gustavo Gutierrez est considéré comme l'un des princi-

paux avocats de la théologie de la libération, qui préconise un engagement concret - et donc politique - de l'Eglise auprès des plus pauvres. Dès son arrivée à Lima, vendredi 1^{er} février,

le pape a lancé une mise en garde très nette aux partisans de cette « Eglise des pauvres » et dénoncé les « risques de division » pour l'Eglise (le Monde daté 3-4 février). Le Père Gutierrez

expose, dans un entretien accordé à notre correspondante, les vraies motivations et les limites de cette « doctrine » qui inquiète tant le Vatican.

« Chaque fois que l'on parle avec clarté de problèmes sociaux, on se fait traiter de communiste »

nous déclare le Père Gustavo Gutierrez

De notre correspondante

Lima. - « Théologie de la libération est le titre de votre premier ouvrage. C'est aussi le nom d'un vaste courant du christianisme qui a surgi en Amérique latine depuis une vingtaine d'années. Pourquoi cette association de mots - théologie - et - libération - ?

- La théologie, c'est parler de Dieu. En Amérique latine, le problème se pose en termes particuliers. Les questions proviennent des « non-personnes », de ceux qui se sentent « moins-que-rien », des pauvres en particulier, des Indiens, des Noirs, des femmes doublement opprimées.

- Bartholomée de Las Casas, un missionnaire du seizième siècle, a prononcé cette très belle phrase : « Les Indiens meurent avant l'heure ». Une phrase qui a rien perdu de son actualité. De nos jours, les pauvres meurent encore avant l'heure. Mort prématurée provoquée par la faim, la maladie et les méthodes répressives de ceux qui craignent de perdre leurs privilèges et écrasent dans le sang toute tentative de libération des opprimés. Nous sommes obligés de nous interroger : comment faire comprendre à celui qui se sent un « moins-que-rien », à celui qui souffre, que Dieu est amour ? Comment chanter le Messie quand la douleur d'un peuple étouffe sa voix dans sa poitrine ? Ce sont des questions cruciales et

qui méritent plus qu'une réponse en l'air. On ne doit pas sous-estimer l'injustice, la marginalité dans les grandes majorités de l'Amérique latine.

- Ou nous nous évadons de la réalité en prêchant dans le vide des généralités, ou nous la regardons en face. Et c'est ce que j'ai essayé de faire. La théologie de la libération est une réflexion sur Dieu, c'est un effort dans la recherche d'un langage pour parler du Dieu amour aux chrétiens déshérités de ce continent. Libération est un terme complexe qui touche l'ordre social, politique et humain, libération totale de la personne et non pas simple changement de structures. Libération du péché si l'on veut parler en termes bibliques parce que le péché a été défini autrefois comme la rupture de l'amour avec le prochain, avec Dieu.

L'exemple de Mgr Romero

- L'Amérique latine a été colonisée par le sabre et le goupillon, l'Eglise en est-elle restée marquée ?

- Depuis son origine, le christianisme a présenté deux visages : celui de l'inquisition et celui de la libération. De nos jours, vous avez un évê-

que comme Mgr Oscar Romero au Salvador qui, mieux que personne, avait su lier le spirituel à la réalité de son pays. Dans ses sermons, il insistait sur le fait que la foi chrétienne ne doit pas nous séparer du monde, mais nous submerger en lui. L'Eglise n'est pas un réduit séparé de la ville : elle suit les pas de ce Jésus qui vécut, travailla, lutta, mourut au milieu de la ville... Mgr Romero a été assassiné pendant qu'il disait la messe.

- Une théologie qui ne se situe pas dans le contexte d'une foi vécue court le risque de se convertir en une sorte de métaphysique religieuse, comme une roue qui tournerait dans le vide sans faire avancer la voiture. Il ne faut pas oublier cette phrase de saint Thomas d'Aquin : « Il faut un minimum de confort matériel pour avoir une vie spirituelle ». Une réflexion du treizième siècle, et personne ne pense que c'est une bêtise. Alors, pourquoi censurer la théologie de la libération ? Dans mon premier ouvrage, j'écrivais : « Sans vie contemplative, il n'y a pas de vie chrétienne » et ensuite : « Sans engagement avec les pauvres, il n'y a pas non plus de vie chrétienne ». C'est cette deuxième phrase qui ne

passé pas, parce qu'elle risque de léser les intérêts de certains bien-pensants.

- La Bible, l'Evangile, ne prêchent-ils pas la rédemption ?

- La Bible ? Non ! Certaines interprétations de la Bible, si ! Mais elles sont incorrectes. La Bible se nourrit de réalités et de nécessités concrètes. Voyez la description de l'Exode, le message des prophètes. Et dans le Nouveau Testament, l'épître de saint Jacques sur les pauvres est extrêmement dure dans ses attaques contre les riches, les puissants.

- Et de nos jours ?

- Pensez à Vatican II, à Medellín, qui parle de « violence institutionnalisée », à Puebla qui qualifie la pauvreté d'inhumaine, d'anti-évangélique.

- Est-ce une coïncidence si la théologie de la libération naît en Amérique ?

- C'est le seul continent du tiers-monde où la majorité de la population est chrétienne, pauvre et soumise à l'injustice. En Asie, les chrétiens sont une infime minorité, et en Afrique une simple minorité importante.

- On assure que 95 % des Péruviens sont chrétiens, mais leur foi n'est-elle pas superstition ?

- Il ne faut pas juger avec une mentalité moderne du siècle des Lumières et traiter de superstition ce qui n'est pas rationnel. Ce serait une grave erreur. Je ne veux pas soutenir pour autant que toutes les « expressions de foi de ce peuple sont parfaites, mais, sincèrement, je ne crois pas que la foi exprimée rationnellement soit meilleure, elle risque d'être moins foi.

La foi de ma mère

- J'ai toujours été frappé par la foi de ma mère, une foi certainement moins illustrée que la mienne, mais je ne m'en sens pas plus chrétien pour autant ; finalement, qu'est-ce qu'être chrétien ? Avoir la foi, l'espérance, être charitable. Et cette femme, comme tant d'autres dans ce pays, avait une dose immense de foi, d'espérance, de charité. Et, l'essentiel, c'est le christianisme vécu. Le reste n'est que théologie.

- Le document de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi parle au pluriel des théologies de la libération et reconnaît que « certaines interprétations sont légitimes, d'autres critiquables, d'autres franchement inacceptables ».

- Personnellement, je ne me sens pas visé par les principales critiques de Saint-Siège, particulièrement lorsqu'il dit : « On en arrive ainsi à remettre en cause la divinité du Christ », ou encore « utilisation indiscriminée du marxisme ». J'ai essayé, comme d'autres théologiens du continent comme Leonardo Boff, Jon Sobrino, Rómulo Muñoz et tant d'autres, de réfléchir sur l'expérience chrétienne des pauvres. Et, pour cela, il est nécessaire de connaître la pauvreté, d'identifier ses causes. Pour ce faire, nous devons utiliser tous les instruments

que les sciences humaines mettent à notre portée. Dans les sciences sociales, certaines notions proviennent de l'analyse marxiste. Mais de là à vouloir faire une synthèse entre la foi chrétienne et le marxisme, il existe un abîme. D'ailleurs, cette synthèse serait absurde comme le serait une synthèse entre la foi chrétienne et la physique d'Einstein.

- Je pense que les critiques de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi s'adressent à des ouvrages mineurs, à certains articles et communiqués de secteurs chrétiens et non chrétiens, qui associent christianisme et marxisme. Mais le plus substantiel de la théologie de la libération n'utilise pas le marxisme comme instrument d'analyse intégrale, bien que cela ne me semblerait pas une absurdité. C'est pour cette raison que je ne me sens pas visé.

- Maintes fois, lorsque je dis que je ne me sens pas visé par ce document, cela ne veut pas dire que je ne lui attribue aucune valeur. Cette mise au point est importante pour moi parce que je suis chrétien, parce que je sois partie intégrante de l'Eglise.

« Je n'ai jamais fait de politique »

- L'épiscopat péruvien a publié un document extrêmement sévère sur la théologie de la libération, qualifiée de « perversion du christianisme ».

- Après avoir publié mon ouvrage, j'ai été pendant dix ans membre du comité de réflexion théologique du CELAM. Pendant ce temps, croyez-vous qu'il ait été possible que le CELAM ne se soit pas rendu compte de la perversité de la théologie de la libération ? En fait, le document de l'épiscopat péruvien prétend être une synthèse du document de Rome. Mais elle n'est pas fidèle à l'original. Elle le déforme, résume en vingt lignes ce qui est positif et développe le négatif. Il vaut donc mieux s'en tenir au document de Rome.

- Cette soudaine sévérité s'explique peut-être par le voyage du pape au Pérou ?

- C'est une hypothèse. Mais il ne faut pas spéculer. Objectivement parlant, il n'y a rien qui permette de l'affirmer.

- Combien de fois avez-vous été accusé d'être un curé rouge ?

- Une infinité de fois, mais la seule chose certaine, c'est que je suis prêtre, depuis vingt-cinq ans, et que je n'ai jamais fait de politique, justement parce que je suis prêtre. Je ne considère pas que la politique soit une mauvaise chose, mais, si j'avais voulu en faire, je serais resté laïc. Mon travail est pastoral. Je m'occupe de mes paroissiens, ce qui explique pourquoi j'écris peu sur la théologie.

- Mais, chaque fois que l'on parle avec clarté de problèmes sociaux, les critiques pleuvent, et on se fait traiter de communiste. C'est une loi de notre temps. Lorsque le pape Paul VI a lancé l'encyclique *Papalium Progressio*, en 1967, le *Wall Street Journal* a estimé que c'était du « marxisme réchauffé », du mauvais marxisme par-dessus le marché.

Quand le pape s'exprime en quechua et en shipibo...

Lima (AFP). - Le pape Jean-Paul II s'est adressé le 3 février en quechua aux populations andines et il doit parler en shipibo aux indigènes de la plaine amazonienne à Iquitos. Le pape a déjà pris la parole en trente-cinq langues au cours de ses précédents voyages. Le quechua et le shipibo devaient être utilisés pour « une communication directe », selon l'entourage de Jean-Paul II.

Le quechua, langue unique des Incas pendant des siècles, est la seule encore parlée par plus de cinq millions de Péruviens. Il y a une dizaine d'années, le quechua avait été proclamé deuxième langue officielle du Pérou. Aujourd'hui, ce décret est tombé en désuétude.

En fait, les Incas parlaient le runa simi (langage des hommes) qui a été appelé la langue générale à l'arrivée des conquérants espagnols, puis le quechua après le travail du linguiste dominicain,

le Père Domingo de Santo Tomas. Celui-ci élabore en 1560 une grammaire et un dictionnaire et fut le premier à employer le mot de quechua pour désigner la langue parlée dans toutes les Andes centrales du lac Titicaca jusqu'aux frontières de la Colombie et de l'Equateur.

Selon une technique très en point au Vatican, Mgr Alcides Mendoza, évêque de Cuzco et d'origine andine, a été chargé de la traduction des messages que le pape devait prononcer à Cuzco et à Ayacucho, les accompagnant d'un enregistrement expliquant les difficultés de la langue. Jean-Paul II a reçu au Vatican l'aide d'un spécialiste. De source ecclésiastique, on affirme que les résultats sont « remarquables ». Le message en shipibo, dialecte amazonien, sera plus bref, environ quatre minutes, mais il n'en aura pas moins fait l'objet de plusieurs répétitions.

Si l'on parle ainsi d'une encyclique et du pape, comment va-t-on parler d'un petit curé péruvien ? J'ajouterais avec un peu d'ironie que ceux qui accusent systématiquement de communisme les personnes qui parlent de justice sociale, de droit des pauvres, doivent avoir une très haute idée du marxisme. Ils croient que seuls les communistes peuvent traiter ces thèmes.

- L'épiscopat s'est récemment prononcé sur la violence qui règne au Pérou.

- Le communiqué est clair. Il rejette tous les types de violence, la violence terroriste mais aussi la violence des prétendus défenseurs de l'ordre. Les preuves de la violation des droits de l'homme dans la lutte de répression contre Sentier lumineux sont nombreuses. Cela ne justifie pas les atrocités de Sentier lumineux, mais il est encore plus scandaleux que ceux qui ont pour mission la défense des droits de l'homme soient les premiers à les violer.

Propos recueillis par NICOLE BONNET.



Une bonne idée, des notes précises, des remarques importantes, tout ça n'a pas de prix. Un outil vous coûterait cher.

VOTRE CALEPIN

ÉLECTRONIQUE

Envoyez-nous votre adresse, nous vous expédierons une documentation complète.

POCKET MEMO

PHILIPS

A renvoyer à Philips Data Systems, Département Bureau Distribution 5, Square Max-Hymans - 75741 Paris Cedex 15.

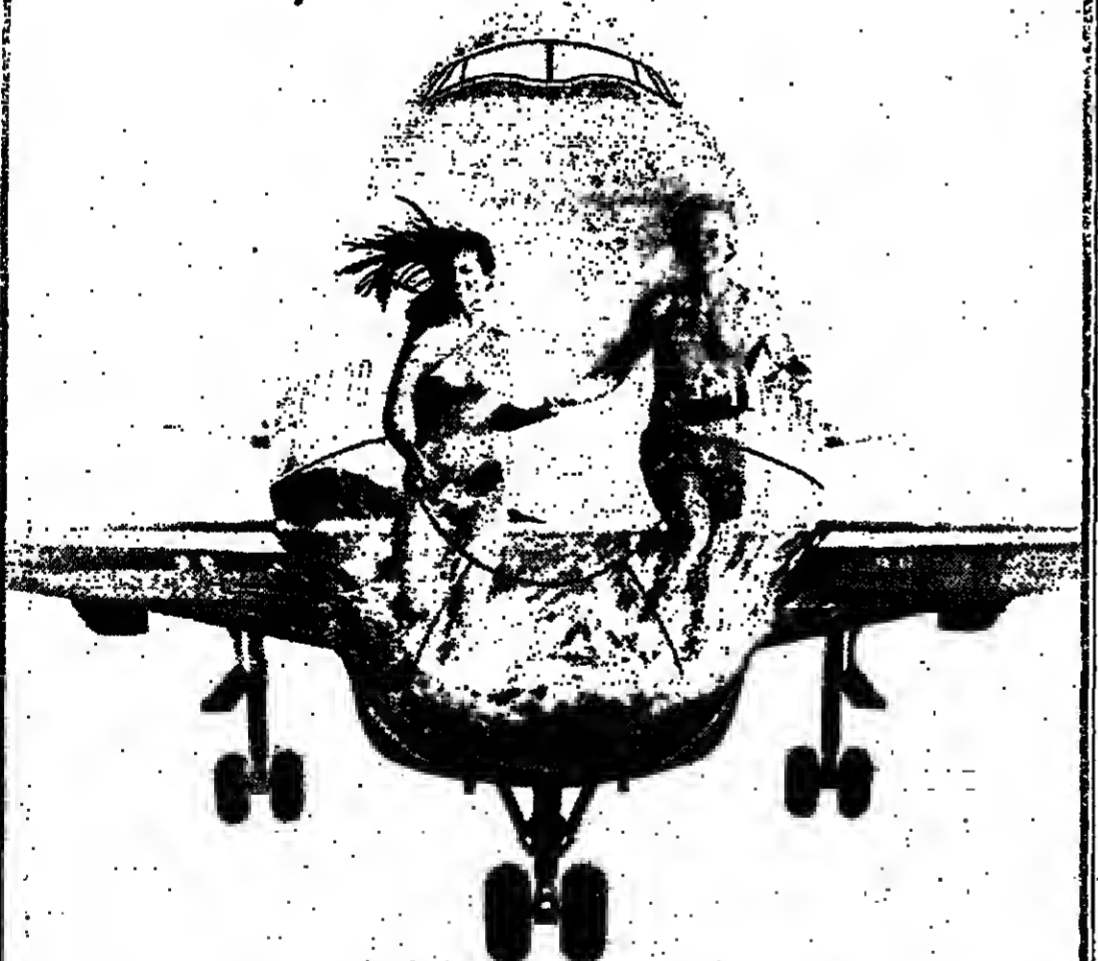
Nom et prénom _____
Société _____
Service _____
Adresse de bureau _____
Code Postal _____
Tel. _____



PHILIPS

DÉCOLLEZ
POUR VOS VACANCES

par IBERIA



TARIF AMIGO*

DES PRIX A PARTIR EN VACANCES !

PALMA	1410 ^{AR}	LAS PALMAS	2590 ^{AR}
ALICANTE	1740 ^{AR}	VALENCE	1585 ^{AR}
MALAGA	1890 ^{AR}	BILBAO	1170 ^{AR}
MADRID	1715 ^{AR}	SEVILLE	1890 ^{AR}
BARCELONE	1320 ^{AR}		

* Prix au départ de Paris, valables jusqu'au 31 Mars 1985. Autres tarifs Amigo au départ de Lyon, Marseille et Nice. Conditions spéciales d'application. Consultez votre agence de voyages ou Iberia : (1) 723.01.23

IBERIA
LIGNES AÉRIENNES ESPAGNOL

AMÉRIQUES

A AYACUCHO, JEAN-PAUL II LANCE UN APPEL AUX GUÉRILLEROS

« Si vous voulez un Pérou plus juste, cherchez les voies du dialogue et non de la violence »

Ayacucho. — « Il est ici, on le sent, on le voit. » Une foule, mais nombreuse qu'on ne l'attendait, mais fervente, composée en majorité de femmes et d'enfants, agglutinée de la tribune par des grilles et une rangée de soldats, a accueilli Jean-Paul II, dimanche 3 février, dans cette ville de la sierra centrale, dans une région la plus pauvre du Pérou. Depuis 1980 c'est aussi le lieu des guérillas du Sendero lumineux.

La tribune avait été dressée sur la piste de l'aéroport. Sur les escaliers, des parachutistes revêtus de gilets pare-balles étaient aux aguets. Tous les assistants avaient été minutieusement fouillés (ils n'avaient pas le droit de porter le traditionnel poncho, ni même un chapeau qui aurait pu dissimuler des armes). A 200 mètres de l'estrade, on apercevait les bâtiments d'une caserne, où, selon un récent rapport d'Amnesty International, l'armée aurait torturé et fait disparaître des prisonniers (Amnesty fait état de plus d'un millier de disparus dans le département).

Une jeune femme, dans la foule, raconte que depuis quelques mois « les activités terroristes ont diminué » mais que la population « souffre des méthodes brutales de l'armée ». Quatre mille soldats sur-

De notre envoyé spécial

veillaient l'aéroport : plusieurs postes de garde avaient été installés dans les collines qui dominent la ville.

« Ayacucho veut la paix ! », scandait à plusieurs reprises la foule pendant le discours de Jean-Paul II, qui était venu pour exprimer sa compassion à une population victime de

nécessaire collaboration entre ville et campagne. (...) On ne pourra jamais construire une grande patrie sans fraternité et une aide mutuelle, sans justice entre habitants des villes et des campagnes (...), sans une diligente attention aux problèmes agricoles », a-t-il dit.

« C'est », a ajouté le pape, un domaine qui réclame l'attention des



la « haine et de la violence ». Mais il a aussi lancé un appel aux guérilleros : « Je veux m'adresser de manière pressante, a-t-il déclaré, aux hommes qui ont fait le choix de la lutte armée, à ceux qui se sont laissés tromper par de fausses idéologies et ont fini par penser que la terreur, aggravant les tensions sociales et forçant à un houleux front, pourrait conduire à un monde meilleur. A ceux-ci, je veux dire que le mal n'est jamais le chemin du bien. (...) Si votre objectif est celui d'un Pérou plus juste et plus fraternel, cherchez les voies du dialogue et non de la violence. (...) Je vous demande, donc, au nom de Dieu : changez de route. Convertissez-vous à la cause de la réconciliation et de la paix. »

Evocant les origines de la violence, et en particulier le fait qu'elle apparaisse « dans les zones les plus abandonnées », le pape s'était adressé aux gouvernements : « Les responsabilités des idéologies qui proclament la haine comme moteur de l'histoire sont assurément graves, a-t-il déclaré, mais ne la sont pas moins celles des hommes qui réduisent leur prochain à une situation économique contrainte à sa dignité. »

En revanche, le pape n'a fait aucune allusion aux violations des droits de l'homme par les forces de l'ordre. L'évêque d'Ayacucho, Mgr Richter Prada, un conservateur, venait d'ailleurs de critiquer le rapport d'Amnesty.

C'est d'abord le thème de la justice sociale que Jean-Paul II a évoqué quelques heures plutôt à Cuzco, ancienne capitale de l'empire inca, située à 3 300 mètres d'altitude au sud-est de Lima. Face aux ruines de la forteresse inca de Sacsayhuaman, dont les masses se détachaient sur le vert tendre de l'herbe du haut plateau, Jean-Paul II s'est adressé à une foule de paysans en ponchos multicolores et aux regards tristes. Là où se déroule chaque année la fête séculaire du dieu Soleil, l'assistance agitant des drapeaux aux couleurs du Vatican.

Dans ce site grandiose, entouré de sommets imposants perdus dans la brume, Jean-Paul II a souligné la

autorité, des mesures adéquates et urgentes et, quand cela est nécessaire, des réformes touchant la propriété et le régime d'exploitation. »

Jean-Paul II a encore dénoncé « l'égoïsme des minorités au pouvoir », énumérant les maux qui en découlent : corruption, fraude, détournement des fonds publics, sans nommer le Pérou expressément ; le pape a fait le procès d'un secteur de sa classe politique.

C'est à Cuzco que fut installé le premier évêché, mais c'est là aussi que l'évangélisation, rencontrant des résistances, usa des méthodes les plus dures pour plier les populations indiennes à la foi. La religion a été l'instrument politique utilisé par les conquistadors espagnols pour maintenir leur joug. Cette politique a eu des conséquences catastrophiques : elle a entraîné une chute brutale de la natalité et la destruction de l'économie indienne.

PHILIPPE PONS.

Cuba

DANS UNE INTERVIEW AU « WASHINGTON POST »
M. Fidel Castro fait un éloge appuyé du gouvernement Reagan

Washington (AFP). — Une amélioration des relations américano-cubaines pourrait avoir lieu au cours du second mandat de M. Reagan, affirme M. Fidel Castro, dans une interview publiée par le Washington Post, dimanche 3 février.

Se félicitant de récentes ouvertures diplomatiques « constructives et positives » entre Washington et La Havane, le dirigeant cubain a indiqué que son gouvernement était disposé à « échanger des vues sur l'importance de quel sujet avec les Etats-Unis » et ne manifestait pas d'« impatience » à propos d'une amélioration des relations bilatérales.

Interviewé à La Havane, M. Castro a déclaré avoir décelé au sein du gouvernement américain « une tendance à plus de réalisme ». Il a donné pour exemple « des signes positifs en plan international », tels que la rencontre américano-soviétique de Genève pour la reprise des négociations sur le désarmement et le traité d'immigration américano-cubain conclu en décembre (le Monde daté 16-17 décembre 1984).

D'autres négociations entre les deux pays, sur les activités des gardes-côtes, le droit de pêche, les interférences sur les ondes et les actes de piraterie aérienne, pourraient constituer « une manifestation de bonne volonté de part et d'autre », a-t-il ajouté.

« Le Nicaragua se déclare prêt à une reprise du dialogue avec les Etats-Unis. — Le gouvernement nicaraguayen s'est déclaré prêt, samedi 2 février, à une reprise immédiate des discussions de Manzanillo, au Mexique, avec les Etats-Unis, suspendues le 13 janvier à l'initiative de Washington. D'autre part, Managua accuse, dans un communiqué, l'administration américaine de mener une « campagne de mensonges » afin d'obtenir du Congrès le déblocage de fonds pour les guérilleros antisandinistes. Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a déclaré devant la commission des affaires étrangères du Sénat que « l'avenir de la démocratie » était « en jeu en Amérique centrale » et que, si les Etats-Unis abandonnaient « ceux qui cherchent la démocratie », les « extrémistes » l'emporteraient. (AFP.)

Brésil

M. BADINTER
AU COLLOQUE SUR LES LIBERTÉS
DE SAO PAULO

Que faire du fichier des services secrets du régime militaire ?

(De notre correspondant.)

Rio-de-Janeiro. — « Je me disais que lorsque la démocratie serait de retour, je reviendrais dans ce pays. » La démocratie est revenue au Brésil, et M. Robert Badinter lui a rendu visite.

Il a été l'invité d'honneur d'un colloque qui a réuni le 31 janvier et le 1^{er} février, à Sao Paulo, les secrétaires à la justice d'une vingtaine d'Etats de la fédération. M. Badinter voit plus qu'une coïncidence dans le fait que le premier ministre français à traverser l'Atlantique, depuis le 15 janvier, soit celui de la justice. Après vingt et un ans de dictature militaire, l'un des premiers problèmes qui se posent au Brésil, c'est bien celui des libertés.

Or comment garantir ces libertés dans la Constitution, qui doit être élaborée l'an prochain ? Comment les mettre à l'abri des fluctuations politiques ? Ce fut un des thèmes du colloque. Pas de Constitution qui dicte sans un Conseil qui veille à son respect, et pas de Conseil qui vaille s'il n'est pas indépendant du pouvoir. A cet égard, l'expérience française est toute fraîche, puisque c'est en 1974, avec M. Giscard d'Estaing, a rappelé M. Badinter, qu'il a été décidé que le Conseil constitutionnel pourrait être saisi à la demande de soixante parlementaires.

Autre question : la nouvelle Constitution brésilienne devra-t-elle être soumise à référendum populaire ? Par onze voix contre neuf, les secrétaires à la justice ont estimé que oui.

On a beaucoup parlé aussi, pendant le colloque, du fichier central électronique sur les données des services secrets créés par le régime militaire. Que faire de tels services et d'un tel fichier en régime démocratique ? Le président, M. Tancredo Neves, a déjà déclaré que ces services seraient maintenus, mais débarrassés de leur fonction policière. C'est ce que souhaitait aussi les hommes de loi brésiliens. Quant au fichier, M. Badinter a expliqué qu'il existait des possibilités de contrôle. Il a donné l'exemple, en France, de la commission Informatique et Libertés, et énuméré ses interlocuteurs en disant qu'elle était présidée par un journaliste, en l'occurrence l'ancien directeur du Monde, M. Jacques Faure. En démocratie, les droits de l'homme doivent passer avant l'immunité de l'Etat, a dit aussi M. Badinter. Or au Brésil, c'est exactement le contraire qui s'est produit ces vingt dernières années : au nom de la sécurité nationale, l'immunité de l'Etat a été assurée aux dépens des libertés du citoyen.

CHARLES VANHECKE.

COLLOQUE NATIONAL DES CAMEROUNAIS DE L'ÉTRANGER
les 9 et 10 février 1985 à PARIS
Organisé par FOCLD
Pour tous renseignements, tél. : (1) 686-41-02

Etats-Unis

Le « mystère Cooperman »

(Correspondant.)

Washington. — Edward Cooperman, professeur de physique à l'université de Californie, a-t-il été assassiné ? Ou bien a-t-il maquillé son suicide ? Le jury du tribunal du comté d'Orange (Californie) aura du mal à trancher le mystère qui entoure la mort de l'universitaire « quinquagénaire » pour qui l'enseignement de la physique n'était peut-être pas la motivation essentielle de son existence.

Dans cette affaire, il y a un cadavre, celui du professeur géant dans son bureau avec une belle dent dans la nuque, tenant encore un revolver dans sa main. Il y a aussi un accusé : Minh Van Lam, un jeune immigré vietnamien de vingt et un ans, disciple de l'universitaire. La police croit d'abord à un suicide et, dans ses premières déclarations, Lam semble confirmer cette hypothèse. Plus tard, il avouera avoir tiré sur son maître, mais, semble-t-il, accidentellement au cours d'un exercice d'autodéfense organisé sur la demande du professeur.

La thèse de l'accident est rejetée par l'accusation. Lam pouvait, en effet, avoir de sérieux raisons de se débarrasser de Cooperman. Actif partisan du rapprochement avec Hanoi, le professeur avait, en 1977, fondé la Comité pour la coopération scientifique avec le Vietnam et organisé lui-même l'envoi d'ordinateurs et d'autres produits de haute technologie américaine à Hanoi.

Cooperman savait que ses sympathies ouvertes et son action pour le Vietnam l'exposaient dangereusement « dans » un camp et une communauté où les Vietnamiens anticomunistes étaient nombreux. Selon ses amis, obsédé par le crainte d'être assassiné, il avait transformé son domicile en petite forteresse, changé ses horaires de travail et acheté ses armes pour s'en protéger lui-même.

Précautions vaines. Le 4-11-84 l'instrument d'un gang de tueurs de l'extrême droite vietnamienne ? Hanoi en est convaincu et affirme que la CIA aurait organisé l'assassinat de Cooperman.

Mais l'avocat de Lam va très loin dans sa défense. D'abord il a affirmé que le professeur avait une « amitié particulière » pour son protégé auquel il avait offert une moto, une montre, un argent... Il rappelle aussi que la police avait trouvé dans son bureau des magazines homosexuels, des photos de représentants aux côtés de jeunes Asiatiques... Lam et un de ses camarades maintenaient que le professeur avait aussi offert des blousons de cuir à de jeunes étudiants vietnamiens avec lesquels il pratiquait les arts martiaux sur le plancher de son bureau.

Mais, surtout, la défense suggère que Cooperman a craqué non pas seulement sous les attaques et les critiques de ses adversaires de droite mais aussi sous celles de ses patrons d'Hanoi, mécontents de son travail insuffisant et qui l'accusaient d'avoir détourné à son profit des crédits alloués pour le travail d'espionnage. Lam a déclaré qu'il avait demandé à son professeur pourquoi il ne s'arrêtait pas de travailler pour le Vietnam, ce dernier lui aurait répondu : « C'est trop tard... et je suis trop engagé ».

« Thèse tout simplement absurde », disent les amis et la veuve de Cooperman, rejetant entièrement les allégations d'espionnage et d'homosexualité.

HENRI PIERRE.

ASIE

Corée du Sud

Dirigeant de l'opposition

**M. KIM DAE JUNG
NE SERA PAS ARRÊTÉ
A SON RETOUR À SEOUL.**

Séoul (AP, Reuter). — Le gouvernement sud-coréen a fait savoir, le lundi 4 février, que M. Kim Dae Jung, l'un des principaux dirigeants de l'opposition, ne serait pas arrêté à son retour à Séoul vendredi prochain. « La politique du gouvernement est de ne pas le renvoyer en prison à son retour », dit une brève déclaration officielle.

Ancien candidat à l'élection présidentielle en 1971, M. Kim Dae Jung avait été arrêté en 1980 et condamné à mort pour sédition par une cour martiale. Il avait vu sa peine commuée en vingt ans de prison, mais avait obtenu, en 1982, l'autorisation de se rendre aux Etats-Unis pour y suivre un traitement médical. Son retour à Séoul précéderait de quelques jours les élections législatives qui doivent avoir lieu le 12 février en Corée du Sud.

Tous les observateurs notent que les assurances données par le gouvernement de Séoul au sujet du traitement réservé à M. Kim Dae Jung coïncident pratiquement avec l'annonce d'une visite à Washington, au mois d'avril prochain, du président sud-coréen, M. Chun Doo Hwan. Les Etats-Unis, estime-t-on généralement, ont attendu, pour donner leur accord à cette visite, d'être fixés sur les intentions du régime envers le dirigeant de l'opposition. Le communiqué publié lundi à Séoul ne dit rien d'une éventuelle assignation à résidence de M. Kim Dae Jung.

(Publicité)



**Au nom de Dieu
Sixième anniversaire de la Révolution
Islamique d'Iran**

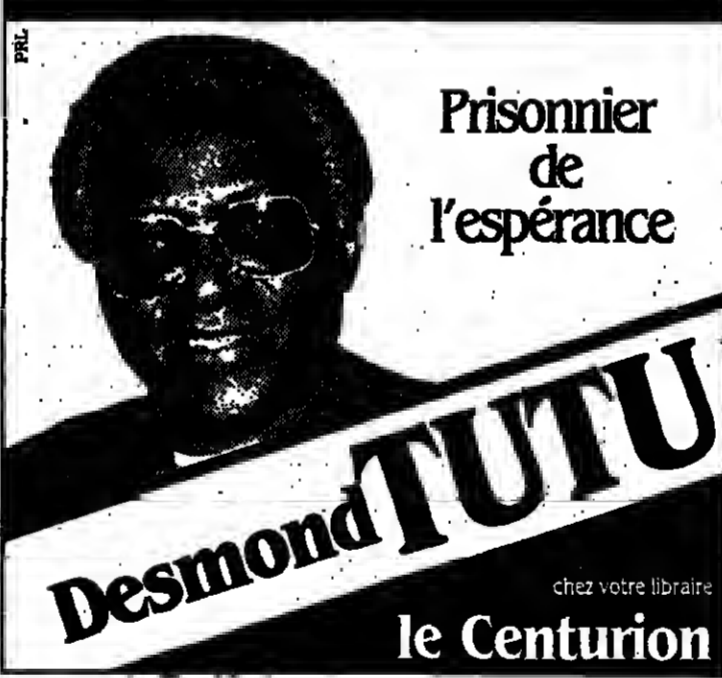
Après la victoire de la Révolution islamique en Iran, les efforts des hommes responsables se sont portés sur le développement du pays dans des domaines tels que l'agriculture, l'industrie, le progrès social... malgré le poids des sanctions de diverses natures, comme la guerre imposée par l'Irak à l'Iran, adoptées contre le gouvernement islamique par ceux qui, poursuivant des buts expansionnistes, ne veulent pas d'un peuple et d'un gouvernement qui refusent d'accepter comme valeurs absolues celles des idéologies de l'Est ou de l'Ouest.

Pour commémorer cet événement, une exposition photographique retraçant les épisodes les plus marquants de la Révolution islamique, son avènement, ses réalisations et le courage des combattants islamiques, aura lieu au 63, avenue des Champs-Élysées du 4 au 8 février 1985 de 17 h 30 à 20 heures.

L'Ambassade de la République islamique d'Iran à Paris y convie tous ceux qui éprouvent de justice et de liberté soutiennent la cause des peuples qui luttent contre la domination des oppresseurs, et les invite à assister à la manifestation culturelle qui aura lieu le samedi 9 février 1985 au 4, place Saint-Germain-des-Prés, Paris-6, de 19 heures à 23 heures.

Ambassade de la République islamique d'Iran à Paris

PRIX NOBEL DE LA PAIX 1984



**Déjeuners d'affaires
Formule Gourmande
à 190 F**

ROTISSERIE RIVOLI

HOTEL INTER-CONTINENTAL PARIS
3, rue de Castiglione - Paris-1^{er} - tél. 260.37.80

صكزا من الاصل

EUROPE

Etats-Unis

« mystère » « perman »

(Correspondance.)

ington. — Edward Coopers, professeur de physique à l'université de Californie, a-t-il assassiné ? Ou bien a-t-il subi un suicide ? Le jury du comté d'Orange (Californie) a statué sur la mort de cet homme, qui était le directeur de la « Perman », une revue de la communauté gay. L'enseignement de la sexualité n'était pas la raison essentielle de son décès.

cette affaire, il y a un cas de professeur de physique à l'université de Californie, a-t-il assassiné ? Ou bien a-t-il subi un suicide ? Le jury du comté d'Orange (Californie) a statué sur la mort de cet homme, qui était le directeur de la « Perman », une revue de la communauté gay. L'enseignement de la sexualité n'était pas la raison essentielle de son décès.

base de l'accident est né l'accusation. Lam pouvait, avoir de sérieux de se débarrasser de son maître, mais, t-elle, accidentellement au l'un exercice d'autodéfense organisé sur la demande de l'enseignant.

erman savait que ses hies ouvertes et son ar le Vietnam l'exposait à l'assassinat dans un et une communauté de itamiliens anticommu- nistes nombreux. Selon is, obsédé par la crainte assassiné, il avait trans- on domicile en petit for- changé ses horaires de it, acheté des armes pour ner au tir.

autres veines. Lam a-t-il assassiné d'un gang de le l'extrême droite viet- 7 Han et son convainc- que la CIA aurait orga- nisé l'assassinat de Cooperman.

l'avocat de Lam va être us sa défense. D'abord à que le professeur avait unité particulière, off- tégé auquel il avait offert tocydette, de l'argent, il a aussi que la police a- dans son bureau des en- s homosexuels, des es Asiatiques... Lam et un camarade mettaient professeur avait aussi d- s étudiants vietnamiens qu'ils pratiquaient les arts x sur le plancher de son

urtout, la défense sup- e Cooperman a craqué t seulement sous les an- les critiques de ses ad- es de droite mais aussi des de ses patrons d'Ve- contents de son travail nt et qui l'accusaient d'être à son profit de l'ailleur pour le Vietnam, e- r lui aurait répondu : trop tard... et je suis trop

n l'avocat, Cooperman, à se donner la mort, au- qu'il se suicida en orga- un exercice d'art martial re duquel il savait qu'il a feu fatal serait tiré. Il a mourir en martyr de la phité que d'être de la comme agent secret, a ocant, on ajoutant qu'il a nini servi de Lam — qu- elle sa qu'il était l'instr- u suicide.

base tout simplement ab- disent les amis et la de Cooperman, repren- ment les allégations d'ar- je et d'homosexualité.

HENRI PIERRE.

NAL DES
ÉTRANGER
PARIS

01 606-41-02

URSS

L'ÉCRIVAIN FÉLIX SVETOV A ÉTÉ ARRÊTÉ

Condamnation
d'Alexandre Kholmianski

Moscou (AFP). — L'écrivain orthodoxe Félix Svetov, exclu en mars 1980 de l'Union des écrivains pour avoir défendu l'académicien André Sakharov, a été arrêté, à la mi-janvier, après une longue perquisition à son domicile.

Ancien critique littéraire de la revue *Nyuz*, Félix Svetov est l'auteur d'un roman religieux publié en Occident sous le titre *Ouvre-moi les portes*. Défenseur de plusieurs écrivains dissidents, dont Alexandre Soljenitsyne, il avait, dans une lettre ouverte, reproché à l'Union des écrivains d'exclure systématiquement « sous ceux qui ont une opinion personnelle, des idées et du courage ».

Félix Svetov est le mari de Zoya Krakhamalnikova, une dissidente condamnée, en avril 1983, à un an de prison suivi de cinq ans d'exil intérieur pour « propagande antisoviétique ».

D'autre part, un militant juif soviétique, M. Alexandre Kholmianski, a été condamné, vendredi 1^{er} février, à un an et demi de prison pour « boulangisme » par le tribunal de Vyron, en Estonie.

M. Kholmianski, ingénieur informaticien de trente-quatre ans, à qui les autorités refusent, depuis 1979, un visa pour Israël, avait été arrêté à la fin du mois de juillet 1984, à la suite d'une altercation avec des policiers suivie d'une perquisition à son domicile au cours de laquelle des agents du KGB avaient découvert un pistolet. Ses parents affirment que l'arme avait été introduite dans l'appartement par les enquêteurs eux-mêmes.

Le dissident a été reconnu coupable d'avoir « plétié des fleurs » et « détourné une boîte aux lettres », mais l'accusation de détournement d'arme prohibée n'a pas été retenue contre lui.

Italie

Le procès de six cent quarante membres présumés de la Camorra s'est ouvert à Naples

Le plus grand procès des annales criminelles italiennes s'ouvre ce lundi 4 février à Naples, dans une salle de 3000 mètres carrés, spécialement construite pour l'occasion dans la prison de Poggioreale. C'est la première action judiciaire de cette enquête jamais entreprise contre l'une des plaies de la région napolitaine : la Camorra, équivalent napolitain de la Mafia sicilienne.

Les accusés, au nombre de six cent quarante, ont été divisés en trois groupes. Seuls deux cent cinquante-deux membres de la Nouvelle Camorra seront présents à l'audience de ce lundi, les autres devant comparaître en mars et en avril. Ils seront installés dans des cellules grillagées au fond de l'immense hall, après avoir été transférés dans des camions cellulaires géants, tandis que trois mille carabinieri monteront la garde dans la prison, et ses environs.

Un grand absent à l'ouverture du procès : le père de la Nouvelle Camorra, celui qui, à partir de 1979, entreprit de moderniser et de restructurer les bandes traditionnelles de la région napolitaine, Raffaele Cutolo. Sa tentative de prendre le contrôle du trafic de drogue et de cigarettes avait entraîné les clans dans une guerre sans merci qui a fait plusieurs centaines de morts dans la région napolitaine. Raffaele Cutolo purge une peine de dix ans de prison et attend un autre jugement individuel pour d'autres crimes.

Les revers sérieux de la Nouvelle Camorra ont commencé en mai 1983, au moment où Don Raffaele Cusani, dans la prison de haute sécurité de l'Asinara, en Sardaigne, avec une jeune et belle Napolitaine, Immacolata Jacone. L'un de ses lieutenants, Giovanni Pandico, commença, devant les carabinieri, un long « reportage » des centaines de pages d'aveux sur les agissements du

clan de Don Raffaele. Une dizaine d'autres « repentis » passaient à la confession, dont le terrible Pasquale Barra, sorte de Barbe-Bleue surnommé « O Anemmo » (l'animal), qui, ayant appris que Don Raffaele, de sa cellule, avait donné l'ordre de l'éliminer, décidait de tout dire. Ces aveux allaient permettre à la police italienne d'opérer un vaste coup de filet dans le clan Cutolo en juin 1983.

Parmi les accusés, des personnalités : l'industriel Antonio Sibilla, ex-président du club de football d'Avellino ; deux terroristes, Pier Luigi Conestabili (extrême droite) et Santino Napolitano (extrême gauche), plus un bandit célèbre, Renato Vallanzasca, surnommé « le beau René », et deux avocats de renom.

Il y a aussi la « douce sœur Aldina », religieuse au zèle intrépide, qui franchissait toutes les censures pour écrire à Cutolo. « Je lis certains livres sur Jésus-Christ que m'a envoyés la douce sœur Aldina », écrit Don Raffaele à un ami. Je vais tâcher de faire un effort pour dire ce que j'entends par le concept de carismatique de Dieu. Au banc des accusés, il y a aussi un prêtre et un chanteur romain, Franco Califano.

Le plus célèbre des prévenus, le député européen Enzo Tortora (Parti radical), présentateur vedette de la télévision, doit comparaître à part, le 20 février. Tortora, qui a fait un an de prison préventive avant d'être libéré grâce à son élection au Parlement européen, a toujours protesté de son innocence. — (AFP)

République sud-africaine

Mgr Desmond Tutu a été consacré évêque de Johannesburg

De notre correspondant en Afrique australe

Johannesburg. — Le prix Nobel de la paix, l'évêque noir Desmond Tutu, a été consacré, dimanche 3 février, à la tête du diocèse de Johannesburg. A l'âge de cinquante-trois ans, il devient ainsi le premier évêque noir anglican de la plus grande ville d'Afrique du Sud. Même si son élection avait été acquiescée par une petite majorité au sein du synode, elle n'en demeure pas moins un symbole, puisque maintenant la quasi-totalité de la hiérarchie anglicane de Johannesburg est noire. Conscient que certains des cent mille membres de ce diocèse ne voient pas arriver d'un bon œil un Noir, et qui plus est Mgr Tutu, à la tête de cette communauté, ce dernier a tenu à leur dire qu'il n'était pas un « ogre horrible », qu'il était juste un « être humain ordinaire ». Et il a profité pour lancer un appel aux Blancs sud-africains, indiquant que ce qu'il voulait simplement était « Blanches et Noirs marchent ensemble vers un futur glorieux ».

Beaucoup de pasteurs, de chorales, de musiciens, de belles taillantes et un évêque manifestement heureux d'être le premier Noir élu dans cette église où il fut nommé doyen en 1976. Une consécration, pour l'ancien vendeur de cacahuètes pour qui politique et religion se rejoignent lorsqu'il s'agit de lutter contre l'apartheid. A ce propos, il a déclaré qu'il appellerait à des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, si le gouvernement ne mettait pas fin à l'apartheid dans un délai de deux ans. Sa nouvelle charge va donner à celui qui voudrait être l'artisan de la libération de son peuple, un poids supplémentaire. Comme il le soulignait, « Dieu m'a pris par la main et moi j'ai répondu oui ». Mais la route est encore longue pour cet apôtre de la non-violence qui a accepté d'occuper la maison de fonction de l'épiscopat dans les quartiers blancs de Johannesburg. Ce qu'il avait toujours refusé auparavant, préférant rester parmi les siens, à Soweto.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Gabon

Après le pillage des commerces libanais

LIBREVILLE SOUHAITE « REN- FORCER SA COOPÉRATION BILATÉRALE » AVEC BEY- ROUTH...

Libreville (Reuter). — M. Martin Bongo, ministre gabonais des affaires étrangères, a reçu, samedi 2 février, M. Jaoudat Nouredine, ambassadeur du Liban à Libreville, pour discuter du « renforcement de la coopération bilatérale ». apprend-on de source autorisée à Libreville. Cet entretien intervient une semaine après le discours du président Omar Bongo accusant les commerçants libanais du pays « d'assassiner l'économie gabonaise. Tous ceux qui ont nom Libanais nous volent. Leurs boutiques sont achalandées. Pourtant, on ne sait comment sont importées ces marchandises : la douane perd de l'argent, l'Etat perd de l'argent », avait alors affirmé le chef de l'Etat gabonais.

Au lendemain de ces déclarations, les magasins libanais restés ouverts à Libreville — la plupart avaient fermé par précaution — avaient été victimes de pillages, amenant M. Bongo à lancer un appel au calme. Face de sept cents personnes, la communauté libanaise au Gabon détient le monopole du commerce du prêt-à-porter, de l'électroménager et de l'alimentation. Elle avait déjà été accusée, en 1979, de verser d'importants pots-de-vin à des fonctionnaires de l'administration des douanes, dont plusieurs avaient été démis de leurs fonctions et emprisonnés.

Yougoslavie

Des peines sévères ont été requises contre trois contestataires jugés à Belgrade

Le tribunal de Belgrade devait rendre, ce lundi 4 février, son verdict concernant trois des six contestataires dont le procès a commencé au début du mois de novembre : MM. Miodrag Milic, Dragomir Oloje et Milan Nikolic. Entre-temps, les poursuites engagées contre l'un des six accusés, le traducteur Pavlusko Imsirovic, ont été abandonnées, et le cas de deux autres personnes, MM. Vladimir Mijanovic et Jordan Jovanovic, a été déjourné. Quant aux trois accusés dont le sort devait être fixé ce lundi, ils sont désormais jugés pour « propagande hostile », et non plus, comme au début du procès, pour tentative de « renversement du régime ». Le procureur a néanmoins requis des peines « sévères » contre les trois hommes, qui, dans leur déclaration finale, ont fermement défendu leur droit « à penser librement ».

Le sociologue, Vojislav Seselj, qui purge depuis le mois de juillet dernier une peine de quatre ans de prison pour « propagande hostile », a entamé le 21 janvier une grève de la faim pour protester contre « les tortures physiques et morales » auxquelles il est soumis en prison, a-t-on appris auprès de ses proches. Le sociologue affirme avoir été battu à plusieurs reprises après avoir refusé de répondre à un questionnaire où il était censé donner son opinion sur la société yougoslave. M. Seselj a commencé à être alimenté de force une semaine après le début de son jeûne, indique-t-on de même source. — (AFP)

• Inégalité pour Rajko Jankovic. La famille de Rajko Jankovic, installé à Paris, souhaite attirer l'attention sur le sort de cet homme, âgé de soixante-dix ans, arrêté le 19 octobre dernier dans le village de Ravanica en compagnie de son cousin Dragan Jankovic. M. Rajko Jankovic était rentré en Yougoslavie depuis quelques jours seulement lorsqu'il a été arrêté, après un séjour de dix ans en France. Les autorités lui reprochent d'avoir fait partie d'un mouvement serbe nationaliste à Paris, ce que sa famille dément. Selon des informations parvenues à Paris en provenance de Yougoslavie, M. Jankovic aurait été vu en très mauvais état dans l'hôpital de la prison centrale de Belgrade.

Irlande du Nord

Le leader du Parti catholique modéré propose de rencontrer le conseil militaire de l'IRA

La proposition faite vendredi 1^{er} février par M. John Hume, leader du SDLP, le Parti catholique modéré d'Irlande du Nord, de rencontrer le conseil militaire de l'IRA, a suscité de vives réactions dans différents milieux politiques de Belfast et Dublin. A Belfast, M. Ian Paisley, dirigeant du Parti unioniste démocratique, a déclaré que, si une telle rencontre avait lieu, il refuserait d'y assister. « Nous ne parlons pas avec ceux qui parlent aux assassins », a-t-il dit. A Dublin, le premier ministre, M. Garrett FitzGerald, tout en saluant le « courage » de M. Hume, a estimé que le leader du SDLP avait peu de chances de convaincre les dirigeants de l'organisation républicaine de déposer les armes. Il a précisé que, si la rencontre projetée par M. Hume avait lieu en République d'Irlande, la police devrait intervenir et arrêter les membres du conseil militaire de l'IRA. Le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, M. Hurd, a également condamné le projet de rencontre et déclaré qu'il compromettrait le dialogue entre les autorités britanniques et le parti de M. Hume.

M. Hume, qui, en 1972, avait déjà rencontré secrètement des représentants de l'IRA et contribué à la proclamation par l'organisation d'un cessez-le-feu qui devait n'être que de

Placée à 6,5%, votre épargne double en 11 ans
à 13% elle double en 6 ans
13% net d'impôts
en toute sécurité
c'est le rendement actuel de Ticket Cortal

Pour vous 6 avantages rarement réunis

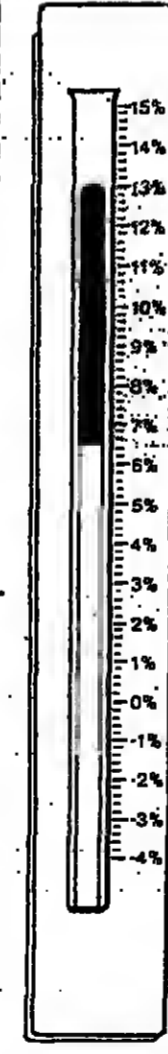
- un placement bien rémunéré (13% actuellement) qui protège efficacement votre épargne de l'inflation.
- un placement prudent qui ne vous fait courir aucun risque : votre capital est garanti à un rendement minimum de 9% l'an vous est assuré par contrat pendant 10 ans, si vous souscrivez avant le 25 février 1985.
- un placement sans impôts : si vous ne faites pas de retrait pendant les 6 premières années, vous pouvez facilement et légalement ne pas payer d'impôts sur les intérêts de votre placement.
- un placement pratique : un Ticket Cortal vaut environ 1000 F et vous échetez le nombre de Tickets que vous voulez.
- un placement disponible : en cas de besoin d'argent, vous pouvez le satisfaire rapidement.
- le service Cortal dont vous apprécierez la simplicité et la clarté : chaque trimestre vous connaissez la valeur acquise de votre placement.

Pour connaître le détail de ces 6 avantages et en savoir plus sur Ticket Cortal, retournez le coupon ci-contre.

CORTAL
5, avenue Kleber 75108 Paris Cedex 16

CORTAL vous procure la sécurité du Groupe de la Compagnie Bancaire.

Ticket Cortal, mais aussi Reversus-Pièces CORTAL 1000, Cort Court terme, Cortal Immo... sont des placements proposés par Cortal, filiale de la Compagnie Bancaire, spécialisée dans l'épargne et la privatisation. Le Groupe de la Compagnie Bancaire, UCB-CFEC, LOCABAIL, UFB, CETELEM, CARDIF ce sont 50 sociétés, 8000 collaborateurs, 3 millions de clients. L'importance de ses opérations le situe parmi les 10 premiers établissements bancaires de France.



Votre objectif : obtenir un meilleur rendement de votre épargne en toute sécurité. Une certaine part de votre épargne doit rester à l'abri du risque car vous la destinez à un projet précis (achat immobilier, complément de retraite...). Mais est-ce une raison suffisante pour se contenter d'un rendement de 6 à 7% ? Les épargnants bien informés savent com-

ment obtenir un rendement nettement plus élevé, sans pour cela prendre des risques. 13% net d'impôts c'est ce que leur procure actuellement Ticket Cortal et vous pouvez en bénéficier vous aussi dès maintenant (à partir d'environ 1000 francs).

Les deux avantages décisifs de Ticket Cortal : un capital garanti PLUS un rendement élevé assuré

Ticket Cortal est géré par les spécialistes du Groupe de la Compagnie Bancaire qui ont pour objectif d'assurer à votre placement une progression annuelle élevée (actuellement 13%). Leur expérience leur permet même de vous garantir une progression minima de votre capital de 9% l'an et cela pendant les 10 prochaines années, à condition de souscrire avant le 25 février 1985. Connaissiez-vous beaucoup de placements qui vous assurent, jusqu'à l'arrivée, une telle garantie ? Ainsi, avec Ticket Cortal, vous serez protégé des baisses éventuelles des taux d'intérêt mais, par contre, vous profiterez des hausses : le rendement actuel de Ticket Cortal est de 13% l'an.

Et ce rendement est d'autant plus intéressant que vous pouvez très facilement et très légalement ne pas payer d'impôts sur les intérêts qui sont ajoutés chaque mois à votre capital si vous ne faites pas de retrait pendant les 6 premières années. Vous trouverez dans la documentation Ticket Cortal toutes les précisions utiles sur ce sujet intéressant.

Et, grâce au service Cortal, vous êtes tranquille

Avec Ticket Cortal, vous bénéficiez du service Cortal dont les qualités, de l'avis même de nos clients, sont :

- facilité : le velleur d'un Ticket Cortal est d'environ 1000 F. Vous souscrivez le nombre de tickets que vous voulez. En cas de besoin imprévu, vous pouvez, bien sûr, disposer d'argent rapidement, sans pour autant « casser » votre placement.
- commodité : tout peut se faire par courrier ou par téléphone, pas besoin de vous déplacer.
- clarté : chaque trimestre, vous recevez un relevé précis qui vous permet de suivre la progression de votre capital et le bulletin d'information Cortal qui vous renseigne sur l'évolution de Ticket Cortal et des autres placements Cortal.

Pour en savoir plus, demandez la documentation Ticket Cortal en composant, que vous soyez à Paris ou en Province, le 16.06.10.15.20 (votre appel est gratuit : la communication est à votre charge), ou en nous retournant le coupon-réponse ci-dessous sans l'affranchir.

Adressez-moi le dossier gratuit qui contient tous les renseignements sur TICKET CORTAL : sécurité, rendement net d'impôts, disponibilité, + minimum garanti de 9% si je souscris avant le 25 février 1985.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Tél. (dom.) _____ (bureau) _____

Remoyez dès aujourd'hui ce bulletin sans l'affranchir à
CORTAL, Ticket Cortal, libre-réponse 9261 75 - 75789 Paris cedex 16.

Ticket Cortal est en bon de capitalisation proposé par Cortal, société de courtage d'assurance, membre de la profession bancaire, appartenant au groupe de la Compagnie Bancaire.
5, avenue Kleber 75108 Paris.

TICKET
CORTAL

Une nouvelle porte ouverte sur les USA

ATLANTA SUR DELTA

A partir du 2 Avril, Delta, la compagnie qui dessert plus de 90 villes aux USA, décolle de Paris.



Les longs courriers Tristar de Delta partent de Paris à 12h25PM. et arrivent à Atlanta à 2h40. Tous les jours sauf le lundi, le mercredi et le vendredi.

Delta est une des premières compagnies mondiales.

La flotte Delta comprend plus de 200 jets, dont les longs courriers Tristar, les longs courriers 767s, les Boeing 737s et les nouveaux 757s. Delta s'envole plus de 1400 fois chaque jour vers 100 villes aux USA et à l'étranger.

Atlanta (la plaque tournante des USA) une porte d'entrée idéale sur les USA.

Delta offre plus de services depuis Atlanta que n'importe quelle autre compagnie aérienne et que de n'importe quelle autre ville (importante). Plus de 360 départs par jour vers plus de 90 villes américaines d'est en ouest incluant Chicago, Los Angeles, New Orleans, Miami et Orlando, où se trouvent Epcot Center/Walt Disney World.

Les facilités du vaste terminal international de l'aéroport d'Atlanta offrent de nombreuses commodités. Les opérations nationales et internationales s'effectuent dans un même complexe de terminaux. Douanes et vérification de l'immigration sont regroupées en un seul endroit. Delta prend les bagages directement sur les vols correspondants.

Et aussi, les services d'un personnel extraordinaire.

Nous avons plus de 36000 hommes et femmes — des professionnels de Delta — pour servir nos clients. Pendant les 10

dernières années, Delta a enregistré moins de réclamations, par 100000 passagers embarqués, que toute autre grande compagnie aérienne américaine, selon les statistiques du gouvernement américain.

Delta en classe affaire "Médaillon"

C'est du luxe économique. Des sièges plus larges, des repas raffinés avec un grand choix d'entrées et de desserts. Un élégant service en porcelaine de Chine. Cocktails, vins fins, champagne et liqueur. Un groupe de cabines individuelles à deux sièges, une priorité pour débarquer et la possibilité de transporter plus de bagages.

Volez en classe affaire "Médaillon." Ou en première classe Delta avec des sièges couchettes.

Nos clients apprécient le confort de nos superjets, leur cuisine internationale, les projections des tout derniers films et les 8 stations de radio en stéréo* à chaque siège.

Atlanta est une porte ouverte sur les États-Unis, avec des liaisons Delta pratiques sur les villes d'est en ouest. Pour information et réservation, appelez votre agence de voyages.

* Il vous en coûtera une modeste somme pour les écouteurs, en classe économique.



DELTA: ALLEZ-Y, NOUS Y ALLONS

501 من الامم

صكرا س الامل

LE TERRORISME EN EUROPE

En RFA

La lutte contre le terrorisme est à l'ordre du jour des entretiens de M. Fabius avec les dirigeants allemands

Bonn. — Une très importante opération de police se poursuivait, ce lundi 4 février, en Bavière, pour tenter de retrouver les traces des deux terroristes responsables de l'assassinat de l'industriel Ernst Zimmermann trois jours plus tôt à Munich.

Cependant, les délégués de la Fraction armée rouge, qui poursuivaient depuis deux mois leur grève de la faim, ont recommencé, les uns après les autres, à s'alimenter. Le signal de la fin de la grève avait été donné, le 1^{er} février, quelques heures après l'assassinat de M. Zimmermann, par les deux chefs de file du mouvement terroriste, Christian Klar et Brigitte Monhaup.

Les derniers rebondissements survenus sur le socle du terrorisme européen doivent être évoqués à Bonn, où M. Laurent Fabius, le premier ministre français, entame, ce lundi, une visite officielle de vingt-quatre heures. Selon le quotidien allemand *Die Welt*, plusieurs réunions entre responsables de la lutte antiterroriste des deux pays ont déjà eu lieu ces derniers jours. Les déclarations du président Mitterrand, qui a affirmé à Rennes que tout serait mis en œuvre pour mettre fin aux activités des terroristes, ont reçu un large écho en RFA : l'attitude en ce

domaine des autorités françaises n'avait pas toujours, ces dernières années, suscité des commentaires favorables. « Les négligences que la France s'est permises dans ce domaine », écrit ce lundi l'éditorialiste du quotidien bavarois *Süddeutsche Zeitung* (gauche libérale) sont, selon toutes probabilités, la principale raison pour laquelle il existe aujourd'hui un euroterrorisme ».

Au cours du dernier week-end, l'Allemagne fédérale s'est donc remise à l'heure de la lutte antiterroriste. Les contrôles ont été renforcés un peu partout. A l'aéroport de Cologne-Bonn, une jeune femme a été retenue le temps de vérifier qu'elle n'était pas la terroriste Inge Vietz — l'une des principales responsables encore en liberté de la Fraction armée rouge. A Hanovre, les membres d'une délégation de députés européens, venus constater les conditions de détention des prisonniers de la RFA, ont dû se soumettre à une fouille corporelle avant de rentrer dans la clinique où est hospitalisé Kurt Folkert.

Les principales opérations de recherche se concentrent autour de

Munich et dans toute la Bavière. Des contrôles systématiques sont opérés dans les aéroports, dans les gares et sur toute la route, où la police procède à la fouille de très nombreux véhicules. Aux postes-frontière, ces contrôles ont créé de longues files d'attente, et les autorités ont dû prévoir pour le début de cette semaine, des itinéraires de délestage.

Ces recherches n'avaient donné, jusqu'à dimanche soir 3 février, aucun résultat. La police — qui a promis une prime de 50 000 marks pour tout renseignement permettant de faire progresser l'enquête — avait reçu, pendant le week-end, près de cent cinquante appels. Ceux-ci s'étaient notamment multipliés après la diffusion, dans la soirée du 1^{er} février, des portraits-robots des deux assassins. Il est maintenant établi qu'Ernst Zimmermann a été tué de sang-froid d'une balle d'armement logée dans la tête. Selon certaines informations, les deux terroristes auraient pris la fuite dans une voiture volant de laquelle les mitrailleurs tiraient.

Le lien entre la brusque arrestation de la grève de la faim, observée depuis

le début de décembre par les délégués de la RAF, et l'exécution de M. Zimmermann reste encore mal expliqué. Seuls cinq détenus refusaient encore, le dimanche 3, de s'alimenter. Les autres avaient suivi le signal donné par Christian Klar et Brigitte Monhaup. Pour la plupart des commentateurs, cette décision des chefs de la RAF confirme que la grève avait peu de chance de voir avec son objectif officiel : l'amélioration des conditions de détention et la reconnaissance du statut de prisonnier politique.

Les divergences qui opposent, sur ces questions, le parti écologiste des Verts aux autres formations politiques ont pris, ce week-end, un tour violent. Après que le porte-parole du parti démocrate-chrétien ait officiellement dénoncé, le 1^{er} février, les « sympathies » des Verts pour la RAF, l'un des responsables de cette formation, M. Lukas Beckmann, a menacé d'en appeler devant les tribunaux. M. Beckmann a réaffirmé que le credo politique des Verts n'admettait « ni des conditions de détention inhumaines, ni l'utilisation de la violence, par l'Etat ou par quelque groupe que ce soit ».

HENRI DE BRESSON.

UN BILAN DES SERVICES SPECIALISES

Une diminution des attentats en France de 1982 à 1984

Alors même que se manifeste un terrorisme européen aux caractéristiques nouvelles, les services spécialisés français ont en leur possession des statistiques rassurantes. Ils se sont en effet récemment livrés à un décompte des agressions « terroristes internationales » — c'est-à-dire celles qu'ils estiment avoir été organisées par des services étrangers soit directement, soit indirectement — sur le territoire français depuis 1982. Ces calculs, qui ne sont pas sans devoir à la « mémoire informative » de ces services, aboutissent à des conclusions relativement satisfaisantes : les agressions dont la France est l'objet auraient régressé de 1982 à 1984, et cette diminution serait significative comparée à la situation d'autres pays...

Selon ces décomptes — évidemment quelque peu subjectifs en ce sens qu'ils supposent un tri parmi les attentats en fonction de leurs commanditaires supposés — il y aurait eu 10 attentats d'organisations terroristes internationales en France en 1982 (dont 2 contre des objectifs strictement français) ; 7 en 1983 (dont 1 contre un objectif français) ; 3 en 1984 (dont aucun contre un objectif français). Les services spécialisés reconnaissent cependant que cette régression s'accompagne d'un accroissement des attentats visant, au-delà de l'étranger, des installations françaises, notamment de la part d'organisations « chittes ou arméniennes », précisent-ils.

Ainsi la France, qui, dans cette nouvelle forme de guerre entre Etats

que constitue le terrorisme, était en tête du peloton des cibles européennes en 1982, aurait-elle régressé à la cinquième place en 1984. En 1982, il y aurait eu en effet 8 attentats classés dans la même catégorie en Italie, 8 en RFA, 3 en Espagne, 3 en Autriche, 2 au Portugal, 1 en Grande-Bretagne. En 1983, la France est toujours en tête devant le Portugal (2 attentats) et l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Autriche, tous ex-aequo avec 1 seul attentat. Mais en 1984, la Grèce prend la tête (7 attentats), suivie par l'Italie (6), la Grande-Bretagne (5), l'Espagne (4), la France (3), la RFA (2), l'Autriche et le Portugal (1).

L'apparition d'un nouveau terrorisme européen — nouveau par la combinaison de trois éléments : son degré de violence, sa coordination internationale, sa cohérence idéologique — risque évidemment de troubler ces bilans statistiques. Reste à savoir si les récents attentats des Cellules communistes combattantes (CCC) belges, de la Fraction armée rouge (RAF) renaissante en RFA et d'Action directe en France peuvent être classés dans cette catégorie d'attentats soutenus ou inspirés par des Etats étrangers. L'alignement idéologique flagrant sur les thèses de l'Union soviétique en matière de défense européenne ne suffit pas à apporter la preuve d'une collaboration matérielle...

E. P.

En Suisse

Hussein Atat contre Eric Wehrli ?

De notre correspondant

Berna. — Condamné, le 30 janvier, à dix-huit mois de prison avec sursis pour transport d'explosifs, un jeune chita libanais, Hussein Atat, a été aussitôt expulsé de Suisse. Auparavant, le ministre public avait rejeté une demande d'extradition des autorités italiennes, qui soupçonnent Atat de complicité dans la préparation d'un attentat contre l'ambassade des Etats-Unis à Rome en novembre dernier.

Au lendemain du jugement relativement clément prononcé par un tribunal du canton de Zurich, la presse helvétique s'était demandée si cette affaire n'avait pas fait l'objet d'un « marchandage » entre les responsables du chargé d'affaires suisse à Beyrouth, M. Eric Wehrli, enlevé le 3 janvier puis relâché quatre jours plus tard. A leur tour, les Etats-Unis viennent de reprocher à la Suisse une trop grande mansuétude dans la lutte contre le terrorisme.

Berne a assuré que la libération de son chargé d'affaires à Beyrouth n'avait fait l'objet d'aucune concession. Qualifiant, par ailleurs, d'« inacceptable » l'intervention de Washington, le département des affaires étrangères a tenu à rappeler que la Suisse respecte, tout comme les Etats-Unis, la séparation des pouvoirs.

JEAN-CLAUDE BUIHNER.

En Grèce

Une explosion criminelle blesse 69 soldats américains près d'Athènes

Athènes (AFP, AP, Reuters). — Soixante-neuf soldats américains, sept citoyens grecs, un ressortissant allemand et un égyptien ont été blessés, dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 février, par l'explosion d'une bombe de forte puissance qui avait été placée dans un bar, le Bobby's, de la banlieue d'Athènes fréquenté par des militaires des Etats-Unis cantonnés dans une base proche.

L'attentat a été revendiqué par une organisation jusqu'à présent inconnue, s'inscrivant Front national. Le correspondant anonyme, qui a appelé le quotidien *Eleftherotipia* (la Presse libre), a assuré que cette action visait « les Américains, qui sont responsables de la situation à Chypre ».

Le Bobby's se trouve situé à Glyfada, au sud d'Athènes, dans une banlieue adjacente à la base américaine d'Hellenikon, elle-même proche de l'aéroport international de la capitale grecque. Cette installation, où travaillent environ deux mille militaires, est l'une des quatre bases des Etats-Unis en Grèce (deux sont en Crète et deux sur le territoire continental) ; elle héberge au total environ quatre mille soldats.

De cinq à treize personnes, sur les soixante-dix-huit atteintes, sont, selon les sources, considérées comme grièvement blessées. Si l'évidence du caractère criminel de l'explosion est démontrée, la police n'écarterait pas totalement l'hypothèse d'un at-

tentat crapuleux, organisé par des concurrents du Bobby's.

Le dernier attentat anti-américain en Grèce remonte à avril 1974. Les membres d'un groupe terroriste dénommé 17-Novembre (1) avaient blessé un sergent près d'Hellenikon. C'est la même organisation, proche de l'extrême gauche révolutionnaire selon la police grecque, qui avait déjà revendiqué par le passé plusieurs attentats de même nature. Les plus spectaculaires avaient coûté la vie au chef d'antenne de la CIA, Richard Welch, en 1975, et au capitaine George Tsanetis, attaché naval de Washington, en 1983.

Depuis l'arrivée au pouvoir du socialiste M. Andreas Papandréou, la présence militaire américaine en Grèce est fortement contestée. Le dimanche 3 février encore, le porte-parole du gouvernement, M. Dimitris Papandréou, a réaffirmé la détermination « inébranlable » d'Athènes d'obtenir le retrait des armes nucléaires entreposées sur le territoire national. De nombreux Grecs estiment, par ailleurs, que les Américains n'ont pas fait assez pression sur la Turquie pour qu'elle retire ses troupes de la partie nord de l'île de Chypre qu'elle a envahie en 1974.

(1) Ce groupe tire son nom de la date de la révolte des étudiants de l'école polytechnique d'Athènes contre le régime des colonels, le 17 novembre 1973. Cette action avait affaibli la dictature, qui avait été renversée moins d'un an plus tard.

Les policiers ont la conviction que l'assassinat de René Audran est l'œuvre d'un commando franco-allemand

Les policiers français qui enquêtent sur l'assassinat, le 25 janvier, de l'ingénieur général René Audran, directeur des affaires internationales au ministère de la défense, sont désormais convaincus que cette action terroriste, revendiquée par Action directe, a été réalisée par un commando franco-allemand. Cette conviction, renforcée par le communiqué écrit de revendication — manifestement un texte allemand traduit en français (le *Monde* du 2 février) — s'appuie sur des éléments matériels.

Les allées et venues en France de plusieurs activistes allemands, liés à la Fraction armée rouge (RAF), avaient en effet été constatées par les services spécialisés français durant les semaines précédant le crime. Les policiers s'étaient particulièrement intéressés à une jeune femme, incarcérée en RFA pour sa participation aux actions de la RAF mais libérée courant 1984, dont la présence en France, il y a une quinzaine de jours, avait été vérifiée. Des photos aériennes ont été prises à cette occasion par les policiers chargés des filatures.

Cependant, ces éléments, qui constituent des pistes non négligeables et assurent l'identification tout au moins de « suspects », ne permettraient pas, en l'état actuel, aux enquêteurs de savoir exactement quels sont les individus qui ont participé à l'assassinat de René Audran. Les policiers ont plutôt la conviction que

les Français n'auraient fait qu'assurer la « logistique » de l'opération.

Parallèlement à l'arrêt des grèves de la faim des détenus de la RAF, les cinq membres ou sympathisants d'Action directe qui avaient entamé, depuis le 19 janvier, un mouvement semblable dans les prisons françaises, y ont mis fin jeudi 31 janvier et vendredi 1^{er} février. Les raisons de cette interruption, présentée comme « provisoire » par le chef de file de ce mouvement, Régis Schleicher, n'ont pas été précisées par les intéressés. Tant au plus peut-on constater la similitude de comportement de part et d'autre du Rhin.

UN COMMUNIQUÉ DE «PARIS-MATCH»

«Paris-Match», en exécution d'une décision de référé du 1^{er} février 1985, fait connaître à ses lecteurs que la photographie parue en pages 52 et 53 de son numéro daté du 8 février 1985 est sans rapport avec l'article portant le titre : «Exclusif. Juin 1983, sur les quais de la Seine, une réunion d'Action directe». C'est par erreur que le commentaire attribue aux personnes représentées une appartenance au groupe d'Action directe, en donnant à certaines des noms qui ne sont pas les leurs. Un communiqué paraîtra dans le prochain numéro de *Paris-Match* pour corriger cette erreur.

En Grande-Bretagne

Un projet d'assassinat de deux dirigeants de l'OLP aurait été déjoué à Londres

Londres (AFP). — Un commando venu à Londres pour tuer deux hauts responsables de l'OLP a été repéré par Scotland Yard, mais a pu quitter la Grande-Bretagne sans être inquiété, a affirmé, dimanche 3 février, l'hebdomadaire britannique *The Observer*.

Les deux cibles de cette équipe de tueurs, « porteurs de passeports diplomatiques syriens », étaient le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à Londres, M. Fayyad Owaida, et le

trésorier de la centrale palestinienne, en visite en Grande-Bretagne, M. Jawad Hussein.

Quatre des huit hommes ont quitté le Royaume-Uni dimanche dernier sans même avoir été interrogés par la police, écrit *The Observer*. Les quatre autres ont été interrogés, mais ils ont refusé de donner leur nom, dans un hôtel londonien par des délégués de la brigade antiterroriste de Scotland Yard, qui les ont questionnés avant de les expulser vers Damas.

Selon *The Observer*, le gouvernement britannique voudrait éviter de faire du bruit autour de cette affaire de crainte d'une détérioration de ses relations avec la Syrie. Selon des sources arabes à Londres, citées par le journal, les quatre hommes espérés ont été défilés à la police qu'ils étaient : Palestinien, membre du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) d'Ahmed Jibril, farouche opposant à Yasser Arafat.

**VOUS VOLEZ ACHETER UNE IMPRIMANTE ?
L'ORDINATEUR PERSONNEL A ESSAYÉ
ET COMPARÉ CINQ MODÈLES A MOINS
DE 10 000 F.**

Entrez dans les affaires par la grande porte, à Lille, Strasbourg, Nice, Marseille, Toulouse, Nantes...

A qui douterait encore de l'opportunité exceptionnelle qu'offre le marché micro-informatique, il suffit de lire les études d'IDC Europe.

En 1984, il a été vendu en France près de 120 000 micro-ordinateurs professionnels et l'on prévoit pour les 5 années à venir, une progression en volume du marché de plus de 50 % par an.

Forté par ce marché, Entré Computer Centres réalise la croissance mondiale la plus rapide en distribution micro-informatique.

Très spécialisées et assistées par un grand groupe, les franchises Entré connaissent un véritable succès. Entré doit sa réussite au total

dévouement à sa clientèle. Conseil, vente, installation, formation et service après-vente, nous nous occupons de tout.

Ce succès nous a permis, déjà, d'acquiescer plus de 300 franchises (USA, Canada, Europe).

Aujourd'hui, Entré accorde des franchises en France. Six viennent d'être créées et nous sommes prêts à en accorder 50 autres.

Notre équipe vous apporte l'assistance dans la recherche, la conception, l'aménagement du centre, une formation permanente, la publicité, un marketing multi-directionnel, une gamme éprouvée de micro-ordinateurs. Par

exemple, à ce jour, nos centres sont tous distributeurs agréés ordinateur personnel IBM.

Vous avez un million de francs, une solide expérience dans la direction, la vente ou le marketing et vous souhaitez entreprendre dans la micro-informatique en devenant propriétaire gérant.

Vous connaissez parfaitement l'informatique et vous voulez devenir directeur des ventes ou directeur support clientèle (formation, technique, service après-vente) et obtenir 200 000 francs d'actions.

Vous voulez investir 500 000 francs d'actions sans participation active dans un centre.

Entré vous ouvre la grande porte des affaires en micro-informatique. Contactez-nous dès aujourd'hui à Entré Computer Centres-France S.A. Tél. : (1) 574.97.77.

Si vous désirez un conseil en micro-informatique professionnelle, téléphonez à notre premier centre au (1) 574.99.99.

ENTRÉ COMPUTER CENTRES

6 franchises déjà accordées : Paris 17^e, La Défense, Lyon 3^e, Lyon 9^e, Bordeaux et Montpellier.



LLONS

politique

MM. BARRE, CHIRAC, GISCARD D'ESTAING ET LA STRATÉGIE DE L'OPPOSITION

Trois moins un devant les Clubs 89

La tentative des Clubs 89 qui pour leur convention nationale du 3 février espéraient réunir l'ancien chef de l'Etat et ses deux anciens premiers ministres, s'est soldée par un demi-succès. Le député du Rhône, retenu par un colloque international à Davos, a seulement fait lire un message par son ancien directeur de cabinet, M. Philippe Mestre, député UDF de Vendée, alors que MM. Giscard d'Estaing et Chirac ont participé côte à côte à cette manifestation qui confirme leur rapprochement.

A travers son message, M. Barre, avec la simplicité d'un homme qui lui est coutumier, a quelques fois suffragé les ardeurs réformatrices des membres des Clubs, qu'il s'agit de chahuter ou giscardiens, en leur conseillant d'écrire « les catalogues de promesses », alors qu'ils venaient avec compétence et scrupule d'en dresser un pour « une stratégie de gouvernement ».

M. Barre n'a pas limité à cela son iconoclaste intervention. Si l'est sans aucun doute, comme M. Giscard d'Estaing et comme M. Chirac, favorable à l'union de l'opposition

afin qu'elle gagne les élections, il demeure en désaccord avec eux pour les lendemains de cette éventuelle victoire. Et ceci sur deux points : le programme qu'il faudra appliquer et que l'on ne peut définir à l'avance et, surtout, la cohabitation avec l'actuel chef de l'Etat, qu'il persiste à refuser.

Or les débats du Club 89 tout comme l'attitude comme des deux autres dirigeants posent en fait la question de l'acceptation de gouverner dès son succès en 1986. Les trois hommes — dont aucun n'a répondu directement au discours de Rennes de M. Mitterrand — ne sont ainsi d'accord que sur un objectif : il faut en finir avec le socialisme.

L'optimisme de M. Giscard d'Estaing est apparu plus grand que celui de M. Chirac. L'ancien président avait d'ailleurs déjà affirmé sa conviction dans sa conférence de presse du 21 janvier en assurant que, de toute façon, les socialistes devraient plus la majorité à l'Assemblée nationale. Pour lui, l'union de l'opposition, qui sera « vécue ensemble » avant les élec-

tions, sera la garantie de la « gouvernabilité » de la France par la nouvelle majorité.

Le président du RPR, en revanche, est, curieusement, moins enthousiaste. Il insiste plus sur les obstacles qui vont surgir sur la route de l'opposition : « Rien n'est encore gagné », ne cesse-t-il de répéter depuis quelque temps. Il redoute tout à la fois les mesures « démagogiques » qui pourraient séduire l'opposition et les capacités de « trahison » de M. Mitterrand en matière de loi électorale. Ce risque rend donc pour lui plus nécessaire encore l'union de l'opposition. Si le maire de Paris n'a pas renoué avec M. Barre le reproche de « gêner » cette union qu'il lui avait adressé lors de « L'heure de vérité » du 28 janvier, cet avertissement demeure implicite dans ses propos comme dans ceux de M. Giscard d'Estaing. Leur appel pressant à une union totale sera-t-il entendu avant la convention des Clubs Perspectives et Réalités, où le 8 juin les trois hommes devraient se retrouver à l'invitation de l'ancien chef de l'Etat ?

Seul M. Chirac a, pour le moment, formellement accepté. Apparemment insensible à ces subtilités stratégiques et à ces rivalités fébriles, les quelques mille participants du Club 89 — cadres du privé, technocrates du public, universitaires et membres des professions libérales — ont élaboré une batterie complète de produits clés en main, d'éléments préfabriqués dans lesquels le gouvernement « libéral » futur pourra puiser, comme on le fait dans un sé-rvice de la gestion publique.

L'ensemble de ces recettes s'inspire, bien sûr, de la notion de « liberté » par opposition au socialisme, mais aussi de celle d'un libéralisme contrôlé, organisé, tempéré par l'intérêt national. La plus que le libéralisme total n'est un remède absolu, pas plus l'Etat omnipotent n'est, pour le Club 89, la panacée. Il doit « seulement » être au service de la nation et garantir aux citoyens leur liberté et leur responsabilité. Telle est la philosophie du pouvoir qui inspire la « stratégie de gouvernement » proposée par l'opposition.

ANDRÉ PASSERON.

« Le chœur de l'union »

M. Jacques Chirac en conclusion de son discours devant le Club 89 a déclaré :

« La vraie force de notre mouvement c'est l'humanisme. Nous devons activement préparer le redressement. Un nombre croissant de gens se disent que c'est gagné. On sous-estime la capacité de réaction de M. Mitterrand, on sous-estime sa capacité de mise en œuvre de mesures démagogiques susceptibles de plaire et de remobiliser son électorat, on sous-estime sa capacité de trahison par une modification de la loi électorale pour empêcher une majorité cohérente et déterminée de soutenir un gouvernement qui voudrait appliquer la politique voulue par le corps électoral. Le seul moteur pour la victoire, c'est l'union. Or rien ne nous sépare sur l'essentiel ».

Pour le président du RPR, « être libéral, c'est d'abord refuser toute forme de despotisme (...) Un Etat omnipotent devient vite un Etat

impuissant (...) Nous aurons demain à affirmer l'autorité de l'Etat en le ramenant à ce qui est sa fonction propre : toutes les missions de souveraineté externe et interne, le maintien des grands équilibres économiques et financiers, la régulation des relations sociales. Mais cet objectif ne pourra être atteint que si, dans le même temps, l'Etat revient à plus de modestie dans toutes les tâches de gestion quotidienne et se débarrasse des scories de la bureaucratie et de la technocratie ».

Pour M. Valéry Giscard d'Estaing : « Quand on parle de redressement à partir de 1986, on engage trois réalités différentes : le redressement des grands équilibres ; l'engagement du pays dans le vote d'un libéralisme authentique ; la solution de grands problèmes qui ne sont pas bien résolus dans la société française et qui appellent des solutions différentes ».

Au titre de la première réalité, « la future alternance sera jugée sur sa capacité d'inverser en deux ans la tendance à la hausse du chômage grâce à une croissance forte ». Au titre de la deuxième, « l'entrée dans le libéralisme authentique, un libéralisme sage, clairvoyant, les yeux ouverts, comporte le choix d'une direction ferme et la négociation d'un virage calme ». Au titre de la troisième, il convient « de créer des espaces de liberté où les gens seront libres d'entrer ou non ». Il cite la retraite, les contrats de travail, la libération des prix. Il ajoute : « Si l'on veut que l'union de l'opposition ait une large audience, il faut prendre en charge de façon juste et ouverte les problèmes de la vie quotidienne pour nos compatriotes ». Il cite l'éducation, la sécurité, les immigrés. Il propose de nouvelles méthodes et notamment des « sondages d'idées », et il affirme : « L'idée des dirigeants actuels est de faire relayer l'échec de leur politique par l'idée de l'ingouvernabilité de la France par l'opposition ». Or cela sera impossible si « l'union n'est pas un duo, un trio, ou un quatuor, mais un chœur chanté par des millions de voix ».

promesses, qui peuvent satisfaire à la fois ceux qui les font et ceux qui peuvent en être bénéficiaires, mais qui peuvent apparaître rapidement illusives et même dangereuses du fait des réalités. L'ancien premier ministre ajoute : « Je souhaite que le peuple français, à l'occasion des élections législatives, manifeste sans ambiguë — quel que soit le mode de scrutin — sa volonté de mettre un terme à l'expérience qui depuis 1981, et en dépit de certains retournements de politique, a gravement compromis la situation de la France et qu'il évite par son vote de plonger la France dans l'immobilisme et l'instabilité qui caractérisent en d'autres temps nos institutions. Ainsi se produira la vraie alternance, celle qui, conformément à la logique et à la pratique de la République depuis ses débuts, assurera au pays la cohérence et la stabilité de l'exécutif, soutenu par une majorité parlementaire puissante et loyale, de sorte qu'il puisse disposer, à temps voulu, de la pleine liberté d'initiative et de la confiance du pays dans tous ceux qui auront la charge de le conduire, et d'abord dans le premier d'entre eux. L'objectif, ce n'est pas la conquête du pouvoir par quelques-uns et pour quelques-uns ; c'est la mobilisation des Français au service de l'intérêt national ».

LE COMITÉ DIRECTEUR DU PR

Une pause fragile dans le débat sur la cohabitation

Réuni samedi 2 février au Sénat, le comité directeur du Parti républicain, qui comporte une centaine de membres, a consacré l'essentiel de ses débats à un sujet qui ne figurait pas à l'ordre du jour mais qui, depuis de longs mois, divise barrières et giscardiens : la cohabitation. Les uns rejettent toute idée de cohabitation car ils pensent que dans ce cas le « compromis-compromission » et la « crise de régime » ne pourraient être évités, les autres se disent prêts à cohabiter pour la simple et bonne raison, affirmant-ils, que le premier devoir d'une opposition devenue majorité sera de gouverner, d'appliquer le programme sur lequel elle aura été élue.

Les uns et les autres se rejoignent, cependant, pour juger que la meilleure solution serait que M. Mitterrand quitte l'Élysée dès 1986.

« Nous sommes engagés dans la partie la plus difficile du parcours de l'opposition », a déclaré à ce propos M. Léotard, secrétaire du PR : « Cette deuxième mi-temps, si elle est gagnée, nous permettra de mener M. Mitterrand de Rennes à La Roche de telle sorte que le chef de guerre qu'il a voulu être vendredi soir soit le chef d'une armée vaincue ».

Si barrières et giscardiens affichaient volontiers jusqu'à présent leur point de vue et leur attitude dans le polémisme au hasard de déclarations à la presse ou de réunions publiques, ils ne s'étaient pas encore décidés à ouvrir véritablement ce débat au sein des instances du PR. samedi, la discussion a été engagée sans que l'on puisse considérer, en dépit de la motion adoptée sur ce sujet, que la question ait été véritablement tranchée. Le comité directeur du PR a choisi d'approuver à la quasi-unanimité une motion suffisamment ambiguë pour satisfaire à la fois les barrières, les giscardiens et surtout, les indécis. Il « exprime sa volonté de réaliser en 1986 la dynamique la plus large de l'union des forces libérales ; de faire élire les candidats de l'opposition sur des engagements communs de gouvernement et de s'accepter ensuite à cet égard aucun compromis ; d'être prêt, si les conditions sont réunies, à mener en œuvre les solutions libérales de l'opposition ». Il précise : « Le président de la République devra tirer les conclusions du désaveu infligé à sa politique par le suf-

frage universel. Si le président de la République ne permettait pas la traduction claire de la volonté du suffrage universel dans le gouvernement de la France, il prendrait alors seul la responsabilité de la crise ».

En soulignant que l'opposition devrait être prête à gouverner et donc à cohabiter « si les conditions sont réunies », le PR évite de se prononcer clairement mais semble se rapprocher de la thèse défendue par les barrières selon laquelle la cohabitation est très difficile. Pour satisfaire les giscardiens, un accord indispensable sur « des engagements communs de gouvernement » est évoqué : des « objectifs de redressement », dit M. Giscard d'Estaing.

C'est en raison même de cette ambiguïté qu'un militant de Toulouse et que M. Hugues Dewavrin, secrétaire national, ont choisi l'abstention.

La question du mode de scrutin, en revanche, a été, elle, plus nettement tranchée. A partir du mode où M. Giscard d'Estaing, lui-même, abandonnait l'idée d'une dose de proportionnelle, le PR pouvait en toute sérénité plaider pour le « maintien de la loi électorale en vigueur ». M. Léotard devait toutefois expliquer qu'une telle position ne valait pas pour l'« éternité », n'avait rien de « catégorique » et n'était que la réponse à donner à un pouvoir cherchant par des « manœuvres » à « manipuler » le vote des Français. Précision qui vaut pour les barrières, partisans du scrutin majoritaire, qui auraient préféré que soit justifié, pour l'avenir, un tel mode de scrutin.

Au cours de ce comité directeur, deux autres motions ont été adoptées à l'unanimité. L'une porte sur la Nouvelle-Calédonie et affirme le « soutien » du PR « au plan défini devant le Sénat par M. Dick Ukeiwé ». L'autre motion est une motion de soutien au secrétaire général du PR, pourtant triomphalement élu à la tête de son parti il y a quatre mois à peine. Mais il y a deux à-t-il para nécessaire, à la demande de quelques militants, de manifester vis-à-vis de l'extérieur que M. Léotard restait le patron de son parti en dépit des quelques dissidences qui secouent le PR.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

M. Raymond Barre, dans le message lu par M. Philippe Mestre, estime que « les conclusions du Club 89 pourront aider, en cas d'alternance, les nouveaux responsables de la politique française à fixer les principaux éléments d'une politique à la mesure des problèmes à résoudre ».

« Un volontarisme a priori ne saurait prévaloir sur les contraintes nationales et internationales. C'est la raison pour laquelle il me paraît nécessaire d'éviter les catalogues de

« en 1983, sous le gouvernement social-démocrate, la nationalité française [a] M. Fauriol ; il n'a semblé que c'était un critère de contrôle suffisant ».

Parlant des prochaines élections cantonales, M. Le Pen a précisé que la campagne de son parti « est faite essentiellement contre le pouvoir socialiste ». « Tous les candidats de l'opposition pourront espérer obtenir [au second tour] les voix des candidats du Front national », a ajouté le président du Front national, qui a toutefois mis une condition à cette promesse : que ces candidats ne frappent pas son parti « d'extrémisme » et « ne procèdent pas à de véritables déclarations de guerre ». Pour M. Le Pen, « la discipline nationale » doit également « jouer » en faveur du Front national.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Le Pen : il n'y a que des « ragots » contre M. Pordeu

An « Club de la presse » d'Europe 1, dont il était l'invité le dimanche 3 février, M. Jean-Marie Le Pen s'est expliqué longuement sur le cas de M. Gustave Pordeu, accusé par le *Matin* d'être un agent du gouvernement roumain. Le dirigeant du Front national a pris avec virulence la défense de l'homme qu'il a fait élire avec lui à l'Assemblée des Communautés européennes.

Pour M. Le Pen, l'« infamante accusation » portée contre M. Pordeu ne s'appuie que sur « des ragots ». M. Le Pen a aussi expliqué que M. Pordeu « est en mesure de faire parler en sa faveur un certain nombre de gens et surtout de faire parler ses actes beaucoup plus que des témoignages d'agents secrets triples et troubles ». Enfin, il a fait remarquer que l'on avait accordé

« en 1983, sous le gouvernement social-démocrate, la nationalité française [a] M. Fauriol ; il n'a semblé que c'était un critère de contrôle suffisant ».

Parlant des prochaines élections cantonales, M. Le Pen a précisé que la campagne de son parti « est faite essentiellement contre le pouvoir socialiste ». « Tous les candidats de l'opposition pourront espérer obtenir [au second tour] les voix des candidats du Front national », a ajouté le président du Front national, qui a toutefois mis une condition à cette promesse : que ces candidats ne frappent pas son parti « d'extrémisme » et « ne procèdent pas à de véritables déclarations de guerre ». Pour M. Le Pen, « la discipline nationale » doit également « jouer » en faveur du Front national.

OISE
SCHOOL OF ENGLISH
anglais par la méthode

L'ANGLAIS
A
OXFORD

Stages individuels
méthode
à Oxford,
toute l'année,
toute durée,
pour adultes
et étudiants

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur papier Ivory Gishochrome ou sur film
Etrave 38, AV. DAUMESNIL PARIS 128 347.21.32

LA CRISE

M. Tjibaou est prêt à discuter les garanties de « l'indépendance-association »

M. Tjibaou, chef de file du FLNKS, a rencontré M. Edgard Pisani, député du gouvernement, dimanche 7 février à Nouméa. M. Tjibaou paraît disposé à discuter, avant le scrutin d'autodétermination, sur les garanties de « l'indépendance-association ».

M. Edgard Pisani, qui s'est rendu lundi 4 février chez des éleveurs caldoches dans la région de Sarraïme (centre-ouest de la Grande-Terre), devait présenter, lundi soir, au cours du journal de 20 heures sur Antenne 2, les grandes lignes de l'action qu'il mène en Nouvelle-Calédonie depuis le mois de décembre.

De notre correspondant

Nouméa. — Les communications ont repris entre MM. Jean-Marie Tjibaou et Pisani. Dimanche 3 février, le député du gouvernement a reçu le chef de file du FLNKS (Front de libération nationale kanak socialiste). M. Tjibaou a exposé au haut-commissaire les résultats de son voyage en métropole ainsi que les modifications qu'il souhaitait voir apporter au projet gouvernemental. M. Tjibaou semble en tout cas prêt à discuter le contenu des garanties mentionnées dans le « pacte communautaire » qui constitue la pierre angulaire du plan Pisani.

Dans cette perspective, le chef du FLNKS croit à une possible émergence d'un « centre large » favorable à l'idée d'une « indépendance-association ». Selon M. Tjibaou, il permettrait d'assurer une victoire au scrutin d'autodétermination pour lequel les Calédoniens garantissent à se prononcer non seulement pour ou contre « l'indépendance-association » mais aussi sur toutes les garanties afférentes. Il envisage que les différentes parties se mettent d'accord, un « préalable », sur ces garanties.

Ces points seront développés au cours du congrès du FLNKS — le premier depuis les élections territoriales du 18 novembre 1984 — qui se tiendra, samedi 9 février, dans la tribu de Nakety, sur la commune de Canala, dont était originaire Eloi Machoro. Au cours de cette réunion sera définie la stratégie du mouvement pour les mois à venir. Ce sera l'occasion pour M. Tjibaou d'exposer les enjeux du plan Pisani et de contourner les ardeurs des militants de cette région, dont certains ne cachent pas leur désir de venger la mort d'Eloi Machoro.

Pour sa part, le député RPR, M. Jacques Lafleur, semble avoir renoncé à son projet de démissionner de ses différents mandats et fonctions (*le Monde* daté 3-4 février). Dans un entretien accordé à RFO (Radio-France, outre-mer), M. Lafleur a indiqué que, malgré tout, cette rumeur était fondée. « Concernant le mandat territorial, j'ai toujours dit que le cumul n'était pas souhaitable. (...) Il est effectivement vrai que j'ai proposé au

RPCR de me mettre en retrait, cela pour des raisons précises... »

Invocant diverses raisons, le président du mouvement anti-indépendantiste a dénoncé les moyens utilisés par M. Pisani pour « apporter la division dans ce pays et imposer un plan qui est mort avant d'avoir vécu ». M. Lafleur a critiqué la proposition qu'a selon lui le haut commissaire à se substituer à la compétence des pouvoirs législatif et exécutif dans le but d'imposer son plan. Il a aussi tenu à préciser que, dans son esprit, une démission de la présidence du RPCR ne signifierait en aucun cas une démission du mouvement ni un abandon de l'action politique en Nouvelle-Calédonie.

Enfin, interrogé sur le sondage BVA-Paris-Match — le premier réalisé en Nouvelle-Calédonie — qui accorde au chef de file des anti-indépendantistes seulement 7 % d'avis favorables, M. Lafleur a indiqué que ce résultat n'entrait en rien dans le fait qu'il avait envisagé de démissionner de la présidence du RPCR. Mais, a-t-il admis, « je ne m'attendais pas à ce score et j'ai été surpris de me retrouver au même niveau que M. Pisani dont je connais l'immense impopularité... ».

FREDERIC FILLOUX.

Une réunion perturbée. — Une réunion d'encouragement à l'autodétermination du peuple canak organisée vendredi 31 janvier à Nanéa par plusieurs mouvements d'extrême gauche — dont la Ligue communiste révolutionnaire — a été perturbée par des opposants à l'indépendance. Aux cris de « Machoro on l'a eu, Tjibaou on l'aura », une vingtaine de jeunes gens armés de barres de fer et de bombes lacrymogènes ont tenté, en vain, de pénétrer dans la salle de réunion. — (Corresp.)

M. Ukeiwé et le FLNKS. — « Le gouvernement a fait de ces voyages les interlocuteurs privilégiés », a déclaré, en parlant des responsables du FLNKS, samedi 1^{er} février à Brast au cours d'une réunion publique, M. Dick Ukeiwé. Pour le président du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie, M. Jean-Marie Tjibaou, qui dirige le FLNKS, n'est qu'un « chef de bande, rebelle aux valeurs mélanésiennes et aux lois ». — (Corr.)

Propos et débats

M. Debarge (PS) : les zigzags du PC

M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du Parti socialiste, déclare dans un entretien publié par l'hebdomadaire le Point, « les zigzags du PC ». La PC estime M. Debarge, « traverse une mauvaise passe » qui « ne cessera pas tant que sa direction, quelle qu'elle soit, n'ouvre pas un débat interne, renonçant au verrouillage à caractère théologique ». Pour le secrétaire national du PS, l'électorat communiste « finit par être déboussolé (...). Résultat : c'est toute la gauche qui paie les pots cassés ».

M. Leroy (PC) : Gattaz avec Mitterrand ?

Il écrit, selon M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, des « correspondances » entre les vues de M. Yvon Gattaz, président du CNPF, et certains propos tenus par le chef de l'Etat à Rennes le 1^{er} février : « Des deux côtés, on cherche à faire accepter l'autorité, les sacrifices, le chômage. Un effort « psychologique » pour ce consensus serait le bienvenu. Un effort le dirigeant communiste dans l'édition de l'Humanité-Dimanche.

M. Juppé (RPR) : pas de jeux solitaires

« Je crois que les jeux solitaires ne marchent pas », a déclaré, dimanche 3 février sur TF 1, M. Alain Juppé, secrétaire national du RPR, commentant l'attitude de M. Raymond Barre. Il est pour M. Juppé « évident » que l'ancien premier ministre « joue un jeu personnel ». Interrogé sur une éventuelle participation du Front national à une plate-forme commune de l'opposition, M. Juppé a déclaré : « M. Le Pen passe son temps à traîner MM. Chirac, Giscard d'Estaing et un peu moins Barre dans la boue : pourquoi parlerions-nous avec des gens dont nous ne partageons pas les valeurs ? »

M. Schwartzberg : délivrer les formations centristes

Invité du « Forum de RMC », dimanche 3 février, M. Roger-Gérard Schwartzberg, secrétaire d'Etat chargé des universités, a estimé que la majorité « a la capacité » de « convaincre les électeurs centristes ». Pour le président d'honneur du MRG, « les valeurs démocratiques, les valeurs républicaines, la justice sociale, la fraternité, l'hostilité à l'indépendance » peuvent constituer « une large base d'accord ».

EN NOUVELLE
La solidarité

Nouméa. — La venue en France de M. Tjibaou, chef de file du FLNKS, a été l'occasion pour le parti indépendantiste de faire connaître ses positions. Le parti a déclaré qu'il ne s'agit pas d'un simple voyage de propagande, mais d'une véritable mission de solidarité. Le parti a également souligné que le gouvernement français a tenté de manipuler l'opinion en présentant M. Tjibaou comme un simple agent du gouvernement roumain. Le parti a enfin déclaré qu'il restera fidèle à ses principes et à ses valeurs.

M. Lora

« On par...

« On par... »

« On par... »

« On par... »

EUROPEAN L

SA

MASTER OF B

AMERICAN

PROGRAMMES

ELA

Carver

Représentation de la

سكزا من الاصل

A CRISE

cuter

« association »

ré M. Edgard Pisani, Nouméa. M. Djibou détermination, sur les

rier chez des éleveurs ouest de la Grande-journal de 20 heures il mène en Nouvelle-

mettre en retrait, cela vous précises...

diverses raisons, le mouvement anti-iste a dénoncé les sés par M. Pisani pour a division dans ce pays un plan qui est mort ir vécu ». M. Laffleur a suspension qu'a selon lui missaire à se substituer à ce des pouvoirs législatif lant le but d'imposer son zati tenu à préciser que, prit, une démission de la du RPCR ne signifierait s une démission du mou- un abandon de l'action Nouvelle-Calédonie.

interrogé sur le sondage Match - le premier ré- nouvelle-Calédonie - qui chef de file des an- istes seulement 7% rables, M. Laffleur a in- résultat n'entraine rien t qu'il avait envisagé de er de la présidence du ais, s-t-il admis, « je ne s pas à ce score et j'ai té le me retrouver au même ne M. Pisani dont je mense impopularité... »

FREDERIC FILLOUX.

union perturbée. - Une encourageant à l'autobi- it du peuple canaque re- rendre 31 janvier il i r plusieurs mouvements gauche, dont la Ligue la révolutionnaire - a éz pas des opposants à l'ind- Aux cris de « Machou Tjibou on l'aura », ne de jeunes gens armés de fer et de bombes lacrymo- senté, en vain, de pénétré alle de réunion. - (Cor-

Ukewé et le FLNKS - vernement a fait de os s interlocuteurs privit- éclaré, en parlant des ro- s du FLNKS, samedi r à Brest au cours d'une éblique, M. Dick Ukewé résident du gouvernement de Nouvelle-Calédonie, Marie Tjibou, qui dirige l, n'est qu'un « chef de belle aux valeurs nélat- : aux lois ». - (Cor.)

igzags du PC

teriet national du Parti per l'hédomadaire le Debarge, « traverse une que sa direction, quelle monçant au verrouillage national du PS, l'écro- ». Résultat : c'est tout

ac Mitterrand ?

e du bureau politique du de M. Yvon Gattaz, pré- per le chef de l'Etat l cherche à faire accepter effort « psychologique » me le dirigeant commu-

jeux solitaires

archent pas », a déclaré, é, secrétaire national du and Barre. Il est pour inistre « joue un jeu par- ition du Front national ». M. Juppé a déclaré : China, Giscard d'Estaing i paritions-nous avec ps l ? »

g : délivrer ntristes

du 3 février, M. Rogé- chargé des universités, a convenue les électeurs ANPS, « les valeurs dém- libe sociale, la fraternité, pour « une large base

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

La solidarité maçonnique à l'épreuve

De notre envoyé spécial

Nouméa. - La venue en Nouvelle-Calédonie, du mardi 5 au vendredi 8 février, de M. Roger Leray, grand maître du Grand Orient de France (GODF), principale obédience maçonnique française, confirme la part discrète mais bien réelle que les franc-maçons prennent au débat qui anime la vie publique du territoire. Bien que M. Leray soit membre du Parti socialiste et ait été reçu par M. Laurant Fabius avant son départ, il est peu probable que son appui aux orientations de M. Edgard Pisani s'exprime de façon aussi nette que l'engagement direct du Grand Orient de France en faveur du gouvernement, lors de la bataille électorale du printemps dernier par exemple. Mais parmi les membres des deux loges que le GODF compte en Nouvelle-Calédonie, figurent quelques-uns des ténors de la scène politique locale dont les points de vue ne convergent pas toujours. M. Jacques Laffleur, président du RPCR, siège au sein de la loge « Fraternité calédonienne », alors que M. Frank Wahuzue, qui milite démentiellement en faveur de l'indépendance-association à l'intérieur du nouveau mouvement Ensemble pour l'avenir (EPA), après avoir porté naguère les espoirs de l'UDF, appartient, lui, à l'autre loge du Grand Orient de France, la loge « Lumière des Iles ».

Jusqu'à présent, en Nouvelle-Calédonie, la solidarité maçonnique n'a jamais pris le dessus sur les clivages politiques. Le pour et-elle désor- mais ? Lors de son premier séjour dans le terri- toire au printemps 1983, le secrétaire d'Etat aux DDM-TOM, M. Georges Lemoine, lui aussi mem- bre du Grand Orient de France, avait tenté de s'appuyer sur cette solidarité maçonnique pour relier à ses options une majorité de Calédoniens. Il s'était même fait accompagner pour la circon- stance d'un dignitaire de la Grande Loge de France, qui est également implantée dans le terri- toire. Cette tentative de rassemblement n'a pas tenu ses premières promesses.

Survenant dans un contexte plus difficile encore, le séjour de M. Leray a été préparé sur place par une autre personnalité du GODF, M. Tubiana, venu dans le territoire en qualité d'avocat et de secrétaire de la Ligue des droits de l'homme chargé des DOM-TOM, pour partici- per à la défense des militaires indépendantistes qui font l'objet d'une inculpation. M. Leray a répondu aux questions de Daniel Schneidermann avant de partir pour Nouméa.

ALAIN ROLLAT.

M. Leray (Grand Orient de France) : « On parle, ou on s'entretient »

- La franc-maçonnerie peut-elle contribuer à faire entendre la voix de la sagesse en Nouvelle-Calédonie ?

- La franc-maçonnerie elle-même, non. Mais les francs-maçons sûrement, par leur faculté d'ouverture à tous les discours, dès lors que la dignité des uns ou des autres n'est pas mise en cause. J'ai rencontré récemment deux hommes politiques importants, tous deux maçons, l'un UDF et l'autre socialiste. Au sujet de la Nouvelle-Calédonie, ils étaient en harmonie. Mais il est inconcevable qu'ils puissent tenir le même discours publiquement. Nous, nous pouvons le faire, car la maçonnerie n'est jamais revendicatrice de pou- voir. Nous pouvons donc tenter, selon la formule de Lamartine, de réunir ce qui est éparé et d'écarter ce qui divise.

- M. Pisani utilise quasi- ment les mêmes mots pour expli- quer sa démarche.

- Je compte dire à Nouméa que les propositions de Pisani sont sans doute les propositions de référence, par excellence et que tout ce qui contribue à leur mise en cause avant même qu'elles aient été discutées procède d'un esprit partisan et sus- pect. L'alternative est simple : ou on parle, ou on s'entretient : il n'y a pas de moyen terme. Cela dit, Pisani n'est pas maçon, même si son dis- cours est très maçonnique d'inspi- ration. Nombreux sont d'ailleurs les maçons qui m'ont demandé s'il était chez nous.

- La démarche de Georges Lemoine d'asseoir tout le monde autour d'une table à Nativille- les-Roches, pour tenter de déga- ger un consensus, n'était-elle pas aussi typiquement maçonnique ?

- Lemoine me fait penser à Savary. Tous deux ont joué un rôle catalyseur nécessaire à un moment déterminé. Mais ce qu'ils ont dit l'un et l'autre n'a pas résisté à la pression des passions du moment.

- Irez-vous prêcher la raison à tous les acteurs de la vie politi- que locale ?

- Oui. Je souhaite aussi voir M. Laroque. Je lui dirai que quelque un doit lâcher quelque chose et, vu de loin, il ne semble pas que les Canaques aient grand-chose à lâcher. Je crois avoir compris que la dignité d'être un homme leur a été refusée, si l'on se souvient de leur grande rébellion de 1878. An pas- sage, je vous rappelle que Louise Michel, qui fut alors la seule dépor- tée de la Commune à se ranger aux côtés des Canaques en rébellion, était maçonnes. Cela dit, les caldo- ches ne sont pas nécessairement colonialistes et oppresseurs. Mais ils sont installés dans un bien-être, un confort, qui sont remis en cause. Donc ils résistent.

Une plage pour les Blancs, une plage pour les Noirs

- Estimez-vous que la reven- dication indépendantiste pré- sente des aspects excessifs ?

- Les revendications au droit coutumier, je les respecte, mais je m'en méfie. Je n'oublie pas que les indépendantistes en Belgique ainsi que certaines forces indépen- dantistes bretonnes se sont retrouvés sous les bandières hitlériennes. La coutume, je veux bien, si on n'en fait pas une obligation dans une commu- nauté pluriethnique. Le discours ini- tial de Tjibou, accordant le droit de vote aux seuls Canaques, était inac- ceptable. Il y a des Calédoniens d'origine européenne qui sont sans doute plus attachés que les Cana- ques à la Nouvelle-Calédonie. Je dirai aussi à Nouméa que la Calédo- nie me semble être une île à l'abri des pulsions du monde. Les égoïsmes particuliers se satisfont de cette ignorance. Les Calédoniens ne doivent pas s'enfermer dans des for- teresses du passé.

- Quelles sont les raisons de la scission qui s'est produite il y

a quelques années au sein du Grand Orient de Nouvelle-Calédonie ?

- Des problèmes de personnes. Odiux et médiocres. Ces types-là vivaient leur maçonnerie, non la maçonnerie, dans une espèce de club où ils se disputaient vulgairement. Aujourd'hui, les deux loges regroupent quatre-vingt-huit maçons qui n'ont peut-être pas joué le rôle qu'ils auraient dû jouer. Peut-être parce que trop marqués par leur opinion préalable. Les francs-maçons ne doi- vent pas faire référence à une idéolo- gie spécifique.

- Voulez-vous dire que les loges locales ont penché plutôt d'un côté ?

- Elles sont implantées à Nou- méa et pas en brousse, ça joue. Un gars de Nouméa est venu me rendre visite ; il m'a dit : « Ne crois surtout pas qu'il y ait là-bas un problème raciste ; on vit chacun chez soi ; une plage pour les Blancs, une plage pour les Noirs ; mais on ne se bat pas. »

- Le député Jacques Laffleur est membre du Grand Orient ; vous êtes-vous entretenu de ces questions avec lui ?

- Non, malheureusement. Je l'ai invité à venir me voir et il m'a fait savoir que c'était impossible. C'est d'ailleurs un engagé récent. Mais je vais tenter de le voir là-bas.

- Quel est votre sentiment sur le débat relatif à la Nouvelle-Calédonie tel qu'il s'est déroulé en métropole ?

- Je veux dénoncer l'exploitation honteuse faite d'un drame potentiel, qui pouvait être générateur des vio- lences les plus extrêmes. C'est aussi odieux que l'exploitation tentée à propos de l'assassinat de quelques vieilles dames dans le dix-huitième arrondissement. On a vu quelques ringards tenter à cette occasion de se rûmpser publiquement. C'est indigne.

Propos recueillis par DANIEL SCHNEIDERMAN.

FORTITUDE : Il y a treize ans, en 1972, Lord Mountbatten évoque devant LARRY COLLINS certaine opération secrète de la guerre, opération très secrète dont aurait dépendu le succès du Débarquement. Pressé par LARRY COLLINS d'en dire davantage, il consent à lâcher ce mot : Fortitude.

FORTITUDE : En 1980, après la publication du Cinquième Cavalier, LARRY COLLINS décide de percer l'énigme Fortitude. Une enquête de cinq ans. A Londres comme à Washington, des dossiers scellés : "A n'ouvrir qu'en 2050" ! Pourquoi ? Cependant des acteurs demeurent, et parlent...

FORTITUDE : A partir de ces témoignages, LARRY COLLINS, dans un roman, reconstitue toute l'affaire et la fait vivre sous nos yeux. Des hommes, des femmes, des résistants, des agents doubles, les chefs des services secrets à Londres et à Berlin...

FORTITUDE

UN ROMAN FASCINANT
COMME SEUL POUVAIT
L'ÉCRIRE

LARRY COLLINS

le coauteur avec
Dominique Lapierre

- PARIS BRÛLE-T-IL ?
- ... OU TU PORTERAS MON DEUIL
- Ô JÉRUSALEM
- CETTE NUIT LA LIBERTÉ
- LE CINQUIÈME CAVALIER

Traduit de l'anglais
par Jacques Charpier

510 pages - 92 F

ROBERT LAFFONT



POLITIQUE

LA PRÉPARATION DU XXV^e CONGRÈS DU PCF

La direction a isolé les contestataires

(Suite de la première page).

Dans les Hauts-de-Seine, où M. Lucien Lanterrier, maire de Gennevilliers, a confirmé son abstention, le projet a été adopté par 95,32 % des votants, mais, contrairement au vœu de la direction du parti (Le Monde du 2 février), tous les membres sortants du comité central ont été proposés pour être réélus dans cette instance par le congrès, avec une candidature nouvelle, celle de M^{me} Jacqueline Fraysse-Cazalis, député.

Dans les Bouches-du-Rhône, fédération qui avait connu un début relativement animé, la direction fédérale qui tenait à éviter d'attirer l'attention, a obtenu un vote favorable au texte dans la proportion de 98,50 %, deux délégués votant « contre » et quatorze d'entre eux s'abstenant, tandis que seize autres n'étaient pas présents au moment du vote. M. Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône, membre du bureau politique, dont la position avait paru fragile en raison de ses responsabilités à la direction de l'hebdomadaire *Révolution*, a pu se féliciter de ce que les travaux de la conférence aient « prouvé la capacité de discussion » des communistes, « l'unité du parti » et « sa volonté de surmonter les difficultés pour aller de l'avant ».

Dans la Sarthe, où le projet de résolution a été adopté par 84,79 % des 171 votants, une soixantaine de délégués étaient absents au moment du vote.

M. Robert Jarry, le maire du Mans, et deux adjoints au maire ont voté « contre ».

Dans le cas de l'Essonne, fédération qui était loin de partager les vues exprimées au comité central par ses deux représentants principaux - MM. Juquin et Tricot -, le principal axon de la direction résidait dans la difficulté pour le premier secrétaire de se démarquer de la tendance majoritaire chez les militants. L'offensive menée ces quinze derniers jours a trouvé des relais efficaces au sein de la fédération.

M. Juquin :

pas de mise à l'index

Connaissant le rapport des forces (voir la *Monde* du 2 novembre 1984), M. Juquin n'a pas découragé ceux de ses amis qui avaient entrepris de donner un écho à ses positions dans le département, mais il a évité de s'engager dans une campagne qui aurait permis une accusation de fractionnisme. La responsable en titre du secteur « communication » du PCF, toujours chargé de « suivre », pour le bureau politique, sa fédération, a veillé à remplir cette mission selon les règles statutaires et coutumières, tout en défendant ses propres positions dans la tribune de discussion de l'*Humanité* (le *Monde* du 12 janvier). Aussi le discours qu'il a prononcé dimanche à la fin de la conférence fédérale - ouverte, alors, comme d'autres, aux journalistes - a-t-il consisté, pour l'essentiel, à

prendre acte des votes émis (287 voix pour le projet de résolution, 10 contre, 17 abstentions) et à se féliciter, rituellement, d'un « climat de fraternité et de sagesse révolutionnaire ».

M. Juquin a saisi, toutefois, l'occasion pour répondre aux attaques dirigées contre lui, en déclarant par exemple : « Nous rejetons toute organisation de tendance, tout combat de chefs ou de leaders ; sinon je ne serais pas ici, mais ailleurs, chez ceux qui n'ont pas admis, en 1920, le juste choix du congrès de Tours. » M. Juquin répliquait ainsi à M. André Lajoinie, membre du secrétariat du comité central, qui l'avait accusé, dans l'*Humanité* du 15 janvier, de « jeter par-dessus bord l'acquis historique du congrès de Tours ».

L'ancien député de l'Essonne a souligné, aussi, sa volonté de « tout faire pour préserver l'unité du parti », laquelle, a-t-il dit, suppose « l'engagement fondamental de tous les communistes », « la libre confrontation de leurs idées et ne saurait être confondue avec le monopartisme et la rigueur ». M. Juquin a expliqué que ce qui « porterait atteinte à l'unité du parti », ce serait « la mise à l'index » de « communistes qui se sont exprimés dans le respect des statuts » et « la prise de sanctions à leur endroit. Il est arrivé que ce genre de comportement nous coûte cher, a-t-il dit ».

Le déroulement de la conférence montre que l'accord avec les positions de la direction ne s'accompagne pas toujours de la volonté d'empêcher l'expression de points de

vues contraires. Si seulement une quinzaine de propositions d'amendement de détail ont été adoptées, c'est que la commission chargée d'en discuter - qui a du séder jusqu'à 4 heures du matin dans la nuit de samedi à dimanche - a préféré éviter que la conférence ne se divise, en séance plénière, sur des amendements de fond très controversés.

Une cote mal taillée

De même, au cours de la réunion houleuse du comité fédéral réuni, aux côtés du délégué fédéral M. Juquin et Tricot, furent discutés de la liste des quatre noms proposés par la conférence pour siéger au comité central n'ont pas obtenu gain de cause. Une cote mal taillée a été trouvée, consistant à ce que les deux abstentionnistes d'octobre soient présentés non comme « candidats » mais comme « sortants » du comité central. Sont présentes de la même manière M. Jean-Pierre Kahane, mathématicien de renom, dont la section, celle d'Orsay, n'avait su demeurer pas avant le projet de résolution. M. Roger Maréchal, jeune historien né à la direction après un épisode « critique », en juin dernier. Enfin, il a été décidé de renvoyer au lendemain du congrès l'élection du bureau fédéral.

PATRICK JARREAU.

Un Conseil d'Etat

LA LOIRE-ATLANTIQUE NE FAIT PAS PARTIE DE LA BRETAGNE

L'association « Bretagne-Europe, Fédération bretonne des régions d'Europe » avait ainsi le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, une demande de modification des limites administratives actuelles de la région Bretagne. Pour l'association, ces limites présentent une discordance inadmissible avec les contours historiques de la province de la Bretagne, tels qu'ils ont été fixés par un édit de François I^{er} de 1532. Contrairement à ce que prétendait la Loire-Atlantique, en effet, cet édit a été l'écrit de l'ensemble breton.

Le ministre ayant rejeté cette demande en mars 1983, l'association se poursuit devant le Conseil d'Etat. Celui-ci ne lui a pas donné satisfaction.

Il a d'abord considéré que l'Assemblée constituante ayant, en août 1789, fait table rase des provinces des anciennes provinces, l'association ne pouvait alléguer le prévaloir de l'édit de 1532.

Il a, en outre, estimé que l'appréciation d'opportunité à laquelle se livre le gouvernement en refusant de modifier des limites régionales ne pouvait faire l'objet d'un contrôle du juge administratif.

Sur ce deuxième point, la décision rendue s'écarte de la solution retenue en matière de découpage cantonal, contentieux dans lequel le Conseil d'Etat vérifie que les mesures gouvernementales n'aggravent pas les disparités démographiques. La solution adoptée est en revanche en accord avec la jurisprudence sur le choix du chef-lieu d'un département ou d'un arrondissement.

La décision du Conseil d'Etat du 9 novembre 1984 semble en tout cas condamner par avance des recours ayant pour objet - pour ne donner que des exemples - de créer un nouveau département (Pays basque) ou de fusionner des régions existantes (Basse-Normandie et Haute-Normandie).

POUR LE RENOUVELLEMENT DU MOIS DE MARS

Cent trente-quatre cantons supplémentaires

Le *Journal officiel* du 1^{er} février publie le décret de convocation des électeurs pour les élections cantonales, les dimanches 10 et 17 mars. Ce texte précise que la campagne électorale sera officiellement ouverte le samedi 23 février à 8 heures.

Le JO publie également le *Journal officiel* des décrets relatifs au redécoupage cantonal. Cette série concerne onze départements métropolitains. Dans neuf d'entre eux, vingt et un cantons sont créés : un dans le Calvados, l'Hérault, les Pyrénées-Orientales et les Yvelines ; deux dans la Marne ; trois dans l'Eure, la Haute-Saône ; quatre dans le Val-d'Oise ; cinq dans les Alpes-Maritimes, dans la Moselle et le Vaucluse, aucun canton n'est créé mais les limites de certains sont modifiées.

Le JO du 31 janvier avait publié le décret portant création et modification des cantons de la Martinique. Deux cantons y sont créés et trois supprimés. Ce département d'outre-mer, qui comptait jusqu'à présent trente-six cantons, en comptera donc désormais quarante-cinq.

An total cinquante-trois départements (cinquante en métropole et trois outre-mer) ont été concernés par le redécoupage cantonal. Six cantons ont été créés, dont vingt-deux outre-mer. Six cantons ont été supprimés, dont quatre outre-mer. On compte donc cent trente-quatre cantons supplémentaires, cent soixante en métropole et dix-huit outre-mer.

ALPES-MARITIMES : Cinq cantons sont créés. Trois cantons, Antibes-Biot, Antibes-Centre, et Vallauris-Antibes-Ouest, remplacent les deux cantons d'Antibes-Nord et d'Antibes-Centre. Trois cantons, Cagnes-sur-Mer-Centre, Cagnes-sur-Mer-Ouest et Saint-Laurent-du-Var-Cagnes-sur-Mer-Est remplacent les deux cantons de Cagnes-sur-Mer-Est et Cagnes-sur-Mer-Ouest.

Trois cantons, Cannes-Centre, Cannes-Est et Mandelieu-Cannes-Ouest remplacent les deux cantons de Cannes-Est et Cannes-Ouest.

Le canton de Grasse est scindé et donne naissance à deux cantons : Grasse-Sud et Grasse-Nord. Il est créé le canton de Carros, par modification du canton de Venaco.

Les limites des cantons de Nice I, II, III d'une part, de Nice X et XIV d'autre part sont modifiées.

CALVADOS : Les deux cantons de Lisieux II et Mécédon-Camoussier sont remplacés par trois cantons : Lisieux II, Lisieux III et Mécédon-Camoussier.

EURE : trois cantons sont créés : Val-de-Reuil, par modification du canton de Pont-de-l'Arche ; Gaillon-Campagne, par modification du canton de Gaillon ; Bernay-Est, par modification du canton de Bernay, qui prend la dénomination de Bernay-Ouest.

HERAULT : huit cantons, Montpellier I, II, III, IV, V, VI, VII, IX, X remplacent les sept cantons de Montpellier I, II, III, IV, V, VI, VII et IX.

D'autre part, les limites des cantons de Mende I, III, IV et de Sète I et Sète II sont modifiées.

MARNE : les deux cantons de Châlons-sur-Marne I et II sont remplacés par trois cantons : Châlons-sur-Marne I, II et IV. Il est créé un canton de Reims X, par modification des cantons de Reims IV et Reims VIII.

MORBHAN : les limites des cantons de Malesherbes et de Ouer sont modifiées, mais aucun canton supplémentaire n'est créé.

PYRÉNÉES-ORIENTALES : Les six cantons de la Côte catalane, Rivesaltes, Saint-Laurent-de-la-Salanque, Perpignan II, III et VII sont remplacés par sept cantons : la Côte catalane, Rivesaltes, Saint-Estève, Saint-Jean-de-la-Salanque, Perpignan II, III et VII.

D'autre part les limites des cantons de Thuir et d'Elze sont modifiées.

HAUTE-SAÛNE : sont créés les cantons de Saint-Sauveur, par modification du canton de Luxeuil-Bains ; de Lure-Nord, par modification du canton de Lure, qui prend la dénomination de Lure-Sud ; et d'Héricourt-Est, par modification du canton d'Héricourt, qui prend la dénomination d'Héricourt-Ouest.

VAUCLUSE : aucun canton supplémentaire n'est créé, mais les limites des cantons d'Avignon-Est et Nord d'une part et d'Avignon-Ouest et Sud d'autre part sont modifiées.

YVELINES : Il est créé le canton d'Andrézy, par modification du canton de Conflans-Sainte-Honorine.

VAL-D'OISE : Trois cantons (Argenteuil-Nord ; Argenteuil-Ouest et Bezons) remplacent les deux cantons d'Argenteuil-Centre et d'Argenteuil-Bezons. Il est créé un canton de Saint-Germain, par modification du canton de Sarcelles. Le canton de Garges-lès-Gonesse est scindé et donne naissance à deux autres cantons : Garges-lès-Gonesse-Est et Garges-lès-Gonesse-Ouest. Cinq cantons, Cergy-Nord, Cergy-Sud, L'Hautil, Saint-Ouen-l'Aumône et Taverny, remplacent les quatre cantons de Cergy, Osny, Saint-Ouen, L'Aumône et Taverny. Les quatre cantons de Domont, Ecouen, Sarcelles-Est et Sarcelles-Ouest sont modifiés et donnent naissance à quatre nouveaux cantons : Domont, Ecouen, Sarcelles-Nord-Est et Sarcelles-Sud-Ouest.

MARTINIQUE : Les cantons supprimés. Les deux cantons de Grand-Rivière et de Macouba ne forment plus qu'un seul canton : Macouba. Les deux cantons de Saint-Pierre et de Fonds-Saint-Denis sont remplacés par un canton unique : Saint-Pierre. Le canton de Carbet remplace les deux cantons de Carbet et du Morne-Vert.

Les cantons créés. Les quatre cantons de Fort-de-France sont remplacés par dix cantons : Fort-de-France I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X. Le canton de Lamentin est divisé en trois ; le Lamentin-Sud-Bourg, le Lamentin-Nord et le Lamentin-Est, le canton de Schoelcher est scindé en deux (Schoelcher I et II) ; ainsi que les cantons de la Française (le François-Nord, le François-Sud) ; du Robert (le Robert-Nord, le Robert-Sud) et de Sainte-Marie (Sainte-Marie-Nord, Sainte-Marie-Sud).

RECTIFICATIF : Dans le département de la Guadeloupe, ont été créés sept cantons et non six, comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos éditions du 1^{er} février.

La haute solitude de M. Pierre Juquin

Etranges, équivoques, ces applaudissements trop chaleureux, presque violents, danses comme de la pierre, servis, dimanche 3 février, à l'adresse de M. Pierre Juquin par les militants de l'Essonne, par les militants de l'Essonne, à l'issue de leur conférence fédérale. Une condamnation par les « vivants », comme dans les éternels ? L'expression d'un « centralisme démocratique » poussé jusqu'à l'absurde, et qui s'évertue coûte que coûte à sauver les apparences ? Ou simplement un adieu, avec ou sans regret, pour lequel les mains s'autorisent ce que trois jours durant les langues s'étaient interdites ?

Cette ovationnisme marquant en tout cas une étape particulière de l'épuisant parcours d'un « exilé intérieur » de M. Juquin, l'ex-enfant chéri du communisme français, curé Georges Marchais, subit - pour quelques jours encore - depuis l'été dernier, pour prix de sa rébellion contre l'appareil et d'une indépendance d'esprit trop clairement marquée.

Après son éviction de fait du bureau politique, après les critiques de la direction nationale à son égard et l'intervention, jugée musclée, du procureur Lajoinie dans les colonnes de l'*Humanité*, le glissement progressif du porte-parole du parti vers les marges illustre cette fois par une nette mise en minorité au sein de sa propre fédération : 8 voix contre le projet de résolution, 17 abstentions... Ironie du fonctionnement du PCF : c'est à M. Juquin, représentant des instances dirigeantes dans l'Essonne, qu'est revenu l'honneur de prononcer le discours de clôture du congrès fédéral et de résumer les thèses majoritaires directement responsables de sa future mise à l'écart.

Il a reçu la salve d'applaudissements la tête penchée sur le côté, avec ce sourire en coin qu'on lui connaît, serein et terriblement carnassier. Quelles réflexions pouvaient bien l'occuper alors qu'il regardait, pour le dernier fois sans doute, une salle dressée debout pour lui ? Vraisemblablement, ce brutal changement de destin qui s'écoula depuis des mois malgré toute sa prudence tactique et les conseils de ses amis et qui, depuis dimanche, le laisse sans terre fédérale, c'est-à-dire - à la différence de Marcel Rigout, ancien ministre, le baron du Limousin et autre contestataire célèbre - sans position de repli.

Quelle chute !

Sous les bravos, M. Juquin pouvait mesurer sa haute solitude. Quelle chute, après tant d'années passées en position dominante dans le parti ! Ses amis ajoutant : quelle absence de reconnaissance du PCF pour cet intellectuel de cinquante-cinq ans qui a tant servi, par la plume et la



Dessin de SZLAKMANN.

de « vives qualités pédagogiques », qui lui ont permis, jusqu'en juin dernier, de conserver un équilibre rare entre les positions successives du parti depuis quinze ans et ses convictions personnelles.

Il est sans doute, note un intellectuel, celui des penseurs à avoir tenu le plus longtemps « dans les flots mouvants du parti ». « Apte », très compétent, avec souvent trop de fougue ; de nombreux « rénovateurs », aujourd'hui rangés, comme Pierre Juquin, parmi les « militants critiques » du vingt-cinquième congrès, se souviennent, par exemple, et certains avec quelque amertume, - des « tours de France d'explication » du porte-parole du bureau politique pour faire passer à la base la plume de la rupture du programme commun. Ils se rappellent ses nombreux livres, toujours écrits avec élégance, mais qui sauvaient l'appareil communiste du ridicule du flottement.

L'aurait-il voulu, Pierre Juquin, n'aurait pas pu ces derniers mois devenir le chef de file de l'opposition interne. Beaucoup, parmi les « contestataires » du vingt-cinquième congrès, lui reprochant ses « juquénades », mélange apparent de style personnel séduisant et médiatique et de missions périlleuses et spectaculaires effectuées souvent au nom du bureau politique. Ainsi lui fait-on parfois le reproche de sa rencon-

tre avec Léonid Ploutch, le chef du mouvement, le 30 octobre 1978, ou de sa présence sur le podium socialiste de la victoire, à la Bastille, le soir du 10 mai 1981. C'est oublier, assurent ses amis, qu'il n'était dans ces deux occasions que l'envoyé de Georges Marchais.

Camelot

L'impopularité. C'est, à en croire les militants communistes, solidaires ou non de la résistance actuelle de M. Juquin, le serpent qui illustre le mieux la « position personnelle » dans le parti de l'actuel porte-parole du bureau politique. A la base, les militants les plus « enthousiastes », son « électorat », ses rapports amicaux avec certains socialistes, son dévouement spirituel et un certain goût pour le débat idéologique présent aujourd'hui de leur poids d'hostilité voilée. Du côté des « délégués critiques », certains assurent que Pierre Juquin aurait pu montrer moins de zèle à « compenser les stigmates du bureau politique depuis cinq ans », surtout lorsque sa propre conviction était ébranlée.

C'est oublier, s'insurgent ses amis, l'apport personnel du délégué de l'Essonne au PCF. Une intuition politique qui l'a souvent placé en avance de quelques mois sur la position générale du parti. Et sa nature générale de défricheur : c'est à lui que le PCF doit d'avoir « rattrapé les trains successifs » de la société française, de l'écologie en 1978, de la rénovation pédagogique à la fin des années 70, à lui encore un épanouissement visible depuis 1981 dans le domaine de la communication et de l'audiovisuel.

D'après plusieurs mois, le « meilleur élève de la classe », l'« écrivain de service » aux succès brillants fait l'apprentissage de la minorité. Il a été beaucoup exposé. Il en a beaucoup fait. Il avait poussé loin son image personnelle hors du parti. Il est normal qu'il paie. Le jugement, pourtant émis par un « rénovateur » peut paraître sans nuance. Mais il illustre assez justement la position récente d'un « homme fragile » qu'entraîne la résistance doctrinale de M. Pierre Juquin. Brillant, mais sans racines dans le parti, son talent de « publiciste du PCF » et de camelot lui attire beaucoup moins de sympathies que ne pouvait le laisser croire sa « réputation de pointe ».

Et si les « militants critiques » du vingt-cinquième congrès l'assurent aujourd'hui de leur soutien, si lui ou la des voix s'élèvent au sein du PCF afin de rendre plus difficile pour la direction la sanction prévisible, c'est avec le désir « ferme » que M. Pierre Juquin sache ne pas abuser de ce soutien.

PHILIPPE BOGGO.

TEXTOR
(durée 3 jours 12 sessions par an)
D-BASE II et III
(durée 3 ou 5 jours, 10 sessions par an)
MULTIPLAN
(durée 3 jours, 10 sessions par an)
LOTUS 1-2-3
(durée 3 jours, 5 sessions par an)
FRAMEWORK
(durée 3 jours, 5 sessions par an)
BASIC
(durée 3 jours, 8 sessions par an)
STAGES INTER OU INTRA-ENTREPRISE

RENSEIGNEMENTS
Frédérique MARTIN
Groupe Sigma
Services Informatiques
18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris
(1) 325.63.30

en leu
UN GRAND MENSUEL
POUR TOUTE LA GAUCHE
EXEMPLAIRE GRATUIT SUR DEMANDE
1 an : 200 F CCP n° 17 007 07 Paris
Editions de 10 Mai
32 rue de Bourgogne, 75007 Paris
N° 19, FÉVRIER 85

Lisez
Le Monde des
PHILATELISTES
A L'OFFICIEL DE LA PHILATÉ

Handwritten signature or text at the bottom of the page.

société

L'ouverture du congrès de la Fédération de l'éducation nationale

Le congrès de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) s'est ouvert ce lundi 4 février à Lille, en présence d'un millier de délégués représentant les quarante-neuf syndicats nationaux qui composent l'organisation. Premier syndicat d'enseignants, la FEN a recueilli quelque 300 000 voix lors des récentes élections professionnelles qui ont eu lieu dans ce secteur

(soit 58,5 % des suffrages). Chiffre important qui ne cache cependant pas une baisse d'influence et surtout une lente chute du nombre d'adhérents.

Les raisons de ces désaffections sont diverses, mais elles illustrent toutes les difficultés pour une organisation proche de la majorité de vivre avec la gauche au pouvoir.

Déjà de l'attitude du gouvernement à propos de la question laïque ou de la politique salariale, les militants de la FEN viennent à Lille pour faire le bilan : l'enthousiasme du « changement », qui imprégnait le dernier congrès du syndicat en février 1982 en Avignon, semble bien loin.

Des rêves de 1981 aux réalités de 1985

De notre envoyé spécial

Lille. — Comme ils étaient beaux les rêves de 1981. La gauche, toute la gauche, au pouvoir n'allait pas oublier les revendications accumulées par les enseignants depuis de longues années. A l'aube de 1982, le gouvernement, qui avait créé de nombreux postes dans les écoles et les lycées, s'attaquait à la rénovation du système éducatif et commençait les négociations en vue de réduire le dualisme scolaire. Malgré les débats internes souvent rudes, les délégués au congrès de la FEN d'Avignon ne cachaient pas leur optimisme.

Trois ans plus tard, à Lille, l'ambiance est toute différente. Les mois qui se sont succédés ont été difficiles à vivre pour les militants de la FEN. L'espoir de « changement » s'est transformé en une appréhension des décisions gouvernementales. Les enseignants attendaient une diminution des effectifs par classe : ils seront augmentés. Ils espéraient une réévaluation de leurs salaires, ils ont connu la baisse du pouvoir d'achat. La rénovation a hérité leurs habitudes. Et le fameux « service public maître de l'éducation », loin de mobiliser les écoles, a provoqué un formidable mouvement de rejet, amplifié par la décision du président de la République d'abandonner ce dossier trop brûlant.

Que de déceptions accumulées. Dans les établissements scolaires, les adhérents de la FEN ont subi les critiques de leurs collègues enseignants. Ces derniers leur reprochaient de ne pas se montrer assez offensifs envers un pouvoir qui oubliait trop vite ceux qui l'avaient mené à la victoire. L'inflation des effectifs, la difficulté de s'adresser à des jeunes si différents de leurs aînés, poussaient bien des enseignants à ranger au placard les vieux thèmes égalitaires. Bousculés, critiqués, isolés dans leur classe, maîtres et professeurs regrettaient de plus en plus la qualité passée.

Avec le soutien de transfuges de la FEN, FO a développé, dans l'éducation nationale, plusieurs syndicats. FO répondait ainsi au désarroi des

enseignants. En répétant pour rassurer que « l'enseignant doit enseigner », ce syndicat a réussi à capter les voix d'électeurs traditionnels de la FEN et à modifier ainsi le paysage syndical de l'éducation nationale. Naguère, il n'y avait, face à la FEN, qu'un petit syndicat CFDT. Désormais, face à une FEN, moins puissante, il y a deux : FO et la CFDT.

Secrétaire général de la FEN, M. Jacques Pommatou reconnaît que le congrès de Lille « se situe dans un moment difficile ». Difficile après l'offensive de FO ; difficile aussi « parce que la crise provoquée, dans un premier temps, des réflexes d'égoïsme, qui se traduisent par le développement de l'individualisme et du corporatisme ». Difficile enfin, car la déception à l'égard de l'action gouvernementale est grande. Ces problèmes, développés par M. Pommatou dans son rapport d'activité, sont connus de tous les délégués. Mais tous ne sont pas d'accord sur les moyens à mettre en œuvre pour les surmonter.

Une pression intolérable

La force de la FEN, et aussi son originalité dans le mouvement syndical français, réside dans sa composition.

Elle regroupe toutes les sensibilités de la gauche française, réparties en cinq courants de pensée organisés. C'est la tendance majoritaire, Unité, indépendance et démocratie (UID), proche des socialistes, qui dirige le syndicat. La principale force d'opposition à la direction fédérale, Unité et action (U et A), est animée essentiellement par des communistes mais compte aussi des socialistes.

Avec une représentativité nettement plus faible, trois courants issus de l'extrême gauche se partagent les voix restantes : l'Ecole émancipée (héritiers du syndicalisme révolutionnaire, aidés par des militants de

la Ligue communiste révolutionnaire), le Front unique ouvrier (animé par quelques trotskistes du Parti communiste internationaliste, même si nombre d'entre eux ont rejoint FO) et le courant Education et autogestion.

La division en tendances a permis à la FEN de conserver son autonomie par rapport aux autres centrales syndicales françaises et a favorisé la démocratie dans ses débats. Mais ce pluralisme se traduit aussi par des échanges parfois rudes entre militants aux conceptions politiques opposées. Une division qu'on retrouve dans les différents syndicats au sein de la Fédération, souvent animés par des tendances opposées.

Le plus puissant des syndicats de la FEN, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges (SNI-PEGC), est dirigé par des militants UID alors que le deuxième syndicat, le Syndicat national des enseignants de second degré (SNE), l'est par des adhérents U et A. Les collèges, terrain de syndicalisation pour le SNI comme pour le SNE, sont un enjeu important et toute décision du ministère de l'éducation nationale concernant ces établissements provoque des réactions souvent contradictoires de ces deux syndicats de la FEN.

Pour résoudre les difficultés soulevées par M. Pommatou les mili-

tants U et A privilégient l'action. Ils demandent aux congressistes de se prononcer pour une FEN « puissante, unitaire, combattive, refusant l'austérité, restant ferme sur l'exigence du développement de la transformation et de l'unification du système éducatif ». Pour manifester leur détermination, ils ont d'ailleurs appelé les adhérents du SNE à la grève le 5 février. « Une pression intolérable au milieu du congrès », regrettent les majoritaires qui ne vont pas se priver au cours des débats de fustiger les minoritaires.

Avant de la « cuisine » interne, cet enjeu est significatif après la rupture de l'union de la gauche. Les minoritaires se déclarent prêts à assumer toutes leurs « responsabilités y compris au niveau de l'exécutif fédéral ». Il est peu probable que les majoritaires socialistes accèdent à leur demande.

SERGE BOLLOCH.

LE POIDS DES SYNDICATS

Voici les résultats (en pourcentage) obtenus par les principaux syndicats d'enseignants aux élections professionnelles de 1982 et 1984 :

	1982	1984
FEN.....	58,5 %	66 %
SNI-PEGC.....	14 %	15,5 %
FO.....	11,9 %	2,4 %

Grève des enseignants dans les lycées et collèges contre les conditions de la rentrée scolaire 1985

Le fonctionnement des lycées et collèges sera perturbé mardi 5 février. Deux syndicats ont pris l'initiative d'appeler les professeurs à faire grève : les syndicats nationaux des enseignants de second degré (SNE) et de l'éducation physique (SNEP), auxquels se sont jointes des sections du Syndicat général de l'éducation nationale CFDT et la confédération nationale des groupes autonomes (CNGA). Leur objectif est de protester contre les conditions dans lesquelles se prépare la prochaine rentrée scolaire : augmentation des effectifs d'élèves dans les classes, limitation des dédoublements de classes.

Cette grève est organisée à une période clé pour plusieurs raisons. En ce moment se réunissent les commissions qui statuent sur les choix de cartes scolaires. Période traditionnellement tendue dans les établissements où il existe des menaces, souvent amplifiées, de fermetures de classes.

Cette année, l'événement devance à peine la campagne pour les élections cantonales, dans laquelle l'école occupe une place non négligeable. Enfin, la grève intervient pendant le congrès de la FEN réuni à Lille jusqu'au 8 février. Or, cette action se situe, une fois de plus, la direction de la FEN, proche des socialistes, de sa principale minorité animée essentiellement par des communistes et dans laquelle se rangent les responsables du SNE et du SNEP. On est loin du problème des conditions d'accueil des élèves.

Pour des raisons historiques ou politiques, certaines régions sont mieux dotées que d'autres en emplois d'enseignants. Les créations de postes en 1985 iront donc en priorité aux académies « déficitaires ». L'enseignement primaire n'est pas directement concerné par cette mesure puisque les effectifs continuent de baisser et que des emplois sont supprimés (800 pour 30 000 élèves de moins). Cependant des postes (400 au maximum) seront transférés en

tre départements, notamment pour rééquilibrer les conditions d'accueil des enfants de trois ans à l'école maternelle.

Dans le second degré, 70 % des 1 400 postes créés à la rentrée seront répartis entre cinq académies sur un total de 28 : Amiens, Lille, Orléans-Tours, Reims et Strasbourg. En revanche, quatre académies considérées comme « excédentaires » par rapport aux effectifs d'élèves attendus rendront des postes : cinquante chacune pour Nancy-Metz, Paris et Toulouse, et dix pour Limoges.

Dans chaque académie, il y aura, d'autre part, des redistributions entre établissements pour corriger les inégalités d'encadrement et répondre en priorité aux besoins des élèves en difficulté. Globalement, le taux d'encadrement dans les classes devrait augmenter, les prévisions du ministère font état pour les collèges d'une moyenne de 25 élèves par classe contre 24,5 aujourd'hui, avec une nette diminution des classes de 24 élèves ou moins et une progression sensible du nombre de classes de 25 à 30 élèves.

La situation s'annonce plus critique dans les lycées et les lycées d'enseignement professionnel, où le gouvernement entend accueillir 100 000 élèves de plus. Ce total prend en compte l'opération destinée au retour dans le système éducatif de 60 000 jeunes qui l'avaient quitté, pour lesquels 770 emplois supplémentaires sont en réserve. Mais dans les lycées, la moyenne est déjà de 29 élèves par classe avec de fortes disparités d'un établissement à l'autre : 10 % des classes par exemple, surtout des terminales, comptent entre 35 et 40 élèves. Et ce taux ne s'améliorera pas à la rentrée. Des suppressions d'options, une réduction du choix de sections offerts, sont prévisibles. Or, la rentrée 1985 à son tour précèdera de peu une autre échéance politique, celle des élections législatives.

HP150, DES PROGRAMMES A METTRE ENTRE TOUTES LES MAINS.

La force d'un micro-ordinateur c'est la richesse et la diversité de ses programmes. Hewlett-Packard et ses partenaires proposent avec le HP 150 un catalogue de plus de 200 logiciels, répondant avec précision aux besoins les plus diversifiés d'un grand nombre de professionnels et de métiers. Plus qu'un simple programme ou logiciel c'est en fait une solution complète qui est offerte.

Cadres et dirigeants d'entreprises, vous qui devez prendre les bonnes décisions, au bon moment, avec les programmes HP vous disposez de tableaux électroniques, de logiciels graphiques, de programmes de traitement de texte, de gestion de fichiers, de budgets, etc. : autant d'outils indispensables pour accélérer et faciliter la prise de décision.

Dirigeants de PME-PMI, vous qui voulez accroître la rentabilité et la productivité de votre entreprise avec un investissement peu élevé, nous vous proposons avec le HP 150 des programmes pour la comptabilité, la gestion commerciale, les stocks, la paie, le personnel et les ressources humaines, etc. Ce sont des outils de management efficaces et faciles à utiliser.

Professions médicales et libérales, artisans, agriculteurs et collectivités, il existe pour vous des logiciels spécialisés et des programmes spécifiques mis au point par HP et ses partenaires en fonction de vos activités et besoins. Faciles à utiliser, particulièrement adaptés à vos attentes, les logiciels HP 150 vous aideront à améliorer votre gestion, dans votre domaine.

Ingénieurs, techniciens, scientifiques, dans le domaine des logiciels techniques, HP et ses partenaires ont développé pour vous une panoplie de programmes techniques et scientifiques : calculs, statistiques - CAO - Bâtiment - Architecture - Chantiers, énergie, calculs thermiques, devis...

Tous ces logiciels sont disponibles en français auprès du réseau des distributeurs HP Partout en France. Ils sont là pour vous les montrer et vous les expliquer. Si vous désirez en savoir plus, reportez-vous à la page suivante où vous trouverez la liste des distributeurs agréés Hewlett-Packard.



HP France Parc d'Activité du Bois Briard 91040 Evry Cedex

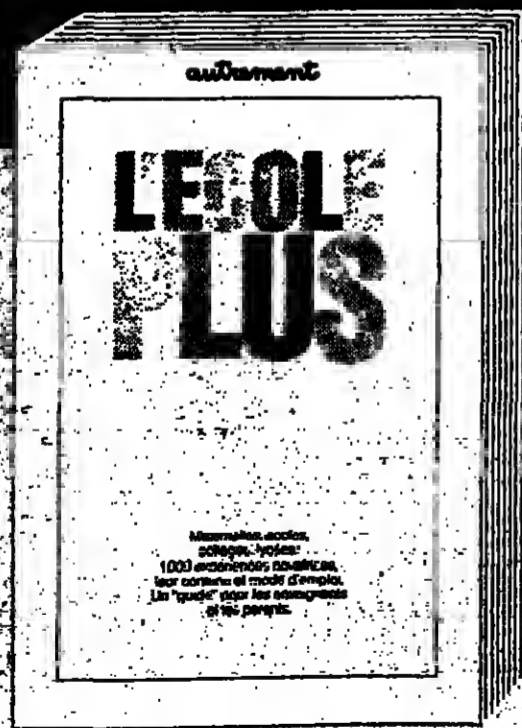
HP 150 PREMIER MICRO-ORDINATEUR A ÉCRAN TACTILE.

ÉLU "MICRO" DE L'ANNÉE*

* COUPE 84, ORGANISÉE PAR LA REVUE "L'ORDINATEUR PERSONNEL"

POSITIF

MATERNELLES, ÉCOLES, COLLÈGES, LYCÉES : 1000 EXPÉRIENCES NOVATRICES, LEUR CONTENU ET MODE D'EMPLOI. UN "GUIDE" POUR LES ENSEIGNANTS ET LES PARENTS.



"L'ÉCOLE PLUS" 384 PAGES, 150 ILLUSTRATIONS, 95 F. MALINVIALE

Maliniviale, action, pédagogie, 1000 expériences novatrices, leur contenu et mode d'emploi. Un "GUIDE" pour les enseignants et les parents.

OIS DE MARS

lementaires

t-de convocation des s 10 et 17 mars. Ce tiellement ouverte le

rets relatifs au redémment métropolitain, un dans le Calvados, deux dans la Manche ; d'Orléans ; cinq dans les ; aucun canton n'est

création et modification créés et trois supprimés à présent traités.

en métropole et trois total. Cent quarante cantons ont été supprimés-quinze cantons ont été créés.

ONE : sont créés les ne-Sauveur, par modification de Luxeuil-Lure-Nord, par modification de Lure, qui fusionne de Lure-cour-Est, par modification d'Héricourt qui mination d'Héricourt.

E : aucun canton supprimé, mais les tons d'Avignon-Est et rt et d'Avignon-Ouest part sont modifiés.

3 : il est créé le canton de Sainte-Honorine.

SE : Trois cantons Nord ; Argeuville ; remplace les l'Argenteuil-Centre et lezons. Il est créé un ti-Gratien, par modification de Sannois. Le canton-Gonesse est scindé sance à deux autres ges-lès-Gonesse-Est et messe-Ouest. Cinq ry-Nord, Cergy-Sud, nt-Ouen-L'Aumône et mplacent les quatre Cergy, Osny, Saint-é et Taverny. Les s de Domont, Ecouen, st et Sarcelles nt modifiés et donnent quatre nouveaux cant. Ecouen, Sarcelles-arcelles-Sud-Ouest.

QUE : les cantons Les deux cantons de ; et de Macouba ne qu'un seul canton : s deux cantons de

de Fonds-Saint-Denis s par un canton uni- Le canton de lace les deux cantons la Morne-Vert.

is créés. — Les quatre r-de-France sont rendix cantons : Fort-II ; III ; IV ; V ; VI ; IX ; X. Le canton ; divisé en trois : le i-Bourg, le Lamentin-umentin-Est, le canton r est scindé en deux (et II) ; ainsi que les François (le François-çois-Sud) ; du Robert id, le Robert-Nord) et -Marie (Sainte-Sainte-Marie-Sud). FICATIF : Dans le de la Guadeloupe, on e cantons et non six, l'avons indiqué par s nos éditions du

de : Didier Mochane, A. Deluchat, M. Gond, P. Rolie, Yves Loiseau, r, Martine Kaufmann, en Chesneaux

AND MENSUEL VITE LA GAUCHE GRATUIT SUR DEMANDE CCP n° 17 887 07 Paris dans du 10 Mai Rouquay, 75007 Paris

1. FÉVRIER 85

Lisez

des ATÉLISTES

Gagner ce n'est pas simple mais quand on y arrive c'est formidable. Enthousiasme, passion, efficacité, rapidité de toutes et de tous se voit récompenser, les difficultés sont oubliées, la tension se transforme en éclats de rire et les batteries sont rechargées pour les prochaines épreuves. Aujourd'hui, nous les 205, on peut dire que nous sommes heureuses. Heureuses que les trois Peugeot 205 Turbo 16 soient dans les cinq premières du classement. Heureuses du fantastique exploit d'Ari qui a emmené l'une d'entre nous à la première place. Heureuses enfin d'avoir travaillé avec toute l'équipe de Peugeot Talbot Sport, ses pilotes, son assistance, ses amis et supporters qui nous ont accompagnés tout au long de ce rallye de Monte-Carlo. Aussi, nous voulions toutes les trois vous remercier, tous, pour cette formidable victoire française, image même de la technicité d'Automobiles Peugeot et du dynamisme qui nous unit.

■ PEUGEOT 205



Le tr

Berlin. — Les Allemands ont annoncé qu'ils ont découvert une bombe à l'atterrissage de l'aéroport de Berlin-Tempelhof. La bombe a été trouvée dans un sac à main appartenant à une femme. Les autorités ont déclaré qu'il s'agit d'une tentative de sabotage.

Les femmes

2010年12月10日

75W

Le rendez-vous

DISPATCHED BY TELETYPE

هكذا من الاجل

sports

LES CHAMPIONNATS DU MONDE DE SKI ALPIN

Le triomphe de la mécanique suisse

Bormio. — Les skieurs suisses ont triomphé dans les descentes féminine et masculine des championnats du monde, qui ont eu lieu, dimanche 3 février, sur les pentes de Santa-Caterina et du Stelvio, glacées par un coup de gel survenu brutalement après le redoux.

La championne olympique Michaela Figini, dix-huit ans, bien qu'elle ait lâché un moment son bâton droit au départ, a devancé de 1 s 61 sa compatriote Ariane Eder.

L'écho des cloches d'alpage-brandies par des milliers de supporters suisses qui avaient franchi la frontière italienne voisine a longtemps retenti dans la vallée de Bormio. Ces carillons saluaient une journée exceptionnelle pour le ski helvétique et l'avènement d'un champion hors du commun : Pirmin Zurbriggen.

La veille de son vingt-deuxième anniversaire, ce robuste garçon originaire d'un petit village du Haut-Valais venait en effet de gagner le droit de ne plus avoir son prénom systématiquement écorché en Firmin. Pirmin, donc, a été l'auteur d'un véritable exploit en négociant à

qui a terminé dans le même temps que l'Autrichienne Katrin Guttensohn.

Trois semaines après avoir subi l'ablation d'un ménisque, le vainqueur de la dernière Coupe du monde, Pirmin Zurbriggen, vingt-deux ans, s'est imposé de 11 centièmes de seconde devant son compatriote Peter Mueller et de 14 centièmes de seconde devant l'étonnant Américain Douglas Lewis.

Les descendues helvétiques n'avaient pas réalisé pareil

doublet depuis Marie-Thérèse Nadig et Bernard Russi aux Jeux olympiques de Sapporo en 1972. Ce succès est le fruit d'une organisation systématique de ce sport dans un pays où, pour 43 %, de la population pratique le ski. Tous formés selon la même méthode, les entraîneurs disposent en outre d'un matériel informatique qui leur permet de préparer les courses le plus scientifiquement possible. Cette avancée technologique importante est au service de champions exceptionnels.

une occasion de prier dans les églises qu'il visite dans ses pérégrinations. Son comportement religieux est en fait un atout en compétition. Il a l'habitude de se recueillir, ce qui revient un peu à la méditation des yogis indiens. Avant une course, il arrive ainsi plus facilement à s'isoler de l'environnement pour se concentrer sur lui-même », a expliqué Roland Frasey.

Reste que la religion et la technique ne seraient peut-être pas décisives sans l'environnement spécifique du ski de haute compétition helvétique. « En Suisse, il n'y a pas, comme en France, l'obsession du baccalauréat chez les jeunes coureurs. Pirmin a fait simplement des études de cuisine. Cela lui aurait permis de prendre la succession de son père s'il n'avait pas réussi », a déclaré Roland Frasey. « A partir du moment où les jeunes sont pris dans les équipes régionales, ils ont des jours de congé supplémentaires pour s'entraîner et courir. Toutefois, leurs professeurs ne leur donnent l'autorisation de s'absenter que s'ils ont la moyenne dans leurs notes. Les arrangements se font souples. Chaque canton est maître de son système d'éducation. Cela permet plus facilement de laisser du temps aux jeunes pour aller au bout de leurs études ».

Avec l'aide d'une puissante structure fédérale, Zurbriggen a bien tous les atouts pour devenir le grand champion des années 80.

ALAIN GRAUDO.

SKI NORDIQUE

Doublets de

Jean-Denis Jausand et Madeleine Galland

Jean-Denis Jausand et Madeleine Galland ont réalisé le doublet en remportant chacun, samedi 2 février à Gérardmer, un deuxième titre de champion de France de ski de fond chez les seniors.

Déjà vainqueur du 30 km, le représentant du comité des Alpes de Provence a fait valoir ses qualités de glisseur en courant le 15 km en 53 min 18 sec, reléguant Patrick Fine à 15 sec 7 et Dominique Locatelli à 34 sec 9.

Le doublet de la Dauphinoise Madeleine Galland n'a pas été plus contesté : créditée de 25 min 3 sec 4 au terme du 5 km, elle a devancé de 22 secondes une autre Dauphinoise, Isabelle Frasse-Sombat, déjà deuxième derrière elle sur 10 km.

Le meilleur temps général sur la distance a été cependant réalisé par la Jurassienne Isabelle Mancini, championne de France junior en 24 min 34 sec.

D'autre part, l'équipe de Dauphiné (Druand-Poudret, Roussel, Bonhomme, Locatelli) a remporté le relais 4x10 km devant celui du Jura.

L'équipe des Vosges (Claude, Didier-Laurent, Claude) a gagné le relais 3x5 km féminin.

Les femmes déçoivent

De notre envoyé spécial

Bormio. — Marie-Cécile Gros-Gaudemier, 14^e à 2 sec. 54, Claudine Emanet, 21^e à 3 sec. 80, Caroline Attia, 22^e à 3 sec. 88, Catherine Quittet, 24^e à 4 sec. 50. Déception était un mot faible pour qualifier l'état d'esprit qui régnait dans l'équipe de Sylvain Doo-Lons après la descente féminine. Le refroidissement du temps avait été considéré a priori comme un élément favorable aux Françaises. Une fois la ligne d'arrivée franchie, il a bien fallu se rendre à l'évidence : les bons résultats de la Coupe du monde n'étaient pas confirmés dans cette nouvelle épreuve majeure. A qui, à quoi, attribuer cette nouvelle contre-performance ?

Depuis le début, Quittet avait dit ne pas être à l'aise sur cette piste. Mais de là à perdre plus de quatre secondes sur la Suisseuse Figini, il y avait une marge. Gros-Gaudemier pouvait encore espérer le podium au deuxième tiers de la course — elle n'avait alors concédé que 64/100 à la Suisse.

Les filles avaient-elles mal skié ou avaient-elles des skis mal préparés ? Le débat a failli mal tourner entre les entraîneurs et les préparateurs lorsque la course a été revue au magnéscope. Indubitablement, les Françaises n'arrivaient pas à s'accrocher à la trajectoire idéale sur la fin du tracé. L'addition des facteurs psychologiques, physiques et techniques, malheureusement tous défavorables, a sans nul doute été à l'origine de cette contre-performance collective dans un contexte de crise latente du groupe des descendues depuis plusieurs mois.

En revanche, dans des conditions de course plus difficiles, les garçons, avec Vermet (11^e), Picard (15^e) et Alphand (27^e), ont eu, globalement, un comportement correspondant à leurs possibilités.

A. G.

De notre envoyé spécial

tristes. Klammer le champion autrichien, le vainqueur de la dernière Coupe du monde, Pirmin Zurbriggen, vingt-deux ans, s'est imposé de 11 centièmes de seconde devant son compatriote Peter Mueller et de 14 centièmes de seconde devant l'étonnant Américain Douglas Lewis.

Plan de carrière

Zurbriggen s'était fait connaître en gagnant huit épreuves de la Coupe du monde depuis 1982 ; il avait toutefois manqué le rendez-vous olympique de Sarajevo. Perturbé par le changement de programme dû aux mauvaises conditions atmosphériques, il était tombé en aléon spécial et en aléon géant, avant de terminer quatrième de la descente. Le trophée de cristal, remporté à la fin de la saison dernière, avait été une première étape sur la voie que s'était fixée le futur champion en entrant à dix-sept ans dans l'équipe nationale. « Je veux devenir l'un des plus grands skieurs de tous les temps », il n'a pas manqué la deuxième occasion qui lui était offerte d'accéder à la grande notoriété.

« Tout jeune, il s'est donné une sorte de plan de carrière », a dit Roland Frasey, le Suisse directeur de l'équipe de France masculine, qui a suivi Zurbriggen jusqu'à la saison dernière. « Aléon géant, il a la robustesse des monégasques, mais il a beaucoup travaillé physiquement pour acquérir la souplesse et la

Mysticisme

En tout cas, l'aspirant héros est un garçon aux limites du mysticisme, à la manière des sprinters américains qui ont brillé aux Jeux de Los Angeles. Chaque été, depuis l'âge de dix-sept ans, Zurbriggen fait avec ses parents le pèlerinage de Lourdes. Il ne manque pas non plus

TENNIS

Le rendez-vous de Delray Beach

Le Tchèque Ivan Lendl et l'Américain Martina Navratilova sont les têtes de série numéro un du simple messieurs et du simple dames des premiers championnats internationaux de Delray Beach (Floride), organisés conjointement par les deux associations de joueurs, l'ATP (messieurs) et la WTA (dames), du 5 au 17 février.

A l'image des quatre tournois du « Grand Chelem » (les Internationaux de France, des Etats-Unis, d'Australie et des championnats de

Wimbledon), les championnats de Delray Beach présentent deux tableaux de cent vingt-huit joueurs. Cette nouvelle compétition, dotée de 1 800 000 dollars, vaudra aux participants le même nombre de points que les quatre rendez-vous du tennis international. Les seules absences sont celles de l'Américain John McEnroe et Jimmy Connors, de l'Australien Pat Cash, et de l'Equatorien Andres Gomez et de l'Américain Pam Shriver.

CAMPAGNE ÉLECTORALE AU JUMPING DE PARIS

Une lettre de M. Hubert Boudet

A la suite de l'article « Campagne électorale au Jumping de Paris » (le Monde du 18 décembre), M. Hubert Boudet, secrétaire général de la Fédération équestre française, nous a fait parvenir la lettre suivante :

Si le nombre de cavaliers était effectivement de 70 000 en 1972, il est passé à 118 000 en 1977 et à 145 071 en 1984.

Malgré la création récente d'une carte propre au tourisme équestre, et parallèlement à une augmentation des cartes « Pony », les cartes de cavaliers prises à la Fédération sont en augmentation régulière de 3 % en moyenne par an depuis 1977, et nous ne sommes pas en régression, comme l'indique l'auteur de l'article.

Les chiffres cités, concernant les subventions, ne correspondent ni aux subventions totales allouées à l'équitation par le ministère de l'Agriculture et le ministère de la Jeunesse et des sports ni à celles reçues de ces ministères par la Fédération.

Les subventions versées à la Fédération sont toutes des subventions « affectées » et destinées, pour une très grande part, à des activités sportives, sans que nous ayons la possibilité d'en modifier la répartition. Elles sont au total de 7,7 millions de francs, dont un peu plus des deux tiers sont destinés au sport de haut niveau, et en particulier, pour l'année 1984, à la préparation olympique. Les activités dites de « loisirs » bénéficient en outre de subventions affectées directement, entre autres,

au Pony Club de France, à l'ANTE (Association nationale pour le tourisme équestre) et à l'Association française d'attelage, qui ne transmettent pas par la Fédération. Enfin, il importe de rappeler que nous ne percevons aucune subvention pour nos dépenses de fonctionnement, et que l'effort consenti par la Fédération au profit du sport de masse représente une somme de 7 millions de francs, équivalente à celle consacrée au sport de haut niveau. De plus, sur le produit net de la carte de cavalier, principale ressource de la Fédération, 33 % sont affectés à l'équitation de masse, à travers les ligues régionales. (...)

[Les chiffres contestés par la Fédération équestre française (FEF) nous ont été fournis par M^{me} Nelly Commerçant, député (PS) de la Creuse et président du Conseil supérieur de l'équitation, qui, au cours de sa dernière conférence de presse, a condamné la politique équestre, selon elle, de la Fédération. M^{me} Commerçant estime que les effectifs de la FEF ont régressé en 1984 de 2 %.

D'autre part, nous avons indiqué, par erreur, que les subventions accordées par le ministère de l'Agriculture et celui de la Jeunesse et des sports s'élevaient pour 1984, à 35 millions de francs. Selon les services des finances, cette somme est celle du budget de la Fédération. Cette dernière estime toutefois que son budget est d'environ 38 millions de francs. Enfin, les services des finances nous ont confirmé que la FEF avait reçu, en 1984, 19 millions de francs de subventions, dont 13 millions pour la compétition et 6 millions pour l'équitation de loisirs. — G. M.]

LOGICIELS HP150

Liste des distributeurs agréés

01004 BOURG-EN-BRESSE - ICMA Carrefour de l'Europe	22223 BOURG-EN-BRESSE - ICMA SIEVE - ZAC de Kergardec 27 rue Gaston Planté	59000 LILLE - RYO INFORMATIQUE 42 rue de Paris	75013 PARIS - RANDOM 69 bd St-Marc
01004 BOURG-EN-BRESSE - ICMA DIFFUSION - 45 av. Meghinot	31000 TOULOUSE - ACTION INFORMATIQUE - 33 rue Bertrand de Born	59000 LILLE - AGENA NORD 115-117 rue Nationale	75013 PARIS - HAMILTON HGL 25 rue de Tolbiac
09000 NICE - SORSONNE INFORMATIQUE - 33 rue Giffredo	31000 TOULOUSE - COMPUTERLAND 32 rue des Farigoules	59000 LILLE - ETS CATRY 38 rue Faidherbe	75014 PARIS - RYO INFORMATIQUE 34 bd de Montparnasse
09000 CANNES - SORSONNE INFORMATIQUE - 7 rue des Belges	31000 TOULOUSE - TECHNIC CALCUL - 11 bd des Facultés	59110 LA MADELEINE-LES-LILLE L.M.C. DISTRIBUTION 223 av. de la République	75015 PARIS - IJEL CENTER INFORMATIQUE - 143 av. Félix Faure
09700 ST-LAURENT-D'AGNY - COMPUTERLAND - Sorlie Cap 3000 Av. Léon Trévor	31000 TOULOUSE - SOUBRON 9 rue Kennedy	59140 DUNKERQUE - LITTORAL EQUIPEMENT - 18 rue des Arbres	75015 PARIS - L.T.A. - B r. de l'Arrivée
10000 TROYES - STE-AUBRE INFORMATIQUE - 10 place Foch	31000 TOULOUSE - AGENA 5-7 rue St-Antoine du T	60100 CREIL - HAPEL - 2 av. de l'Europe	75016 PARIS - RANDOM 49 av. Kleber
13005 MARSEILLE - L'ORDINATEUR 114 Cours Lemaire	33000 BORDEAUX - AEA 48 allée de Tourny	62100 CALAIS - LITTORAL EQUIPEMENT - 41 rue Auber	75016 PARIS - BATISTEM 5 rue Solenne
13005 MARSEILLE - CALCULS ACTUELS - 49 rue Paradis	3400 MONTPELLIER - INTERFACES 4 av. Georges Clemenceau	62200 BOULOGNE/MER - LITTORAL EQUIPEMENT - Le Posidon 30 av. Charles de Gaulle	75017 PARIS - GAMIC 27 bd Guersant
13005 MARSEILLE - CALCULS ACTUELS - 11 rue Paradis	34000 MONTPELLIER - INFOCOOP Croix d'Argent (Central Park) Avenue Paul Valéry	63000 CLERMONT-FERRAND NEYRAL INFORMATIQUE - 3 cours Sablon	75017 PARIS - STE MENTHOR 28 rue Verrier
13005 MARSEILLE - D.N.S. L'ORDINATEUR - 3 rue Lafon	35000 RENNES - COMPUTERLAND 13 rue du Mail	63000 CLERMONT-FERRAND AUVERLEC - ZI - 2 rue de l'Industrie	75017 PARIS - RANDOM 75 bd Pénin
13100 Aix-en-Provence - F.B.I. FRANCE BUREAU INFORMAT. BUREAU SERVICE IMMOBILIER LE MIRABEAU - 3 av. des Belges	35014 RENNES - VICATEL 5 ter rue du Bois Rondel	64000 PAU - AGI - 47 rue E. Guichène	75018 PARIS - LOCATEL 1 square Cignacourt
13770 VENELLES - DNS L'ORDINATEUR - ZI Les Piboules Avenue des Ribes	37000 TOURNAI - DES-CORPS G.M.L. - 11 rue Marli Aubert	64100 BAYONNE - ESPACE MICRO 64 - 10 rue J. Laffitte	75018 PARIS - INFOGRAPH 25 rue d'Hauteville
14000 CAEN - COMPUTERLAND 12 rue St-Pierre	38000 GRENOBLE - AXIAL 11 bd Gambetta	67000 STRASBOURG - AGENA STRASBOURG - 5 place du Corbeau	75018 PARIS - CEDEX 15 COMPUTERLAND PARIS XV Centre Commercial Beaugrenelle 16 rue Linois - B.R. 84
14000 CAEN - CAEN MICRO INFORMATIQUE - 154-158 r. St-Jean	38240 MEYLAN - KRISTAL - Chemin des Ocs - Z.I.R.S.T.	67110 ILLZACH - DUBICH - Centre commercial de Neppelen - 5 rue de la Gare	75019 PARIS - MICRO 62 rue Jeanne d'Arc
16000 ANGOULEME - SCEMI 5 terrasse d'Angoulême	41000 SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE - Ets OLIVIER - Centre d'activités - Rue Henri Dunant	68000 LYON - AGENA RHÔNE-ALPES 47 cours Gambetta	75019 PARIS - SCRIPTA INFORMATIQUE - 130 rue Jeanne d'Arc
17000 LA ROCHELLE - SATI INFORMATIQUE - 7 rue St-Côme	42100 SAINT-ETIENNE - PONY EXPRESS - 32 rue du Docteur Charcot	69002 LYON - TERTIAL - 17 rue Gentil	75020 PARIS - VPC 87 rue Louis Braille
17400 SAINTES - SATI INFORMATIQUE - 1 bd qui de la République	43000 NANTES - AGENA OUEST 28 bd Guitierrez	69005 LYON - STIC INFORMATIQUE 88 quai Pierre Seize	75020 PARIS - BONNEVILLE L'ORCHER OMB - RN 15
21000 DIJON - DIALOG INFORMATIQUE - 19-20 av. du Maréchal Foch	44154 SAINT-BREVIN-LES-PINS TOFFIO - ZI de la Guiche	69007 LYON - FACEN Motel d'entreprise - 75 rue Gerland	75021 PARIS - LAUS MICRO CONSEIL 54 bis place Louvois
24001 PÉRIGUEUX - MJBEL 4 av. d'Aquitaine	45140 SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE - Ets OLIVIER - Centre d'activités - Rue Henri Dunant	69100 VILLEURBANNE INFORMATIQUE APPLIQUÉE - P. Croix Lutz - 171 rue Roger Salengro	75021 PARIS - MICRO 62 rue Jeanne d'Arc
25400 AUDINCOURT - SGL 53 rue Artois	45140 SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE - Ets OLIVIER - Centre d'activités - Rue Henri Dunant	69440 MORLAINE - EPI Le Plant St-Laurent d'Agny	75021 PARIS - SCRIPTA INFORMATIQUE - 130 rue Jeanne d'Arc
25000 GUNPER - RADIO SELL SIEVE - Centre Commercial du Relais	45140 SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE - Ets OLIVIER - Centre d'activités - Rue Henri Dunant	70100 DIJON - ZI Sud 14 bis bd Lefebvreux	75021 PARIS - VPC 87 rue Louis Braille
	46000 ANGERS - OROSOFT 17 place Moïse	74000 ANNECY - D.S.A. MICRO 3 rue des Glaciers	75021 PARIS - BONNEVILLE L'ORCHER OMB - RN 15
	46000 ANGERS - OROSOFT 17 place Moïse	74000 CLUSE - I.C.S. - 18 r. Nicolas God	75021 PARIS - MICRO 62 rue Jeanne d'Arc
	48000 CHOLET - ACS INFORMATIQUE Presses 17 bd Dehennet	74100 ANNERAY - D.S.A. MICRO - 15 rue Adrien Lige - B.P. 88	75021 PARIS - MICRO 62 rue Jeanne d'Arc
	48000 CHOLET - ACS INFORMATIQUE Presses 17 bd Dehennet	75005 PARIS - COMPUTERLAND 38 bd St-Marc	75021 PARIS - MICRO 62 rue Jeanne d'Arc
	51000 BEINS - ESPACE BUREAU SYSTEMS - 27 bd de la Paix	75005 PARIS - LA REGLE A CALCUL 65 bd St-Germain	75021 PARIS - MICRO 62 rue Jeanne d'Arc
	51000 BEINS - ESPACE BUREAU SYSTEMS - 56 av. du Maréchal Foch	75005 PARIS - AGENA 25 rue de la Pénitence	75021 PARIS - MICRO 62 rue Jeanne d'Arc
	54000 NANCY - ETS RITTER 1 place Cimet	75005 PARIS - EUROTRON 55 rue d'Amsterdam	75021 PARIS - MICRO 62 rue Jeanne d'Arc
	58000 LORIENT - COMPUTERLAND 2 rue Léo Bourgo	75011 PARIS - MEDICAL COMPUTER 3 rue Chevalier d'Artois	75021 PARIS - MICRO 62 rue Jeanne d'Arc
	58400 AURAY - VIDEO 40 bd Anne de Bretagne	75005 PARIS - L.T.A. - 13 rue Lafayette	75021 PARIS - MICRO 62 rue Jeanne d'Arc
		75010 PARIS - SYSMICA 6 rue Demarigny	75021 PARIS - MICRO 62 rue Jeanne d'Arc
		75010 PARIS - IJEL CENTER INFORMATIQUE - 88 bd Magenta	75021 PARIS - MICRO 62 rue Jeanne d'Arc
		75011 PARIS - MICROPOLIS 53 av. Philippe Auguste	75021 PARIS - MICRO 62 rue Jeanne d'Arc
		75011 PARIS - IF/SILICON CENTER 70 rue de Montreuil	75021 PARIS - MICRO 62 rue Jeanne d'Arc
		75011 PARIS - COPEM - 1 rue Guénat	75021 PARIS - MICRO 62 rue Jeanne d'Arc
		75013 PARIS - SERBI 209 bd Vincent Arriq	75021 PARIS - MICRO 62 rue Jeanne d'Arc

Catalogue des logiciels HP150 à consulter chez les distributeurs agréés HP



سكس و الفصحى

سكنا س المرحل

culture

VARIÉTÉS

La mémoire ouverte de Michel Jonasz

Michel Jonasz est à l'affiche du Palais des sports, épanoui, heureux d'être de nouveau sur scène et de faire exploser sa musique.

Michel Jonasz est tout le contraire d'un chanteur pressé. Il préfère attendre l'occasion, travaillant longtemps auparavant avec des musiciens qui vivent véritablement sa musique, se sont nourris en blues ou plutôt comme lui à toutes les formes de blues.

Le chanteur a mis dix ans avant de se présenter devant un public : c'était en novembre 1977 pendant une semaine au Théâtre de la Ville. Là, il a définitivement compris que la chanson est un acte d'amour, que la scène exige un habile mélange entre le plaisir spontané et le professionnalisme qui fait que rien n'est laissé au hasard. Pour ne pas tricher ni trahir ni perdre l'enthousiasme des débuts, pour garder fortement sur un plateau de théâtre l'impression de vivre le moment présent, Michel Jonasz a écrit d'enchainer

MUSIQUE

CRÉATION A TOULOUSE DE «MONTSEUR», de Marcel Landowski

Un éclat très pur

Deux mille Toulousains ont accueilli vendredi soir la création mondiale d'un opéra français, phénomène rarissime. *Montségur* de Marcel Landowski, d'après le roman du duc de Lévis-Mirepoix, avait tout pour séduire l'enthousiasme populaire : un sujet qui fait vibrer le patriotisme, le languedocien, l'accent direct d'une musique pleine d'émotion, d'inspiration et de poésie, avec de beaux airs et d'amples masses chorales. L'esprit idéologique d'une œuvre qui stigmatise les luttes fratricides au nom de la tolérance et de l'amour, enfin une superbe interprétation du Capitole de Toulouse (commanditaire de l'ouvrage) dans cette Halle aux Grains où le public découvre acteurs et musiciens, flamboyant des mêmes passions.

C'est l'histoire de Jordane, héritier du fief de Montségur, cathare en secret, pris entre les deux chevaliers que les clans antagonistes ont chargés de la défendre. Elle s'écrit de son protecteur catholique, Gastier des Ormes, et sachant son amour impossible, l'enlève à travers la montagne jusqu'à Montségur ; devant cette vision de la cité cathare, le jeune homme s'effondre, désespéré. Laisse pour mort par les Albigeois dans une embuscade, il est sauvé par Jordane et tous deux peuvent vivre leur amour un court moment, interrompu par le retour du protecteur catholique, l'assaut à Montségur ; Jordane meurt dans les flammes au lieu de ses coreligionnaires après lui avoir dit un ultime mot de paix : « Pardonnez-moi ». Beau livret, malgré quelques digressions qui retardent l'action (mais l'ensemble ne dure que deux heures à peine) et une fin assez confuse, évitant les pièges d'une intrigue amoureuse qui serait trop artificiellement inscrite dans le drame sanglant. Il est étonnant par un authentique et subtil lyrisme et une musique d'une étonnante diversité, en dépit de quelques bipartitions, où les développements symphoniques voient avec des tableaux d'atmosphère poétique, souvent réduits à quelques instruments, de vastes fresques chorales et des épisodes d'une cruauté saisissante, dans une grande richesse orchestrale (ondes Martenot, claviers divers, guitare électrique, synthétiseur, percussions nombreuses, s'ajoutant à l'effectif normal).

LES CATHARES

Le nom de « cathares », qui signifie « purs » en grec, désigne les hérétiques des onzième, douzième et treizième siècles qui se rattachent au manichéisme. Selon cette croyance, il existe deux principes premiers, l'un du bien, l'autre du mal, qui luttent à l'égalité pour s'imposer. Les cathares appelés aussi néomanchéens - et dans le nord de la France où ils étaient particulièrement nombreux, s'appelaient « bons hommes », condamnaient la matière comme une création de l'esprit mauvais, ainsi que le mariage, considéré comme participation à l'œuvre de ce même esprit.

L'hérésie cathare fut vigoureusement poursuivie par l'inquisition et disparut à peu près complètement dans les dernières années du treizième siècle.

tout un monde de cloches, de chœurs et de cuivres, mêlé de chants d'oiseaux, qui est sans doute la page maîtresse de cette partition.

Le spectacle de Nicolas Jol, qui connaît bien le lien exceptionnel de la Halle aux Grains, ressortit de l'imagerie épique. Sur un large plateau triangulaire, Hubert Monloup a disposé une croix dont le tracé ordonne et anime les mouvements des acteurs, devant six piliers triples montés jusqu'aux cintres. L'ogive centrale s'élève brusquement sur le fortifiée albigeoise de Montségur au matin, tandis qu'à mi-hauteur apparaissent d'admirables groupes statuaire de chevaliers gais. Et la

On pourra regretter, après l'invention constante du premier acte, le retour dans la dernière scène d'un type d'antagonisme scabreux et à la mode de l'avant-guerre, et l'ultime image de Gautier laissant couler entre ses doigts les cendres de Jordane, tandis que la trompette joue un solo assez torturé. L'œuvre ne méritait pas cette fin mélancolique.

Mais l'on est touché par l'élan, la force et le naturel du chant, qui rappelle les meilleures inspirations mélodiques de Landowski, en particulier dans la montée vers Montségur et le bref duo d'amour, avec ce

plupart des scènes donnent lieu à des visions prenantes, tel l'étrange défilé des gnomes bûcherons, qui semble quelque parabole écologique, le duel au milieu de la forêt lancée à la manière de Paolo Uccello, ou le « petit reste » des Cathares partant en procession vers le bûcher comme dans la *Khovanachina*. Les costumes, les lumières tout est d'une extrême qualité contribuant à l'éclat très pur de la représentation.

Mais l'imagerie d'éducateur en rien le conflit des idées et la cruauté de cette guerre religieuse, qui s'incarment dans les personnages. Jordane surtout, à qui Kathleen Martin prête le visage d'une fille et secrète Mélisande, à la voix un peu serrée et mystérieuse, amoureuse certes, mais aussi diplomate, rouée, inflexible dans sa foi, et en définitive, messagère de l'espérance qui est au cœur de cette tragédie. Et aussi Gino Quilico, dont le timbre chaleureux s'épanouit, Gauthier le catholique, spontané, tendre et sanguinaire. Rémy Corazza, l'inquisiteur assoiffé de vengeance, en face des « Parfaits », non moins terribles : le seigneur Alfaro (l'excellent Jean-Philippe Lafont) et le grand maître, qui revêt la stature imposante de Jacques Mars. Au milieu de ces personnages fantastiques, Michel Stéphan symbolise l'humanité souffrante, un paysan torturé proche de l'innocent dans Boris Godounov.

Mais l'acteur principal de cette réussite reste Michel Plasson qui, à la tête des chœurs et de l'orchestre du Capitole, tons magnifiques, remplit l'œuvre de son intensité et de sa flamme. On lui doit le beau cadeau fait ainsi à son anniversaire de la musique en France, qui fêtera son sixième centenaire le lendemain de la dernière de *Montségur* à Bordeaux.

JACQUES LONCHAMPT.

Prochaines représentations : 5 à Toulouse, les 15 et 17 février au Grand-Théâtre de Bordeaux (coproducteur du spectacle). Signalez que la *Revue musicale* vient de publier un important dossier consacré à un peu de l'histoire de la musique, mais c'est le genre qui veut cela) consacré à Marcel Landowski, le musicien de l'espérance (168 pages, avec de nombreux témoignages et un catalogue commenté de son œuvre, éditions Richard-Maison, 7, place Saint-Sulpice, 75007 Paris).

L'Opéra de Lyon

Les rigueurs budgétaires obligent l'Opéra de Lyon à renvoyer à l'année prochaine les représentations d'Obéron, de Weber, prévues pour le mois de mai. Sur un budget global de 72 millions de francs, en effet, 12 millions seulement sont disponibles pour l'ensemble des productions.

En revanche, grâce à l'Association française d'action artistique, l'Opéra de Lyon connaîtra cet été la consécration internationale au Festival d'Edimbourg, où il jouera *Pelléas et Mélisande*, *l'Étoile de Chamberlain*, *le Paradis et la Péri*, de Schumann, et un concert Mozart (du 12 au 20 août). D'autre part, l'orchestre participera, en juillet, au Festival d'Aix-en-Provence pour les Noëls de *Figaro* en l'Opéra, de Montséguir (ainsi qu'un disque et au film de Corsetta airs de cette œuvre).

Le vieil édifice de la place de la Comédie sera fermé pendant toute la saison 1984-1985 pour une rénovation complète de la salle et des installations techniques qui sont dans un état critique. Un lieu de répétitions à l'identique est notamment prévu en dessous de la scène. Pendant cette période, l'Opéra se produira dans différents lieux (Auditorium, Cécilia, Théâtre du huitième) et donnera des spectacles à Chambéry, Grenoble, Micon et Saint-Etienne notamment. La réouverture aura lieu en septembre 1985, avec la *Démolition de Paris*, pour le Festival de Berlioz qui n'aura plus lieu désormais que tous les deux ans.

Chaka Khan à la Mutualité

Entre funk, tendance décontractée et jazz de salon, Chaka Khan, l'ancienne chanteuse du groupe Rufus, se place agréablement dans la tradition de la musique noire américaine de grande consommation. Il ne faut pas s'attendre ici à des surprises ni à des éclats, mais à l'assurance d'un groupe qui tient bien le tempo sur des compositions solides et des mélodies chaleureuses et flatteuses. A l'image de sa silhouette, Chaka Khan possède un joli brin de voix, bien dessinée et colorée de soul. Une poitrine qui promet d'être dansante à défaut d'être remuante. Ce qui a été déjà pas mal.

A. W.

Lundi 4 février, à la Mutualité, 20 heures.

Les projets de l'Action artistique

Mme Catherine Clément, directrice de l'Association française d'action artistique (AFAA), qui dépend du ministère des relations extérieures, a présenté lundi 4 février son programme pour 1985. Tout ce qui n'est pas arrêté par la loi de la culture, la danse, la musique, les arts plastiques, y sont évidemment favorisés, mais le théâtre reste cependant présent. L'Orchestre national de Lille et Jérôme Deschamps, en Afrique, la Comédie-Française avec la *Mitridate*, en URSS et en Amérique latine, tandis que Marcel Maréchal met en scène à Pékin des acteurs chinois dans *Les trois Mousquetaires* (première représentation le 14 juillet). Le Théâtre national de Chaillot sera, avec *Lucrèce Borgia*, à Venise et Athènes, capitale européenne de la culture pour 1985.

L'Action artistique participe à l'Année européenne de la musique. En France même, elle accueille différentes manifestations et organise en particulier, à partir du 7 juin, à Paris, une Année de l'Inde, en collaboration avec les ministères de la culture, de l'Éducation nationale, et le secrétariat d'État aux Dom-Tom, et pousse la notion de solidarité commune à l'échelle européenne, avec l'aide d'Aix France, de la BNP, de la Compagnie française des pétroles et de Péchiney-Saint-Gobain.

L'Association française d'action artistique a été créée en 1922 pour « favoriser l'expansion artistique et les échanges internationaux ». C'est par son intermédiaire que la France participe aux festivals étrangers, Edimbourg, Venise, Berlin, Montréal, Carthage, etc. En 1984, le point fort a été le Festival de Los Angeles, auquel ont participé le Théâtre du Soleil et la compagnie chorégraphique de Jean-Claude Galotta.

TS

ants b. Grenoble ... 6-0
1. Saint-Gervais, 39 : 3. Megève, 38.

Rugby

INNNAT DE FRANCE
sième journée)
tches en retard)

Poule 1
Racing CF ... 21-16
Stade Toulousain ... 16-12
b. Tarbes ... 25-18
9 points : 3. Tarbes et 4.

Poule 2
x ... 10-9
1. Agen, 40 points ;
2. Hyères, 36.

Poule 3
des ... 25-19
fontferand ... 18-8
Pau ... 25-9
Grenoble ... 21-6
1. Lourdes et Mont-
Brive 33.

Poule 4
Albi ... 45-18
nantes ... 13-0
1. Toulouse, 42 ;
Graulhet, 36.

Tennis

ROI DE MEMPHIS

Stefan Edberg, dix-neuf ans, dimanche 3 février, le Memphis (Tennessee) a le Grand Prix et doit de sa (6-1, 6-0), qui s'est se à la cheville gauche au natch de quarts de finale. L'Américain Eliot Telis-7-5).

Volley-ball

ONNAT DE FRANCE
sième journée)

h. JSA Bordeaux ... 3-0
Stade Français ... 3-0
UC b. Racing ... 3-0
Arango Sète ... 3-1
1. Montpellier UC
AS Cannes, 23 points ;
2. 22 : 5. Stade Français.

A l'Olympia

LE BLUES DE PAUL PERSONNE

« Le blues est devenu si puissant de nos jours que le monde entier le connaît. C'est à y a quelques années, John Lee Hooker, orfèvre en la matière. C'est comme une reine dans le monde. N'importe qui peut avoir le blues. C'est une chose qui est là depuis qu'il y a un monde. »

Rand-Paul Roux, né à Argenteuil il y a trente-cinq ans, a pris la route avec le blues sous le nom de Paul Personne. A sa manière, il a bouffonné dans l'hexagone comme autrefois les chanteurs de blues le long du Mississippi. Longtemps, il a chanté en langue anglaise avec une voix rauque, déchirée, qui sonnait comme de la brume sur des histoires de souffrance. Il a travaillé à la construction des phrases. Enfin, je me suis mis au piano. Mais comme la musique était déjà contenue dans les mots, le temps de composition a été court. »

Un jour de 1983, Paul Personne a enregistré un disque avec des mots français : Comme un étranger, a. pour la première fois, fait braver les projecteurs sur lui. Il n'a changé ni sa voix, ni son univers. Simplement, il a modifié un peu le son de ses chansons ; l'a rendu un peu moins orthodoxe, en symbiose avec la course de la vie : « Je chante en français à présent, et je vais plus au fond de ce que j'ai envie de dire. »

C. B.
Lundi 4 février, Olympia, 20 h 30 (concert unique).

GALERIES

Lanskoy, peintre des années 50

André Lanskoy refait surface. On l'avait cru englouti par le raz-de-marée qui submergea bon nombre de ses œuvres de l'abstraction alors triomphante, pour des raisons plus ou moins commerciales. C'est l'heure de faire les comptes. On révise les valeurs des *Années 50*. Sous ce titre, par exemple, le musée d'art contemporain de Dunkerque leur consacre son exposition actuelle.

Lanskoy, bien sûr, n'est pas de la partie, étant mort en 1976. Il est du moins évocateur. Né à Moscou en 1902, cet aristocrate russe émigré à Paris avait passé de la figuration à l'art abstrait, même à l'expressionnisme, sa rythmique, son matérialisme. Mais toujours des structures équilibrées soutenant des compositions débordantes de vitalité - celles de la dernière période sont là pour le prouver. Il a tout délaissé ou véhémentes. Un constant souci d'harmonie les humanise. Les couleurs se répondent même à distance, sans la moindre dissonance.

J.-M. D.
Galerie Patrick Tregan, 4 bis rue des Beaux-Arts, jusqu'au 28 février.

CIRQUE

MORT DU MAÎTRE-ÉCUYER ALEXIS GRUSS

Le maître-écuyer Alexis Gruss est mort d'un cancer, dimanche 3 février à l'hôpital Saint-Antoine, à Paris. Il était âgé de soixante-seize ans.

Petit-fils du fondateur d'une dynastie du cirque (les Gruss) créée en 1854, Alexis Gruss avait commencé son aventure en parcourant les fêtes de France en compagnie de son frère André, à la tête d'un chapiteau qui portait leur nom. Puis les deux frères dirigent le Radio cirque, un des cirques les plus populaires dans les années 50, avant de rejoindre l'esprit des grandes pantomimes d'autrefois, notamment en présentant Ben Hur. Dans les années 60, Alexis Gruss rejoint le cirque Jean Richard pour lequel il réalise de nombreux spectacles de dressage de chevaux jusqu'à la fin des années 70.

Alexis Gruss était l'un des plus grands, des plus fins dresseurs de chevaux de la piste. Il avait été le seul écuyer français à avoir reçu le « clown d'or » du festival du cirque de Monaco. Alexis Gruss était l'oncle d'Alexis Gruss junior, l'actuel directeur du cirque national.

CINÉMA

«ELEMENT OF CRIME», de Lars von Trier

Le temps du déluge

Présenté à Cannes, le film de Lars von Trier, *Element of Crime*, a obtenu un prix, le prix de la commission supérieure technique. Présenté à Avoriaz, il n'a rien obtenu. Dans les deux cas, c'est une injustice, car la réalisation technique de ce premier long métrage est effectivement impeccable, il faut surtout par sa sombre poésie, sa force dramatique, par ce qu'il raconte et montre : le trajet d'un homme dans le labyrinthe d'un monde poisseux, fascinant, étonnant où se mêlent la violence d'un hameau punk, « Nous ne voulons pas nous contenter de films bien intentionnés à message humaniste. Nous ne voulons pas », affirme Lars von Trier dans le manifeste qui ouvre le dossier de presse.

Le prétexte du film est une double enquête, policière et psychanalytique, qui commence dans une Égypte irréelle, embrumée de chapeaux, enlaidie dans les sables. L'inspecteur se raconte à un psy obèse, qui l'écoute, un singe sur l'épaule, et qui de temps en temps profère un aphorisme. Il n'y a pas de passé, pas de présent. Il y a le temps de la mémoire, le retour au pays, écorché par une pluie incessante. C'est le temps du déluge. La terre est spongieuse, éponge, couleur de boue brune comme le ciel sans soleil, comme les mains froissées où les ampoules électriques font vibrer la nuit. La couleur du déluge envahit les murs glauques des chambres d'hôtel, des cliniques douteuses où un garçon chauve s'écroule épuisé, sur un lit de classeux, les épaules claquées, les débris, où la tête orgueilleuse d'un cheval s'élève et se tord, envahit les routes collantes où patinent les voitures aux pare-brise crasseux, et jusqu'aux yeux des visages : liseron au raviné, et jusqu'aux yeux qui cessent en vain

de fuir la nuit, de voir au-delà du ciel lourd.

L'inspecteur - Michael Elphick - s'en va sur les pas d'un M. le Maudit, tueur de petites filles auquel, pour le retrouver, il s'identifie en couchant avec sa maîtresse. Glauque est le monde de l'inspecteur et de Lars von Trier. Glauque, lugubre, sordide, gris, hanté de fantômes et de regards - et de références cinématographiques superbesment maîtrisées. Raga, angoisse et ironie. Des garçons bleus, sortis d'un délire de Mithras, se jettent du haut d'un haut plongeur dans le fleuve, tenus par une corde, et leurs têtes ovales flottent sur l'eau opaque, fruits mal-sains.

Lars von Trier ne cherche pas à conduire la logique d'un récit rigoureux. Il raconte notre époque telle qu'il la voit. Vision de peintre, peinture de la déraison splendide, regard acéré sur une Europe trop vieillie où la jeunesse s'enlève, submergée par la boue. Vision de celui qui se désole en rire sans pitié. Canechamar d'un garçon coriace qui se refuse au désespoir.

COLETTE GODARD.

* Voir films nouveaux.

«URGENCE», de Gilles Behat

La violence règne

A cause d'une jeune fille dont le frère a été tué, un journaliste sportif se trouve embarqué dans une hallucinante affaire qui risque de devenir, pour lui et pour d'autres, mortelle. Il y a «urgence» clament les affiches du nouveau film de Gilles Behat portant ce titre. URGENCE, en effet, de démanteler un complot ourdi par des terroristes, des racistes, des néo-fascistes infiltrés jusque dans la police et les hautes sphères du pouvoir.

Le sujet est tiré d'un roman «Série noire» de Gérard Carat et Didier Cohen. Jean Herman, dit Jean Vautrin, a mis la main à l'adaptation, écrit les dialogues. Mais l'action, les raisons politiques, restent obscures, sauf vers la fin lorsqu'un film pièce à conviction, révèle les secrets de certains personnages. Fasciné par la violence, Gilles Behat recrée l'univers sauvage de

Rue Barbare, mais bute ici sur ce qui se voudrait réaliste : le rôle de la presse, la corruption, les forces d'extrême droite. Fanny Bastien traquée sous la pluie, Richard Berry crachant de l'essence enflammée sur Bernard-Pierre Donnadieu le tueur au rasoir, les coups de revolver, le sang, les bandes sordides, les lourds regards, les ambiances nocturnes traversées d'éclairs de néon : ces visions de Gilles Behat sont fantasmagoriques et esthétiques avant tout. La nervosité du rythme soutenu par la musique rock, les téléscopages de destins, l'aspect typé des interprètes, retiennent plus que les bonnes intentions semées sur le parcours de Richard Berry dans la jungle de la grande ville.

JACQUES SICLER.

* Voir les films nouveaux.

MERcredi

Philippe LEOTARD
Laetitia LEOTARD
Jérôme ZUCCA

Rouge Gorge

un film de Pierre ZUCCA

avec Victoria ABRI
Fabrice LUCHINI Benoît RÉGENT
SWAN

L'assurance en pleine mutation

Le GAN, troisième assureur français, va entrer dans le capital du Crédit industriel et commercial pour lui apporter une partie des capitaux dont cette banque a besoin. A l'automne dernier, l'UAP, le premier dans l'assurance, prenait le contrôle de la Banque Worme pour, cette fois-là, la renforcer. Ces deux opérations marquent-elles le début d'une offensive menée par l'assurance pour entrer dans la banque ? C'est bien vite dit, il y a déjà longtemps que la banque, elle, est entrée dans l'assurance, dont les réserves techniques et les réseaux d'agents généraux l'intéressent, à la fois pour canaliser les placements de capitaux et diffuser, éventuellement, des produits financiers comme le SICAV. On vit, ainsi, le groupe Worme prendre le contrôle de la Prévoyance et de La Foncière, la banque Lazard celui de la compagnie La France, Paribas celui du Secours, avec, il y a quelques années, un rapprochement étroit entre ce groupe bancaire et La Providence.

Puis la banque s'est lancée, carrément, dans l'assurance, en cantonnant toutefois dans ce qui lui

ressemble le plus, à savoir l'assurance-vie et les produits de capitalisation ; les exemples les plus célèbres sont le Compagnie bancaire du groupe Paribas avec le Cardif, et le Crédit agricole avec Soravia. Ces deux filiales utilisent les guichets de leurs maisons mères pour commercialiser leur production.

Aujourd'hui, l'affrontement va prendre un tour nouveau. Les compagnies d'assurance, dont la situation s'est récemment améliorée, disposent de capitaux importants, tandis que les banques sont moins riches. Par ailleurs, la concurrence entre la banque et l'assurance, qui a toujours existé, se fait de plus en plus âpre. Cette concurrence existait déjà dans la collecte des ressources, notamment au niveau de l'épargne longue, courtisée par l'assurance-vie. Ensuite, les « zones de recouvrement », et les emprunts mutuels se sont étendus et multipliés. Les banques adjoignent des garanties d'assurance à leurs propres opérations de crédit pour couvrir le risque de chômage, de décès, avec, ou parfois sans, la concours des

compagnies. Ne parlons pas des bons de capitalisation, produit financier par lequel deux professions se disputent de plus en plus, ni des SICAV, dont le nombre s'accroît tous les jours pour recueillir l'épargne financière des Français, en croissance rapide.

Ajoutons, enfin, que les craintes sur l'équilibre futur des régimes de retraite suscitent une foule d'initiatives dans le domaine de l'assurance-vie et de capitalisation. Les compagnies d'assurance développent largement cette activité, mais les banques, s'appuyant sur la nouvelle loi bancaire, veulent rentabiliser leurs réseaux, en distribuant ce produit riche d'avenir, quitte à s'associer avec des assureurs, comme va le faire bientôt la BNP, par exemple. Caractéristique commune, dans tous ces mouvements, les marges de gestion et de commercialisation, les fameux « chargements », et « ristournes », s'amenuisent de plus en plus, ce qui ne manque pas de poser des problèmes aux réseaux de distribution des compagnies d'assurance, en pleine mutation.

FRANÇOIS RENARD et SERGE MARTI

Information donnée par les sociétés et qualité du service rendu

Une étude de l'Institut national de la consommation

Pour compléter les comparaisons de tarifs et de garanties données dans le numéro spécial assurances de février-mars 1985 de sa revue 50 millions de consommateurs l'Institut national de la consommation (INC) a voulu connaître l'information donnée par les sociétés et la qualité du service rendu. A cet effet, il a réalisé une étude à partir d'un questionnaire envoyé en septembre 1984 aux abonnés de 50 millions.

Malgré le nombre important de réponses (13 000), il n'a obtenu des chiffres significatifs que pour les onze sociétés qui figurent nommément dans les tableaux de comparaison.

Selon l'INC, bien que les lecteurs ayant répondu à son enquête soient assurés auprès d'une mutuelle dans une proportion plus importante que la moyenne, les réponses reçues donnent une image assez fidèle de la réalité.

L'INC formule d'abord une remarque générale : beaucoup d'assurés n'ont pas une idée précise des

risques pour lesquels ils sont assurés. Ainsi, 30 % des assurés pour leur automobile ne semblent pas savoir qu'ils ont une assurance de responsabilité civile alors qu'il s'agit de la garantie la plus importante et de surcroît obligatoire.

● Informations données avant de souscrire un contrat : Avant de souscrire un contrat, il est important d'obtenir des renseignements sur les garanties et les prix. A cet égard, la majorité des assurés ne font pas pour leur automobile ont consulté plusieurs assureurs avant de souscrire leur contrat et seulement 30 % des assurés l'ont fait pour l'habitation.

A la décharge des consommateurs, ceux-ci disposent rarement d'un devis écrit détaillé assorti d'une documentation sur l'étendue des garanties et les conditions générales.

25 à 28 % des personnes interrogées estiment d'ailleurs qu'elles

n'ont pas reçu suffisamment de renseignements lors de la souscription du contrat. Les explications orales sont plus fréquentes pour les gens assurés par l'intermédiaire d'un agent ou d'un courtier. En revanche, les mutuelles sans intermédiaires donnent plus de documentation, sans doute en raison de la simplicité et du petit nombre de formules proposées.

● Lecture et clarté du contrat : Des chiffres encourageants : Depuis quelques années, les sociétés d'assurance font des efforts pour améliorer la clarté des contrats. Cependant, plus de la moitié des assurés affirment n'avoir pas lu leur contrat avant la signature, ce qui peut s'expliquer notamment par le fait que beaucoup de sociétés ne donnent les conditions générales qu'après souscription du contrat. 11 % des personnes interrogées affirment même n'avoir jamais lu leur contrat, ni avant de souscrire ni après un sinistre. Parmi ceux qui ne lisent jamais leur contrat, 50 % le jugent trop compliqué. D'autres invoquent le manque d'intérêt (21 à 23 %) ; le manque de temps (14 à 15 %) et même l'oubli (6 à 7 %).

● Les sinistres : absence de sinistre : A la suite d'une déclaration de sinistre, il est utile de rec-

ueillir des conseils de l'assureur pour obtenir des conseils : des conseils oraux ou écrits ont été obtenus par 47 % des assurés pour leur automobile et seulement 18 % des assurés pour leur habitation.

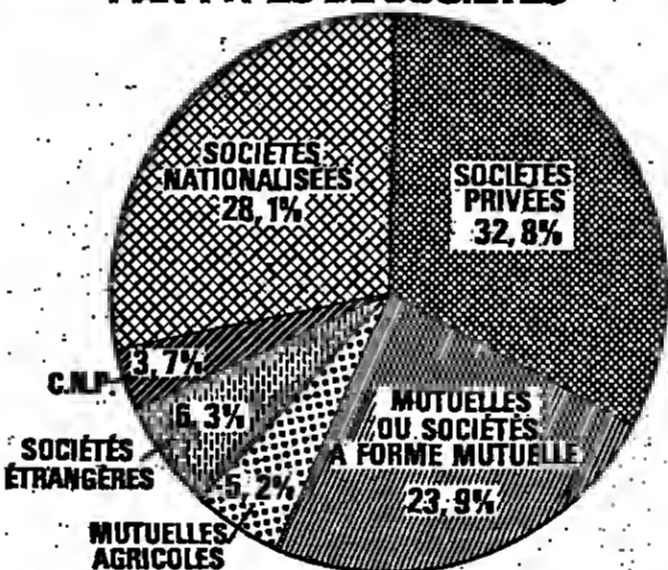
● Indemnisation en cas de sinistre : La rapidité de l'indemnisation après sinistre, la possibilité ou non d'une discussion avec l'assureur sur la garantie et le montant de l'indemnisation sont des facteurs déterminants de la qualité du service rendu par les sociétés.

L'assurance auto rembourse plus rapidement : 60 % des sinistres sont remboursés en moins d'un mois alors que seulement 28 % des cambriolages sont réglés dans ce laps de temps.

10 % des accidents ou des vols auto donnent lieu à des indemnités dans un délai supérieur à 3 mois alors que 22 % des cambriolages et 20 % des dégâts des eaux sont réglés plus de 3 mois après le sinistre.

Mais il est plus difficile d'être indemnisé pour son habitation. En effet, 28 % des sinistres habitation donnent lieu à des discussions au moment de l'indemnisation contre 15 % pour l'assurance automobile.

RÉPARTITION DES ENCAISSEMENTS PAR TYPES DE SOCIÉTÉS



voir des conseils de l'assureur pour la préparation du dossier afin d'obtenir entière satisfaction.

42 % des assurés pour leur automobile et 62 % des assurés pour leur habitation n'ont obtenu aucun conseil.

Selon l'INC, il s'agit là certainement d'un point que les sociétés doivent améliorer. Dans la pratique, les

Dans 71 % des litiges automobile et 52 % des litiges habitation, les assurés ont été obligés d'exercer des pressions sur l'assureur pour obtenir gain de cause ; le moyen le plus utilisé est la lettre recommandée alors que les recours judiciaires ne représentent que 5 % des litiges.

Les assurés ne se sentent pas bien indemnisés : 39 % des assurés automobile et 53 % des assurés habitation estiment que l'indemnité d'assurance ne couvre pas la totalité de leurs dommages.

Cela est très important et contribue certainement à la mauvaise image de marque de l'assurance dans l'opinion publique.

Cependant, comme on vient de le voir, le pourcentage des litiges est faible, ce qui traduit la crainte de se heurter à une puissance financière et les difficultés d'accès à la justice.

● Les mutuelles : Les mutuelles sans intermédiaires sont moins chères et leurs contrats sont jugés moins compliqués que ceux des sociétés classiques. Les informations et explications qu'elles donnent paraissent meilleures. En revanche, leurs conseils pour la préparation des dossiers de sinistres et leur accueil laissent à désirer.

● Les sociétés d'assurances : Les sociétés anonymes semblent discuter plus à l'aise l'indemnisation des assurés, mais si elles font plus de difficultés, c'est peut-être parce que leurs remboursements sont, en définitive, plus importants.

En effet, les assurés se sentent généralement moins bien indemnisés dans les mutuelles. Cette constatation rejoint d'ailleurs les chiffres officiels selon lesquels le coût moyen des sinistres est inférieur pour les sociétés à forme mutuelle que pour les autres.

Le redressement de la branche automobile

Considéré comme l'un des deux « poids lourds » parmi les activités de services (aux côtés de la banque) tant par son chiffre d'affaires que par ses effectifs, l'assurance française a connu ces deux dernières années de profondes réformes (nouvelle version du système bonus-malus applicable à l'auto, « transparence » des contrats d'assurance-vie...), tandis que se mettaient en place de nouvelles formes de distribution, notamment en grandes surfaces, venant piétrer les plates-bandes des compagnies, lesquelles ont déjà dû faire avec la dure concurrence que leur livrent les mutuelles.

Pour autant, le secteur s'est bien comporté en enregistrant en 1983 (derniers chiffres disponibles depuis octobre 1984) un chiffre d'affaires de 182 milliards de francs, en hausse de 13,5 % sur l'année précédente, un pourcentage certes en régression sur celui de 1982 (17,5 %) mais supérieur à la croissance du produit intérieur brut de la France constaté durant la même année (1983) : 10,9 %.

Le redressement global de l'assurance, selon M. Jacques Lallemand, président de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), des évolutions inégales selon les principales branches d'activité :

● Assurance automobile : fait marquant de l'année, c'est une diminution de la fréquence des accidents, ce secteur a pu sortir du « rouge » après cinq années consécutives de déficit. En 1983, les encaissements de la branche automobile ont représenté 50,8 milliards de francs (en progrès de 14,6 %), dont 30,3 milliards provenant de la responsabilité civile obligatoire et 20,5 milliards des garanties de dommages aux véhicules. En termes d'exploitation, le solde positif ressort à 1,10 milliard de francs (après une perte de 178 millions de francs l'année précédente et de 1,08 milliard en 1981) provenant de 2,1 milliards de francs d'excédent en responsabilité civile et de 1 milliard de francs de déficit en dommages. Cette amélioration s'est vraisemblablement poursuivie en 1984.

● Incendie : déjà déficitaire de 1 milliard de francs en 1982, cette branche a subi une perte identique l'année suivante sur un chiffre d'affaires de 16,7 milliards de francs, en augmentation de 13 %, le secteur des risques industriels ayant subi les pertes les plus lourdes alors que son chiffre d'affaires atteignait 4,3 milliards de francs. Par ailleurs, l'année 1983 aura été celle de l'extension des assurances contre les attentats et les tempêtes.

● Catastrophes naturelles : instauré par la loi de juillet 1982, ce

nouveau régime a été comptabilisé pour la première fois en 1983 avec 1,7 milliard de francs d'encaissements face à 1,9 milliard de francs de sinistres et de frais de gestion.

● Vol : cette branche, qui englobe également d'autres sinistres (dégâts des eaux, grêle, etc.), a subi 1 milliard de francs de sinistres et de frais de gestion, ce qui a fait du vol le secteur vol après des déficits respectivement de 800 millions et 1 milliard de francs en 1981 et 1982. En 1983, les vols et cambriolages se sont élevés à 399 722, en augmentation de 7,2 % sur l'année précédente, tandis que les vols à main armée progressaient de 10,9 % (à 6 139), les établissements bancaires subissant de leur côté 1 036 agressions à main armée pour la seule année 1983.

● Assurance-vie et capitalisation : cette branche a « manifestement souffert de l'incertitude qui a longtemps prévalu sur son nouveau régime fiscal », explique la FFSA, soulignant la nette décoloration de la croissance (plus 11,1 % en 1983 alors qu'elle avait atteint 22,6 % en 1982 et 20,5 % l'année précédente. Avec 48 milliards de francs d'encaissements, l'assurance-vie a progressé de 13,3 % en 1983 contre 21,9 % en 1982, tandis que le marché de la capitalisation (avec 5 milliards de francs d'encaissements) subissait une baisse de 4,9 % de son chiffre d'affaires.

● Assurance-vie et capitalisation : cette branche a « manifestement souffert de l'incertitude qui a longtemps prévalu sur son nouveau régime fiscal », explique la FFSA, soulignant la nette décoloration de la croissance (plus 11,1 % en 1983 alors qu'elle avait atteint 22,6 % en 1982 et 20,5 % l'année précédente. Avec 48 milliards de francs d'encaissements, l'assurance-vie a progressé de 13,3 % en 1983 contre 21,9 % en 1982, tandis que le marché de la capitalisation (avec 5 milliards de francs d'encaissements) subissait une baisse de 4,9 % de son chiffre d'affaires.

● Assurance-vie et capitalisation : cette branche a « manifestement souffert de l'incertitude qui a longtemps prévalu sur son nouveau régime fiscal », explique la FFSA, soulignant la nette décoloration de la croissance (plus 11,1 % en 1983 alors qu'elle avait atteint 22,6 % en 1982 et 20,5 % l'année précédente. Avec 48 milliards de francs d'encaissements, l'assurance-vie a progressé de 13,3 % en 1983 contre 21,9 % en 1982, tandis que le marché de la capitalisation (avec 5 milliards de francs d'encaissements) subissait une baisse de 4,9 % de son chiffre d'affaires.

Toutes branches confondues, les résultats se sont améliorés en 1983 grâce, notamment, à des plus-values sur cessions d'actifs, pour atteindre 2 milliards de francs en vie-capitalisation et 3,5 milliards en dommages (IARD), tandis que le montant, très important, des placements — une caractéristique de cette profession — effectués à partir des provisions techniques destinées à régler les sinistres atteignait 349,5 milliards de francs au 31 décembre 1983. Ce chiffre, qui comprend 160,3 milliards de francs de placements pour l'assurance-dommages et 189,2 milliards pour l'assurance-vie, a généré 51,5 milliards de francs de placements nouveaux. On remarquera au passage que ces placements, investis pour plus de la moitié en obligations et pour une part importante (plus de 17 %) en actions, se sont effectués au détriment de l'immobilier. Fin 1983, les compagnies d'assurances (qui ont progressé de 60 % en 1984 à la Bourse de Paris) détenaient environ 11 % de la capitalisation boursière des valeurs mobilières à revenu variable cotées en France dont 75 % d'actions françaises et 25 % d'étrangères.

Les taxes d'assurance dans les pays européens

(En pourcentage)

	Royaume-Uni	Allemagne	Belgique	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	France
Incendie	0	5	8,25	15	4	6	30 et 15
Vie	0	0	4,40	1,5	2	0	5,15
R.C. Auto	0	5	8,25	7	5	0	18

(Source : FFSA)

Six débats

Organisé par la société Vidal, le premier Salon de l'assurance, Assure-Expo 85, regroupera, du 5 au 8 février inclus, 160 sociétés ou organisations représentant des sociétés d'assurance, des courtiers, des experts, y compris en informatique et en matériel de sécurité, les principaux syndicats et organismes professionnels étant également présents.

A cette occasion, les organisateurs ont prévu six débats grand public sur les thèmes suivants :

● Le risque vol est-il encore assurable ? (mardi 5 février à 15 h).

● L'exportateur face à ses responsabilités (mardi 5 février à 10 h).

● Comment préparer sa retraite (mercredi 6 février à 15 h), un débat retransmis par satellite, depuis l'enceinte du Palais des Congrès, à Bordeaux, Marseille et Nancy.

● Le chef d'entreprise face aux risques informatiques (jeudi 7 février à 10 h).

● L'assureur comme protecteur du patrimoine de l'entreprise (jeudi 7 février à 17 h).

● L'assurance servie de l'entreprise (vendredi 8 février à 10 h).

Palais des Congrès (porte Maillot) à Paris. De 9 h 30 à 19 h 30 (le 2 février, de 9 h 30 à 18 h). Entrée gratuite.

Le courtier défenseur de l'assuré

ADRESSEZ-VOUS AUX COURTIER ET SOCIÉTÉS DE COURTAGE MEMBRES SYNDICAT NATIONAL DES COURTIER D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES

SNCAR

سكنا من الاموال

RADIO-TÉLÉVISION

Lundj 4 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Ce soir, Avis à la population.



20 h 35 Cinéma : Deux hommes dans la ville. Film français de J. Goyan (1973), avec J. Gabin, A. Delon, M. Farner, M. Bouquet, L. Ocké, V. Lanoux, B. Giraudon (Rediffusion).
Un éducateur de prison aide la réinsertion sociale d'un ancien délinquant. L'inspecteur de police qui avait arrêté celui-ci s'acharne à le faire retomber dans le banditisme. Film réquisitoire contre les défauts du système pénitentiaire et la peine de mort. Démonstratif mais il y a des numéros de grands acteurs.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

le particulier

Le Guide Fiscal 85 est paru !

- Tout sur les déductions légales
- Tout sur les abattements
- Tout sur les nouvelles lois fiscales

2 numéros, 320 pages chez votre marchand de journaux.

18

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : la Fille de Madame Angot.

Opérette de Ch. Lecocq, mise en scène J.-C. Brisly, avec Ch. Châtelet, F. Le Roux, E. Guillaume.
Cet opérette en trois actes a été jouée pour la première fois à Bruxelles, en 1872. Cette œuvre gauloise commue, un an plus tard, un vif succès à Paris. Un classique du genre, d'un des plus brillants successeurs du divin Offenbach.

22 h 45 Plaisir du théâtre.
Magazine de P. Laville.
Avec M. Jack Lang, ministre de la culture ; Mishima, de Maurice Béjart ; l'Orage, de Giorgio Strehler ; Victor Hugo : Cent ans après ; Fédora, de Umberto Lenzi ; entre autres.

23 h 35 Journal.
0 h 5 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Pollicé Python 357.
Film français d'A. Corneau (1975), avec Y. Montand, S. Sigorel, F. Pénier, S. Sandrini, M. Carrière (Rediffusion).
A Orléans, un inspecteur de police doit enquêter sur le meurtre d'une jeune femme qui était sa maîtresse mais avait un autre homme dans sa vie. Le véritable meurtrier retourne les preuves contre lui. Une mise en scène bien ajustée sur un scénario parfaitement construit. Tragédie policière au pouvoir des forces sociales dominantes s'exerce par une machination. Forte interprétation.

22 h 40 Journal.
23 h Thalassa.
Magazine de la mer de G. Peroud.
Gibraltar : la mer ou not in it. English, un reportage de R. Guillemin et G. Nevers.
23 h 50 Folles ordinaires : Charles Bukowski.
23 h 55 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Dessin animé : Will Cavac Cavac : 17 h 11, Concert : Les feux d'artifice royaux - de Haseld : 17 h 32, Nostalgia musica occitana : 17 h 44, Méditerranée par les plantes : 18 h 2, Vos livres m'intéressent : 18 h 30, Sports : 18 h 47, Feuilles : 18 h 50, Jeunesse : 19 h 6, Atout PIC : 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, Cinéma : Vivre vite, de C. Saura : 22 h 15, Boîte : 23 h 15, Basket-ball : 1 h 18, Cinéma : Les Bijoux de famille, de J.-C. Laureux.

FRANCE-CULTURE

20 h 30, Série noire : Pour vengeance pépère, de ADG, avec A. Courcoux, R. Freson, H. Viridjeux.
21 h 45, Musique : Latitudes, musiques traditionnelles.
22 h 30, Nuits magiques : Ca su son cours. Festival des musiques arabes au Théâtre des Américains à Nanterre.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct de l'Auditorium de la RAI de Turin) : Symphonie n° 2 en la mineur, et en sol mineur, n° 3 en la mineur, n° 4 en ré mineur, et n° 5 en la mineur, n° 6 en la mineur, n° 7 en la mineur, n° 8 en la mineur, n° 9 en la mineur, n° 10 en la mineur, n° 11 en la mineur, n° 12 en la mineur, n° 13 en la mineur, n° 14 en la mineur, n° 15 en la mineur, n° 16 en la mineur, n° 17 en la mineur, n° 18 en la mineur, n° 19 en la mineur, n° 20 en la mineur, n° 21 en la mineur, n° 22 en la mineur, n° 23 en la mineur, n° 24 en la mineur, n° 25 en la mineur, n° 26 en la mineur, n° 27 en la mineur, n° 28 en la mineur, n° 29 en la mineur, n° 30 en la mineur, n° 31 en la mineur, n° 32 en la mineur, n° 33 en la mineur, n° 34 en la mineur, n° 35 en la mineur, n° 36 en la mineur, n° 37 en la mineur, n° 38 en la mineur, n° 39 en la mineur, n° 40 en la mineur, n° 41 en la mineur, n° 42 en la mineur, n° 43 en la mineur, n° 44 en la mineur, n° 45 en la mineur, n° 46 en la mineur, n° 47 en la mineur, n° 48 en la mineur, n° 49 en la mineur, n° 50 en la mineur, n° 51 en la mineur, n° 52 en la mineur, n° 53 en la mineur, n° 54 en la mineur, n° 55 en la mineur, n° 56 en la mineur, n° 57 en la mineur, n° 58 en la mineur, n° 59 en la mineur, n° 60 en la mineur, n° 61 en la mineur, n° 62 en la mineur, n° 63 en la mineur, n° 64 en la mineur, n° 65 en la mineur, n° 66 en la mineur, n° 67 en la mineur, n° 68 en la mineur, n° 69 en la mineur, n° 70 en la mineur, n° 71 en la mineur, n° 72 en la mineur, n° 73 en la mineur, n° 74 en la mineur, n° 75 en la mineur, n° 76 en la mineur, n° 77 en la mineur, n° 78 en la mineur, n° 79 en la mineur, n° 80 en la mineur, n° 81 en la mineur, n° 82 en la mineur, n° 83 en la mineur, n° 84 en la mineur, n° 85 en la mineur, n° 86 en la mineur, n° 87 en la mineur, n° 88 en la mineur, n° 89 en la mineur, n° 90 en la mineur, n° 91 en la mineur, n° 92 en la mineur, n° 93 en la mineur, n° 94 en la mineur, n° 95 en la mineur, n° 96 en la mineur, n° 97 en la mineur, n° 98 en la mineur, n° 99 en la mineur, n° 100 en la mineur.

23 h 15, Les soirées de France-Musique : les chanteurs de demain, œuvres de Bellini, Donizetti, Berlioz, Gounod.

Mardi 5 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 55 Championnat du monde de ski alpin (et à 12 h 10).
11 h ANTOPE 1.
12 h Dessin animé.
13 h Journal.
14 h 50 A pleine vie.
15 h Nouragues.
16 h 5 Le village dans les neiges.
17 h 25 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 40 Série : Pape et moi.
19 h 10 Titi, s'il te plaît, raconte-moi une puce.
19 h 40 Émission d'expression directe.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Jeu : Enigmes du bout du monde.
Enigmes en vingt-six épisodes. « Remake » de « La course autour du monde », de « La chasse au trésor ».
21 h 40 Championnats d'Europe de patinage artistique à Garmisch.
22 h 35 Tintin's art.
1985 : centenaire de la mort du plus grand poète, héros, Hugo. Un dossier sur l'auteur d'Hernani, avec la participation d'A. Decoux, J.-F. Kahn. Et les actualités de la semaine.
23 h 30 Journal.
0 h C'est à lire.
0 h 5 Titi s'il te plaît, raconte-moi une puce.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

0 h 45 Télévision du matin.
0 h 30 Feuilletton : Escalier B, porte 4.
10 h 30 ANTOPE.
Journal et météo.
12 h 5 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilletton : Les amours des années 50.
14 h 45 Aujourd'hui la vie : Si on se réincarnait.
14 h 50 Série : Megnum.
15 h 40 Reprise : La grande raid.
16 h 35 Le journal d'un siècle.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
18 h 15 Émissions régionales.
18 h 40 Le théâtre de Boulevard.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 40 Les dossiers de l'écran.
20 h 45 Cinéma : Malevil.
Film français de C. de Chailong (1980), avec M. Seran, J. Dutzon, R. Dhéry, J. Villaret, J.-L. Trintignant.
Dans les ruines du domaine de Malevil, le châtelain et un groupe d'hommes et de femmes rescapés de ce qui semble être une catastrophe atomique, cherchent à reformer une société.
22 h 35 Débat : Demain la bombe, et après ?
Avec M. d'Harcourt, député non-inscrit des Hauts-de-Seine ; M. Joly, directeur du cabinet de M. Taziéff ; le général Gallot, spécialiste des affaires stratégiques ; M. Felden, professeur de physique nucléaire à l'université de Nancy ; le docteur Feuilleux, oncologue ; M. Lailon, économiste et M. Audouze, astrophysicien.
23 h 35 Journal.
0 h 55 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale.
18 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 La dernière séance : soirée Virginia Mayo. Actualité (1930) : Bugs Bunny ; annonce du premier

film ; à 22 h 35 Tex Avery ; réclames de l'époque ; entracte ; attraction ; annonce du deuxième film.
20 h 50 Premier film : Capitaine sans peur.
Film américain de R. Walsh (1951), avec G. Peck, V. Mayo, R. Beatty, T. Morgan, J. Kane, J. Kane, M. V. Mayo, D. Malone, H. Hull (v.o. sous-titré N.).
Au début du dix-neuvième siècle, les actions d'éclat d'un officier de marine britannique, au service de son pays dans la guerre contre Napoléon I.
23 h Journal.
23 h 20 Deuxième film : la Fille du désert.
Film américain de R. Walsh (1949), avec J. McCrea, V. Mayo, D. Malone, H. Hull (v.o. sous-titré N.).
Vers 1870, au Colorado, un hors-la-loi brisé qui voulait changer de vie vient un dernier coup. Il est trahi par ses complices et s'enfuit avec une maîtresse.
0 h 55 Folles ordinaires : Charles Bukowski.

CANAL PLUS

10 h 45, Cinéma : Vivre vite, de C. Saura : 12 h 25, Cabou Cadin (dessin animé, Batman) : 13 h 5, Jeu : 13 h 30, rue Carnot (et à 18 h 45) : 14 h, Cinéma : Horizons perdus, de F. Capra : 15 h 30, Cinéma : Je suis que tu es, de A. Sord : 17 h 20, Cabou Cadin (dessin animé, Max Roman) : 18 h 4, S.A.M. : 19 h 15, Tous en scène : 20 h 5, Top 50 : 21 h 30, Cinéma : l'Ami de Vincent, de P. Granier-Deferre : 22 h, Cinéma : la Scariotie, de G. Agabon : 23 h 35, SLAM : 0 h 20, Cinéma : la Chute de la maison Usher, de R. Coran : 1 h 35, Batman : 2 h, l'Héritage des Samouraï.

FRANCE-CULTURE

11 h 10, l'École des parents et des éducateurs : adolescence, rupture, devenir : 11 h 30, Feuilletton : « Tintin et le secret » : 12 h, l'Espresso : 12 h 45, Club de la presse : 14 h, Un Brève des voix : « La Création du monde », de Miguel Torga : 14 h 30, Les cahiers de la main, de Monique Lange : 15 h 30, Les regards du théâtre : l'Opéra de Paris : 17 h 10, Le pays d'ici. En direct de Nantes : 18 h, l'Espresso : 19 h 30, Perspectives scientifiques : Profession spatiaux : 20 h, Musique mode d'emploi : Ch. Valdi.
20 h 30 Pour aller dire à Poésie.
21 h Entretiens avec Topik.
21 h 30 Musique : diagnostics ou l'actualité de la chanson française et étrangère.
22 h 30 Nuits magiques : Oum Kaloum.
0 h Le rendez-vous de minuit.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5, Le temps de jazz : le jazz en France (1942) : 12 h 30, Concert (donné le 22 mars à la Philharmonie de Berlin) : œuvres de Brahms, Schumann, par l'Orchestre philharmonique de Berlin : 14 h 2, Reprises contemporaines : J. Schwarz : 14 h 30, Les enfants d'Orphée : espace pour un rappel : 15 h, Les après-midi de France-Musique : l'Art de la mélodie, œuvres de Clément, Kuller, Cramer, Mozart, Beethoven... : 18 h 2, Accoustique : œuvres de Dübout, Messiaen : 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : 19 h 15, Premières loges : 20 h 4, Avant-concert : Schubert.
20 h 30 Concert (donné au Grand Auditorium le 31 janvier) : Fantaisie en ut majeur, de Schubert et Six Lieder, de Schubert et Liszt, par Jorge Bolet, au piano.
23 h 15, Les soirées de France-Musique : Jazz-club (en direct du New Morning).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 4 FÉVRIER

M. Georges Dufour, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement, répond aux questions des auditeurs de l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 20.

EN BREF

LES TÉMOINS DE JÉHOVAH NE PEUVENT PRÉTENDRE AU STATUT D'ASSOCIATION CULTUELLE

La loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État permet aux associations cultuelles de recevoir des dons et legs. Encore faut-il qu'elles aient exclusivement pour objet l'exercice d'un culte. Le Conseil d'État a estimé que tel n'était pas le cas de l'association des Témoins de Jéhovah de France.

Celle-ci ayant attaqué un décret du 12 août 1982 lui refusant l'autorisation de recevoir le legs universel que lui avait cédé un particulier, M. Leroux, le Conseil d'État a rejeté sa requête, le 1^{er} février, en considérant que les statuts de l'association ne lui conféraient pas le caractère d'association cultuelle « en raison de certaines de ses stipulations ».

Il semble que le Conseil d'État ait essentiellement visé, par cette formule, le refus professé par les Témoins de Jéhovah des transfusions sanguines. En s'opposant au principe de toute transfusion sanguine, les Témoins de Jéhovah mettent, en effet, en péril leur vie et celle de leurs enfants, portant, dès lors, atteinte comme l'exposait M. Delon, commissaire du gouvernement, à l'ordre public sanitaire. Le trouble ainsi apporté à la cité interdirait de regarder les Témoins de Jéhovah de France comme une association « ayant exclusivement pour objet l'exercice d'un culte ».

● Mise en liberté de Jean-Michel Rillon. — M. Jean-Michel Rillon, reporter-photographe, a été mis en liberté sous contrôle judiciaire, samedi 2 février. Il avait été écroué le 25 janvier à la maison d'arrêt de Melun, en l'attente du 29 février. M. Rillon est inculpé « d'avoir et d'être parvenu à l'obtention de documents obtenus frauduleusement en vue de la diffusion de documents ». Il est reproché d'avoir utilisé les photos d'un album non autorisé par la presse, dans l'espionnage du pavillon d'été habité à Tournay-en-Brie (Seine-et-Marne).

● Six morts dans un accident d'avion. — Six personnes ont été tuées dimanche 3 février dans un accident d'avion de tourisme près du Canet-de-Maurès (Var). L'avion, un monomoteur Cessna-185, appartenant au Para-Club de cette ville, a heurté une colline, peu après son décollage, et a explosé. A son bord se trouvaient six pilotes, cinq parachutistes et un élève pilote. Les parachutistes ont pu sauter et se poser à une trentaine de mètres.

En septembre 1982, à Mannheim (RFA), 23 parachutistes de ce même club avaient trouvé la mort lors de l'accident de l'hélicoptère de l'armée qui les transportait pour une démonstration de sauts. La catastrophe avait fait au total quarante-six victimes.

● A Fleury-Mérogis, un délégué CGT muté. — Bruno Pouilly, responsable de la section CGT du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis, vient d'être muté du greffe judiciaire de cet établissement au service économique. M. Pouilly estime que cette mutation sanctionne une lettre publique qu'il avait adressée le 2^{er} janvier au commissaire de la République de l'Essonne et dans laquelle il dénonçait une « fonctionnaire de la préfecture, imprégnée, écrit-il, de sentiments racistes ». La direction de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis affirme avoir décidé cette mutation en raison du « manque d'assiduité » de M. Pouilly et des « mauvaises relations professionnelles » qu'il entretenait avec des personnes extérieures à l'établissement.

● Récupération des sept tableaux volés de James Ensor. — Les sept tableaux du peintre James Ensor, dérobés dans une villa des environs de Bruxelles (le Monde du 30 janvier), ont été retrouvés dans la cuisine de la gare du Midi à Bruxelles et, un suspect, de nationalité espagnole, José Gil Calancha, vingt-quatre ans, a été arrêté.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphonez d'abord ou venez à la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 288-73-59 et 288-58-06

- Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.
- Si le titre n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande après un délai de commande : vous recevrez une proposition écrite et offerte de ce que nous pouvons offrir.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

CARNET DU Monde

Mariages

Alain MAUROY et Elisabeth COLEAS sont heureux d'annoncer leur mariage, célébré dans l'intimité, le 23 janvier 1985.
94, rue de Varenne, 75007 Paris.

Décès

Casablanca, Tunisie.
M. et M^{me} Pierre Amiel, M. et M^{me} Jean-Pierre Amiel, M. et M^{me} Françoise Farina, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Astron AMIEL, née Alice Tréhan,

survenue le 13 janvier 1985,

et rappellent le souvenir de

M. Astron AMIEL, décédé en 1979.

23, rue de Mongrean, 33290 Blanquefort.

M^{me} Lucienne Froissart, née Françoise Barbier, son épouse,

Michel Froissart, M^{me} Odile et Alain Kirchhoffier et leurs enfants,

Isabelle et Patrice Miquel d'Artois et leurs enfants,

Nathalie Froissart, et Jean-Luc Froissart,

André Froissart, M^{me} Geneviève Peignot, sa tante,

Les familles Froissart, Vallée, Toulouze, Bistat, Barbier, Valier et Fournier,

saux frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, neveux et nièces, font part du décès de

M. Laurent FROISSART,

le 1^{er} février 1985,

dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 5 février 1985, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés.

L'inhumation aura lieu le même jour à 16 heures, à Saint-Germain-des-Prés (Vienne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue de l'Abbaye, 75006 Paris.

Les éditions Francis Lefebvre font part, avec grande tristesse, du décès de leur gérant,

M. Laurent FROISSART,

survenue à Paris, le 31 janvier 1985, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 5 février 1985, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés, place Saint-Germain-des-Prés, à Paris-6.

M. René Lebas,

Les docteurs Michel et Marie-Angèle Royer, Nathalie, Olivier et Karine, Les docteurs Jacques Lebas et Anne Vellay-Lebas, Sarah et Maya, Yves, Catherine, Philippe et Jean-François Lebas, Christine Joly, M^{me} Marie-Louise Crochu et ses enfants,

Les familles Lefebvre, Cahour, Fauchon et Thénard, ont la douleur de faire part du décès de

René LEBAS,

20, rue de l'Amérique, 75015 Paris.

Le président-directeur général d'Asprospat, Henry Martre,

et la direction de l'établissement de Cannes ont le regret de faire part du décès de

M. Louis MARNAY,

ancien directeur de l'établissement de Cannes.

(Né le 6 février 1911 à Bézen, Louis Marnay, ingénieur A.M. et E.M.E. a consacré sa carrière comme ingénieur dans les usines d'aviation Lioré et Olivier à Argenteuil. Adjoint au directeur de la SNCASE-Cessna en 1939, ingénieur en chef à Marignane en 1950, il crée le groupe industriel de Cannes à vocation aéronautique et aéronautique. Directeur technique et directeur de la division système hélicoptères et avions de l'Asprospat. Sa carrière active s'achève avec le rétablissement de la direction de l'Asprospat à vocation mondiale, à Cannes.)

Chevalier de la Légion d'honneur, il était titulaire de la médaille de l'Aéronautique.

On nous prie d'annoncer la mort de

Nomineuse MECHRI, cinéaste,

survenue à Paris le 22 janvier 1985.

Les obsèques ont eu lieu à Hammam-Lif (Tunisie).

Notre abonné, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du Carnet du Monde, nous prie de joindre à leur envoi de texte, une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Mariages

M^{me} Thomas RASMAN, Carole Bouquet et Dimitri RASMAN, Claude et Anne-Marie Berri et leurs enfants, Paul RASMAN, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Pierre RASMAN,

survenue le 28 janvier 1985, dans sa quarante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 5 février 1985, à 13 h 45, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, 17, rue du Petit-Pont, 75003 Paris.

L'inhumation aura lieu à Montfort-l'Amaury.

41, boulevard du Commandant-Chapuis, 92290 Neuilly.

M^{me} Roger Sentez-Monod, Eveline et Jean-Claude Bracomot et leurs filles,

Norbert Sentez et ses filles, Adrien Sentez,

Et les familles Sentez, Monod, Rapine, ont la douleur de faire part du décès de

Roger SENTIZ,

rappelé à Dieu le 22 janvier 1985, à Nice, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Le service religieux a été célébré le 25 janvier dans l'intimité familiale.

Le Florida, avenue de Verdun, 06230 Villefranche-sur-Mer.

M^{me} Michel Vermot-Gauchy, M. et M^{me} Robert Vermot-Gauchy et leurs enfants,

M. et M^{me} André Tringot et leurs enfants,

M. et M^{me} Jean Vermot-Gauchy et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel VERMOT-GAUCHY,

le 18 janvier 1985, dans sa quatre-vingt-une année.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de Grand-Combe-Châtelain (25), le 23 janvier 1985.

La famille ne reçoit pas.

— Nous apprenons la mort de notre confrère

Henry VIAUX,

ancien directeur du Livre Poitou, décédé vendredi 1^{er} février à Poitiers, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

(Né en 1900, Henry Viaux collabora comme journaliste à l'Humanité de la Vienne avant d'entrer à la France ; quotidien de Bordeaux dont il devint le directeur départemental à Poitiers. Participa à la Résistance, il passa la direction du Livre Poitou en 1944. Le quotidien Centre-Presse lui succéda en 1957, à plusieurs fois de la région dont le Livre Poitou Henry Viaux devint directeur de l'information du nouveau journal, poste qu'il occupa jusqu'à sa mort en 1983.)

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu du

docteur Isabelle CASANOVA

une messe sera célébrée le 9 février 1985, à 16 heures, en la chapelle du Secours catholique.

106, rue du Bac, 75007 Paris.

Services religieux

— Un service religieux sera célébré à la mémoire de

M. Edmond RENAUD,

président d'honneur de la Fédération nationale des transports routiers (FNTR),

le jeudi 7 février 1985, à 9 heures, en l'église Saint-Ferdinand des Terres, 27, rue d'Armaille, Paris-17.

Avis de messes

— Le samedi 9 février 1985, à 19 heures, une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame du Liban, 17, rue d'Ulm, 75003

L'Atlantique sur deux moteurs seulement

هكذا من الاصل

L'optimisme des milieux d'affaires britanniques

(Suite de la page 23.)

Mais l'opposition travailliste a beau jeu de dramatiser les événements et de déclarer que le cabinet de M^{re} Thatcher a « perdu le contrôle de la situation ». Les relevés successifs des taux d'intérêt ont pour conséquence la renchérissement des crédits hypothécaires si importants en Grande-Bretagne. Les derniers chiffres indiquent qu'il y a cent mille nouveaux chômeurs, deux millions de plus qu'au moment où M^{re} Thatcher est arrivée au pouvoir, en 1979. En outre, le Parti travailliste a mis l'accent sur un fait relatif : le déficit commercial pour l'industrie manufacturière. Il est passé de 2,3 millions de livres en 1983 à près de 4 millions à la fin de 1984. La balance des paiements a été affectée dans une proportion comparable.

La grève des mineurs, qui a entraîné un accroissement considérable des importations de charbon et de pétrole, n'explique pas tout (le Monde du 30 janvier). C'est là que le bât blesse, car il s'agit depuis des années d'un mal endémique auquel le gouvernement prétendait remédier. Depuis un an, le cabinet de M^{re} Thatcher s'est efforcé de la relance des exportations : en volume, + 9,5 % en 1984, sans tenir

compte du pétrole. Mais il faut bien constater que, dans cette donnée, la part des services est de plus en plus importante et que, dans le même temps, les importations (toujours hors pétrole) ont, elles, progressé beaucoup plus fortement (+ 12 %, avec une pointe à 17 % en décembre). Malgré une sensible progression, les exportateurs britanniques continuent de perdre du terrain sur le marché international par rapport à leurs concurrents étrangers.

Cependant, voilà encore un paradoxe. Les industriels, qui pendant de mois s'étaient montrés plutôt réservés, manifestent maintenant un certain optimisme... en pleine crise de la livre. C'est ce que révèle la dernière enquête de la Confédération de l'industrie britannique (CBI), principal organisme patronal qui fournit chaque trimestre des indications toujours très attendues. L'étude a été réalisée auprès de mille cinq cents entreprises durant les deux premières semaines de janvier, c'est-à-dire à un moment où le marché financier avait déjà subi les premiers assauts de la tempête. Or, malgré cela, l'indice de confiance a augmenté quelque peu, alors qu'il déclinait les deux trimestres précédents. Les patrons se veulent notamment optimistes à propos des pers-

pectives d'exportation pour les douze mois à venir. Celles-ci, à leur avis, n'ont jamais été meilleures depuis 1976. L'autre année de grande faiblesse de la livre. Ils prévoient que la production manufacturière va croître d'environ 3,5 % et notent que les investissements devraient augmenter de 10 % au cours du premier trimestre. La plupart des dirigeants d'entreprise estiment que la hausse des taux d'intérêt est temporaire, tout en pensant que, cette fois, le gouvernement ne doit pas commettre l'erreur de les laisser diminuer trop rapidement, comme il l'a fait l'an dernier.

La productivité, qui est l'une des préoccupations majeures du gouvernement de M^{re} Thatcher, à cause du retard accumulé dans ce domaine, s'améliore. La production manufacturière par employé a progressé de 3,5 % durant les trois derniers mois, et cette tendance devrait se maintenir.

Les dirigeants de la CBI se livrent, à terme, à une critique assez proche de celle de certains membres de l'opposition et des conservateurs modérés) dont les rangs paraissent actuellement se renforcer. Une quasi-unanimité se dessine pour dénoncer quelques-unes des « impasses » de la politique économique du cabinet de M^{re} Thatcher.

Comme d'autres organismes, le CBI a, par exemple, plus d'une fois rappelé récemment que la vétusté ou l'inadaptation des équipements d'infrastructure risquent rapidement de devenir un obstacle insurmontable au redressement économique. A ce sujet, on mentionne les différents secteurs de la construction, les réseaux routiers et ferroviaires, les égouts, etc. Là encore, on estime que la volonté gouvernementale de réduire les dépenses publiques doit avoir des limites, sous peine d'hypothéquer gravement l'avenir.

Même à la CBI, on reprend l'argument des travaillistes - auquel fait écho, chez les conservateurs, M. Edward Heath, ancien premier ministre - selon lequel un effort en matière d'équipement aurait, entre autres, l'avantage de créer de nouveaux emplois et de résorber quelque peu le chômage que le gouvernement donne trop souvent l'impression d'ignorer, bien qu'il s'en défende.

Ces objections se multiplient, si bien que, au sein de la majorité, une partie de ceux qui, en 1979, applaudissaient quand M^{re} Thatcher promettait de diminuer l'impôt, ont accueilli en novembre sans enthousiasme, l'intention exprimée par le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, de respecter enfin cet engagement pour l'exercice 1985-1986.

Ainsi se développe une critique qui peut s'appliquer à l'ensemble de la politique économique gouvernementale : le cabinet de M^{re} Thatcher est en mesure de présenter à plus d'un titre des résultats satisfaisants pour le présent et le proche avenir, mais les perspectives à long terme sont inquiétantes. Jusque chez les députés conservateurs, on commence à reconnaître que la « saine gestion » tant prônée par M^{re} Thatcher, ne doit pas se résumer à la présentation d'un budget tant soit peu équilibré par le produit de la vente des entreprises nationalisées et par les royalties de l'exploitation pétrolière en mer du Nord, deux solutions tout à fait provisoires, car le nombre des compagnies « privatisées » est restreint et les revenus pétroliers devraient commencer à baisser dès 1986 ou 1987.

FRANÇOIS CORNU.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Dans le cadre de sa collection « ANALYSES DE SECTEURS » le groupe DAUSA KOMPASS vient de publier une étude sur :

LES INDUSTRIES CÉRAMIQUES DANS LE MONDE

La diversité des produits élaborés et la spécialisation internationale de la production sont les deux caractéristiques de l'industrie céramique :

- La RFA et le Japon pour les réfractaires ;
- L'Italie pour les carreaux et les sanitaires ;
- Le Royaume-Uni et, de nouveau, le Japon pour la céramique domestique.

Cette activité génère ainsi d'importants courants d'échanges dans lesquels se trouvent, parmi les principaux pays industrialisés, la France et les États-Unis présentent des soldes globalement négatifs.

On constate, pour l'ensemble des sociétés productrices en 1984, l'adoption ou la poursuite de stratégies d'adaptation aux nouvelles orientations du marché, après deux exercices difficiles (1982 et 1983) :

- Elaboration des produits réfractaires de haute technicité destinés surtout à la sidérurgie ;
- Développement du « bas de gamme » vers lequel s'oriente la demande dans les produits pour le bâtiment et donc modernisation des unités de production pour rivaliser avec les producteurs italiens notamment.

Parallèlement aux changements constatés dans l'industrie traditionnelle, une nouvelle industrie est née ces dernières années, dérivée de la recherche spatiale aux États-Unis et des progrès de l'industrie électronique au Japon : celle des céramiques dites « fines ». Dans les années 90, ces céramiques vont s'imposer pour de nombreux produits, en remplacement du métal principalement, dans des domaines variés allant de l'électronique (composants) à l'automobile (moteurs) en passant par les bio-matériaux (prothèses) et le stockage des déchets radio actifs.

L'Europe accuse un retard important sur le Japon (60 % du marché mondial des céramiques fines) et les USA. On doit s'attendre à un développement de cette activité autour de trois groupes d'industries :

- Les fabricants de matériaux de base, chimistes essentiellement, qui fournissent les poudres nécessaires à leur production ;
- Les céramistes qui peuvent maîtriser les nouvelles technologies ;
- Les utilisateurs : essentiellement les entreprises d'électronique (40 à 50 % des débouchés) et les constructeurs d'automobiles pour lesquels la maîtrise de la technologie du moteur céramique sera, au cours des prochaines années, déterminante dans la concurrence mondiale.

La présentation des performances financières d'une trentaine d'entreprises, parmi les plus importantes au niveau mondial, au travers de quelques ratios (marge industrielle, capacité d'autofinancement, endettement, rentabilité), permet d'apprécier :

- La bonne tenue des entreprises qui ont su s'adapter à l'évolution de leur marché (SEPR, Deiwewerke, Toshiba dans les réfractaires ; Porcher, CISA, Marazzi dans la céramique pour le bâtiment) ;
- Et le leadership de l'industrie japonaise (avec Kyocera) dans les céramiques fines.

Le prix de cette étude est de 8 500 F HT - 9 095 F TTC.

Cette étude est disponible à DAUSA.

7, rue Bergère, 75009 PARIS. Téléphone : 233-21-23.

PARLER = CONVAINCRE

COURS HUBERT LE FÉAL

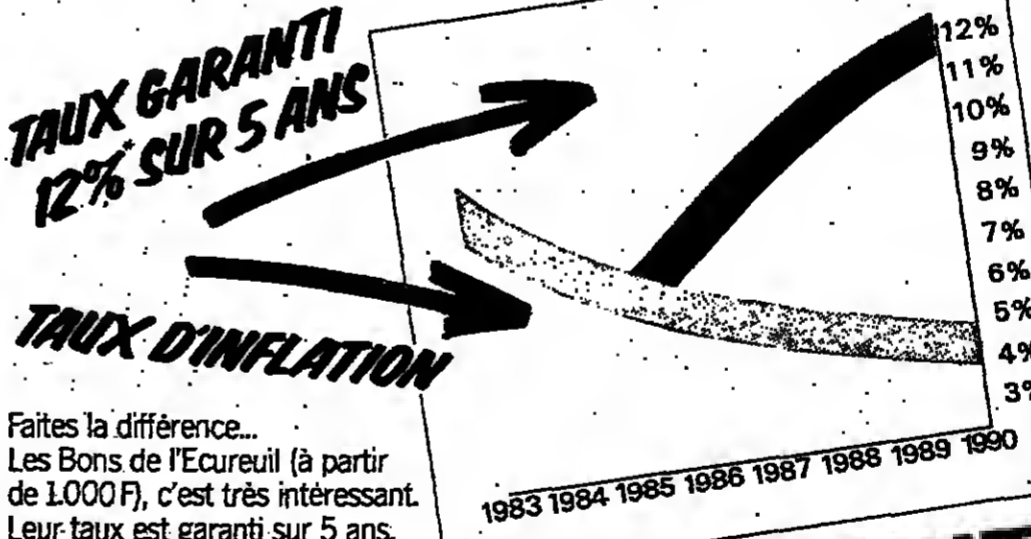
EXPRESSION ORALE

MAÎTRISE DE SOI - COMMUNICATION

documentation sans engagement ☎ 387 25 00

NOTRE CONSEIL

SOUSCRIVEZ AUX BONS DE L'ECUREUIL



Faites la différence... Les Bons de l'Ecureuil (à partir de 1.000 F), c'est très intéressant. Leur taux est garanti sur 5 ans. * Taux annuel actuariel brut sur 5 ans.

TRES INTERESSANT

Caisse d'Epargne Ecureuil

LES PÔLES DE CONVERSION ONT UN AN

« Quel labyrinthe ! »

nous déclare M. Battist, député PS du bassin de la Sambre

Député PS (et rocardien) de la vingt-deuxième circonscription du Nord, dans le bassin de la Sambre très affecté par la crise de la sidérurgie et de l'électromécanique, M. Umberto Battist donne son point de vue, dans l'interview ci-dessous, sur les pôles de conversion un an après.

« Vous êtes le représentant d'une des quinze zones industrielles de l'industrie française... Je ne parlerai que de ce que je vois, moi, dans le bassin de la Sambre. Dans ce bassin, qui compte 140.000 habitants, 3.000 emplois ont disparu en 1983, plus de 2.500 en 1984, et on attend 2.000 nouvelles suppressions d'emplois pour le premier semestre 1985. Le taux de chômage s'approche inéluctablement des 20 % dans une zone où, pourtant, une part significative de la population active (plus de 10 %) a émigré depuis 1975.

« Le pôle de conversion, ça a d'abord été une longue attente. Alors que « l'effet d'annonce » des mesures gouvernementales avait suscité un réel intérêt et un frémissement d'espoir parmi tous les partenaires locaux, il a fallu attendre le mois de septembre (huit mois !) pour que soient annoncées, sur le terrain, les premières mesures retenues. Et pour le député qui y avait cru, quelle course d'obstacles, quel labyrinthe pour essayer de savoir ce qui se prépare ou pour tenter d'influer sur certaines décisions qu'il souhaite voir prendre !

« Certes, le principe est simple : c'est le préfet qui est responsable de l'ensemble du dispositif. Mais quelle souplesse, quelle rapidité, quelle clarté dans la prise de décision ! Car il y a le sous-préfet et le préfet adjoint qui a été mis en place pour l'aider et qui travaille en liaison avec l'équipe de la préfecture (il y a, en effet, trois pôles de conversion dans le département du Nord). La préfecture se concerte avec la DATAR, qui, ne disposant pas de fonds propres, doit en référer aux divers ministères concernés. Etant entendu que c'est, en dernier ressort, aux services du premier ministre qu'il appartient de trancher. Et ce n'est pas le rattachement de la DATAR au nouveau ministère de Gaston Defferre qui a simplifié le parcours. Comment

s'y retrouver ? Et quel décalage dramatique entre la vitesse à laquelle se dégrade la situation locale et l'absence de dynamisme d'un tel dispositif !

« Vous êtes vraiment très critiques...

« Il y a, je crois, erreur sur la méthode. S'agissant de faire jouer la solidarité nationale en faveur de certains secteurs géographiques en très grande difficulté, il est compréhensible qu'on ait voulu confier la responsabilité de sa mise en œuvre à un représentant de l'Etat. J'ajoute également que le gouvernement avait de bonnes raisons d'avoir quelques doutes sur la manière dont ses initiatives auraient été relayées par les conseils généraux ou régionaux d'opposition s'il leur avait délégué une telle responsabilité. Il n'en reste pas moins que la méthode retenue présente deux inconvénients majeurs.

Les initiatives locales découragées

« Le premier résultat des moyens médiocres dont dispose l'Etat pour mener et rendre crédible une politique volontariste de redynamisme de ces zones dans une situation économique qui ne lui permet pas, comme dans le passé, de réaliser de spectaculaires implantations d'activités nouvelles. D'autre part, les budgets austères que nous connaissons ne permettent pas non plus de donner une quelconque ampleur aux actions d'accompagnement prévues.

« Le second défaut - et il est, selon moi, le plus grave - c'est qu'en optant pour une démarche statique, on se prive de l'apport essentiel que doit constituer la mobilisation des intervenants locaux. Ils sont laissés en marge du processus engagé et ceux qui ont tenté de s'y impliquer avec conviction en ont été, le plus souvent, découragés.

« Or c'est pourtant là que réside l'enjeu essentiel : pouvoir s'appuyer d'abord sur la prise de conscience, sur la volonté et sur la mobilisation des populations concernées. C'est toujours vrai : et ça l'est plus encore quand les moyens financiers dont dispose l'Etat sont limités. Si l'appareil de l'Etat était capable d'une telle animation, ça se saurait...

« Malgré tout cela, il y a tout de même des points positifs ?

« C'est vrai. Si les tranches 3 et 4 du Fonds spécial des grands travaux n'ont en que des retombées très médiocres dans le bassin de la Sambre, les effets sont plus intéressants en ce qui concerne les activités industrielles et la formation. C'est tout d'abord une attention plus grande portée par l'Administration à l'ensemble des difficultés que peuvent connaître les entreprises et un soin plus grand apporté à sauver de qui peut l'être ou à aider à se réaliser certains projets difficiles. C'est la mise à la disposition de la société de conversion SOGINOR d'un fonds de 35 millions de francs lui permettant d'aider à la création d'entreprises dans le Bassin de la Sambre. C'est l'ensemble du dispositif fiscal et financier qui suscite un intérêt certain de la part d'investisseurs éventuels.

« Les responsables locaux prennent conscience de l'absolue nécessité de modifier leurs comportements traditionnels. Voilà des chefs d'établissements de formation professionnelle, qu'ils soient du secteur public ou privé ou de l'AFPA, qui se rendent visite les uns les autres, qui ébauchent des projets de collaboration et tentent d'élaborer des projets de développement de chacun de leurs établissements qui prennent mieux en compte la nécessité de cohérence de l'ensemble. Voilà les syndicats et les parents d'élèves du lycée technique qui lancent une campagne de sensibilisation sur le gâchis que constitue l'enseignement des élèves dans les classes de seconde ordinaire, alors que les classes de seconde technique sont désertées.

« L'ensemble des collectivités locales - conseils généraux et régionaux à direction socialiste et syndical intercommunal à direction communiste - s'associe à la chambre de commerce, à l'Union patronale, à la SDR et aux trois banques régionales pour créer une société d'économie mixte pour le développement du bassin de la Sambre. Des grandes entreprises locales acceptent de contribuer au coût de fonctionnement de cette société. Tout cela, je m'en réjouis.

FRANÇOIS GROSCHARD.

DU 25 JANVIER AU 13 FEVRIER

La Femme Beauté

Des exemples :

BAIN moussant 1000 ml	12 F	SAVON à l'huile de vison	26 F	EAU de COLOGNE «fleurs»	29 F
CREME pour les mains 110 g	28 F	3x200 g	26 F	70% vol. 800 ml	29 F
		6x100 g	26 F	DISSOLVANT 195 ml	10 F

LES GANTS

GANT crochet coton agneau 145 F

GANT chevreau glacé 225 F

Aux Trois Quartiers

17, Bd de la Madeleine PARIS

10, est toujours sur le n'est donc pas étonnant...
 de l'aéronautique se tient...
 ALAIN FAUJAS.
 1 avantage
 l'ère de France à l'occa-
 ALAIN RAIMBAULT.
 INCONVÉNIENTS
 OMNIQUES
 en 1985 ?
 Economiques (OFCE)

LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

Une croissance presque régulière

Aggravation du chômage en Europe sauf en RFA

(Après correction des variations saisonnières)	Production industrielle Déc. 84 (1)	Prix à la consommation Déc. 84 (2) (3)	Chômage Déc. 84 (en millions)	Taux de chômage harmonisés en % nov. 84
ÉTATS-UNIS	164,2	316,5	8,19	- 7 %
Tendance récente (%)	0,9	+ 3,7	+ 2,5	
Taux de croissance sur un an (%)	6,4	+ 4,3	- 10,9	
JAPON	120,5	113,2	1,618 *	2,7 %
Tendance récente (%)	+ 12	+ 3,5	- 1,8	
Taux de croissance sur un an (%)	+ 9,2	+ 2,6	+ 2,5	
R.F.A.	101,8 (4)	119,6	2,230	8 %
Tendance récente (%)	21,6	+ 4,1	- 9,1	
Taux de croissance sur un an (%)	+ 3,8	+ 2	+ 0,7	
ROYAUME-UNI	102,6 *	328,5	3,107	13,4 %
Tendance récente (%)	+ 10,1	+ 5,1	+ 3,6	
Taux de croissance sur un an (%)	- 0,7	+ 4,6	+ 5,5	
FRANCE	132,0	153,1	2,401	9,2 %
Tendance récente (%)	- 5,8	+ 5,9	+ 5	
Taux de croissance sur un an (%)	0	+ 6,7	+ 13,3	

Sources nationales : OCDE et GSI-ECO

(1) Base 100 en 1967 pour les États-Unis, 1970 pour la France, 1980 pour la R.F.A., le Japon et le Royaume-Uni.

(2) Base 100 en 1967 pour les États-Unis, 1974 pour le Royaume-Uni, 1976 pour la R.F.A. et 1980 pour le Japon et la France.

(3) Données non corrigées des variations saisonnières pour la France et le Royaume-Uni.

(4) La tendance récente correspond au taux de croissance annualisé de la moyenne des trois derniers mois par rapport aux 3 mois antérieurs.

(5) Novembre 84.

La consommation à la traîne

En volume, base 1975 = 100 (après correction des variations saisonnières)	PIB ou PNB	Investissement	Consommation des ménages
ÉTATS-UNIS*			
3 ^e trimestre 1984	133,6	166,9	136,8
Tendance récente	(+ 1,6)	(+ 9,3)	(+ 0,6)
Taux de croissance sur un an	+ 6,1	+ 17,3	+ 5,0
JAPON			
3 ^e trimestre 1984	151,5	146,1	135,1
Tendance récente	(+ 3,0)	(+ 8,9)	(+ 3,0)
Taux de croissance sur un an	+ 5,4	+ 8,8	2,8
R.F.A.			
4 ^e trimestre 1984	124,4	125,1	116,4
Tendance récente	(+ 7,5)	(+ 17,0)	(+ 0,4)
Taux de croissance sur un an	+ 3,2	+ 1,5	+ 1,1
ROYAUME-UNI			
3 ^e trimestre 1984	113,7	105,2	117,4
Tendance récente	(- 1,4)	(- 8,8)	(- 1,5)
Taux de croissance sur un an	+ 0,3	+ 5,5	+ 0,6
FRANCE			
3 ^e trimestre 1984	124,0	105,5	128,2
Tendance récente	(+ 3,2)	(- 6,4)	(- 0,7)
Taux de croissance sur un an	+ 2,3	- 2,7	+ 0,5

* Pour le 4^e trimestre 1984, le taux de croissance annualisé du PNB des États-Unis est estimé à + 3,9 %.

Les données reproduites ont été extraites des sources nationales puis mises sous forme d'indices (1975 = 100).

Le taux de croissance sur un an représente l'évolution entre le dernier trimestre connu et le trimestre correspondant de l'année antérieure.

L'investissement correspond à l'investissement des entreprises pour les États-Unis, le Japon et la France, à l'investissement total (y compris celui de l'État) pour la R.F.A. et le Royaume-Uni.

C'EST une croissance moins mouvementée qui s'est installée ces derniers mois, et les raisons de se réjouir sont nombreuses au regard de ces dernières années. Les purges administratives aux PVD (pays en voie de développement) les plus lourdement endettés et le réajustement de leurs dettes ont porté, au moins provisoirement, leurs fruits. Les améliorations très nettes en 1983, puis de nouveau en 1984, de leurs balances de paiements courants ont été rendues possibles par la forte demande américaine associée à des réductions, parfois draconiennes, des importations. Le résultat est là : l'activité a le plus souvent progressé en 1984, et la crainte d'une dislocation du système financier international s'est éloignée. L'autre grande inquiétude des Européens, c'était l'économie américaine.

Et il a aussi l'année commence bien : les derniers résultats indiquent à la fois une nette décroissance des taux d'intérêt (3 points de moins pour les « fonds fédéraux » - argent au jour le jour - en cinq mois), une crois-

170 milliards de francs, les investissements ont repris en fin d'année et devraient continuer à progresser. Les augmentations de salaires prévisibles pour 1985 laissent espérer des gains de pouvoir d'achat de 1 à 2 %.

La reprise de la consommation devrait ainsi relayer le ralentissement attendu de la croissance des exportations.

Bref, tout va bien ou presque. Reste l'emploi. Le taux de chômage s'est stabilisé et l'emploi a arrêté de baisser. Bien malgré résultat, alors que la reprise mondiale est particulièrement favorable à l'économie allemande (chimie, machines, matériels électriques...).

On a le plus souvent tendance à présenter les 6,5 millions d'emplois créés aux États-Unis entre la fin 1982 et la fin 1984 comme un phénomène exceptionnel.

C'est plutôt l'incapacité des économies européennes à créer des emplois qui est frappante, si l'on examine les tendances de long terme : entre 1974 et 1984, on

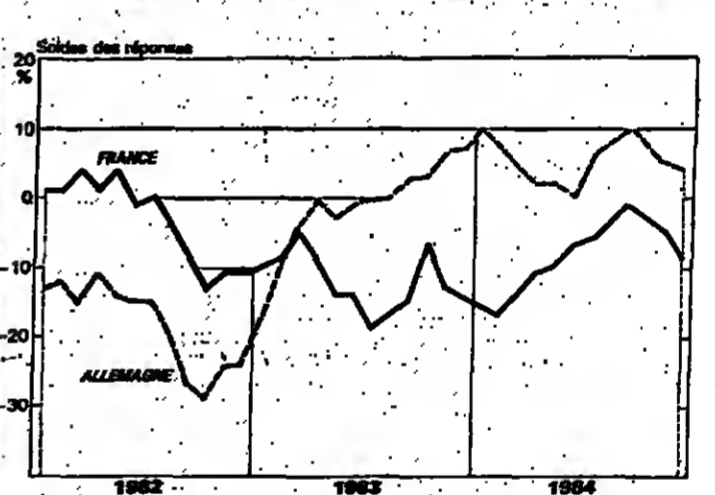
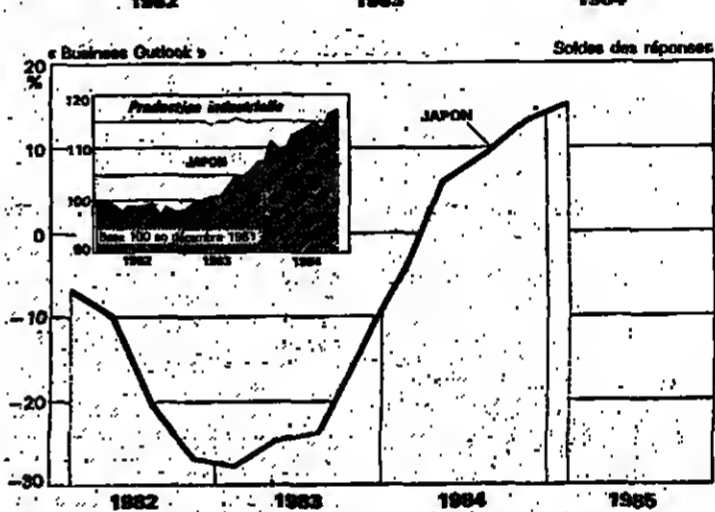
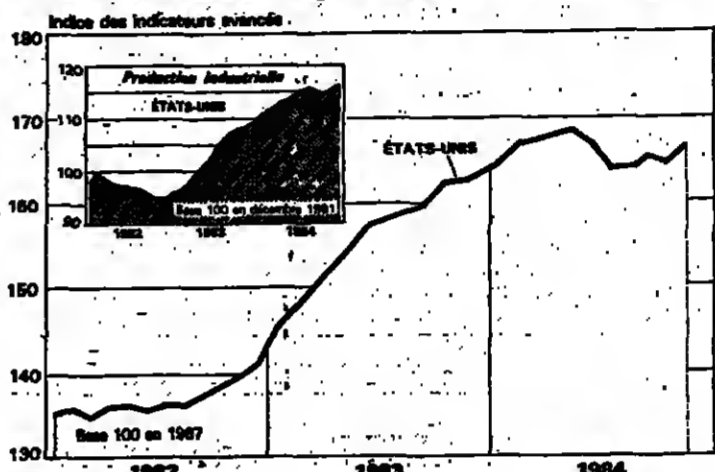
CEE. Une analyse de l'emploi pendant cette période a fait l'objet d'une étude de deux économistes du département du travail américain (1). Elle montre que les emplois nouveaux s'inscrivent aux États-Unis dans la tendance de long terme des créations d'emplois tertiaires, tandis que dans l'industrie des emplois ont été créés alors que d'autres disparaissaient. On constate que les pertes, comme du reste les créations d'emplois se sont aussi bien produites dans les secteurs à bas salaires que dans des secteurs où les rémunérations sont plus élevées.

que la moyenne. Plus globalement, on peut dire que la structure des salaires ne s'est pas modifiée en dix ans aux États-Unis.

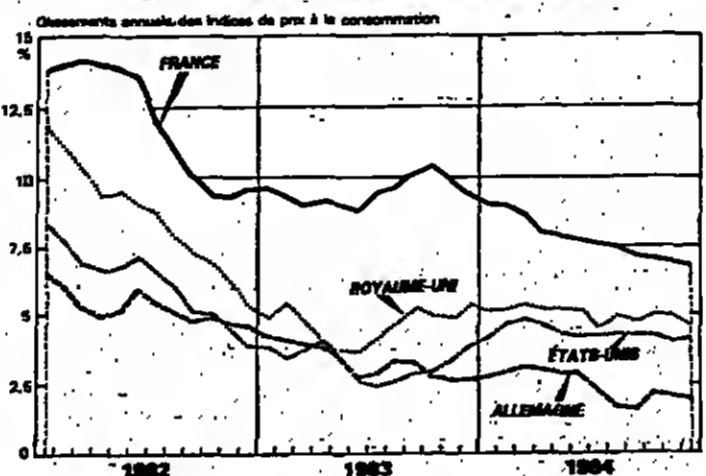
On parle souvent des disparités d'emploi dans l'industrie : ne devrait-on pas s'intéresser aussi au ralentissement des créations d'emplois tertiaires en Europe?

(1) W. Bednarzik et J.E. Sebelius : *Job Creation and Losses in the US, 1973-1974 : Low or High Wage Industries?* présenté à la réunion du comité des affaires sociales de l'OCDE (12-14 décembre 1984).

Tendances futures de la production : États-Unis et Japon restent en flèche



Prix : l'éventail se resserre

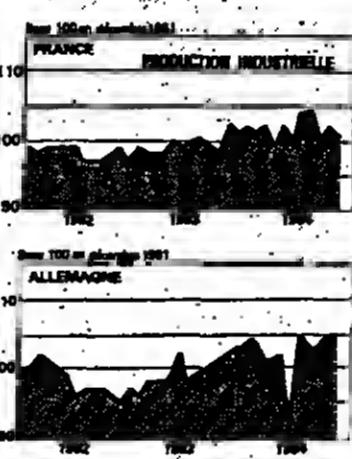


sance soutenue (3,9 % en rythme annualisé pour le dernier trimestre 1984), une inflation bien contenue (+ 0,2 % pour les prix à la consommation en décembre). Le département du commerce américain prévoit une nouvelle augmentation des investissements de 8,4 % en 1985 après le niveau élevé de 1984 ; les revenus des ménages augmentent à un rythme exceptionnel (0,5 % en décembre 1984) ; la Monnaie Garantie Trust n'hésite pas à analyser le chômage européen comme une rupture majeure dans l'économie mondiale, au même titre que le problème de la dette des PVD ou les déficits budgétaires et commerciaux américains.

Si l'on examine maintenant la situation économique des principaux pays européens, il n'y a pas à dire, tout va pas si mal. La plupart des objectifs qui s'étaient assignés les Européens au début de la décennie sont atteints ou en voie de l'être : un ralentissement de l'inflation, réduction des déficits commerciaux et publics, amélioration de la situation financière des entreprises, reprise de l'investissement... Oui, mais il y a les treize millions de chômeurs que la Communauté européenne comptait fin 1984, soit près de 6 % de plus qu'un an auparavant. Et ce malgré une croissance moyenne supérieure à 2 %. Le Morgan Guaranty Trust n'hésite pas à analyser le chômage européen comme une rupture majeure dans l'économie mondiale, au même titre que le problème de la dette des PVD ou les déficits budgétaires et commerciaux américains.

Preboms d'ailleurs l'exemple de l'Allemagne : entre fin 83 et fin 84, la croissance y a été de 3,2 %, les prix à la consommation n'ont crû que de 2 %, le déficit public a diminué, le balance commerciale a dégagé un excédent record de

compte plus de 20 millions d'emplois nouveaux aux États-Unis et 8 millions au Japon. Pendant ce temps, les quatre grands pays de la CEE n'ont pas créé d'emplois (un million de plus en Italie et des pertes du même ordre entre le Royaume-Uni et l'Allemagne). Parallèlement, la croissance économique était du même ordre (2 %) aux États-Unis et dans les quatre grands pays de la



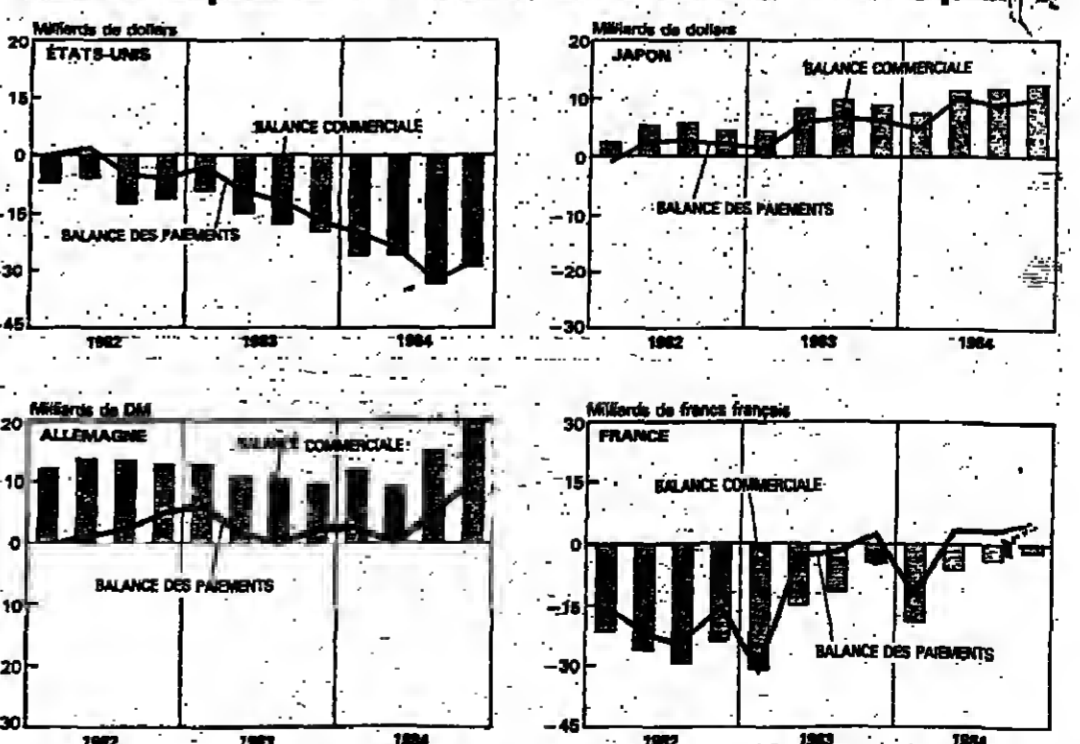
(Sources : OCDE - EUROSTAT (CEE) - NIKKO Research Center.)

Pour les États-Unis, cette série représente un indicateur avancé de la production industrielle (Leading Indicators Index) : cet indicateur est une synthèse des différentes séries chronologiques qui se sont révélées être des indicateurs significatifs de l'évolution économique à venir (enquêtes de conjoncture, commandes et stocks...).

Pour le Japon, la courbe retrace les perspectives à court terme de l'économie (Business Outlook) telles qu'elles ressortent des enquêtes auprès des industriels.

Pour la France et la R.F.A., elles résultent d'enquêtes de conjoncture communautaires auprès des industriels.

Balance des paiements courants : la France a retrouvé l'équilibre



(Sources : Bundesbank pour la R.F.A., OCDE pour les autres pays, estimations GSI-ECO pour le quatrième trimestre 1984 au Japon, en R.F.A. et en France.)

Dunod

ATOUTS CADRES

COMMENT réussir votre carrière de cadre

60F

FORMATS QUELS MEMBRES

80F

des ouvrages pour piloter votre carrière

Cette page a été rédigée par GSI-ECO en association avec le Monde.

TRANSIT INTERNATIONAL

AUTOMOBILES - BAGAGES

U.S.A. - CANADA - ALGÉRIE - TUNISIE - MAROC - AFRIQUE - DOM-TOM - MOYEN ORIENT etc.

TOUTES DESTINATIONS

CARSHIP SARL - (1)500-03-04 - 20, rue La-Sueur - 75116 Paris

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE ÉDITION INTERNATIONALE

spécialement destinée à nos lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaires spécimens sur demande

مكتبة المجلد

1500

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 5 février 1985 - Page 27

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,82

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,78
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

SDP... premier producteur français de rubans adhésifs connus sous la marque

tesa

Nous recherchons pour notre "Division Industrie" la

Directeur du Département

Ventes - Marketing - Gestion

Filiale française (effectif : 500 personnes) d'un important Groupe Industriel Allemand, nous avons atteint des objectifs ambitieux et pris d'importantes parts de marché, grâce à l'attitude volontariste de notre équipe. Notre progression est constante.

Nous fabriquons et commercialisons des produits destinés, pour la Division Industrie, à une clientèle d'utilisateurs et de distributeurs industriels.

Directement rattaché au Directeur Général, et responsable du développement du CA et du profit, vous assurerez l'ensemble des fonctions à exercer pour diriger avec talent ce département : ventes, marketing, contrôle budgétaire, animation d'une équipe solide et bien structurée (50 personnes).

Agé d'environ 40 ans, vous connaissez bien la langue allemande, êtes diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieur, vous avez réussi dans la vente et le marketing de produits industriels, ainsi que dans l'animation d'un département commercial.

Siège de la Société : Région Parisienne (92).

CORT

Merci d'adresser CV avec photo et prétentions sous la référence 3057 M à Danielle Jalbert.

65, avenue Kléber 75116 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC



Nous sommes un SSI spécialisé dans le secteur financier : Banques, Bourse, Compagnies d'Assurances. Notre activité couvre le conseil, la conception, la réalisation et la mise en place de systèmes informatiques; la délégation de personnel ne fait pas partie de nos prestations. La qualité de nos interventions nous a permis d'acquiescer, en 3 ans d'existence, une solide image de marque.

Nous créons un nouveau poste de

DIRECTEUR DE PROJETS

Rattaché à un Directeur de Département :

- Il assurera des missions de conseils, la conception de projets, la mise en place et l'encadrement d'équipes de développement.
- Il gèrera et développera nos missions chez ses clients.
- Il participera à l'animation du Département à l'évaluation, à la formation et au recrutement du personnel.

Pour réussir dans ce poste, un diplôme d'une Grande Ecole ou Universitaire et une expérience informatique d'au moins 7 à 8 ans sont nécessaires. Pourtant, si votre expérience est plus courte, nous pouvons également vous proposer d'intégrer nos équipes comme Responsable de Groupe ou Chef de Projet. Nous offrons une excellente opportunité de développement à un informaticien à fort potentiel, soucieux de prendre rapidement des responsabilités dans le domaine de l'informatique bancaire.

Merci de prendre contact avec nous en nous adressant sous la référence 132 AF, lettre manuscrite, CV, photo en indiquant la rémunération souhaitée - GRANNI - 2 rue des Petits Pères - 75002 PARIS

L'AVENTURE COMMENCE A L'OUEST DE LA FRANCE

DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Il sera responsable de la mise en œuvre de la stratégie de communication.

PROFIL RECHERCHÉ : Titulaire d'un diplôme de la fin du 2^e cycle de l'enseignement supérieur et ayant une expérience professionnelle significative auprès d'une collectivité locale ou territoriale ou un organisme public ou para-public.

- Connaissance des problèmes d'information locale et de son environnement administratif, politique, économique et social.

- Esprit d'équipe, sens des responsabilités avec la capacité à concevoir et à réaliser des actions d'information avec une équipe à créer et des collaborateurs extérieurs.

STATUT DE CONTRACTUEL : Merci d'envoyer, dès aujourd'hui, votre Curriculum Vitae, une lettre manuscrite avec vos prétentions et une photo à MEDIA-SYSTEM (toute discrétion assurée) sous réf. 7571 mentionnée sur l'enveloppe. 104, rue Réaumur, 75001 Paris Cedex 02.

Un directeur financier ambitieux

350 000 +

Il s'agit d'un « poste clé » au sein d'une holding (6 agences de publicité) réalisant 600 MF de C.A./an et rattachée à l'un des premiers groupes publicitaires mondiaux.

- Le candidat choisi assurera, en direct, la direction financière de la principale unité et sera, au niveau de la holding, à la fois l'interlocuteur du groupe (reporting) et le partenaire de la direction générale pour le suivi des autres unités et les grandes décisions stratégiques de la holding (acquisitions, etc.).

- Nous le souhaitons extrêmement professionnel, bilingue français/anglais et entraîné au reporting, avec une formation

de base supérieure (HEC, ESSEC, éventuellement + MBA ou IAE). Une courte expérience d'audit et une évolution rapide dans la fonction financière lui ont permis d'être aujourd'hui le directeur financier d'une entreprise moyenne ou d'une unité dans un groupe national ou international.

Pour s'adapter à notre culture et aux exigences du poste, il sera jeune, dynamique, rigoureux mais souple, capable de s'intégrer à une équipe de direction performante et ambitieuse.

Merci d'envoyer votre dossier (C.V., photo, salaire actuel) à notre Conseil

Sonia Lipzyg

HAY Manager

13 rue Alphonse de Neuville 75017 PARIS

UN DES PREMIERS CONSTRUCTEURS D'INFORMATIQUE DE DIMENSION INTERNATIONALE

UN DIRECTEUR MARKETING ET SERVICES

Rattaché au Directeur de l'unité, sa mission à la fois fonctionnelle et opérationnelle dans le domaine du support technico-commercial et du marketing est double :

- Sa connaissance du marché, sa capacité à anticiper son évolution, lui permettent d'être une force de proposition auprès de la Direction qu'il conseille dans le choix de stratégies marketing et auprès des Responsables technico-commerciaux qu'il dirige (analyse critique des retours, positionnement concurrentiel, orientations et conseils sur les autres clients, qualification des hommes).

- Il dirige une équipe d'ingénieurs de haut niveau intervenant sur des projets pilotes ou de grande envergure dans des domaines de pointe (réseaux, intelligence artificielle, bureautique). Il est responsable d'une équipe de promoteurs produit.

Ce poste implique de nombreux contacts au sein de l'unité mais également une action de coordination au sein du groupe.

- De formation supérieure, c'est un professionnel de l'informatique. Son expérience de généraliste d'au moins dix ans, ajoutée à une compétence technique de haut niveau dans l'un des domaines suivants : réseaux, bureautique, intelligence artificielle - seront le gage de sa créativité. Rémunération élevée.

Merci d'adresser sous réf. AM 22 : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre conseil :

STANDARDATA - 128, Bd Hausmann - 75008 Paris.

STANDARDATA

le Groupe de la Lyonnaise des Eaux (C.A. consolidé 13 Milliards de francs), recherche pour sa DIRECTION FINANCIERE

Cadre financier

Le candidat possèdera une formation supérieure, de préférence complétée par un D.E.C.S. ou l'équivalent.

Il aura déjà acquis une solide expérience de la comptabilité et de la gestion d'entreprise (3 à 5 ans). L'anglais courant est indispensable.

Au sein d'une équipe de contrôleurs financiers, son rôle sera :

- d'assurer le contrôle financier permanent d'un groupe de filiales,
- d'assister ces sociétés au niveau de l'organisation comptable, de l'arrêté des bilans, de l'établissement des plans et des budgets,
- d'effectuer des études économiques et financières, en vue d'acquisition ou de rapprochement de sociétés.

Ce poste est à pourvoir à Paris. Ultérieurement, le candidat pourra être affecté à des postes en province ou à l'étranger.

La rémunération sera fonction de l'intérêt de la candidature présentée et, en particulier, de la variété et de la solidité de l'expérience.

Ecrire avec C.V. et prétentions à : LYONNAISE DES EAUX - Direction du Personnel et des Ressources Humaines 152, rue de Lisbonne 75008 Paris



Lyonnaise des Eaux

Notre projet: gagner avec vous en Savoie.

■ Nous sommes l'une des premières sociétés françaises de services et d'ingénierie en informatique. Pour prendre la responsabilité de notre centre de traitement d'Annecy (50 personnes, 20 Millions de CA), nous recherchons un

DIRECTEUR

■ Diplômé d'une grande école scientifique ou commerciale, vous avez plus de 8 ans d'expérience professionnelle incluant une sérieuse connaissance de l'informatique.

■ Votre tempérament de gogneur, la preuve de vos réussites antérieures feront de vous le responsable d'un important centre de profit.

■ A ce titre, vous dirigerez une équipe, développerez les ventes et gèrerez la croissance avec efficacité.

■ Votre rémunération annuelle pourra dépasser 300.000 F.

■ Si vous êtes motivé par notre projet, merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous réf. 7580, à SOPRA DRH, 90 rue de Flandres 75019 Paris.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Agro-alimentaire : De la plante à l'ingrédient

C'est pour cette transformation que nous développons un outil industriel spécifique utilisant des méthodes de déshydratation et de surgélation et vous proposons de devenir notre

Directeur technique

Société à taille humaine (250 personnes, 83 MF de C.A.), en forte progression, leader sur ses marchés, exportant 40 % de sa production et disposant d'un budget de 22 MF d'investissements, nous souhaitons accueillir un jeune ingénieur d'au moins 30 ans (ENSA, ENSIA, AM, ICAM...), possédant une expérience investissements - travaux neufs - entretien, acquise dans l'agro-alimentaire : laitier, conserverie, plats cuisinés..., à qui nous confierons la direction technique de notre entreprise. Appelé à diriger 50 personnes, il devra être un bon animateur, jouir d'une bonne culture technique et souhaitera s'investir pleinement... aux environs de FONTAINEBLEAU (logement assuré).

René DAGIRAL, votre Conseiller, vous remercie de prendre contact avec lui faisant parvenir, sous la réf. C/DIT/LM, votre résumé de carrière.

ARCOREM 285



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

CHEF DU SERVICE QUALITE INDUSTRIELLE

Grande banlieue Ouest de Paris

Une société française (1000 personnes) spécialisée dans la fabrication d'équipements et systèmes haute technologie destinés à des industries de pointe (aérospatial, spatial, ...). Recherche UN CHEF DU SERVICE QUALITE INDUSTRIELLE pour l'un de ses Etablissements employant plusieurs centaines de personnes. Sous l'autorité du Directeur d'Etablissement et en relation fonctionnelle avec le Directeur Qualité de la Société, il sera le garant vis-à-vis des clients et des services officiels de la conformité des produits fabriqués à leur définition. Il sera responsable de l'application de l'assurance qualité des produits en l'associant aux Services Etudes, Achats, Méthodes Industrielles et Fabrication, afin de préserver, tout au long du processus industriel, le niveau de qualité requis par l'expression des besoins clients. Il mettra en application la politique Qualité Centrale et en fixera les moyens et procédures d'accomplissement. Avec ses collaborateurs, il aura en charge de promouvoir l'esprit de qualité totale en généralisant la démarche qualité à l'ensemble de l'établissement industriel. Il dirigera et animera les activités de plusieurs équipes de personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation Ingénieur A & M, possédant plusieurs années d'expérience industrielle acquise soit dans une fonction semblable soit en méthode industrielle ou bien encore en production au sein d'une entreprise dont les fabrications exigent une extrême précision. Ecrire sous référence 744/M à :

GRH conseils

3, avenue de Sigur 75007 PARIS. Discretion assurée.

ARCOREM 285



Het Nederlands Zuivelbureau

Da Stichting Het Nederlands Zuivelbureau is belast met de collectieve reclame, promotie en voorlichting ten behoeve van Nederlandse melk en zuivelprodukten in binnen- en buitenland. Het bureau, waarvan het hoofdkantoor in Rijswijk is gevestigd, beschikt voor de uitvoering van deze werkzaamheden over vestigingen in een aantal lidstaten van de Europese Gemeenschap.

Als gevolg van het overlijden van de directeur van het kantoor te Parijs is de functie vacant van

vestigingsdirecteur Frankrijk

Aan gegadigden voor deze functie, waarin leiding dient te worden gegeven aan circa 25 medewerkers, verdeeld over binnen- en buitenland, worden de volgende eisen gesteld:

- Nederlandse nationaliteit
- opleiding op academisch of daarmee gelijkstaand niveau
- kennis van en ervaring met de reclamevoering gericht op de consument
- inzicht in de ontwikkeling in de groot- en detailhandel voor levensmiddelen
- beheersing in woord en geschrift van het Frans en de overige moderne talen.

Bekendheid met de commerciële aspecten en het produktassortiment van de zuivelbedrijfstak strakt tot aanbeveling. Maximum leeftijd 40 jaar.

Honorering en secundaire arbeidsvoorwaarden zijn overeenkomstig het niveau van de functie. Een psychologisch onderzoek zal deel kunnen uitmaken van de selectieprocedure.

Sollicitatie, voorzien van een zo volledig mogelijk curriculum vitae, dient met vermelding van de aanduiding vertrouwelijk te worden gericht aan de algemeen directeur van Het Nederlands Zuivelbureau, Postbus 75, 2280 AB Rijswijk (ZH) PAYS-BAS.

Si vous avez envie de mettre le cap plein sud et si vous possédez, outre le sens du management, les qualités d'un

Directeur Administratif et Financier

dans, sachez que l'Agence de Marseille d'une importante Société Maritime d'armement, d'entretien, de transport et de consignation recherche son candidat.

- Vous avez une formation supérieure de commerce avec option comptable et financière, ou un DEC.
- vous maîtrisez l'Anglais.
- vous avez de préférence l'expérience réussie de management d'une PME (si possible dans le secteur maritime).
- vous êtes porteur pour la clé professionnelle.

claire, nous vous attendons. Adresser votre manuscrit et CV sous réf. 4408M à notre Conseil Nicole WEERTS.

Impact développement

Monceau Commercial Building, 38 rue de Lisbonne 75008 PARIS

NEUTROGENA CORPORATION SOCIÉTÉ AMÉRICAINE SPÉCIALISÉE EN DERMOCOSMÉTOLOGIE

DIRECTEUR DE MARKETING EUROPE

Pharmacien (smo), 30 à 35 ans, ayant acquis une bonne expérience marketing dans les produits grand public. Ambitieux, disponible pour de nombreux déplacements à l'étranger. Anglais indispensable, espagnol et allemand souhaités. Il sera directement rattaché au Président de la Division Européenne à Paris.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions à NEUTROGENA CORPORATION, 8, rue Copernic, PARIS-19.

LA COMMUNE DE VITROLLES (25.000 HABITANTS)

Dans les Bouches-du-Rhône

DIRECTEUR D'ÉCOLE MUNICIPALE DE MUSIQUE ET DE DANSE

CONDITIONS DE RECRUTEMENT : Mériton ou être titulaire du Certificat d' Aptitude aux Fonctions de Directeur d'École de Musique contrôlé par l'Etat ou être titulaire d'un des titres ou diplômes requis pour présenter le Certificat d' Aptitude aux Fonctions de Directeur et remplir les conditions générales de recrutement dans la Fonction Publique Territoriale.

Les candidatures + C.V. sont à adresser à : MONSIEUR LE MAIRE Service du Personnel P.P.102

13743 VITROLLES CEDEX avant le 11 FÉVRIER 1986 - dernier délai - LE MAIRE.

VOUS ÊTES UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

AMBIQUEUX ?

VOUS VOUS CHANCE

Recherche un ingénieur commercial expérimenté (D.F.A.) spécialisé dans la promotion de produits à l'étranger pour le développement de l'industrie française et de la région.

Dans notre pays nous sommes le leader mondial de la vente de nos produits, nous sommes un succès conséquent.

Nous avons une petite fille de distribution travaillant sous un patron européen en France où nous sommes très pris dans une industrie majeure.

Nous avons engagé des représentants commerciaux, et un réseau de livraison (qui pour nous est dévoué) est à votre disposition.

Nous avons besoin d'un directeur, le plus motivé de notre filiale française, qui fera progresser notre affaire.

Notre nouvel associé sera appelé à participer, et à nous verser des fonds de roulement à nos résultats.

Nous sommes heureux de recevoir une candidature définitive de votre part.

Env. s/r 1010 le Service Public ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Indes, 75008 Paris.

VILLE DE MARTIGUES

(Gironde-de-Midi)

43.000 habitants, recherche un

DIRECTEUR DE CABINET

Après formation générale des villes de 40.000 à 100.000 habitants.

PROF. SOLITAIRE :

- Être titulaire d'une maîtrise de droit public ou de sciences économiques ;

- Être un bon organisateur et avoir une solide expérience en matière d'organisation des services ;

- Être dynamique et motivé ;

- Avoir l'expérience et la compétence à l'encadrement et à la communication.

Adresser candidature et C.V. au Maire de la Ville de Martigues, B.P. 101 13605 Martigues Cedex avant le 28 FÉVRIER 1986.

ANNONCES CLASSÉES

TELEPHONES

555-91-82

Importante multinationale aux activités industrielles très diversifiées sur des marchés de haute technologie, recherche pour une de ses unités décentralisées d'études et de fabrications (300 personnes) située à Paris un :

DIRECTEUR DU PERSONNEL 200 000 +

Participant au Comité de Direction il développe avec un esprit novateur la gestion des ressources humaines, les relations avec les partenaires sociaux et la communication interne. Bien secondé au plan administratif, c'est avant tout un organisateur et un animateur.

Diplômé d'études supérieures et ayant déjà une expérience globale de la fonction, il souhaite mettre en œuvre une gestion moderne du personnel, dans des centres autonomes à taille humaine, liés à un groupe puissant offrant de larges possibilités d'évolution.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé sous réf. 559 M à Denis JOUSSET



plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

PERI INFORMATIQUE

Une jeune P.A.L. française conçoit, fabrique et commercialise différentes familles de matériels et produits péri-informatique, dont des logiciels, destinés à une clientèle d'utilisateurs industriels. Leader sur certains marchés français, ses produits sont déjà très demandés à l'étranger. Elle recherche son :

DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE LYON

Membre du Comité de Direction, il sera responsable de la définition, de l'application de la politique commerciale, de l'organisation et de l'encadrement d'une force de vente réduite, certes, mais performante, dont l'effectif est progressivement (marché obligé) de haute technologie à un candidat de formation Ingénieur diplômé ou équivalent, sachant l'anglais, disposant d'une solide expérience de la vente de produits informatiques professionnels, rompu à l'animation des hommes et ayant réussi l'introduction de nouveaux produits. Il voudra exprimer et élargir ses qualités de manager au plan national après des succès commerciaux prouvés en région ou sur une famille de produits ou sur de nouveaux marchés. A terme, la fonction peut inclure le marketing, et une localisation à Paris peut être négociable. Anglais nécessaire.

La rémunération motivante pourra atteindre 350.000 F et +, selon l'origine et l'expérience du candidat.

Adresser curriculum vitae sous la référence 4111 M à Joël BERNARD

204, rue de Valenciennes 69003 LYON

Organisme professionnel Dans le domaine de la santé recherche

SON DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Envoyer C.V., prétentions au Syndicat National des Maisons de Santé M.C.O., 91, rue de Monceau, 75008 Paris



emplois internationaux

(et départements à l'étranger)

LE MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES

recherche pour le poste de Directeur Adjoint du Centre d'Informations et de Documentation Scientifique de l'Asian Institute of Technology à BANGKOK

UN INGÉNIEUR OU UN SCIENTIFIQUE

- titulaire d'un doctorat ;
- anglais courant indispensable ;
- connaissance des pays en développement souhaitée ;
- nationalité française.

Réa. et candidatures : Direction de la Coopération Scientifique et Technique - Secteur Asie - 34, rue La Pérouse, 75016 PARIS. Tél. : 502-14-23, poste 51 50.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE recherche pour son centre de GUYANE (KOUROU)

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

Responsable de la section Exploitation du service énergie (installations électriques, groupes électrogènes, onduleurs, batteries).

Expérience obligatoire de l'entretien électrique d'unités industrielles sensibles et de l'encadrement d'équipes.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M. 4403 PUBLICITEES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris tel. 11.

سكس من الاجل

150 م الامم

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

COMPAGNIE D'ASSURANCE RECHERCHE

UN COMPTABLE

ADJOINT AU CHEF COMPTABLE pour l'ensemble de la comptabilité p. de Société. Une expérience d'au moins 5 ans est indispensable pour réussir dans ce poste qui nécessite une bonne formation technique (D.T.E., D.E.C.).

Ecr. n° 150 PUBLIALE 01-27, rue Montmartre, Paris-2.

Ses missions principales pour l'ensemble de la comptabilité p. de Société. Une expérience d'au moins 5 ans est indispensable pour réussir dans ce poste qui nécessite une bonne formation technique (D.T.E., D.E.C.).

Ecr. n° 150 PUBLIALE 01-27, rue Montmartre, Paris-2.

ORGANISME DE SECURITE SOCIALE RECHERCHE

DESSINATEUR D'ETUDES

Traiter les études de technique ou de BTS, ou d'un diplôme d'état d'architecte 3 années d'étude après la 3^e.

Contrat à durée déterminée. Adm. lettre n° 20, délégué à M. le Chef de Personnel, Calais Régionale d'Assurance-Maladie d'Alsace-Franche-Comté.

17-18, rue de France, 75003 Paris Cedex 13.

SATIN ET 01-08-72

1) REDACTEURS TECHNIQUES

2) BTS ELECTRONIQUE

3) INGENIEURS

Débutants ELECTRONIQUE.

INFORMATIS

INGENIEURS DPS 8

Importants projets de développement électronique.

INGENIEURS VAX 780

Responsabilité systèmes et centre de traitement.

ING. CONCEPT

Projets IBM/CICS 20, rue Daubenton, 52, Téléphone: 337-99-22.

Org. form. continue demande professeurs + vacataires en communication, techniques de vente, téléphone, trécoraire gestion, langues, électronique, informatique (modèle, réseau, lang. micro, bureautique...).

Boite SIGMA, n° 1, V. 05, rue Gellée, 93100 Montreuil.

VILLE DE MARTIGUES

(Bouches-du-Rhône), 43.000 habitants, recherche

DIRECTEUR DE CABINET

(grade Secrétaire général des villes de 40.000 à 80.000 habitants).

PROFIL SOUHAITE:

- Etre titulaire d'une maîtrise de droit public ou de sciences économiques;

- Etre un bon organisateur et avoir une solide expérience en matière d'organisation des services;

- Etre dynamique et mobile;

- Avoir une expérience en communication.

Adresser candidatures et CV détaillé à M. le Maire, B.P. 101 13604 Martigues 2, avec le 28 février 1985.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

555-91-82

INTERNATIONAUX

(et départements d'Outre-Mer)

RELATIONS EXTERIEURES

Le Directeur Adjoint du Centre de Documentation Scientifique et Technique à BANGKOK

UN SCIENTIFIQUE

admission à l'enseignement supérieur;

direction de la Coopération Scientifique, 34, rue La Pérouse, 75002 Paris, poste 51 50.

INDUSTRIELLE

du Centre de GUYANE (OUROU)

INIEUR

TRICIE

section Exploitation de stations électriques, pompes, batteries, etc.

de l'entretien électrique des usines et de l'entretien

immédiat, C.V. photo et 75011 Paris qui ex.

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

ORGANISME DE COOPERATION INDUSTRIELLE recherche

un Spécialiste Electronique Industrielle pour Séoul

MISSION : - durée : 2 mois début 1985 - recherche et définition précise d'opportunités de progrès technologique dans les Moyennes Industries Coréennes de cette branche d'activité. Réf. 149

un Spécialiste Travail des Métaux et Mécanique pour Séoul

MISSION : - durée : 1 mois début 1985 - études de faisabilité (marchés - produits) de joint ventures entre Moyennes Industries Françaises et Coréennes. Réf. 150

PROFIL DE CES DEUX POSTES : - diplôme d'ingénieur dans le domaine concerné - large expérience de différents sous-secteurs et de différentes technologies en tant que directeur de production - compétence générale en matière de gestion - anglais courant écrit et parlé impératif - excellent contact et adaptabilité au contexte coréen - minimum 40 ans.

Envoyer lettre manuscrite, CV en anglais et en français, et photo on précisant la référence du poste à : C.K. 22, rue de l'Assomption 75016 PARIS



Chantal Kenwyn

Consider Our Worldwide Scope, Then Reconsider Your Career Alternatives

The World Bank is a leading international institution in the field of economic development. We currently have openings in our Washington, D.C. headquarters for highly qualified men and women.

AGRICULTURIST

Reference #5-1-FRA-0104

The person selected for this challenging position will be initially responsible for judging the feasibility of rainfed crop development in African countries. The position entails responsibility for project identification, preparation, and appraisal activities with an emphasis on technical analysis on the farm level. In addition, it calls for supervision of ongoing projects including advice and assistance in project implementation, continuous assessment of project targets, and redesign of projects as needed.

This position also provides the opportunity to participate in reviews of economic potential in developing countries, assessments of farm level constraints and the formulation of agricultural sector strategies.

If you are the highly qualified candidate we seek you will have the following qualifications:

- Graduate degree in Agriculture or equivalent with significant practical knowledge of rainfed crops.
- At least five years of practical field experience in agricultural projects, some of which have been preferably in Africa.
- The ability to apply sound judgment and to innovate in order to overcome problems of smallholder crop production.
- Good written and oral communication in French and English.

TRAINING OFFICER

Population Health and Nutrition

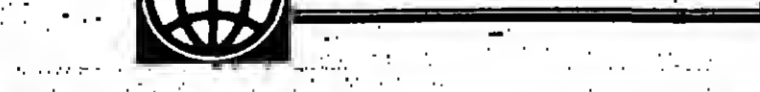
Reference #5-1-FRA-0105

The qualified candidate for this position will play a major role in designing, developing, teaching and evaluating policy seminars and courses in population health and nutrition for senior policy-makers, administrators and technical staff. In addition, this individual will be responsible for identifying appropriate local training institutions in developing countries and assisting them with the preparation and delivery of in-service training programs in these areas. This demanding, and equally rewarding position, will call upon your expertise in the following areas:

- Masters degree or equivalent in Economics, Finance and/or Management; expertise in population highly desirable. Additional experience in health economics and nutrition will be a plus.
- Complete fluency in French and English. Familiarity with Spanish is also desirable.
- A significant or operational experience in the field of population, health and nutrition in developing countries. Proven writing skills including the capacity to develop clear and cogent training materials.
- Excellent interpersonal and negotiation skills and proven communication skills as a lecturer.

The World Bank offers a sense of professional and personal accomplishment. In addition, we offer highly competitive salary structures and benefits. Please send a detailed resume, indicating the appropriate Reference No. to:

The World Bank
Personnel Management Department
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433



Organisme à vocation internationale recherche pour:

le lycée Professionnel Aéronautique de Bandung

1 Instructeur spécialiste en construction aéronautique

De formation BTS ou équivalent, vous avez au minimum 5 ans d'expérience en aéronautique-montage cellule avion chez un constructeur aéronautique, si possible en atelier de fabrication ou sur chaîne de montage. Vous êtes attiré par les activités pédagogiques et avez les compétences théoriques et pratiques pour cette mission. La mission est d'une durée de 2 ans et implique tous les avantages liés au statut d'expatrié. L'anglais courant est indispensable.

Envoyer dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) à FIAS, 57-59, Boulevard Malesherbes 75008 Paris.

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

L'INSTITUT FRANÇAIS de RECHERCHE SCIENTIFIQUE pour le DÉVELOPPEMENT en COOPÉRATION

(O.R.S.T.O.M.)

recrute pour ses programmes à l'étranger :

LISTE COMPLÉMENTAIRE PAR ORDRE DE PRIORITÉ

- I - 1 géologue du quaternaire.
- 1 géologue structuraliste marin.
- 1 géologue géochimiste ou métallurgiste des granulites.
- II - 1 hydrodynamicien des milieux poreux.
- 1 hydraulicien-modéliste.
- III - 1 océanographe physicien.
- 1 océanographe physicien (environnement côtier).
- 1 spécialiste du benthos.
- 1 ichtyologue (dynamique des populations).
- IV - 1 écophysiole (régénération).
- 1 agroclimatologiste.
- 1 microbiologiste (bactériologie, mycologie).
- V - 1 médecin épidémiologiste.
- 1 immunologiste.
- VI - 1 socio-linguiste (perception de l'environnement).
- 1 démographe économiste (inter-relations migrations/emploi).
- 1 chercheur expérimenté en sciences sociales (direction d'un centre d'information pour les questions urbaines).
- 1 spécialiste en sciences sociales (organisation paysanne).
- 1 anthropologue de la maladie et du médicament.
- 1 économiste (spécialiste d'économie industrielle).
- 1 économiste (analyse du secteur non structuré).
- VI - 1 anthropologue urbain (anthropologie de la maladie).
- VI - 1 géographe régionaliste (infographie).
- VI - 1 chercheur en sciences sociales (économiste ou sociologue) sur le lien entre formes du politique et interventions économiques étatiques.
- VI - 1 économiste des pêches.
- II - 1 hydrologue.
- VI - 1 médecin biologiste.
- II - 1 hydrologue (gestion des ressources en eau).
- IV - 1 phytopathologiste.
- VI - 1 archéologue spécialiste des civilisations antiques.
- III - 1 océanographe physicien (liaison pêche et environnement).

La date de clôture des inscriptions est fixée au 29 mars 1985.

Les candidats doivent être titulaires d'une thèse de 3^e cycle, de docteur ingénieur, d'une thèse de doctorat d'Etat, ou de la nouvelle thèse, ou justifier de titres scientifiques ou travaux équivalents.

Les dossiers (C.V., copie des diplômes, liste des publications) devront être adressés avant le 29 mars 1985 à l'antenne du recrutement de l'O.R.S.T.O.M., 24, rue Bayard, 75008 PARIS.

ORGANISME NATIONAL D'INGÉNIEURIE DE FORMATION

CHERCHE

EXPERT FORMATION ADULTES

Conception, évaluation de programmes formation secteurs secondaire/tertiaire pour missions en expatriation, 6 mois pays francophone.

Possibilité prolongation.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE, sous n° 301.082 M, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

product manager Banking services

(m/f - ml, 104-LM)

Whose function will be:

- to assess the viability of business plans in terms of product functionality, market size, price and development costs;
- to drive the project to a successful implementation, by ensuring a total marketing approach;
- to control allocation of funds and expenditures;
- to ensure on-time delivery of all aspects of the marketing mix.

The successful candidate should be able to demonstrate:

- proven product management experience, preferably acquired with a major service company, computer manufacturer or international bank;
- a comprehensive knowledge of international banking;
- a strong experience in software project control;
- the ability to use English as a working language and fluency in at least one other European language;
- good marketing and communication skills;
- experience in financial control.

The challenging function requires a strong, self-motivated person, able to successfully drive several projects through a multidisciplinary organization. The ability to work under pressure and to strict deadlines is essential. Remuneration will reflect seniority and experience, with excellent prospects for career development.

Please write with full career details to: Jerry RUBIN - Personnel Consultant S.A., Chaussee de La Hulpe 165 - 1170 Brussels. All applications will be answered. Absolute discretion is guaranteed.

LYCÉE FRANÇAIS DE LOS ANGELES recherche

PROFESSEURS

français, philosophie, mathématiques, histoire-géographie, sciences naturelles, physique-chimie et langues vivantes. Envoyer C.V. et photo 3021 Overland Avenue Los Angeles, California 90034.

INSPECTEURS

Temps partiel. Génie mécanique/développement. Exp. nécessaire. Env. C.V. à J. Lovelock, Moody-Torrey, Inc., 10000 Wilshire Blvd., Suite 100, Beverly Hills, CA 90210. Tél. 310-444-4444, 811 1, p. 238.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CIRCULATION et TRANSPORTS

Bureau d'études spécialisé recherche un ingénieur pour mission longue durée (2 ans minimum) en Afrique francophone. Expérience 5 à 10 ans indépendante dans le domaine des études urbaines de transports et de circulation : analyses de projets de transports ou d'infrastructures, enquêtes, traitements informatiques, économie des transports.

INGENIEUR AUTOMATISME

Notre société située en Alsace, occupe une position de leader national dans la fabrication de machines spéciales, destinées à l'industrie de l'emballage souple. Nous exportons 90 % de notre production à travers le monde et connaissons actuellement une forte expansion. Afin d'écarter notre RE Automatismes, nous recherchons un Ingénieur Chef de Projet. Il participera à la conception de nos nouveaux produits en collaboration avec les autres cellules de nos services études (mécanique, informatique).

Ce poste convient à un candidat possédant plusieurs années d'expérience dans une fonction similaire. La maîtrise de l'allemand et si possible de l'anglais sera impérative à l'exercice de cette fonction.

MGP

management
gestion du personnel
PARIS STRASBOURG

BANQUE TARNEAUD

pour sa succursale de LIMOGES
ATTACHE COMMERCIAL (H/F) classe IV pour clientèle PME-PMI
B.P. Banque exigée

Adresser C.V. + Photo + Préférences à
BANQUE TARNEAUD
Direction du Personnel
B.P. 402
87011 LIMOGES Cedex

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BORDEAUX

Un chargé de missions polyvalent des secteurs :
- Commerce et crédit, industrie et mécanique
PROFIL : - Soit ingénieur + formation économique et 5 ans d'expérience professionnelle sur des fonctions à caractère technique (anglais obligatoire).
- Soit formation économique (type ESCA) et 5 ans d'expérience professionnelle dans des secteurs (aéronautique, électronique, mécanique...) (anglais obligatoire).



emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer) (et départements d'Outre-Mer)

tests

Groupe de presse leader dans le domaine de l'informatique, nous cherchons pour notre filiale suisse en pleine expansion un :

Journaliste technique

HF

Vous avez déjà une première expérience journalistique, de solides connaissances en informatique... et vous pensez que la qualité de la vie en Suisse est une motivation supplémentaire. Basé à Lausanne, vous serez intégré à une petite équipe de rédaction et amené à collaborer à nos différentes publications. Il vous sera confié la recherche d'informations, la participation aux conférences de presse et aux salons professionnels, la rédaction d'articles et la préparation de dossiers. La pratique de l'allemand est très souhaitée. Merci d'adresser lettre man., CV et prétentions sous référence 1111/M à Michèle RUDLOFF, S&B-CEGOS, Tour Chénouet, 92516 BOULOGNE CEDEX. Réponse et discrétion assurées.

sélé CEGOS

www.cecogroup.com

GABON

PROFESSEURS ET INSTITUTEURS

Le ministère de l'Éducation nationale de la République gabonaise recherche pour la rentrée 1985-1986 :

PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

P.E.G.C. licenciés, maîtrises et certifiés pour enseignement 2^e degré général et technique en mathématiques, physique-chimie, sciences naturelles, enseignement manuel et technologique, français, espagnol dans lycées et collèges, capitale et province. Aucune candidature reçue en anglais, philosophie, histoire et géographie.

PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET TECHNOLOGIQUE

Ingénieurs, B.P. + expérience, B.T.S., D.U.T., C.A.B.-C.E.T., C.A.P.E.T., expérience professionnelle ou pédagogique de 3 ans minimum dans les spécialités :
- Constructions métalliques ;
- Mécanique automobile ;
- Mécanique entretiens ;
- Electronique ;
- Construction mécanique (dessin industriel) ;
- Dessin du bâtiment ;
- Froid, climatisation ;
- Electronique ;
- Plomberie, installations sanitaires (B.P. + expérience) ;
- Secrétariat (B.T.S. minimum).

INSTITUTEURS

Normaliens titulaires C.A.P. ou diplômés instituteurs enseignement du 1^{er} degré.

Avantages pour tous : logement gratuit assuré, soit hôtel tout confort, soit appartement meublé, suivant possibilités ; avantages familiaux et sociaux, voyage vacances tous les ans.

Salaire mensuel brut pour successeur d'exercice de 5 ans après obtention diplôme (tout pays) le plus élevé, état des services officiels à l'appel.

B.T.S. ou D.U.T. : Indice 325 = 4.285 F
Instituteurs (C.A.P.) : Indice 325 = 4.285 F
Licenciés : Indice 325 = 4.285 F
P.E.G.C.-C.A.E.C.T. : Indice 350 = 4.535 F
Maîtrise : Indice 515 = 6.185 F
Certifiés : Indice 665 = 7.685 F

Adresser candidatures AVANT LE 20 MARS 1985 à :
SERVICE CULTUREL (Conseiller Pédagogique),
AMBASSADE DU GABON, 26 bis, avenue Képhén,
75016 PARIS.

Avec dossier comprenant : lettre manuscrite, curriculum vitae, 2 photos, copies certifiées conformes des diplômes universitaires, y compris le baccalauréat, copies certifiées conformes des états de services dans l'enseignement ou des certificats d'exercice certifiés conformes ; extrait de casier judiciaire (1) ; fiche familiale d'état civil (fiche individuelle d'état civil pour les célibataires) (1) ; certificat médical (1) ; copie certifiée conforme recto et verso de la carte d'identité ; déclaration sur l'honneur concernant la situation professionnelle des conjoints.

(1) Originaux datant de moins d'un mois.
Renseignements complémentaires par téléphone : 625-64-41.

Tous les dossiers sont à fournir en double exemplaire.

N.B. - Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.

Cabinet d'ingénieurs Conseils de renommée internationale

recherche pour des missions auprès de gouvernements d'Afrique francophone au Sud du Sahara, des consultants :

- **Organisateurs Informaticiens** : conception et mise en place d'applications de gestion dans des services administratifs et financiers (administrations publiques).
- **Macro-économistes, planificateurs,**
- **Micro-économistes,** spécialistes des projets.
- **Spécialistes de la direction d'établissements de formation** (économie, finances publiques, gestion).
- **Spécialiste de la politique de personnel** et de la gestion administrative et financière de personnel (entreprises et établissements publics).
- **Statisticien** (INSEE, ENSAE) connaissant bien les systèmes d'information statistique au niveau national.

Ces consultants seront intégrés à des équipes pluridisciplinaires, permanentes. Les contrats sont à durée déterminée de un an. Ils sont renouvelables. Rémunération et avantages liés à l'expatriation. Une bonne connaissance des administrations publiques et/ou des pays en développement sont des atouts. Langue anglaise et maîtrise de la micro-informatique seront également appréciées.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 2008/M à PUBLIVIA 27, route des Gardes 92190 MEUDON qui transmettra.

Asselin

Nous concevons et fabriquons des machines, réalisons des lignes complètes de fabrication, destinées aux nombreux produits non-tissés. Leader sur notre marché, nous voulons renforcer notre équipe de vente par :

un attaché technico-commercial
(Pays de l'Est - Asie)

Rattaché au Directeur des ventes du secteur, vous le seconderez d'abord dans l'élaboration des devis et le suivi des dossiers, pour devenir vous-même, INGENIEUR D'AFFAIRES INTERNATIONALES, et prospecter, négocier les contrats. Vous êtes jeune, dynamique, vous pouvez relever notre challenge ! Ce poste, basé dans la région rouennaise, s'adresse à un candidat de formation mécanique (B.T.S., I.U.T., INGENIEUR), ayant quelques années d'expérience, maîtrisant l'anglais (la langue allemande serait un plus), disponible (déplacements fréquents à terme).

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à :
META CONSEIL - Cabinet Marine HUE - 144, rue Beauvoisine - 76000 ROUEN - à qui nous avons confié notre recherche et qui vous assure une discrétion absolue.

META conseil
BORDEAUX - ROUEN - LYON
MONTPELLIER - PARIS

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

representation offres

URGENT

recherche VNP ou AGENTS COMMERCIAUX expérimentés pour ventes et centrales d'achat toutes régions pour distribution jus de fruits.
Anglais ou allemand exigés.
Téléphone : (1) 800-77-00.

ENVOYÉ D'ETRE A LA RETRAITE ?

Laissez INTERTEK utiliser vos talents, vos connaissances et votre expérience dans un environnement professionnel. Vous pourrez travailler partout que vous voulez. Parce qu'INTERTEK a des clients dans toute la France, vous pourrez travailler dans votre propre région.

Si vous avez assez de votre retraite et si vous voulez être stimulé en travaillant avec INTERTEK, n'hésitez pas à nous envoyer votre curriculum vitae et vos références, à :

M. Ronald Blankenship
INTERTEK SERVICES CORPORATION
9600 Main St.
Suite 500
Fairfax, VA 22031 USA.

Consultants

Nous sommes une société de Conseil en organisation, intervenant depuis 7 ans dans des entreprises (F., CEE, A.E.) qui investissent en équipements et/ou qui transforment leur organisation.

Pour réussir nos interventions, notre équipe (12) a besoin de deux nouveaux consultants ayant :

- une culture d'entreprise, une sensibilité reconnue, faite d'une grande capacité d'écoute, de synthèse, d'innovation et de réactivité, l'expérience de la conduite de changements importants, dans les entreprises et/ou dans le vie économique.

Notre créneau : le conseil de changement stratégique dans les entreprises. En particulier :

- l'allongement du temps d'utilisation des équipements et l'optimisation du temps de travail (Kronenberg, Copech, Saff...);
- la préparation des investissements techniques du point de vue de l'organisation de la production et des hommes (Gervais-Denon, Telo-Alcatel, Glaceries-Saint-Roch (Chaque...));
- la définition et la mise en œuvre de nouvelles organisations du travail et de la production, à la suite de mutations technologiques (Ponget Mailhouse, Srafor, Mines de Guelles (Mauricie...)).

Sur ces terrains, nous recherchons avec les auteurs de l'entreprise des solutions industrielles et sociales innovantes qui allient gain de productivité et satisfaction des hommes.

- Nous vous proposons :
- Un travail en équipe pluridisciplinaire, sur tout contrat réalisé ;
- la responsabilité globale de contrats (chef de projet) ;
- une rémunération annuelle (230.000 - 310.000) + participation + 6 semaines de congés.

Si vous êtes intéressés, écrivez-nous (lettre manuscrite, photo récente, C.V. et prétentions).

led développement

30, rue Harder, F-67000 Strasbourg.

A 1 heure de Royan... RESPONSABLE FINANCIER ET COMPTABLE
Agro-alimentaire

Filiale d'un important groupe français, cette société (750 MF, 250 personnes) connaît un fort développement. Sa réussite s'appuie sur la haute technicité de ses outils de production, la qualité de ses produits et la performance de son organisation. Mais, c'est surtout grâce à un travail d'équipe qu'elle peut progresser sur son marché.

Elle recherche son responsable financier et comptable. Il prend en charge l'ensemble de la comptabilité générale et analytique, le suivi de la trésorerie et les questions fiscales et juridiques. Il anime et supervise son équipe composée de 5 personnes.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la fonction, 30 ans minimum, possédant si possible une formation de type Sup de Co et/ou DECS, justifiant d'une expérience similaire dans une entreprise à gestion informatisée. Les entretiens auront lieu à Nantes ou Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 21867 F, à :

EGOR RHONE-ALPES

Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servant

69431 Lyon Cédex 3.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

Membre d'un important groupe bancaire
170 agences dans les cinq départements de la région Nord-Picardie.
La Banque Scalbert Dupont offre à de

jeunes diplômés d'écoles supérieures de commerce

(ESCAE - EDHEC) la perspective d'une carrière mobile et évolutive dans son réseau commercial. Ceci implique de leur part une grande mobilité géographique et de bien connaître cette région.

Ces futurs CADRES D'EXPLOITATION, véritables "généralistes" du métier de banque, auront un rôle d'animation, d'action commerciale et de conseil.

Pour les y préparer, il leur est proposé un stage de longue durée, très diversifié, qui leur apportera une large connaissance de la banque et de ses activités, et leur permettra de prendre en charge dans les meilleures conditions les responsabilités qui leur seront confiées ultérieurement en agence ou dans une direction régionale.

La rémunération à l'embauche ne sera pas inférieure à 105.000 F ; elle dépassera 140.000 F, dans la première affectation, et elle évoluera ensuite avec les responsabilités.

Les candidats voudront bien adresser leur lettre manuscrite et leur C.V., sous référence LM à

BANQUE SCALBERT DUPONT

Service Recrutement
36, rue de l'Hôpital Militaire
59000 LILLE.

صكزا من الامن

1551 من الاموال

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 5 février 1985 - Page 31



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Dans le cadre de notre expansion sur les départements :
DROME - ARDECHE - ISERE

Responsables d'agences

150.000 +
Vous aurez pour mission d'animer, diriger et développer les activités d'une agence.
A une formation supérieure (classique ou bancaire) vous ajouterez une expérience de l'exploitation en clientèle privée de 5 ans minimum.
Doté d'un sens commercial développé, bon organisateur, vous êtes dynamique et savez apprécier le risque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous la référence 185 à Bernard HAOND - CREDIT MUTUEL DAUPHINE - VIVARAIS - 130-132, avenue Victor Hugo - 26009 VALENCE Cedex.



Crédit Mutuel
DAUPHINE-VIVARAIS

Jeune ingénieur export

220.000 F
Toulouse



TTT COMPOSANTS ET INSTRUMENTS - DIVISION CONNECTEURS CANNON - Filiale de CANNON USA, cette société est spécialisée dans la fabrication de connecteurs destinés à l'aéronautique, l'informatique et le spatial. La moitié de son chiffre d'affaires est aujourd'hui réalisée à l'export et croît à un rythme d'environ 25 % par an. Afin d'appuyer ce développement, cette société recherche aujourd'hui un responsable export chargé d'animer le réseau de distribution et de promouvoir les produits auprès des principaux clients (Europe et USA principalement). Nous recherchons un candidat de formation supérieure technique ou commerciale, possédant une première expérience dans le domaine commercial ou marketing, de préférence sur des biens industriels. Pour ce poste très évolutif, l'anglais courant est indispensable, la pratique de l'allemand sera un atout apprécié. La rémunération, composée uniquement d'un fixe, sera de l'ordre de 220.000 francs. Le lieu de résidence est Toulouse. Ecrire à D. DELRIEU en précisant la référence A/17072M.

PA

71 bis, allées Jean-Jaures - 31009 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

COMPUTERVISION

Leader Mondial CAO-FAO
recherche pour son Unité de Production
district de NANCY un

Ingénieur responsable achat

Sa mission :
Rechercher et sélectionner, en liaison avec le Service Qualité, des fournisseurs en périphériques, composants électroniques ainsi que des sous-traitants. Il gèrera également les achats « Services Généraux ».

Son profil :
Ingénieur Généraliste ayant une expérience dans ce type de poste - Bonne maîtrise de l'anglais indispensable.

Ingénieur responsable planification

Sa mission :
A partir de prévision de vente, planifier, lancer des fabrications de configurations standards et gérer la production. En final, ajuster les systèmes intégrés aux commandes réelles.

Son profil :
Ingénieur (si possible Electrotechnique), ayant une expérience confirmée dans ce type de poste. Bonne maîtrise de l'anglais indispensable (contact permanent avec les U.S.A.).

Adresser C.V. détaillé + photo à Monsieur C. LAINE
COMPUTERVISION INDUSTRIE S.A.
B.P. 251 - 54512 VANDOEUVRE CEDEX



Bougez, Vivez...

Le Centre Technique Européen situé à Valbonne
Sophia Antipolis recherche

Consultants Organisation Système de Gestion

De formation Grande Ecole de Gestion vous avez de bonnes connaissances en finances et statistiques.

Vous proposerez et réaliserez des analyses quantitatives et qualitatives vous fixerez des moyens à mettre en œuvre et établirez les recommandations auprès de la Direction.

L'environnement technique de haut niveau implique de solides compétences.

Le contexte international nécessite une parfaite connaissance de la langue anglaise.

Nous attendons votre correspondance, sous Réf 1 M, Digital Equipment, Centre Technique (Europe), Département du Personnel, Sophia Antipolis BP 29 - 06561 Valbonne Cedex France.

digital

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

Division Moyens de Paiement : de l'Informatique à la Monétique

Leader européen dans le domaine des moyens de paiement (cartes monétiques, terminaux points de vente, autorisation en temps réel), SLIGOS, importante SSI (+ de 1800 personnes) recherche pour ses centres équipés de matériels IBM 3083 - 4341/2 sous MVS - SERIE 1 :

ANALYSTE D'EXPLOITATION

BLOIS Réf. 73753/M - PUTEAUX Réf. 73754/M

Votre mission :

- Automatiser l'exploitation,
- Participer à l'étude des applications pour rappeler les contraintes du Système d'Exploitation,
- Veiller au respect des consignes de normalisation,
- Assurer la prise en charge des applications nouvelles,
- Optimiser les applications,
- Contrôler les dossiers d'exploitation,
- Former les groupes d'exploitation concernés.

Votre profil :

- Niveau DUT ou équivalent,
- Confirmé MVS/JES2 - TSO/SPF,
- Connaissances DMS/OS, TIMS ou UCC7 appréciées.

PRÉPARATEUR TECHNIQUE

BLOIS Réf. 73755/M

Votre mission :

- Automatiser l'exploitation,
- Rassembler les éléments nécessaires à l'exploitation des chaînes afin de permettre la réalisation en temps prévu des traitements informatiques,
- Préparer et suivre l'enchaînement des travaux conformément aux directives techniques.

Votre profil :

- Niveau BAC ou équivalent,
- Confirmé MVS/JES2 - TSO/SPF,
- Connaissances DMS/OS, TIMS ou UCC7 appréciées.

ANALYSTE D'EXPLOITATION TÉLÉPROCESSING

BLOIS Réf. 73756/M

Votre mission :

- Participer à l'étude et au respect des consignes d'exploitation et de méthodologie,
- Elaboration et suivi des dossiers d'exploitation après recette,
- Mise en place des moyens de surveillance et de statistiques,
- Gestion des fichiers d'exploitation TP,
- Gestion des bibliothèques de moniteur TP.

Votre profil :

- Niveau DUT ou équivalent,
- Connaissances acquises confirmées : MVS/JES2 - CICS, TSO/SPF/SDSF,
- Connaissances souhaitées : réseau SNA/NCCF/NPDA, protocoles de transmission, RJE.

Adresser lettre de candidature sous référence choisie (CV détaillé, photo et rémunération souhaitée) à Mme CLERE - Tour Chénouet - 204, Rond-Point du Pont de Sévres - 92516 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex.



SEREL RESPONSABLE DU SERVICE METHODES

CENTRALE, AM, ENSI, INSA...

SEREL : 2.600 personnes dont 450 Ingénieurs et Techniciens - 15 Millard de F de C.A. Chaque année, cette unité pilote du GROUPE THOMSON GRAND PUBLIC produit + de 600.000 TV couleurs et + de 130.000 micro-ordinateurs.

Le jeune RESPONSABLE METHODES recherché, Ingénieur Mécanicien ou Electromécanicien de formation, sera l'adjoint du Chef de l'unité montage final (550 personnes) ; il animera et coordonnera l'activité d'un service de 15 personnes.

Votre mission :

- Gérer les méthodes et analyser les produits téléviseurs couleurs, moniteurs et visus,
- Animer l'assistance technique, procéder au suivi qualité des nouveaux produits et de leur développement, et engager, grâce à l'outil informatique des actions correctives.

De ce fait, vous êtes en contact permanent avec les bureaux d'études pour tous les problèmes de conception, et avec la fabrication pour toutes les réalisations et leur suivi.

Votre profil :

Dans ce contexte, une expérience de 2 ans aux Méthodes (calcul des temps) sur des produits grande série est indispensable, ainsi que la maîtrise de l'anglais.

La dimension internationale de THOMSON GRAND PUBLIC (30 sites industriels, 32.000 personnes, + 20 milliards de F de C.A.) permet à chaque homme ou femme à fort potentiel d'envisager une évolution à l'intérieur du Groupe.

Les entretiens de sélection auront lieu à PARIS.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. photo et rémunération actuelle et souhaitée, sous réf. 85449/M, à notre Conseil

SELECOM - 226, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

**THOMSON
GRAND PUBLIC**

Jeunes ingénieurs aimant la technique et la mer FN

Votre passion pour la technique ? Elle trouvera largement à s'exprimer au sein de l'équipe Recherche et Développement de cette entreprise de 2000 personnes, leader dans le domaine du chauffage, filiale d'un puissant groupe français. Quant aux joies de la mer, elles seront à votre portée et à celle de votre famille, puisque vous résiderez dans l'une des villes les plus agréables du littoral atlantique. Qui est concerné ?

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN qui sera chargé des études de régulation des chaudières : le règne du micro-processeur pour toujours plus de confort, encore plus d'économie. Référence 294 550M.

UN INGENIEUR GENERALISTE ayant de bonnes connaissances en mécanique, électromécanique et intéressé plus spécialement soit par la thermique, soit par l'acoustique. Il a un esprit particulièrement créatif, inventif, orienté vers l'évolution technologique. Un chercheur, mais aussi un trouveur d'idées. Référence 295 550M.

Tous les deux dans les toutes premières années de votre carrière, vous serez heureux d'avoir l'occasion de pratiquer votre anglais : l'entreprise exporte plus de 50 % de sa production. Merci d'adresser votre dossier aux consultants du cabinet SIRCA en charge de cette recherche.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHE

PRODUCTION INTERDITE

gionaux

ET INDUSTRIE DE MONDIAUX

responsable des secteurs

et formation économique et

connelle sur des fonctions

ues (anglais obligatoire)

ue (type ESCA) et 5 ans

secteurs biens d'équipement

us, mécanique...) (anglais

stère).

assistance aux entreprises

permet de la sous-traitance.

de promotion industrielle

(nationaux, internationaux).

os et prétentions sont à faire

et des Relations Sociales

, 33876 Bordeaux Cedex.

de Commerce et d'Industrie de Bordeaux



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**PRENDRE DE RÉELLES RESPONSABILITÉS...
ACQUÉRIR UNE EXPÉRIENCE DE HAUT NIVEAU DANS LES TECHNOLOGIES DE POINTE...**

L'E.F.A.B. est à l'avant-garde des technologies de systèmes d'armes.



Nous sommes un établissement de 2500 personnes responsables d'importants programmes d'études et de fabrications pour le Ministère de la Défense, au sein du GIAT, groupement industriel de 17 000 personnes. Nos activités s'étendent de la recherche appliquée à la production industrielle et à l'assistance technique. Nous disposons de moyens importants renouvelés en permanence par une politique d'investissements très active, axée plus particulièrement sur les technologies de pointe (CAO/DAO/CFAO, ateliers flexibles, robotique, électronique...).

Pour renforcer nos équipes de Recherche et Développement, Projets et Production, nous souhaitons accueillir des :

JEUNES INGÉNIEURS

Électroniciens

• Étude et développement de composants de système.

Mécaniciens

- Étude et développement de systèmes d'armes.
- Gestion de moyens directs de production (investissements et maintenance).
- Assurance de la qualité.
- Calcul de structures (calcul par éléments finis).

Mécanicien (Motivé par l'informatique).

• Chef de projet informatique CFAO, mise en place d'atelier flexible.

Mécanicien (Ingénieur ou Universitaire formé en analyse numérique et probabilités).

• Étude de sécurité et de fiabilité de systèmes d'armes.

INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ

Contrôle Qualité Adjoint au chef de service assurant le contrôle technique des approvisionnements et de la production (ingénieur mécanicien et expérience de 2 à 3 ans en production de préférence).

Ces postes nécessitent des capacités d'autonomie, d'initiative et de contact dans un large environnement scientifique et technologique. Vous y apprécierez la variété dans le travail et le niveau des responsabilités qui vous seront confiées. Dans le cadre agréable de nos installations de Bourges, nous vous proposons de rejoindre un milieu professionnel stimulant et exigeant.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 85.01 M, à notre conseil EUREQUIP à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantit la plus grande discrétion.

EUREQUIP

18, rue Yves-de-Mauvri 92420 Vaucresson. Tél. 741.79.19.



Nous sommes un important groupe industriel français, leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs spéciaux et les piles à usage industriel. Nous recherchons un :

**JEUNE INGÉNIEUR DE PRODUCTION
(CENTRALE, A & M OU ÉCOLE SUPÉRIEURE DE CHIMIE)**

Débutant ou ayant une première expérience, vous voulez valoriser vos connaissances techniques sur le terrain en devenant responsable opérationnel d'un secteur de production.

Dans un premier temps, nous vous assurerons une formation sur le terrain, vous permettant d'acquies une parfaite connaissance de nos produits et de nos procédés ainsi qu'une première approche du management.

Rapidement, vous évoluerez vers une fonction de Chef d'Atelier d'un groupe d'une centaine de personnes.

Nous vous offrons de réaliser cette expérience industrielle dans notre usine de fabrication d'accumulateurs nickel-cadmium de BORDEAUX (1000 personnes).

Merci d'adresser votre candidature sous référence A.1.1.L.M à SAFT - Direction des Ressources Humaines - 57 rue de Villiers - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

ESC, MIAGE... Organisation et systèmes d'information.

L'information, c'est la sève, le sang de l'entreprise, organisme biologique. Une voie privilégiée, donc pour en connaître les rouages, en comprendre les mécanismes, afin que « ça tourne » de plus en plus rond, de plus en plus vite. Vous en êtes convaincu ? Alors, entrez dans le vif du sujet.

Devenez l'adjoint (e) du responsable organisation et informatique d'un groupe actif dans l'industrie et le négoce - CA 800 millions de francs - qui vous formera pendant deux ans. Au programme : des projets intéressants, beaucoup de travail, et des déplacements dans les différentes unités. Votre base : une agréable ville de l'Ouest. Vous serez ensuite détaché en tant que chef de service dans une filiale à Paris, spécialisée dans la distribution de composants électroniques (300 millions de CA), dont les performances en matière d'expansion et de résultats sont remarquables.

Un parcours accélééré, qui devrait séduire un ESC ou un ingénieur, en début de carrière, vif, curieux, sensible à la qualité des relations dans l'entreprise, prêt à s'investir pour devenir rapidement un très bon professionnel et prendre la tête d'une équipe d'analystes. Merci d'adresser sous référence 293 516 M aux consultants du cabinet SIRCA à qui la recherche a été confiée.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC

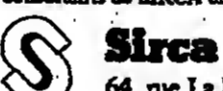


Challenge vendéen pour ingénieur futé

Cette unité, située à la Roche-sur-Yeu, spécialisée dans la fabrication de chauffe-eau électriques, est très automatisée. Objectif 85 : gagner en flexibilité. Le produit et les équipements doivent subir de profondes modifications. Tous les services sont sur le pont : méthodes, qualité, BE, et bien sûr, le service technique responsable du parc de machines.

C'est ce défi qui a besoin de se renforcer et ouvre un poste pour un(e) jeune ingénieur, AM, IDN, REI... débutant ou première expérience. Vous, peut-être ? Vous travaillerez à définir et implanter les nouveaux équipements de production, vous apporterez votre contribution intelligente à ce projet ambitieux. La mission devrait aboutir d'ici deux ans. Ensuite de nouveaux défis vous attendent dans l'une ou l'autre des unités du groupe, dont le dynamisme est tout à fait remarquable.

Quelques chiffres pour situer le Groupe Atlantic : un CA de 800 millions de francs, 800 personnes - 30 il y a 15 ans -, un savoir-faire touchant trois domaines : la thermique, la robotique, le négoce de matériel électronique. Vaste champ d'activités où peuvent se réaliser ceux qui ont du caractère et des idées et sont ouverts aux expériences du type cercles de qualité. Merci d'adresser votre dossier complet sous référence 292 552 M aux consultants de SIRCA en charge de cette recherche.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC

Ingénieur textile +

Roanne

La Direction Générale d'une performante société de teinture et apprêt de Roanne s'adjointrait un jeune :

Ingénieur textile

possédant sens de l'ordre et de la rigueur, grande ouverture d'esprit et souci des relations humaines pour lui confier poste évolutif engageant :

METHODS - RD - PRIX DE REVIENT
Ecrire manuscrit (+ photo) à :

L. Justet psychologue
18, rue des Grottes - 84000 AVIGNON

Association 2 F.J.T. recherche ADJOINT DE DIRECTION diplômé DEFA/CAPASE ou équivalent. Coordination générale des activités sociales et culturelles de l'association. Adresser lettre de candidature manuscrite + C.V. + photo à : AFPA, 126, rue de St-André, 85000 LA ROCHE-SUR-YON.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
555-91-82

CENTRE RÉGIONAL D'INFORMATIQUE HOSPITALIÈRE DE BASSE-NORMANDIE

recherche :

- ANALYSTES.
- PROGRAMMEURS.
- CHEF D'EXPLOITATION.
- FURETTEURS.

Rens. et candidatures à la Direction du Personnel du C.H.R.U. du Cam (tél. 94-81-12, poste 48-79).

Analyste financier confirmé

Groupe bancaire régional (Bretagne) recherche un analyste financier confirmé, rompu à l'appréciation des performances économiques et financières de sociétés françaises, cotées ou non cotées en Bourse, ainsi que de leurs perspectives d'avenir.

Mission : Conseiller les gestionnaires de fonds communs de placements et de SICAV orientés vers des investissements en actions de sociétés françaises de tous types.

Une solide expérience acquise dans un service spécialisé d'une banque ou d'une charge d'agent de change serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et prêt., sous la réf. 3362, à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Important cabinet expertises comptables à vocation nationale recherche :

RÉVISEUR

QUALIFIÉ
Diplômé / Niveau Expert, Cabinet DECS ou équivalent

Ecrire avec C.V. L.F.F.A. 8, rue du Télégraphe-8.

Le Centre de recherches pharmaceutiques

SEARLE

et à SOPHIA ANTIPOLIS 1001 Recherche

STATISTICIEN

Le Service Statistique assure en liaison avec les services techniques, le soutien statistique et analytique nécessaire à l'interprétation des données issues des départements scientifiques du Centre français (180 personnes) : toxicologie, pharmacologie, génétique et analytique.

Le candidat aura une formation supérieure en mathématiques appliquées, complétée par une formation spécifique de type ISUP, et par une expérience de statisticien acquise dans un contexte scientifique de préférence dans l'industrie pharmaceutique.

Le candidat connaîtra l'ANGLAIS et aura une bonne maîtrise de l'informatique appliquée à la statistique.

Adresser candidature, c.v., diplôme et souhaits à : SEARLE (référence S.M.), SOPHIA ANTIPOLIS S.P. 23, 06561 Valbonne Cedex.

LE CEN TOULOUSE recherche :

UN INGÉNIEUR DE FORMATION

Il sera pour partie chargé de développement de la formation d'ingénieur et pour partie de l'animation de l'activité de formation d'actions en entreprise dans les domaines liés à l'information et aux technologies nouvelles.

Le candidat recherché sera âgé de 25 ans environ, il aura une formation ingénieur, une expérience industrielle d'au moins 5 ans et des compétences spécifiques en informatique et technologies nouvelles. Sout pour l'animation de groupes, esprit d'innovation, aptitude à la polyvalence sont nécessaires.

La connaissance du milieu régional industriel est un atout supplémentaire. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations au :

31131 BALMA CEDEX.

FISCALISTE

180 KM NORD DE PARIS société d'expertises comptables en expansion continue grâce à la qualité de ses travaux, recherche, pour renforcer ses structures, un FISCALISTE.

Le candidat, homme ou femme, doit posséder une formation supérieure (maîtrise de droit, avec option fiscale, l'ENI ou équivalent) avec une expérience minimum de 5 ans dans un poste similaire ou dans une administration.

Dans la clientèle composée de PME, PMI, il devra, dans un cabinet de taille humaine, assurer un rôle de conseil fiscal et à terme de conseil juridique tant au niveau de cette clientèle qu'au niveau des collaborateurs.

Adresser votre c.v. manuscrit, photo et présentations sous n° 5.885 le Monde Pub. service annonces classées, 5, rue des Italiens, Paris-8.

شركة المواليد

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

INFORMATIQUE INTERTECHNIQUE

LE GRAND CONSTRUCTEUR FRANÇAIS D'ORDINATEURS DE GESTION,



recherche :

1) Pour sa Direction Organisation et Informatique, à PLAISIR :

• CHEF DE PROJETS CONFIRMÉ

(REF. DOI-18)
Chargé de la conduite de projets d'envergure développés sur IN 5000 et de l'encadrement de responsables de projets intervenant dans divers domaines de la gestion. Les techniques de mise en œuvre (base de données réparties, réseaux, bureautique...) offrent de larges perspectives de développement personnel.
Le candidat retenu sera Ingénieur Informaticien Grande Ecole et aura quelques années d'expérience dans la conduite de projets.

• INGÉNIEURS INFORMATIENS

(REF. DOI-19)
Titulaires d'un diplôme d'études supérieures (écoles d'ingénieurs, Mages...), au sein d'une équipe jeune, chez un constructeur, ils participeront, après avoir reçu la formation adéquate, à la conception, la réalisation et la mise en œuvre de vastes projets de gestion en temps réel développés sur les ordinateurs IN 5000. Les projets ont recours aux bases de

données relationnelles, aux réseaux et à la bureautique.

La diversité et l'originalité de ces projets ainsi que leur intérêt dans le domaine de l'informatique nouvelle permettront aux candidats de développer leurs connaissances et leurs compétences et d'être à même, ultérieurement, d'assumer d'importantes responsabilités.

2) Pour sa Direction des Études, à PLAISIR :

• INGÉNIEURS DE FORMATION GRANDES ÉCOLES, DEA INFORMATIQUE

et ayant une expérience de 2 ans au minimum dans le ou les domaines suivants :

a) Logiciel systèmes de gestion (REF. DE-20)

• Bureautique (messagerie, traitement de texte...)

• Systèmes d'exploitation.

• Systèmes de télécommunications.

• Systèmes de gestion de bases de données.

• Techniques de compilation.

b) Logiciel systèmes d'instrumentation (REF. DE-21)

• Systèmes d'exploitation.

• Systèmes d'acquisition de données.

• Applications traitement du signal. (REF. DE-22)

c) Système VAX/VMS

• Logiciels de développement sous VMS.

3) Pour sa Direction de Production, à PLAISIR :

• AGENT TECHNIQUE DE MÉTHODES

(REF. DPI-23)

De formation DUT-BTS ou équivalent en électromécanique ou électrotechnique. Ayant une expérience de 3 à 5 années.

Il participera à la définition des méthodes générales, à la préparation et à l'organisation de la production et à l'introduction des nouveaux procédés de production.

• AGENT TECHNIQUE DE DÉVELOPPEMENT

(REF. DPI-24)

De formation DUT-BTS ou équivalent en électromécanique ou électrotechnique. Ayant une expérience de 3 années dans les implantations de circuits imprimés et de systèmes électroniques et dans la constitution et la modification de dossiers de définition.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE, B.P. n° 1, 78374 PLAISIR CEDEX.



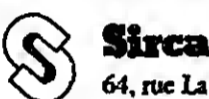
Auditeur interne, chef de mission.

groupe CIC

L'audit opérationnel en banque, pourquoi pas ? Notre Inspection Générale effectue ses interventions en y intégrant résolument la démarche et les méthodes avancées de l'audit. Ses missions ont déjà analysé des domaines variés. Pour accroître ses possibilités d'actions simultanées dans des matières très évolutives, il faut adjoindre à son équipe un nouveau chef de mission. Auquel seront confiées la définition et la préparation de la mission, sa conduite, ainsi que l'élaboration et la rédaction des diverses recommandations du rapport.

Nous envisageons pour ce poste un jeune auditeur de très bonne formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, etc...) ayant fait ses premières armes dans un cabinet d'audit international ou dans un grand groupe. Et parvenu, après deux ou trois ans d'expérience, au rang de chef de mission. Nous préférons qu'il n'ait pas une compétence trop exclusivement comptable, mais qu'il soit déjà intervenu sur un registre varié et qu'il soit habitué à utiliser l'informatique.

Il n'est pas nécessaire que vous ayez une expérience de l'audit en banque. Nous vous donnerons les bases nécessaires, à moins que vous ne les possédiez déjà : ce serait un atout... Votre aptitude à encadrer une mission nous importe surtout. C'est pour vous l'occasion d'appréhender pleinement une telle responsabilité. Dans un contexte où vous vous sentirez totalement impliqués par les conclusions de vos interventions. Ce sera également l'opportunité de participer réellement à la vie interne de l'entreprise et à son évolution positive. CREDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE, 2 700 personnes, une grande banque régionale liée au Groupe CIC. Le poste est basé à Strasbourg : une métropole qui n'est pas sans attrait... Mais aussi, bien sûr, certains déplacements pouvant occuper le quart de votre temps. C'est aux consultants de Sirca que vous ferez d'abord parvenir votre candidature, et sous référence 297 212M, en précisant votre rémunération actuelle.



Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

RIPOLIN

Le premier fabricant de peinture



RIPOLIN DUCO

recrute pour son département
Recherche et Développement à STAINS (93)



ORGANICIEN

DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES

Responsable d'un des laboratoires de recherche, vous serez

chargé d'animer une équipe technique.

Agé d'environ 40 ans, vous avez au minimum 5 ans d'expérience de la

formulation et de l'industrialisation de polymères pour la peinture.

Vous êtes motivé par une fonction impliquant rigueur, créativité et sens

de l'animation d'une équipe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle,

sous référence ORMO, à Roseline Guegnier, Société Ripolin, 23 avenue

Gaston Monmousseau 93240 Stains.



L.E.R.S.

Société de recherche du Groupe SYNTHLABO
recherche pour son Groupe Informatique :

Deux informaticiens scientifiques

Afin de développer et maintenir les applications de la société :

- Les candidats devront avoir une licence en

informatique, ou un diplôme équivalent, ainsi

qu'une expérience professionnelle de 2 ans

minimum.

- Le premier poste sera attribué à un analyste

programmeur capable de développer et de

maintenir les systèmes et les applications

sous UNIX.

Par conséquent, seuls les candidats ayant une

expérience réelle de UNIX et C seront retenus.

- En ce qui concerne le second poste, nous

recherchons un analyste programmeur capable

de développer et de maintenir les applications.

Celui-ci devra avoir une expérience de UNIX.

Une expérience dans l'un des domaines suivants

est également souhaitable :

• WANG OIS ou VS • PRIME • Statistiques

• Recherche biomédicale, chimique ou

pharmaceutique • Traitement du signal • Outil

de gestion des projets.

Pour les deux postes, une bonne connaissance

de l'anglais serait appréciée.

Les candidats devront envoyer leur CV accom-

pagné d'une photo, en précisant sur l'enveloppe

la réf. M 6555, à Média-System,

104 rue Reaumur 75001 Paris Cedex 02,

qui transmettra.



Analyste budgétaire



ROURE BERTRAND DUPONT

ROURE BERTRAND DUPONT, une des premières

entreprises françaises de l'industrie aromatique (Par-

fums, Arômes Alimentaires) répartie en deux sites

industriels (Argenteuil et Grasse), fortement exporta-

trice et de taille humaine (700 personnes) recherche

son analyste budgétaire et coûts pour l'accompagner

dans son expansion et participer au perfectionnement

de ses outils de gestion.

Rattaché à la Direction Financière, vous assurerez l'éla-

boration et le suivi des budgets et vous êtes chargé de

la mise en place des nouvelles procédures et des

systèmes de calcul des coûts.

Responsable de la fiabilité des informations de la

comptabilité analytique et budgétaire, vous préparez

l'analyse des écarts et les discutez avec les directions

opérationnelles pour leur apporter les outils d'aide à la

décision.

De formation supérieure : école de gestion et/ou

d'ingénieurs, âgé d'environ 30 ans, vous êtes imagina-

tif et homme de contact, vous avez acquis une

expérience en industrie et/ou en cabinet d'audit de

gestion.

Anglais nécessaire. Poste à pourvoir à Argenteuil.

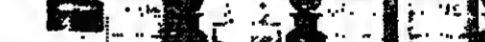
Envoyer lettre manuscrite, C.V., photographie et pré-

tentions sous pli confidentiel à la Direction du Person-

nel.

ROURE BERTRAND DUPONT 55 Voie des Bains

95102 Argenteuil.



Juriste droit bancaire

L'évolution rapide des techniques et de la législation bancaires, fait

survenir des problèmes complexes nécessitant des approches originales.

Ce poste implique :

- de concevoir des solutions juridiques à des questions importantes,

nouvelles et diversifiées ;

- de travailler en équipe dans le cadre d'un service spécialisé ;

- d'avoir des relations suivies avec les différentes Directions de l'établis-

sement, les organismes professionnels et, le cas échéant, les entreprises.

Il convient à un tel candidat (a) de formation supérieure en droit privé,

disposant d'une bonne expérience du droit bancaire (5 à 8 ans) acquise, si

possible, dans une banque ou un établissement financier.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la réf. 321 JB à :



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75008 PARIS

DEU

BANQUE SUDAMERIS FRANCE

Recherche dans le cadre du développement des applications de sa
Direction Informatique située à Rueil Malmaison (92) et évoluant
dans un environnement :
4381 modèle 2 sous MVS avec 200 terminaux (4700 et 3270) VTAM -
CICS - DLI - COBOL.

CHEF DE PROJET ref. DM1

Pour concevoir et développer les nouvelles applications, depuis l'étude avec les utilisateurs jusqu'à la mise en exploitation.

Assurer le suivi et la coordination de l'équipe de réalisation (4-5 personnes).

De formation supérieure, vous êtes depuis deux à trois ans responsable de projet dans un envi-

ronnement bancaire. Vous avez également une bonne connaissance du matériel IBM.

RESPONSABLE DE L'UNITÉ TELETRAITEMENT ref. DM2

Pour prendre en charge l'organisation et l'animation du Bureau et la surveillance du Réseau et de la cellule Développement des applications sur terminaux 4700.

De formation supérieure, vous avez une bonne pratique de SNA, VTAM et du système 4700.

Adresser votre candidature (CV, photo, prétentions) en précisant la référence du poste choisi à
BANQUE SUDAMERIS FRANCE - Service Central du Personnel - Recrutement carrières -
12, rue Halévy, 75009 Paris.

CONTEXTE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINTEL (1) 296.10.65

مكتبة الامم

صكزا من الامثل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE SYSECA
SOCIÉTÉ DE SERVICES ET D'INGÉNÉRIE EN INFORMATIQUE
(800 personnes, C.A. 280 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale
recherche dans le cadre de l'expansion de son activité
SYSTEMES DE COMMUNICATION

INGÉNIEURS INFORMATIQUES
CONFIRMES
(3 à 7 ans d'expérience)
Postes à pourvoir : **CHEFS DE PROJETS**

Domaines : réseaux de données, télématique, microinformatique, téléphonie, vidéocommunication

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2080 à : GROUPE SYSECA, Service du Personnel - 315, Bureau de la Colline - 92213 St Cloud Cedex

Compagnie Générale des Eaux

X, MINES, CENTRALE, PONTS...

Peut-être êtes-vous débutant, peut-être est-ce votre première expérience professionnelle qui vous en a convaincu, mais en tout état de cause vous souhaitez avoir rapidement des responsabilités complètes recouvrant le technique, la gestion, le commercial et le personnel. C'est donc que vous avez l'éticelle nécessaire et que vous pouvez devenir

CHEF D'ENTREPRISE A 30 ANS

et vous souhaitez trouver une société qui vous en offre la possibilité. Après quelques années, en second, à PARIS, à LYON, à NICE, à ANGERS... pour bien connaître notre métier, nous vous confierons l'animation d'une de nos unités.

Nous sommes un des premiers groupes industriels français. Chez nous, les ingénieurs de talent font des carrières passionnantes. Merco de nous adresser votre candidature s/réf. 2901 au Service Relations et Ressources Humaines, 52, rue d'Angou - 75008 Paris.

Ingénieur mécanicien France - USA

Vous avez environ 30 ans et vous voulez devenir votre propre maître par la valeur de vos idées. Inventer et matérialiser de nouvelles formes reste pour vous la motivation essentielle d'un ingénieur. Vous n'avez pas brûlé vos livres de cours ; vous êtes toujours capable d'établir et de calculer le modèle mathématique d'un système physique. Vous avez vous-même travaillé en atelier ou sur banc d'essai (et pas seulement dirigé vos adjoints). Vous êtes capable de défendre - en anglais - vos idées et vos résultats devant un auditoire d'ingénieurs spécialisés et compétents.

Nous sommes une petite équipe de réputation mondiale. Nos machines brevetées sont fabriquées par de grands groupes industriels sur plusieurs continents.

Au sein de notre principal laboratoire situé dans le Connecticut près de New York, vous assurerez le relèvement des générations et deviendrez membre d'un triumvirat franco-américain qui doit prendre progressivement le contrôle technique, commercial et financier.

Ecrivez-nous avec C.V., photo et lettre manuscrite sous référence 2002 pour préparer notre rencontre dans notre laboratoire-parisien début février à

PUBLIVAL, 27 Route des Gardes 92190 MEUDON qui transmettra

Important Groupe de Travaux Publics à vocation internationale, recherche, pour son siège social à Paris un

Jeune Assistant de Direction du Personnel HF

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po, Sup. de Co, Droit ou Sciences éco., complété si possible par une formation type IFOCOP - GIFFOP - IGS), vous pouvez faire état d'une première expérience significative de la fonction personnel acquise, de préférence, dans une société internationale.

Vous avez du potentiel, de l'imagination et souhaitez mettre vos qualités de contact et de gestionnaire au service d'une équipe de Direction du Personnel dynamique et créative.

Nous vous offrons, dans un premier temps d'assister le chef du personnel du siège social pour l'ensemble de ses tâches :

- administration du personnel,
- applications informatiques en plein développement,
- gestion des ressources humaines,
- relations avec les partenaires sociaux.

Si votre action est convaincante et votre motivation sans faille, nous veillerons à ce que vous puissiez évoluer au sein de la Direction du Personnel en prenant le moment venu des responsabilités plus larges.

Une bonne connaissance de la langue anglaise sera un atout supplémentaire.

Des missions à l'étranger ne sont pas exclues.

Les personnes intéressées voudront bien adresser leur candidature en indiquant leurs prétentions sous réf. 3672 à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cedex 02, qui transmettra.

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

Société française renommée dans le domaine des techniques de pointe (électronique, aéronautique, systèmes informatiques...), 2800 personnes, C.A. de 12 Milliards de francs, nous offrons un poste de gestionnaire des ressources humaines au sein de notre établissement de province, situé dans le centre Ouest (Vienne) 900 p dont 110 cadres.

Adjoint au responsable du personnel et des relations sociales de cet établissement, il devra prendre en charge le recrutement, l'évaluation des potentiels et des besoins afin de favoriser une politique de mobilité interne.

De formation supérieure en sciences humaines (psychologie, gestion du personnel...), il vous sera demandé environ 5 ans d'expérience dans la fonction personnel en milieu industriel et de bonnes connaissances en psychologie.

Nous vous offrons une réelle opportunité de développement professionnel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 6475, à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cedex 02, qui transmettra.

PROFESSEURS
MATHÉMATIQUES
PHYSIQUES, FRANÇAIS
qualifiés et expérimentés.
Libres du 24-03 au 05-04-85
pour COURS DE VACANCES.
Ecrire n° 72-673 PUBLI-LTTE
ZEMOR, 3, rue Saint-Fiacre,
75002 PARIS, qui transmettra.

GROUPE LUCHAIRE

5.700 PERSONNES - 2,4 MILLIARDS F
recrute pour sa division ARMEMENT
(eu Siège : PARIS 8*)

CHEF DE PROGRAMME
(60 % du C.A. de la Division)

Responsable de la gestion industrielle
DU PRINCIPAL PROGRAMME DE LA DIVISION : DÉV. -
propositions d'investissements - PLANS DE CHARGE DES
USINES et de la sous-traitance - COORDINATION ENTRE LE
B.E. et la PRODUCTION - APPUI TECHNIQUE AUX COM-
MERCEAUX...

Indispensable

- INGÉNIEUR diplômé généraliste ou Grande Ecole de Commerce avec goût pour la technique
- ANGLAIS courant
- 7 à 10 ans d'EXPERIENCE de GESTION DE PRODUCTION ou de CHEF DE PROJET en industrie de biens d'équipement

SOUHAITABLE

- Connaissance des secteurs MILITAIRE, AÉRONAUTIQUE ou Automobile

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8172 à

sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Secteur Agro-Alimentaire
recherchons pour gérer

PAVILLONS FRANÇAIS
DANS
FOIRES A L'ÉTRANGER

H.F. D'EXPERIENCE

- Très grande expérience.
- Excellent contact et sens du service.
- Solide et autonome.
- Environ 35 à 40 ans.
- Langues (Anglais, Allemand...).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
REGIE-PRESSE, sous le 300.993 M,
7, rue de Montcaumon, 75007 PARIS.

jeunes cadres commerciaux
DIPLOMES
140.000+

Pour répondre au défi des années 1990, un Groupe Chimique français de dimension mondiale souhaite intégrer plusieurs jeunes diplômés à fort potentiel ayant la passion du commerce et un tempérament de "gagneur".

Après une période de 3 ans minimum sur le terrain, près d'une clientèle industrielle, ils pourront accéder à des postes de responsabilités tels que Responsable Produit ou Marché, Direction de Vente.

Une carrière internationale est possible.

L'évolution de carrière implique la mobilité :

- formation supérieure IHEC, ESSEC, ESCP, ESCAB,
- une formation complémentaire est appréciée,
- 1^{er} emploi ou dotés d'une toute première expérience,
- anglais courant indispensable + autres langues souhaitées,
- en première affectation, les postes seront basés à Paris et en Province.

Adresser au Cabinet RCC lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo en précisant la référence 525-8

RCC Recherche / Conseil / Cadres
6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS

EUROPE FALCON SERVICE
Compagnie d'aviation privée

Aéroport du Bourget recherche

CADRE ADMINISTRATIF

pour s'occuper plus particulièrement des questions juridiques et administratives (services généraux).

- Expérience professionnelle de 3 ans minimum.
- Parfaite maîtrise de l'anglais.

Envoyer c.v. précis, lettre manuscrite, photo et prétentions à E.F.S., B.P. 10, 93350 AÉROPORT DU BOURGET.

Ingénieur système

au sein du Département COMMUTATION et SYSTEMES, il sera appelé à proposer des évolutions de produits existants, et à participer à la conception et à la réalisation de systèmes de télécommunications privés et semi-publics.

L'expérience requise correspond à des prises de responsabilités directes d'étude et de développement en commutation de données, au cours de 6 à 10 ans d'activité dans le domaine des télécommunications.

Merci d'adresser votre candidature à T.R.T.
Direction du Personnel, 5, avenue Réaumur,
92350 La Pléssie-Robinson.

T.R.T. Une des 1ères Stés. françaises d'électronique professionnelle

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Cette société française de production, leader dans son domaine d'activités lié à une technologie de pointe, de réputation internationale, recherche pour son siège social, en proche banlieue Ouest, deux cadres :

• **Contrôleur de gestion senior** - Rattaché au directeur du contrôle de gestion centrale, il sera plus particulièrement responsable de la coordination des budgets d'investissement et de financement des unités opérationnelles décentralisées. Il doit, de plus, participer activement au développement des méthodes de contrôle budgétaire dans ces deux domaines. Réf. A/2618M.

• **Contrôleur de gestion junior** - Dépendant du contrôleur de gestion de l'une des unités opérationnelles (effectif : 2.000 personnes), il sera chargé de la préparation et du suivi de tous les documents inhérents au bon fonctionnement d'un contrôle de gestion. Réf. A/2617M.

Ces postes s'adressent à des diplômés de l'enseignement supérieur (ingénieur + école de gestion ou grandes écoles commerciales). La rémunération annuelle sera fonction des qualités et de l'expérience acquise. Ecrire à P.H. LÉPAGE en précisant la référence choisie.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

PARIS

ASSOCIE EN PUISSANCE CHEZ UN DES "BIG EIGHTS"
— CONSEIL EN ORGANISATION —
LE TOURNANT DE VOTRE CARRIERE...

- par les grosses responsabilités qui vous seront confiées
- par l'utilisation d'une méthodologie de pointe
- par une formation interne, soutenue et de très haut niveau
- surtout par la possibilité d'accéder au partenariat.

- Vous êtes ingénieur et avez plusieurs années d'expérience en informatique axée sur la gestion.
- Vous connaissez un gros matériel (IBM, BULL) et les systèmes de réseaux.
- Votre potentiel, votre ténacité et votre ambition vous permettront de réussir sur des projets "pointus" et très diversifiés.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre CV sous la réf. 730-21 à notre Conseil :

ONOMA

26, rue de Berni 75008 PARIS
(confidentialité, réponse assurées)

Economie et contacts

Débutante ou déjà en entreprise, vous avez une formation supérieure de type maîtrise de sciences économiques ou équivalente. C'est en tant qu'Assistante de notre Direction que nous vous proposons de nous rejoindre. Société de Conseil, nous travaillons avec les plus grands groupes industriels de France. Suivre de près tout ce qui touche à la politique économique, à la vie des entreprises et à la carrière des décideurs est une nécessité pour nous. A ce premier aspect de votre fonction, s'en ajoute un autre, plus interne à la société : établir un contact fructueux avec nos consultants où qu'ils se trouvent en France, connaître leurs projets voire y participer, et diffuser auprès de tous, ce qui en fait la nouveauté dans notre expérience déjà accumulée. C'est là que d'excellentes qualités de contacts vous seront précieuses pour vous faire adopter.

Et si votre potentiel vous le permet, vous serez bien placée pour venir étoffer notre équipe d'ingénieurs.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. AD à SMC Internationale
6, rue des Frères-Caudron - 78140 VILLIZY

adjoint directeur commercial
Fould-Springer

Notre entreprise est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits de transformation destinés aux secteurs alimentaire, hygiène, santé. L'une de nos divisions produit des alcools éthyliques surfinés d'origine agricole et les commercialise auprès d'industriels des spiritueux, vinaigriers, parfumeurs, pharmaciens et chimistes. Le Directeur Commercial de cette division recherche un adjoint pour l'aider à faire face au développement de cette activité. Ce jeune collaborateur participera activement à la vente de nos produits en France et en Europe : la négociation, compte tenu du montant important de la commande, se fait à un niveau élevé. Il superviserait l'administration commerciale (la législation sur les alcools exige une grande rigueur). Il sera associé à la définition de la politique commerciale. Ce poste convient à un homme de 30 ans minimum, de formation supérieure commerciale, ayant 3 à 5 ans d'expérience de vente de produits industriels (de préférence produits alimentaires ou chimiques). L'anglais est indispensable, l'allemand et l'espagnol souhaités. Nous serons attentifs au potentiel de ce collaborateur, car nous aimerions le voir évoluer au sein de notre Groupe. Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 438.85 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron, sa.

MEMBRE DE SYNTec

Assistant controller dans le secteur des services

Filiale d'un important groupe américain, notre société réalise en France un chiffre d'affaires de 370 MF. Nous occupons la première place sur notre marché dans le domaine des services.

Notre Directeur Financier recherche son Assistant Controller. Vos missions :

- établir le reporting
- prendre en charge l'ensemble des problèmes de fiscalité et de contrôle des changes
- assurer et superviser les travaux de comptabilité générale et de comptabilité auxiliaire.



COFROR
Tour Fiat-Cedex 16-92084 Paris La Défense

Pour exercer ces responsabilités, vous animerez et dirigerez une équipe de 30 personnes (dont 5 cadres).

A 30 ans, vous travaillez aujourd'hui dans une Société de services et si possible dans un Groupe qui vous a permis de connaître les problèmes de reporting.

Votre formation (Ecole de Commerce ou de Gestion) vous a orienté vers l'expertise comptable (DECS, certificats supérieurs). Vous parlez couramment l'anglais.

Aujourd'hui vous souhaitez cependant exercer des fonctions plus élargies et des responsabilités d'encadrement : notre taille, notre structure, et l'importance de la fonction financière dans nos activités vous permettent cette évolution.

COFROR, notre Conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous recommandera d'adresser à Catherine ROZOT sous référence 348/31M (en indiquant votre réclamation actuelle).



Laboratoires de Marcoussis

- TELECOMMUNICATIONS
- INFORMATIQUE AVANCEE
- OPTIQUE
- PRODUITS CHIMIQUE
- ENERGIE

recherchent pour leur division Informatique dans le cadre de la croissance de ses activités en INTELLIGENCE ARTIFICIELLE et INFORMATIQUE AVANCEE :

CHEFS DE PROJETS
INGENIEURS DE RECHERCHE
confirmés et débutants

réf. IR. DIN.
réf. IR. DIN.
de formation grande école d'ingénieurs, thèse ou DEA dans les domaines suivants : SYSTEMES EXPERTS, TRAITEMENT DU LANGAGE NATUREL, GENIE LOGICIEL, ENVIRONNEMENT DE PROGRAMMATION. Connaissances informatiques modernes souhaitées : LISP, PROLOG, UNIX.

Postes de travail individuels. Ambiance de travail stimulante dans le cadre d'un Grand Groupe Industriel. Moyens matériels de premier ordre : réseau local, plusieurs VAX, machines LISP.

Adresser lettre manuscrite et CV si référencé du poste choisi au Service du Personnel des LABORATOIRES DE MARCOUSSIS, Route de Nozay, 91460 MARCOUSSIS.



CENTRE DE RECHERCHES DE LA COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE

CADRES COMPTABLES ET FINANCIERS

Nous sommes la première filiale européenne d'un groupe chimique de dimension mondiale. Notre C.A. dépasse 2,5 milliards de francs.

• Pour renforcer notre Division Comptabilité Finances, nous créons 2 postes de cadres comptables et financiers confirmés :

RESPONSABLE COMPTABILITE INTERNE

Outre le reporting à la Coordination Groupe en Allemagne, vous animerez la Comptabilité Générale et la Comptabilité Industrielle et Analytique. (Réf. 2097 M).

RESPONSABLE COMPTABILITE EXTERNE

Vous prendrez en charge tous les flux financiers de la société et animerez la Comptabilité Fournisseurs, la Comptabilité Clients, le Contrôle des Dépenses et la Trésorerie. (Réf. 2098 M).

Vous avez acquis une solide expérience de 5 à 7 ans dans une grande société et êtes, bien entendu, diplômés d'une grande école de gestion plus, de préférence, DECS complet.

La maîtrise de l'allemand est indispensable pour le poste chargé du reporting.

• Pour étoffer notre Division Plans et Contrôle, nous recherchons un

ASSISTANT CONTRÔLEUR DE GESTION

Vous épaulerez plusieurs unités commerciales dans l'élaboration de leurs budgets et le suivi de leur gestion.

Vous êtes diplômé d'une grande école de gestion et avez acquis, de préférence, une première expérience de 2 à 3 ans dans une grande société, vous connaissez l'allemand. (Réf. 2099 M).

Lieu de travail : PORTE D'ITALIE.

Merci de nous adresser votre candidature en précisant la référence.

Henkel France

Direction des Relations Humaines - BP 111
94250 GENTILLY

Votre expérience d'un cabinet comptable au service de la profession



CCNC
INFORMATIQUE DE GESTION

MEMBRE DE SYNTec-Informatique

CCMC est leader dans la diffusion de services informatiques auprès des cabinets d'Expertise Comptable. Afin de poursuivre et développer ses relations avec la profession comptable elle recherche un candidat ayant une bonne expérience en cabinet, de formation Sciences Politiques, DECS, ESC ...

Désireux d'avoir des contacts de haut niveau dans la profession, de participer à son évolution et notamment à l'intégration de l'informatique, vous avez le sens du contact humain, un fort esprit de synthèse, une personnalité affirmée. Dépendant du Directeur des Relations Extérieures, vous avez une connaissance générale de l'informatique, de la société CCMC, et devrez être autonome dans votre fonction. Anglais courant obligatoire.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous réf. ECC à Alain Bourgeois, CCMC, 99-115 quai du Pdt Roosevelt, 92138 Issy-les-Moulineaux.

Chargé d'études statistiques HF

165 000 F+

Filiale d'un des premiers groupes français d'assurances, nous recherchons pour notre siège basé en proche banlieue parisienne (Ouest) un(e) chargé(e) d'études statistiques. Appliqué de 27 ans minimum, de formation ENSAE, Actuarier, ISUP ou équivalent, vous avez une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine des études statistiques assurances. Spécialiste des études, vous maîtrisez toutes les techniques de la fonction, bien sûr, mais vous savez également innover et « faire passer » vos idées.

Rejoignez-nous ! Au sein de notre direction technique, nous vous proposons des missions variées. A terme, d'importantes perspectives de développement de carrière se présenteront à vous.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 3369, à MEDIA P.A. - 8, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

ORGANISME PARA-PUBLIC
CRÉE SON SERVICE D'AUDIT

- **CHEFS DE MISSION**
- **RÉVISEURS CONFIRMÉS**
- **DÉBUTANTS**

Les deux premiers postes requièrent impérativement une expérience d'audit. Les débutants seront diplômés d'études supérieures (H.E.C., ESSEC, SCIENCES PO, DAUPHINE, ESC...).

Désirables assurés.

Envoyer C.V., prétentions et photo sous la réf. 8.860, à MEDIA Pub., Service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75008 PARIS.

صكزا من الامجل

صحة من الاموال

OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE INTERNATIONALE

RECHERCHE
POUR SON SIÈGE A PARIS

**GRADÉ CONFIRMÉ
OU CADRE DE BANQUE**

pour un poste de responsabilité au sein
de son DÉPARTEMENT DU CRÉDIT

Une expérience de plusieurs années de gestion
d'auto-crédits et d'engagements par signature est
indispensable ainsi qu'un bon niveau d'anglais
(parlé et écrit).

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 8.917
le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

L'Européenne de Banque

recherche pour ses succursales

**Attachés
commerciaux**
«P.M.E. P.M.I.»
Classe IV ou V

- Expérience d'au moins 2 ans souhaitée.
- Dynamisme commercial indispensable.
- Qualification technique minimum : I.T.B.
- Esprit d'équipe et goût de la réussite.

Adresser C.V., photo et prétentions à
L'Européenne de Banque
Direction des Relations Humaines
21, rue La Fayette 75009 Paris.

GROUPE SYSECA

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET D'INGÉNÉRIE
EN INFORMATIQUE
(800 personnes, C.A. 280 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel
de taille internationale

recherche
dans le cadre de l'expansion de son activité

**INGÉNIEURS
COMMERCIAUX**

Formation Grandes Ecoles ou Sup de Co
pour la vente de prestations intellectuelles et de produits
informatiques concernant les :
SYSTEMES DE COMMUNICATION
Téléphonie, Réseaux
Télématique,
Vidéocommunication

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V.,
photo et prétentions sous réf. 2061 à
GROUPE SYSECA, Service du Personnel
315, Bureau de la Colline
92215 Saint Cloud Cedex

Nous accorderons une attention particulière aux candidats désireux de s'intégrer dans une équipe commerciale ayant pour mission la négociation de contrats d'entretien auprès des administrations et des grandes entreprises industrielles.

TE

TROUVAY & CAUVIN

Important groupe international fabricant, stockiste et distributeur des matériels nécessaires à l'équipement et à la maintenance de l'industrie (pétrole, chimie, gaz, eau...) recherche pour sa DIVISION ROMANETIENNE INDUSTRIELLE basée à ASNIÈRES

CHEF DE PRODUIT

Ce poste conviendrait plus particulièrement à un ingénieur diplômé d'une école de chimie ou de mécanique et ayant une première expérience de la vente d'environ 3 ans.

Sa mission comportera 2 volets essentiels :

- la gestion des produits en début de leur cycle de fabrication et la force de vente.
- la dynamisation d'un réseau de vente existant.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir. Une bonne connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 900 à R. SECBET - 40, rue de la Réunion 94100 SAINT-MAUR.

**Jeunes Ingénieurs choisissez
un métier d'homme libre**

Fortes personnalités, leaders, vous allez étouffer dans les bureaux... Optez pour la liberté d'action !
Ingénieurs chantiers COLAS, vous réaliserez les travaux que vous organiserez et conduirez à votre manière.
Autonomes au sein de structures régionales et à taille humaine, battez-vous pour faire progresser votre unité. Vous tenez votre réussite.

Hommes de contact, imposez votre dynamisme à vos équipes, pour conquérir et satisfaire nos clients (Directions de l'Équipement, Municipalités, Industriels...).

Pour ce métier d'homme libre,
COLAS Service Recrutement Formation Réf. RF 1
39 rue du Colisée - 75008 Paris.

COLAS

Crédit National

recherche
pour son SERVICE DES ÉTUDES JURIDIQUES

**JURISTE
à DOMINANTE FISCALE**

Il sera chargé principalement d'étudier les problèmes juridiques et fiscaux relatifs à l'activité de l'entreprise (opérations de prêts) et à celle de ses filiales (crédit bail, prises de participations, garanties...).

Il assumera aussi à l'intérieur de l'entreprise un rôle de Conseil et s'efforcera de résoudre concrètement les problèmes posés.

Il devra posséder :

- une maîtrise de droit minimum,
- de bonnes connaissances du droit des affaires et du droit fiscal appliqué aux entreprises,
- cinq années d'expériences acquises dans un cabinet spécialisé, ou dans un service juridique de banque ou d'entreprise.

Rémunération attractive et perspectives de carrière pour un candidat performant.

Prérez d'adresser une lettre manuscrite avec Curriculum-Vitae, salaire souhaité et photo (retournée) au CREDIT NATIONAL, Service du Personnel et des Relations Sociales, 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Dans le cadre d'un groupe international très important (6 Millions de \$ de chiffre d'affaires), nous sommes spécialisés dans la production et la vente de matériel électronique. Notre filiale européenne a eu en 1984 un chiffre d'affaires de 240 Millions de Francs et une croissance de plus de 30 %.

L'effectif de 180 personnes se répartit entre un centre d'études et de production et des agences commerciales situées dans différents pays européens.

Nous cherchons notre :

**CONTROLEUR FINANCIER
EUROPE**

Basé au siège social européen, situé en région Rhône-Alpes et dépendant directement du directeur général européen.

Le contrôleur financier est chargé :

- de la coordination financière des unités européennes (Angleterre - Allemagne - France essentiellement) avec un reporting permanent aux U.S.A.,
- de la mise en place des procédures et d'analyses relatives à la situation financière,
- de l'établissement des budgets européens,
- du contrôle des coûts de production et des niveaux d'inventaire.

Des déplacements sont donc à prévoir en Europe et aux U.S.A. L'anglais courant est indispensable. Une formation supérieure (Université ou Grande Ecole) et plusieurs années d'expérience professionnelle acquise dans un cabinet d'audit ou dans une entreprise multinationale sont nécessaires pour ce poste.

La réussite dans ce poste permettra d'évoluer au sein du groupe tant en Europe qu'aux U.S.A.

Merci d'envoyer votre candidature avec CV, photo et prétentions sous réf. 4653 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

JURISTE DROIT SOCIAL

Vous êtes titulaire d'un DESS ou d'un DEA. Vous possédez quelques années d'expérience comme praticien du droit social.

La Direction des Relations Humaines de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel vous propose un contrat à durée déterminée de 6 mois minimum.

Poste à pourvoir immédiatement.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV + photo) sous Réf. 288M à C.N.C.M. Michel MAYER 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel

PEUGEOT S.A.

Recherche pour ses
SERVICES CENTRAUX

**CADRES COMPTABLES
ET
CADRES FISCALISTES**

Au sein du Service de consolidation, ils participeront à l'élaboration des comptes consolidés du Groupe et à la Gestion du régime fiscal du bénéfice mondial consolidé.

Préférence sera donnée aux Diplômés de l'Enseignement Supérieur bénéficiant d'une expérience de 2 à 5 ans.

La pratique de l'anglais est indispensable. Autres langues appréciées : Espagnol - Italien - Allemand.

Ces postes basés à Paris impliquent des déplacements à l'étranger.

L'importance du groupe permet d'envisager toute évolution de carrière.

Les candidatures sont à adresser à :
PEUGEOT S.A. - Gestion du Personnel
75 avenue de la Grande-Armée 75116 PARIS.

PARIS

Notre Société est la filiale d'un Groupe important, leader mondial de sa spécialité. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons :

**UN RESPONSABLE PRODUIT
REFRIGERANTS ATMOSPHERIQUES**

Ingénieur ou de formation équivalente, âgé de 30 à 40 ans, vous avez une expérience prouvée dans cette activité. Manager de cette gamme de produits, vous aurez en charge son développement en vous appuyant sur nos ressources commerciales et techniques et sur notre infrastructure industrielle.

La vente sera votre objectif majeur.

La rémunération, motivante, sera fonction de votre expérience. Une bonne connaissance de l'anglais et / ou de l'allemand est nécessaire.

Votre esprit d'entreprise et votre capacité à vous intégrer dans une équipe motivée vous donneront de réelles possibilités d'évolution.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
PIERRE LICHOU S.A. - sous référence 8106
BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

**CAISSE NATIONALE DE
CREDIT AGRICOLE**

recherche pour son
Département Développement

des animateurs consultants

Vous aurez pour mission :

- l'animation des séminaires de techniques commerciales
- le suivi pratique des formations
- ponctuellement, une participation à la création ou à la mise à jour des programmes de formation.

Il vous est demandé :

- un diplôme de l'enseignement supérieur (Sup de Co ou équivalent)
- une expérience de 2 ou 3 ans en matière de techniques bancaires et/ou d'animation commerciale.

Ce poste, basé à Paris, nécessitera de fréquents déplacements en province.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. M014 à
CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Neuve

NEGOCE INTERNATIONAL

Spécialisés depuis 30 ans dans les opérations de compensation et d'arbitrage, bien introduits dans les pays du COMEBON,

recherchons
Collaborateurs Technico-commerciaux expérimentés et énergiques.

De préférence RETRAITÉS, pour étendre nos activités à de nouveaux secteurs : chimie, sidérurgie, textile, électronique, etc. Idées et initiatives bienvenues.

Envoyer sous n° 8.900, le Monde Pub.
Service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Importante Société d'Assurances I.A.R.D.

très implantée nationalement, notamment en milieu rural, recherche son

**responsable études
et développement commercial**

Assisté d'une petite équipe, dans le cadre d'une création de poste, il aura pour principales missions :

- l'étude de l'environnement : marché, besoins, concurrence, législation, pour contribuer à l'adaptation des produits, des tarifs et des modes de distribution de la Société
- la participation à la conception dans une "optique commerciale" des documents, et participer à la mise en œuvre de programmes d'actions et de tarifs et outils de vente
- participer à la mise en œuvre de programmes d'actions et de tarifs et outils de vente
- participer à la mise en œuvre de programmes d'actions et de tarifs et outils de vente

De formation supérieure universitaire, il devra justifier d'une expérience probante.

A moyen terme, ce collaborateur pourra évoluer vers d'autres responsabilités fonctionnelles au sein du siège, ou vers une fonction plus opérationnelle sur le terrain.

Pour un premier contact, adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. SDMO.01, à notre Conseil (discretion absolue garantie, aucun dossier ne sera transmis sans accord préalable des candidats).

ceforpe - marc forget et associés
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

1501

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
NOUS RECHERCHONS POUR NOTRE SITE DE BEAUCHAMP - 95 -

Ingénieur électronicien

• AU SEIN DE NOTRE DEPARTEMENT MAINTENANCE
IL INTERVIENDRA SUR LES 4 UNITES DE
PRODUCTION DU SITE POUR :

• apporter le support technique de sa spécialité à l'ensemble des groupes composant la maintenance,
• assurer l'encadrement d'une équipe de 6 techniciens supérieurs spécialistes en dépannage et prévention dans les domaines de l'informatique industrielle de l'électronique et de l'automatisme.

Formation : Ingénieur électronicien ISEP, ISEN, ENSEA, INPG, ESEO, INSA...
Une expérience de 2 à 3 ans est souhaitée, mais les candidatures de débutants seront étudiées.
L'évolution de carrière comme la rémunération seront motivantes.

Adresser : C.V., lettre manuscrite photo (retournée) à :
3 M France, A. Bouteau, Avenue Boute,
95250 Beauchamp.

3M

Une société française très performante sur son marché commercialisant, en France, du matériel de technologie avancée importé d'Europe et des Etats-Unis, recherche un

SPECIALISTE PRODUIT

chargé du lancement d'une nouvelle gamme se composant de systèmes de marquage par laser, d'équipements électroniques pour l'impression de code à barres et de lecteurs par scanner.

Sa mission sera double :

- premièrement : marketing (études de marchés, objectifs, stratégie)
- deuxièmement : technique (essais, formation des vendeurs vendeurs et après-vente).

Ce poste sera confié à un jeune diplômé électronicien pouvant prouver une première expérience réussie dans le domaine industriel. Déplacements fréquents mais de courte durée en France et à l'étranger. Nombreux avantages sociaux. Volonté de fonction. Anglais courant impératif.

Adresser curriculum vitae sous la référence 2129 M à Bernard MANGOU

17 rue La Rochefoucauld 75009 PARIS

SEARCH

Société de Service, 300 personnes,
80% du CA à l'exportation,
filiale d'un grand groupe français,
recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

qui sera l'adjoint
du responsable du service commercial.

Agé de 30 ans minimum, cet ingénieur diplômé d'une grande école, a acquis une expérience technique de plusieurs années, soit dans une usine (pétrole, chimie), soit dans une société d'ingénierie. Il a également acquis une expérience commerciale dans la vente de services à l'exportation.

Basé dans la Région Parisienne, il devra effectuer de nombreux déplacements à l'étranger. Il parle et écrit couramment l'anglais.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous référence 4429 à
CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSÉ PUBLICITE - UTILISEZ VOTRE MATRIEL (1) 001 14 08



JEAN TROUARD recherche pour son Département Cession et Rapprochement d'Entreprises. COLLABORATEUR CONFIRME

de formation supérieure de très bon niveau (grande école ou université), ayant une expérience de 5 à 10 ans de gestion financière ou d'audit, ayant l'habileté des contacts à des niveaux de décision, une bonne connaissance des PME et le sens de la négociation.

Intégré à une équipe expérimentée, il bénéficiera de la notoriété, des méthodes de travail et du réseau relationnel développé et diversifié du cabinet.

Rémunération de l'ordre de 250 000 F + intéressement.

Merci d'écrire, avec C.V. détaillé et rémunération actuelle, sous réf. 555 M à Brigitte PRISARD,

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS

Conseils en ressources humaines.

SIETAM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SUD DE PARIS
recherche

INGENIEURS DEBUTANTS ou D'EXPERIENCE

réf. 1317

génie électrique ou génie mécanique pour mise au point d'installations d'équipements automatisés.

CONDUCTEURS DE TRAVAUX

réf. 1318

en électricité industrielle, ayant au moins 5 ans d'expérience en préparation, suivi et mise en route de chantiers d'électricité industrielle B.T., sens du commandement nécessaire.

Pour ces postes : déplacements France et étranger, anglais souhaité.

Adresser C.V. et prétentions sous la référence choisie à :
SIETAM - Service Montage
42/48, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

JEUNES INGENIEURS

Pour débiter votre carrière nous vous proposons un séjour de formation d'environ 1 an au siège de notre Société (région parisienne), puis une affectation en AFRIQUE FRANCOPHONE.

Notre entreprise de Bâtiment - Travaux publics appartient à l'un des premiers groupes français.

Cette annonce concerne les INGENIEURS DEBUTANTS libérés des obligations militaires.

Adresser votre C.V. avec photo sous réf. 4690 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSÉ PUBLICITE - UTILISEZ VOTRE MATRIEL (1) 001 14 08

Ingénieurs

confirmés ou 1 à 3 ans d'expérience.

Si vous êtes intéressés par l'un des domaines :

- SYSTEME TEMPS REEL,
- PROCESS INDUSTRIEL,
- TELE-INFORMATIQUE,
- TRAITEMENT D'IMAGES,
- CAO.

nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe d'INGENIEURS SPECIALISES.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à :

telsa informatique
9, boulevard Jean Jaurès - 92100 BOULOGNE.

Publicité

Nous recherchons un chercheur !

Sodilec 300 personnes - CA 120 MF - 25 ans de réussite dans la transformation de l'énergie électrique, crée au sein de son laboratoire un poste pour un jeune

Ingénieur électronicien

Après une période d'adaptation, vous aurez pour mission :

• de rechercher et de développer les produits du futur ;

• d'animer une équipe de laboratoire.

Si vous êtes un électronicien diplômé d'études supérieures (Grande Ecole ou Université) possédant une expérience de 2 à 3 ans de laboratoire, de préférence dans le domaine de l'énergie, créatif, ouvert, tourné vers la recherche appliquée, soucieux de progresser au sein d'une entreprise en plein développement, ce poste est de nature à vous intéresser.

Lieu de travail : Neuilly-Plaisance.



Adresser C.V., lettre, photo, à
**GESTION ET METHODES
CONSULTANTS D'ENTREPRISES**
1 bis, place du Commerce 75015 Paris.

MEMBRE DE SYNTIC

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour son unité de production
pharmaceutique (800 personnes) proche banlieue Est de Paris

JEUNE INGENIEUR A.M. ou équivalent

ayant des connaissances en informatique et en organisation pour assister le Chef du Département Matériel Logistique.

— dans la gestion de nos magasins,

— dans la conception et la réalisation d'un nouveau centre de stockage et de distribution.

Ingénieur diplômé d'une Ecole type Arts & Métiers, vous avez une première expérience industrielle que vous souhaitez valoriser dans un secteur d'activité en phase de développement.

En contact direct avec l'équipe que vous animez vous ferez preuve de qualités réelles « d'homme de terrain ».

En même temps vous montrerez votre aptitude aux relations humaines avec les services en amont et en aval.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
PIERRE LICHOU S.A. - sous réf. 6914
BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Filiale informatique des **AGF** Assurances Générales de France
La GIE vous offre la possibilité de

devenir informaticien

Vous êtes jeune diplômé : maîtrise ou DEA scientifique. Vous êtes fermement décidé à devenir un professionnel de l'informatique. Réalisez cet objectif avec nous.

Votre formation vous a apporté culture scientifique et ouverture d'esprit. Nous vous proposons de suivre un

stage de formation de 5 mois

aux techniques informatiques
(langage de programmation, bases de données...).

A l'issue de ce stage intensif et rémunéré, débutant le 9 avril 1985, vous intégrerez nos équipes et participerez au développement de projets importants et variés sur un matériel IBM performant (2700 terminaux répartis en France), dans un environnement jeune, motivant et offrant des perspectives d'évolution.



Pour rejoindre nos équipes, adressez votre candidature (CV + photo) sous référence 304 M à
GIE - Direction du Personnel
Tour Franklin, Paris La Défense Cedex 11
(lieu du stage et du travail)

THOMSON-TITN

recherche pour son DEPARTEMENT LOGISTIQUE spécialisé dans l'étude et le développement d'équipements de haut niveau, destinés à la mesure de performances de calculateurs et réseaux téléinformatiques

INGENIEURS LOGICIEL

grandes écoles, possédant une première expérience acquise de préférence dans un environnement « produits intel » (famille 8086) et des compétences téléinformatiques.

Au sein de petites équipes, ils développeront en particulier des logiciels de surveillance, de protocoles.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions à
Madame CHARTIER - THOMSON-TITN
1 à 5, rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS - sous réf. L / B.

SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE
en réelle expansion, recherche

ATTACHE (EE) DE DIRECTION

ayant l'expérience de la gestion de programmes immobiliers sur les plans administratifs, juridiques et fiscaux.

Cette fonction convient à un candidat (e) de formation supérieure ayant une expérience de 5 années environ dans cette profession.

Poste à pourvoir à PARIS 16ème.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à No 36040
COFAP 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS.

Confidentialité assurée.

REPRODUCTION INTERDITE
EMPLOIS

Schlumberger

pour industrielle

ou en physique et quelques

réactions du Centre de Recher-

se il travaille

directions de ces Divisions

is, validité, protection des

et à l'étranger (G.B., U.S.A.,

ble pour ce poste situé

prétentions) au Service

92120 Montrouge

GIERS

Schlumberger

tivités à

Paris, un

TE

ales

listes interna-

tivités en France

à commerciaux

commerciaux

cycle, utilisant

langue) et ayant la

de du travail et des

ages significatifs, ou

ance professionnelle.

en adresser leur

CVS, sous réf. 3670 à

31 Paris Cedex 02, qui

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Roucaire
Instruments scientifiques

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

pour SAV automatiques de biologie clinique, spectrophotomètres, infra-rouge, connaissant L'INFORMATIQUE.

Nous demandons :

- une expérience de plusieurs années,
- l'anglais courant (lu et parlé technique),
- la disponibilité pour déplacements toute la France,
- la maîtrise de l'animation d'une équipe à Vélizy.

Envoyer C.V., photo et prétentions à notre siège
BP 65 - 78143 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX

Senior Log-Analyst

CETIS, société d'études et de réalisations informatiques et scientifiques, filiale d'un groupe américain, dans le secteur pétrolier recherche un log-analyste confirmé, de formation scientifique, ayant une expérience de plusieurs années.

Votre rôle sera d'assurer la démonstration et la vente de nos programmes. Vous participerez également au marketing et au développement.

Basé à Paris, vous recevrez une formation approfondie à nos programmes. De fréquents déplacements en Europe et dans le monde sont à prévoir. Bilingue anglais demandé.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous réf. 852 LA à
Claude Mayer - CETIS
1 av. Pierre Grenier - 92100 Boulogne

Architecte
Devenez bâtisseur

Vous êtes diplômé. Depuis 4 ou 5 ans. A l'école et à l'agence vous avez confirmé votre talent graphique personnel. Et vous êtes passionné par la CAO. Saurez-vous l'occasion de vous réaliser pleinement. Prenez la responsabilité d'opérations de promotion, de maisons individuelles :

- conception de modèles,
- plans massés,
- dossier de PC,
- relation avec les DDE.

Rejoignez une société de promotion immobilière. Filiale d'un groupe international de BTE. Dans une équipe performante votre rémunération sera à la hauteur de votre talent et de vos espoirs. Basé à Paris vous effectuerez de nombreux déplacements en France.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 501.097 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
PARIS-NEW YORK 115, rue du Bac - 75007 PARIS.

Premier Constructeur Européen d'instruments opto-électroniques de haut de gamme (optique, vision de nuit, périscope, mesures, analyse d'images), spécialiste également de l'hydraulique (servo-valves, pompes, systèmes d'asservissement) 1200 personnes dont 140 ingénieurs et cadres répartis en 4 établissements à PARIS et en PROVINCE, recherche pour sa Direction Technique à PARIS

INGENIEUR GRANDE ECOLE
SUPELEC, TELECOM, CENTRALE, ENSTA...

Vous êtes imaginatif et créatif, vous aimez travailler en équipe.

Nous vous proposons, assisté par un petit groupe d'ingénieurs et de techniciens, de coordonner nos projets et de mener à bien les études et le développement de nos produits faisant appel à la Vision Assistée par Ordinateur.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à Monsieur Le Directeur Technique SOPELEM 125, bd Davout 75020 Paris

sopelém

SECONDER NOTRE DRH

■ Importante société d'INFORMATIQUE de dimension internationale, nous recherchons pour l'une de nos Directions Opérationnelles l'Adjoint de notre Responsable de la Division des Relations Humaines.

Cette division regroupe un effectif de plus de 500 personnes composé en forte proportion d'ingénieurs et de cadres informatiques.

■ Sa mission sera d'assister le DRH dans l'administration du Personnel (contrats, gestion des effectifs et des rémunérations ainsi des expatriés...) nous assistera également dans la gestion de l'emploi et des ressources humaines (recrutement, formation, orientation).

Nous recherchons un homme ou une femme de 30 ans environ, de formation supérieure (une formation juridique serait un plus) ayant une première expérience de la fonction Personnel ou du Recrutement (2 à 3 ans) et désireux d'évoluer dans un poste très opérationnel et proche du terrain.

■ Nous attachons la plus grande importance aux qualités personnelles du candidat, en particulier à sa rigueur, à son sens de l'écoute et de la communication, à sa disponibilité.

■ De réelles perspectives de carrière s'offrent au sein de notre groupe où la fonction Personnel a sa vraie dimension.

Le poste est à pourvoir en banlieue Ouest.

Merci d'adresser sous réf. AM21 : lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à notre Conseil STANDARDATA 128, Bd Haussmann - 75008 Paris.

STANDARDATA

quantel

UN DES LEADERS MONDIAUX DES SOURCES LASER

C.A. consolidé 1984 : 81 MF
Effectif : 85 personnes en France
40 personnes aux U.S.A.
(65% de son C.A. à l'export, une filiale en CALIFORNIE)

recherche pour sa Division Produits

RESPONSABLE DE PRODUCTION

pour diriger un groupe de production de lasers à haute puissance à applications scientifiques.

Formation : Centrale, A et M, CNAM ou équivalent.
3 à 5 ans d'expérience dans la production d'équipements scientifiques de haute technologie.

Anglais lu et parlé indispensable.

Envoyer C.V. à : **QUANTEL**
Mme Hennequin - Service du Personnel
BP 23 - 91941 LES ULIS CEDEX.

Spécialiste engagements banque

Crédit Maritime Mutuel Paris
recherche pour sa Société Centrale un

Chargé d'études engagements

Mission :

- Contrôle des engagements a priori et a posteriori des Caisses Régionales,
- Etudes financières spécifiques,
- Assistance technique au réseau.

Notre candidat doit avoir une expérience bancaire et en particulier en matière d'engagement d'au moins 5 ans. Ce poste offre d'intéressantes perspectives d'évolution à moyen terme.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé + photo et prétentions, sous la référence 1005/LM, à D. Francese, garant d'une discrétion absolue - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

CAPIFOR
PARIS - LYON - NANTES - BORDEAUX - ANGERS - NICE - MONTPELLIER - MONTREAL - QUÉBEC - MONTRÉAL

Important Groupe de Distribution recherche pour son

Service AUDIT INTERNE

Auditeur Adjoint H/F

De formation DECS ou équivalent + 2 à 3 ans d'expérience audit acquise de préférence en cabinet comptable.

Pour ce poste les missions seront les suivantes :

- contrôle et suivi des procédures administratives et comptables
- révision des comptes des filiales du Groupement.

Ce poste nécessitant autonomie, esprit d'initiative, disponibilité, sera basé à PARIS avec de nombreux déplacements en Province.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous référence 28685 à Lévi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.

ASSOCIATION DE TRAVAIL VOLONTAIRE ET D'ECHANGES INTERNATIONAUX

recherche

SON ADMINISTRATEUR

Compétences administratives techniques et expérience de la vie associative exigées

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à : REGIE-PRESSE, sous n° 301.007 M, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

VOUS AVEZ APPRIS

L'AUDIT INFORMATIQUE

dans un Cabinet d'Audit ou dans un grand service d'Audit interne, et vous êtes

AUDITEUR SENIOR

Nous vous offrons le tremplin : grande clientèle, réseau international, structure de recherche, missions diversifiées, qui vous permettra d'aller plus loin dans ce domaine.

Envoyer C.V., photo et rémunération souhaitée à : Finaut Fiduciaire, M. Patrick GRIMAUD 8, rue Bellini, 75782 PARIS CEDEX 16.

Importante société internationale d'équipements électroniques recherche

Responsable C.A.O

En liaison avec notre Centre Informatique, il sera chargé :

- des études de logiciel et de matériel,
- des études d'implémentation,
- de la formation à la C.A.O.

Il animera une équipe de 10 personnes.

Ingénieur grande école (ENST, ENSAE, Centrale, ESE, ENSTA Arts et Métiers...).

Le candidat aura 5 ans d'expérience de l'informatique dans une grande entreprise ou dans une S.S.C.I.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, C.V. photo et prétentions, sous réf. 3667 (à mentionner sur l'enveloppe), à Mada System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cedex 02, qui transmettra.

BETEL INGENIERIE

Pour de grands projets en

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

nous recherchons

INGÉNIEURS LOGICIEL
(grandes écoles, ENSI, DESS informatique)

Merci d'adresser votre candidature et date de disponibilité à : **BETEL INGENIERIE** (s. réf. 801) 23, rue de la Paix 75002 Paris.

BETEL GROUPE MORIA

CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIF ET DU PERSONNEL

Grande Banlieue Ouest de Paris.

Une société française (1000 personnes) spécialisée dans la fabrication d'équipements et systèmes électro-mécaniques destinés à des industries de pointe, recherche un **CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIF ET DU PERSONNEL** pour son unité industrielle principale employant plusieurs centaines de personnes. Sous l'autorité du Directeur d'Etablissement, il participera à la définition de la politique sociale et il veillera à son application. Il assistera le Directeur d'Etablissement dans ses relations avec les partenaires sociaux et avec les organismes officiels. Il supervisera l'administration du personnel (gestion des horaires, paie, législation, statistiques, etc.), il s'occupera du recrutement, de la formation et de la communication. Il veillera particulièrement à la bonne application d'un plan d'expression des salariés. Il suivra en permanence l'évolution de la législation sociale et il traitera les problèmes juridiques. Il sera également responsable des services généraux (douanes, transports, accueil, gardiennage, sécurité, entretien des bâtiments, ...). Il dirigera et animera un effectif d'une quarantaine de personnes. Le candidat devra, âgé d'environ 35 ans, de formation supérieure type Sciences Po, Sciences Humaines, Droit, ESC, posséder plusieurs années d'une expérience analogue acquise en milieu industriel.

Ecrire sous référence 745/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

La holding d'un important groupe à vocation tertiaire (2 milliards de C.A.) recherche

CHEF DU DEPARTEMENT CONTROLE DE GESTION

Collaborateur direct du Directeur Financier, il assure le bon fonctionnement et l'animation du Département Contrôle de Gestion :

- il contrôle les résultats établis pour chaque filiale par les différents membres de son équipe,
- il établit tous documents budgétaires et de gestion (tableaux de bord, rapports annuels, dossiers...),
- il prend en charge l'organisation et le déroulement de la campagne budgétaire.

Il est, dans ses différentes activités, en contact permanent avec le Chef du Département Comptabilité Consolidation.

Ce poste s'adresse à un candidat de 35 ans environ, de formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce...) complétée si possible par le D.E.C.S. et pouvant justifier d'une solide expérience dans des fonctions similaires.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions à **VALENS CONSEIL** - réf. 617 M - BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02.

Du "Soft" dans le pétrole

CETIS, société d'études et de réalisations informatiques scientifiques, filiale d'un groupe américain, dans le secteur pétrolier, recherche

2 Ingénieurs de développement logiciel

Vous êtes soit :

- un ingénieur confirmé dans l'un des domaines suivants : analyse numérique, traitement de mesures, systèmes experts, statistiques,
- soit un ingénieur débutant ayant déjà une première expérience en programmation (FORTRAN).

Pour ces deux postes, les capacités techniques des candidats seront déterminantes mais sera aussi tenu compte de leur aptitude à s'intégrer au sein d'une équipe jeune et motivée. Pratique de l'anglais demandée.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous réf. 852 ID à
Claude Mayer - CETIS
1 av. Pierre Grenier - 92100 Boulogne

صكزا من الامثل

INFORMATIONS « SERVICES »

LES ÉPREUVES
DU BACCALAURÉAT
COMMENCERONT
LE 5 JUIN

Les dates du baccalauréat pour 1985 ont été publiées au *Journal officiel* du 3 février. Comme les trois années précédentes, les épreuves écrites auront lieu les mêmes jours dans toutes les académies de la France métropolitaine. La volonté de préserver un maximum la fin du troisième trimestre de l'année scolaire a conduit l'administration à grouper l'essentiel des épreuves à la fin du mois de juin. Exception cependant pour l'épreuve écrite de philosophie, plus longue à corriger que les autres, qui aura lieu cette année deux semaines avant les autres (au lieu d'une semaine d'avance en 1984). Les délibérations des jurys se termineront au plus tard le 5 juillet au soir pour la France métropolitaine.

EN MÉTROPOLE

Baccalauréat de l'enseignement du second degré (séries A, B, C, D, E et F):

• épreuve de philosophie: mercredi 5 juin (matin);

• autres épreuves: mercredi 19 juin, jeudi 20 juin et vendredi 21 juin.

Baccalauréat de techniques:

• épreuve de philosophie: mercredi 5 juin (après-midi);

• autres épreuves: lundi 17 juin et mardi 18 juin.

Épreuves anticipées de français (classes de première):

Séries A, B, C, D, E et F: mercredi 19 juin (après-midi).

AUX ANTILLES-GUYANNE

Baccalauréat de l'enseignement du second degré:

Guadeloupe et Martinique: philosophie, le mercredi 19 juin; autres épreuves, les 20, 21, 22 et 23 juin.

Guyane: philosophie le mardi 9 juillet; autres épreuves les 11 et 12 juillet.

Épreuves anticipées de français: Martinique et Guadeloupe: lundi 24 juin (matin); Guyane: mercredi 10 juillet (matin).

ÉPREUVES ORALES ET FACULTATIVES

Leur date sera fixée par les recteurs pour chaque académie. Les épreuves facultatives pourront avoir lieu avant les écrits mais leur organisation ne devra pas perturber les enseignements dispensés dans les établissements (...).

SESSION DE REMPLACEMENT

Réservée aux candidats qui auraient été empêchés de participer pour une raison majeure, elle aura lieu dans toutes les académies les 10, 11 et 12 septembre. Pour l'épreuve anticipée de français, la session de remplacement est fixée au 13 septembre (matin) pour toutes les séries.

« SOS FAMILLES
EN PÉRIL »

Combien y a-t-il d'enfants martyrs en France? quarante mille, comme l'estimait en 1984 le ministère de la solidarité nationale? Certainement plus, disent les spécialistes qui en permanence se demandent: comment éviter la spirale de la violence? Comment aider les parents pour qu'ils cessent de maltraiter leurs enfants, pour arrêter les coups avant qu'ils deviennent habituels ou que l'irréparable ait produit ses effets? Le docteur Elisabeth Hadjisky, directeur du centre médico-psychopédagogique de l'avenue de la République, à Paris, rencontre chaque jour des parents apprentis-bourreaux et des enfants qui ont peut-être déjà qualifié de martyrs. Elle a donc créé en juin 1984, avec deux autres psychologues-cliniciens et une assistante sociale, SOS Familles en péril. L'association se veut un lieu d'accueil et d'écoute. Tous les jours — sauf le mardi — ses responsables se relaient de 14 h à 21 h pour répondre aux appels et assurer une permanence (...).

« Il faut rompre l'isolement des parents, explique le docteur Hadjisky. En répondant aux appels en urgence à des heures où les familles ont l'habitude de se réunir, nous espérons venir en aide aux familles au moment même où les conflits risquent d'exploser. »

« C'est un lieu de communication », explique le docteur Hadjisky, des conseils peuvent être donnés, mais on n'y exige rien, ni le nom, ni la fiche de paie, ni l'engagement à revenir en vue d'un traitement dans la continuité. En fait, plus que la violence, c'est la souffrance que nous ciblons afin d'éviter que celle-ci ne se transforme en drame. »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) 9, cours de Poitiers-Ecaries, 75010 Paris. Tél.: 246-66-77.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4.02.85 A 0 h GMT.



Evolution probable du temps prévue en France entre le lundi 4 février à 0 heures et le mardi 5 février à 24 heures.

Le champ de pression s'affaiblit lentement, et un flux de sud-ouest doux et plus humide va progressivement s'installer sur la France.

Mars et, de faibles gelées seront observées sur les régions du Nord-Est et de l'Est, où quelques brouillards se formeront par places. Sur les autres régions, un temps frais et peu nuageux prédominera dès le matin.

Au cours de la journée, les éclaircies se généraliseront à tout le pays; des passages de nuages élevés se produiront toutefois, d'une part, de la Flandre à la Franche-Comté, et d'autre part en soirée de la Bretagne aux pays de Loire et aux Pyrénées; quelques averses locales et modérées accompagneront les nuages le soir près des côtes atlantiques, avec des vents de sud à sud-ouest modérés.

Les températures minimales seront voisines de -2 à +1 degré sur le Nord-Est, 4 à 7 degrés près des côtes, 0 à 4 degrés sur les autres régions.

L'après-midi, les températures maximales resteront élevées pour la saison, 10 degrés à 17 degrés du Nord au Sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 4 février, à 7 heures, était de 1025,6 millibars, soit 769,3 millimètres de mercure.

Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 février; le second, le minimum de la nuit du 3 au 4 février): Ajaccio, 16 et 4 degrés; Biarritz, 14 et 2; Bordeaux, 12 et 3; Bourges, 11 et 1; Brest, 10 et 5; Caen, 11 et 4; Cher-

PRÉVISIONS POUR LE 5.02.85 DÉBUT DE MATINÉE



bourg, 9 et 4; Clermont-Ferrand, 12 et 0; Dijon, 11 et 1; Grenoble-St-M.-H., 15 et 0; Grenoble-St-Genis, 13 et 1; Lille, 9 et 0; Lyon, 12 et 0; Marseille-Marganne, 17 et 4; Nancy, 7 et -2; Nantes, 10 et 6; Nice-Côte d'Azur, 14 et 7; Paris-Montsouris, 12 et 3; Paris-Orly, 12 et 0; Pau, 14 et 0; Perpignan, 22 et 3; Rennes, 10 et 3; Strasbourg, 8 et -2; Toulon, 11 et 2; Toulouse, 11 et 1; Pointe-à-Pitre (mar.).

Températures relevées à l'étranger: Alger, 20 et 1; Amsterdam, 8 et 3; Athènes, 19 et 8; Berlin, 0 et -5; Bonn, 7 et -4; Bruxelles, 7 et 2; Le Caire, 19

et 17; Les Canaries, 22 et 14; Copenhague, -3 et -8; Dakar, 22 et 17; Djibouti, 19 et 12; Gênes, 12 et 0; Istanbul, 11 et -1; Jérusalem, 9 et 5; Lisbonne, 17 et 10; Londres, 11 et 8; Luxembourg, 5 et -3; Madrid, 18 et -1; Montréal, -11 et -14; Moscou, 0 et -2; Nairobi, 27 et 15; New-York, -3 et -6; Palma de Majorque, 15 et 5; Rio de Janeiro, 29 et 14; Rome, 15 et 3; Stockholm, -14 et -14; Téhéran, 20 et 12; Tunis, 20 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES—

MERCREDI 6 FÉVRIER

• La peinture espagnole, 14 h 30, Musée du Louvre, Pavillon de Flore (Approche de l'art).

• Le Marais, 14 h 30, métro Rambuteau (G. Botreau).

• La Conciergerie, 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

• Les salons de l'Hôtel de Ville, 14 h 15, à gauche, devant la poste (M. Hager).

• Montmartre, 14 h 30, métro Abbesses (M. Polyer).

• De Saint-Merry à la rue Quincampoix, 14 h 30, métro Rambuteau (Paris pittoresque et insolite).

• Le musée Orfila, 15 heures, 12, rue de l'Ecole-de-Médecine (Tourisme culturel).

• Du 9 janvier 1985 fixant pour le baccalauréat de l'enseignement du second degré et le baccalauréat de techniques les dates et horaires des épreuves d'examen de la session 1985 et de la session 1986 pour les épreuves anticipées de français.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 3 février 1985:

DES ARRÊTÉS

• Du 8 janvier 1985 portant déconcentration des autorisations de concours des services techniques de l'Etat (équipement et agriculture) apportés aux collectivités locales, aux établissements publics régionaux, à leurs groupements, aux établissements publics locaux et à divers organismes.

• Du 9 janvier 1985 fixant pour le baccalauréat de l'enseignement du second degré et le baccalauréat de techniques les dates et horaires des épreuves d'examen de la session 1985 et de la session 1986 pour les épreuves anticipées de français.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat du second degré, et de l'arrêté du 9 mars 1982 portant modification des programmes des disciplines des classes de première et terminales conduisant au baccalauréat de l'enseignement du second degré.

• Du 14 janvier 1985 portant modification de l'arrêté du 29 décembre 1981 portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements

MENT

ETS NUCLÉAIRES

-tirelire

ecia

la terre à céréales pour du béton, stocker pour siècles quelques milliers d'hectares de champs minés, un tumulus déchets, à la clé, de quoi se faire un élu : trente millions de francs d'investissement pour la commune et la moitié de cent quarante ans. Quel est le maire de la commune qui pourrait passer à côté de ça ?

— L'interroge M. Philippot, un élu communautaire d'Étigny-lez-Troyes.

— La commune n'est pas un élu. A Neuilly-le-Roi, le maire devait immédiatement déclencher de très fortes réactions. Une association a été créée en novembre 1980. Elle a été reconnue d'utilité publique aujourd'hui par trois préfets, parmi lesquels le préfet de la Seine-Saint-Denis. Les responsables menèrent une action et réclamèrent la décontamination de la population.

ut vite Clochemerle, ac-
aire. Lettres anonymes,
diverses. On a voulu
r aux agriculteurs en
un tableau apocalyp-
avoué par le Parti socia-
suis plus soutenu que
Parti communiste !
Front national qui a dé-
s opposer à mon projet
opter plus facilement les
x prochaines canton-

... sous le portrait du pré-
sident de la République et devant
leurs venus en groupe
messes, le maire confiait
que soit le résultat du
urn, l'affaire constituerait
déjà « un fantastique
pup pour la commune ».
cures, une fois le député
terminé. M. Philippot
du la souris. « Neuvy-
déclarait-il, vient de si-
condamnation à mort ».
des opposants au projet
pour demain d'une com-
mune stockant ses tou-
mes de futurs sites na-

JEAN-YVES NAU.

RES

de deux traducteurs

N-CLAUDE HEMERY
AUTEUR
CURRICULUM VITAE:

vain et traducteur Jean
Fémery est mort le 28 j
rnier. Il était âgé
e-trois ans.

- 27 septembre 1931, Jean
Flemery, germaniste avec
une solide réputation de
travaillant notamment s
de Bertolt Brecht, Gottfr
mo Schmidt, les romantiq
sa traduction du *Neven*
de l'Autrichien Thom
paraît cette semaine chez G

Rapport au grand conseil
Lettres nouvelles, 1963)
de Hémery avait été un
prix littéraires en 1966 po
un *vital* (Denœl-Léves
1966) ; il avait publié ess
hoses (Denœl-Léves
1976) et *Faire-part* (Den
nouvelles, 1977) où il se
avait *vital* (...) ne sach
ni *Faire-part* à qui -./

ZONINA, « MADAME Z
 bliste de littérature fr
 ontemporaine, considé
 a meilleure traductrice
 romans français, la Sovi
 a Zonina est morte à M
 di 2 février. Elle était ag
 e de deux ans.

Tachkent le 4 octobre 1942
 (révision de Lenina) Zvezda
 la guerre à vingt ans, engagé
 dans la flotte, avant d'être
 l'Institut supérieur de l'Industrie
 laborante d'Ilya Ehrenbourg
 s'engage très vite à publier
 des traductions, s'attachant
 à la littérature française
 le « nouveau roman » post-

de aux milieux littéraires
de Nathalie Sarraute,
de Beauvoir et de Jean-
le avait été l'interprète du
Beauvoir lors de leur voyage
comme il est rappelé dans
choses, et c'est à Lena Zaslav-
Paul Sartre dédiera les Mi-
dame Z.), qu'elle traduisa

1966: connaît juste de publier son dictionnaire des Sentiers de notre temps, nous sur les recherches de nos français dans les années

**VIVE
LA LIBÉRATION!**

PAR LES TROUPES D'EDOUARD LECLERC

**Après des années de combats, de procès et de condamnations,
l'Arrêt de la Cour de Justice Européenne donne raison aux Centres Edouard LECLERC
en déclarant non conforme la réglementation française
sur le prix des carburants.**

Fidèles à notre image, nous relevons le défi de la concurrence.

Consommateurs, venez le constater dans nos stations.



**Edouard LECLERC et son fils Michel-Edouard :
"les hommes par qui la liberté arrive"**

LE PARTI PRIX



économie

REPÈRES

Dollar : nouvel essor

Les premières cotations, à Londres, montraient que le dollar commençait le semaine en force. Il s'inscrivait à 9,7550 F. contre 9,70 F. vendredi, et à 3,1980 DM, contre 3,1775 vendredi. On s'attendait à une intervention concertée des banques centrales pour contrer ce nouvel essor du billet vert.

Chômage : en hausse au Japon

Le taux de chômage a augmenté, en 1984, au Japon, pour la quatrième année consécutive, et a atteint 2,7 % de la population active. C'est le plus mauvais résultat enregistré dans ce pays depuis trente-deux ans, qu'existent des statistiques de l'emploi. Le gouvernement a indiqué que 1 810 000 personnes, en moyenne, ont été au chômage au cours de l'année écoulée, soit une augmentation de 3,2 % par rapport à 1983. Le chômage a pourtant baissé de 0,12 % en décembre par rapport au mois de novembre.

Tiers-monde : l'Egypte réintégrée dans la Banque islamique de développement

L'Egypte a été réintégrée dans la Banque islamique de développement (BID), dont elle avait été exclue, comme d'autres organisations arabes et islamiques, peu après la signature des accords de Camp David avec Israël. Selon M. Abdul Rahman Hersi, porte-parole de la BID, cette réintégration, qui a pris effet immédiatement, a été adoptée par consensus « avec les réserves de certains membres ». La Syrie et le Liban avaient émis des réserves en janvier 1984, lorsque le sommet de Casablanca avait réadmis l'Egypte au sein de l'Organisation de la conférence islamique.

Viande bovine : la CEE premier exportateur mondial en 1984.

Selon le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), le Communauté européenne a exporté, en 1984, 825 000 tonnes de viande bovine, ce qui la place au premier rang mondial des exportateurs. La production, toujours selon le GATT, s'est élevée à 7,2 millions de tonnes, soit 4,5 % de plus qu'en 1983, ce qui constitue un nouveau record, dû, en partie, à l'abattage des vaches laitières, à la suite des mesures de réduction de la production de lait. Au plan mondial, le marché de la viande bovine a encore diminué en valeur, mais le GATT ne donne pas d'indications chiffrées. En 1983, ce marché avait atteint 7,94 milliards de dollars ; il était de 8,23 milliards en 1982.

Vins et spiritueux : record des exportations françaises

Les exportations de vins et spiritueux françaises ont atteint le chiffre record de 21,7 milliards de francs en 1984 (+ 21 % par rapport à 1983). Ces ventes ont permis de dégager un solde des échanges extérieurs excédentaire de 18,7 milliards de francs (+ 23 %). Tous les produits sont en progression : les champagnes, + 31 %, avec 3,7 milliards ; les vins d'appellation, + 28 %, avec 7,9 milliards ; les vins de table, + 10 %, avec 2 milliards (pour 5 millions d'hectolitres, soit + 9 %) ; les spiritueux, + 14 %, avec 7 milliards. Ces succès sont dus, pour une large part, à la puissance du dollar. Les Etats-Unis ont renforcé leur position de premier client, avec 5 milliards de francs d'achat (+ 35 %), devant la Grande-Bretagne (3,1 milliards). Les pays tiers (hors CEE) absorbent 53 % des exportations.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SOIX MOIS
	+ base + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-LL	9,7630 9,7660	+ 105 + 115	+ 210 + 230	+ 470 + 570
SE-DM	3,2088 3,2346	+ 7 + 26	+ 26 + 57	+ 28 + 119
Yen (100)	3,7177 3,7343	+ 115 + 126	+ 247 + 262	+ 728 + 776
DM	3,8524 3,8543	+ 96 + 104	+ 212 + 223	+ 590 + 622
FF	2,6977 2,6933	+ 76 + 82	+ 148 + 178	+ 463 + 499
FR (100)	15,2099 15,2382	+ 74 + 85	+ 184 + 195	+ 548 + 599
ES	3,5782 3,5806	+ 125 + 137	+ 283 + 299	+ 889 + 961
L (1 000)	4,9563 4,9605	+ 172 + 185	+ 396 + 398	+ 1 126 + 1 042
E	10,9199 10,9338	+ 293 + 346	+ 567 + 496	+ 1 211 + 1 032

TAUX DES EUROMONNAIES

	SE-LL	DM	FF	FR (100)	ES	L (1 000)	E	F. franc
8 3/4	9	8 3/4	8 7/8	8 7/8	9	9 1/8	9 1/4	
5 7/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/4	6 3/8	
6 3/8	6 5/8	6 1/4	6 3/8	6 1/4	6 3/8	6 3/8	6 1/2	
10 1/2	11	10 13/16	11 1/8	10 13/16	11 1/8	10 13/16	11 1/8	
3 1/2	4 1/4	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	
14 1/2	15	14 1/2	14 3/4	14 11/16	14 15/16	14 15/16	15 1/8	
14	14 1/4	13 1/8	13 1/4	13 1/8	13 1/4	12 5/8	12 3/4	
10 1/2	10 3/4	10 3/8	10 5/8	10 7/16	10 11/16	10 15/16	11 3/16	

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**GAGNER 75 000 F DE L'HEURE ?
C'EST L'ESPOIR DES PIRATES DE LOGICIEL
UNE ENQUÊTE DE L'ORDINATEUR
PERSONNEL.**

SOCIAL

Deux contributions à la reprise du dialogue social

Comment renouer le dialogue social après l'échec des négociations sur la flexibilité de l'emploi ? Le club Echange et Projets (1) et l'association patronale Entreprise et Progrès (2) viennent de présenter des propositions originales et novatrices. S'agissant de voir que la modernisation des relations sociales est « en panne » et que « personne ne bouge » après la conclusion négative des discussions « sur une timide flexibilité », Echange et Projets rappelle d'emblée, dans un document encore inédit, les conditions d'une modernisation sociale. Le club souligne qu'il faut décentraliser la négociation « au plus près du terrain ».

Pour Echange et Projets, des salariés de plus en plus nombreux sont prêts à reconsidérer certains avantages plutôt que de voir disparaître leur entreprise et donc leur emploi. Sur ce plan d'ailleurs, le projet de protocole sur la flexibilité ouvrait pour la première fois le chemin des contreparties et des acquis de substitution. On abandonne telle disposition et on la remplace par tel autre avantage plus adapté à la période de crise. Préoccupé par l'apparition d'une société duale, le club suggère une diversification des niveaux de protection sociale.

Il estime que « plutôt que d'attendre une hypothétique reprise du dialogue social, la signature aujourd'hui envisageable, et peut-être possible, d'un certain nombre d'accords de branche aurait un exemple d'entraînement et remettrait en route, sur le terrain, des solutions indispensables à la survie de nombreuses entreprises car le terrain privilégié de négociation réelle et adaptée est celui de l'entreprise ». C'est ainsi que les règles du travail temporaire ou les délais de réflexion dans les procédures de licenciement lui paraissent devoir être examinés au niveau de la branche.

Les votes de dérogation

Le club remet au goût du jour une disposition oubliée des lois Auroux sur des dérogations au droit commun par vote de convention ou d'accord d'entreprise : « Il est possible aujourd'hui, par accord collectif, de déroger à la loi en matière de durée du travail, de congés, de heures supplémentaires, de repos du dimanche, de période de congés payés. Le gouvernement pourrait, par simple décret, élargir à de nou-

veaux domaines la possibilité des accords dérogatoires, ce qui élargirait les possibilités des contreparties à échanger contre des droits acquis. Une solution pour les PME se regrouper pour financer en commun un médecin du travail. Le club suggère, par accord dérogatoire, « une disposition optionnelle, du type de celle qui existe dans le domaine de la médecine du travail » pour les institutions représentatives syndicales.

Pour sortir du toboggan de la société duale, Echange et Projets formule d'autres propositions qui risquent d'être jugées provocatrices par certains syndicats. Ainsi rejoint-il le CNPF dans l'idée d'un « Smic jeune » même si elle n'est pas formulée de la même façon. La suggestion serait d'instituer pendant les deux premières années de la vie professionnelle un Smic jeune, inférieur au Smic adulte, pour des jeunes qui bénéficieraient du statut de salarié. Il propose également une « protection intermédiaire » pour les licenciements : « L'autorisation administrative ne serait pas demandée pour une fluctuation des effectifs annuelle de 5 % dans la mesure où l'entreprise aurait procédé à l'embauche de chômeurs. Ainsi resteraient protégés 95 % du personnel, mais de son côté le chef d'entreprise saurait qu'il peut chaque année faire fluctuer en toute liberté de 5 % ses effectifs en fonction de l'évolution de son marché ou de l'état de la concurrence ».

Entreprise et Progrès part d'un constat voisin pour aborder à des propositions qui ne sont guère éloignées. Dans un document de trente pages, non encore publié, l'association patronale estime que les négociations sur la flexibilité ont joué « un rôle pédagogique », le débat ayant permis « d'espérer le prochain déblocage d'une situation qui fait prendre à notre pays, en matière de flexibilité, un retard considérable par rapport à ses principaux concurrents ». Pour M. Jean-Claude Guibet, délégué général d'Entreprise et Progrès, « cette négociation, nécessaire à l'échelon national, devra être poursuivie et précisée au niveau des entreprises pour permettre à chacune d'elles de déterminer, avec ses salariés, un ensemble de conditions de travail et de rémunérations adapté à sa situation spécifique ».

Dénonçant le développement de la loi qui a abouti à figer la société

française dans un cadre hiérarchique, centralisateur et institutionnel, Entreprise et Progrès estime que, pour réussir, les entreprises d'ont pas besoin de plus de lois mais d'une plus grande liberté contractuelle. Il faut donc « développer la négociation » au niveau de l'entreprise, la traduire dans des accords et permettre à ceux-ci de déroger à certaines dispositions du droit du travail. Et pourquoi ne pas aller jusqu'à leur donner la forme de contrats authentiques au sens juridique du terme ?

L'association propose ainsi, le recours « étant facultatif », d'insérer dans le contrat collectif d'entreprise, de « contrat-célérité d'entreprise ». Ce contrat serait négocié et signé dans les entreprises par les représentants élus des salariés. Il traiterait, dans le cadre d'une négociation globale, de l'ensemble des conditions de travail et de rémunération ainsi que des moyens d'améliorer la compétitivité. Il serait conclu pour une durée déterminée et ses clauses seraient indivi-

sibles. Il permettrait de déroger, en plus ou en moins favorable, aux dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles qui ne sont pas d'ordre public intangible et qui deviendraient ainsi supplétives de la volonté des parties.

M. N.

(1) Echange et Projets est un club de réflexion regroupant des syndicalistes, des chefs d'entreprise, des fonctionnaires, des enseignants, etc. D'une sensibilité centre gauche, proche de la majorité sociale, il se définit comme « l'échec en l'anticipation ou la filiale d'un parti politique, ni un instrument d'action au profit d'un groupe d'hommes ». Son président est M. José Bédigian, directeur général adjoint de Saint-Gobain.

(2) Entreprise et Progrès est une association de dirigeants d'entreprises qui présente des propositions dans le domaine économique et social. Démarqué par le CNPF que par le passé, elle est présidée par M. François Dujardin, vice-président de BSN-Gervais Danone. M. Bédigian, un des fondateurs de l'association, est aujourd'hui membre du comité directeur.

LA PRÉPARATION DE LA NOUVELLE CONVENTION MÉDICALE

« Paix des braves » entre M^{me} Dufoix et les syndicats médicaux

Pour la première réunion officielle prévue le 14 février entre les trois caisses d'assurance-maladie (salariés, agricoles, travailleurs indépendants) et les deux principales organisations de médecins, en vue d'une nouvelle convention, une hypothèse a été levée samedi 2 février. Le conflit entre le ministère des affaires sociales et plusieurs catégories de praticiens spécialistes — en particulier les cardiologues — qui pesait sur les négociations, à la suite des modifications de tarifs décidées par le ministère en octobre dernier, va se calmer. Un compromis a été proposé par M^{me} Georgina Dufoix, aux présidents des deux « centrales » médicales : la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et la Fédération des médecins de France (FMF), qui l'ont transmis au syndicat des cardiologues réuni à Paris pour une assemblée générale (1).

Les sept cents cardiologues présents ont accepté cette solution à une forte majorité (64,8 %) en dépit d'une opposition très vigoureuse. La formule nouvelle consiste pour rémunérer l'examen cardiologique ou électrocardiogramme à associer le tarif d'une consultation de spécialiste (CS) et celui d'un acte technique (K 6.5) (2).

Ce compromis, même s'il ne satisfait pas complètement les médecins, apporte, selon les termes du président de la FMF, « la paix des braves ». Il va permettre aux négociations, en vue de la convention, de s'ouvrir dans un meilleur climat : en décembre, la CSMF avait protesté contre les changements apportés à la « nomenclature médicale » (les tarifs) et refusé de participer à la réunion prévue avec les caisses d'assurance-maladie.

Des préoccupations communes

Les deux « centrales » médicales ont réuni leurs conseils d'administration respectifs, au cours du week-end dernier, pour définir leurs positions avant l'ouverture des négociations. Certaines préoccupations communes sont apparues de part et d'autre. Ainsi, la FMF comme à la CSMF, on demande que soit précisée dans la future convention la rémunération des « tâches nouvelles » ou parallèles assurées par les médecins en plus des soins : organisation des urgences, prévention, éducation sanitaire, études épidémiologiques.

D'autre part, les deux organisations souhaitent obtenir, parallèlement à la convention, des aménage-

ments au régime fiscal des médecins, notamment des généralistes : abatement sur le revenu imposable, diminution de la taxe professionnelle, élargissement de certains frais professionnels, etc. Mais, bien que les deux organisations aient entrepris de comparer leurs programmes pour trouver des convergences possibles, un front commun pour la convention reste assez hypothétique. Le docteur Jean Marchand, président de la FMF, estime prématurée « la définition d'un programme commun » et paraît peu désireux de s'engager à ne pas signer seul la prochaine convention.

Le conseil de la FMF a d'autre part proclamé son attachement au système du « deuxième secteur », créé par la convention de 1980 et permettant à certains praticiens de fixer librement leurs honoraires — pour la FMF, il s'agit d'une soupape de sécurité indispensable. En revanche, la FMF a adopté une position très modérée en matière d'honoraires médicaux, souhaitant à la fois une progression des honoraires et « le plus haut niveau possible » de remboursement, elle préconise une « clause de sauvegarde » permettant « éventuellement » de dissocier partiellement honoraires et remboursement.

Sur ce point, les avis sont extrêmement partagés à la CSMF en particulier : les généralistes de l'Union nationale des omnipraticiens français (UNOF) s'étaient montrés très hostiles à toute dissociation. La semaine dernière, cependant, les responsables de l'UNOF avaient admis à l'extrême rigueur une telle possibilité. Mais celle-ci leur paraissait un « risque » plutôt qu'une « solution ». Refusant d'en prendre la responsabilité, ils demandaient que le problème fasse l'objet d'un débat préalable dans l'opinion publique.

Cette idée a recueilli un large assentiment au cours de la réunion du conseil de la CSMF, cette réunion n'ayant pas plus que la consultation organisée à la base, permis de trancher en faveur d'une dissociation ou contre elle.

GUY HERZLICH.

(1) Le syndicat des cardiologues est affilié aux deux centrales à la fois.
(2) Auparavant le tarif de l'examen cardiologique était, selon les cas, coté K 16 ou K 8. En octobre dernier, M^{me} Dufoix y avait substitué les cotations K 16 et K 10. Dans la formule nouvelle, lorsque l'examen sera pratiqué à l'hôpital, le tarif de la consultation (CS) sera réduit de 20 %.

**FAITES
DÉCOLLER
VOS
AFFAIRES
VERS
L'EXTRÊME
ORIENT.**



Avant le vol.

Votre carte de visite en japonais, une étude de votre marché au Japon, un interprète, une réservation pour un stand ? Demandez JAL à s'en occuper.



En vol.

Un lit. Un vrai lit pour une vraie nuit. Ou un fauteuil inébranlable à 60°, en 1^{re} classe ? Deux des nombreux raffinements du service JAL.



La classe Affaires.

20% de sièges en moins, c'est autant de confort en plus. Et au menu, cuisine française ou japonaise, saké ou champagne. Bon appétit !

هكذا من الراجل

صلى الله عليه وسلم

ÉNERGIE

JN ENTRETIEN AVEC LE MINISTRE DU PÉTROLE ET DES FINANCES DU KOWEÏT

Si l'Europe impose des droits de douane à nos produits nous en ferons autant

M. N.

Seul parmi les États producteurs de pétrole, le Koweït a développé, depuis 1980, une stratégie originale visant à raffiner et à distribuer par ses propres réseaux son pétrole brut. Cette politique, menée par la Kuwait Petroleum Company (KPC) et sa filiale Kuwait Petroleum International (KPI), qui a racheté depuis 1983 les réseaux de la compagnie américaine Gulf dans six pays d'Europe, inquiète les raffineries européennes, notamment françaises, qui craignent de voir leur part du marché de raffinage diminuer.

VENTION MÉDICALE

Mme Dufoux dicat

Le régime fiscal des entreprises est un sujet qui revient souvent dans les débats parlementaires. Mme Dufoux, députée de la Seine-Saint-Denis, a récemment souligné les difficultés rencontrées par les petites entreprises face à la complexité des impôts. Elle a appelé à une simplification du système fiscal pour favoriser l'investissement et la création d'emplois.

GUY HERZLICH

adient des cardiologues est en cours de mise au point. Les premiers tests ont été réalisés avec succès, montrant une amélioration significative des symptômes chez les patients atteints de maladies cardiaques.

fidèle. Quelles sont vos intentions ?

— Nous ne sommes pas totalement absents de ces marchés. En Allemagne nous vendons 40 000 barils/jour (1) à des clients importants ; en France 12 000 à 15 000 barils/jour à des distributeurs indépendants. Au Royaume-Uni, nous vendons beaucoup de cargaisons. Notre approche est celle d'un homme d'affaires. Aller plus loin ? Nous choisirons la solution la plus rentable.

— Avez-vous l'intention de constituer un réseau de distribution en France ?

— Nous avons de très bonnes relations avec un certain nombre de distributeurs indépendants. L'un de leur principal avantage est précisément qu'ils sont indépendants et très efficaces. Nous n'allons pas investir mais développer des relations à long terme avec eux. Nous pourrions même donner notre nom à certains d'entre eux, mais ils conserveront leur indépendance. Nous pourrions aussi être amenés à constituer des capacités de stockage dans différentes régions françaises soit en les louant, soit en les achetant, cela dépendra des coûts. Notre filiale Kuwait Petroleum International est peut-être en train de chercher à aller plus loin, mais il n'y a pas en de décision au niveau de la maison mère.

— Les compagnies pétrolières européennes, notamment françaises, commencent à s'inquiéter de la présence de la Kuwait Petroleum Company (KPC) sur leur marché. Représentez-vous réellement une menace pour elles ?

— Absolument pas. Nous sommes encore très petits dans le raffinage et la distribution. Leur plus grande peur était que l'État du Koweït subventionne la KPC. Nous avons prouvé que nous étions une organisation très compétitive et très efficace, et non une société d'État ne cherchant pas le profit. Cela les a surpris. Ils ont découvert que nous sommes une entreprise à but lucratif qui cherche à faire du profit. Nous ne sommes pas une entreprise d'État.

— On vous a accusé de faire du dumping, notamment en Suède et dans le Benelux.

— C'est une accusation infondée. Dans le Benelux, nous avons tiré parti de la fusion des réseaux de distribution de Shell et de Esso, qui nous a permis de réduire nos coûts de distribution. Nous avons réduit les coûts de distribution à nous avons été capables de défendre notre marché. Nous employons essentiellement les mêmes méthodes. C'est vrai, dans la plupart des pays, nous avons augmenté notre part du marché, mais de façon très organisée, et sans casser les prix.

— Ce sont deux cas particuliers. Dans le Benelux, nous avons tiré parti de la fusion des réseaux de distribution de Shell et de Esso, qui nous a permis de réduire nos coûts de distribution. Nous avons réduit les coûts de distribution à nous avons été capables de défendre notre marché. Nous employons essentiellement les mêmes méthodes. C'est vrai, dans la plupart des pays, nous avons augmenté notre part du marché, mais de façon très organisée, et sans casser les prix.

— Quelle est votre part du marché européen ?

— Cela dépend des pays. Entre 1 % et 12 %. Nous ne sommes nulle part au premier rang. Nous n'avons rien contre ce principe, mais nous ne cherchons pas à atteindre cet objectif en soi. Nous cherchons à nous développer jusqu'au point où notre réseau de distribution sera adapté à nos ventes.

— L'Europe est-elle votre principal marché ?

— L'Europe représente 30 % à 35 % de nos ventes globales. Pour les produits raffinés, c'est notre marché principal mais cela ne représente pas plus de 50 % de nos ventes.

— Vous êtes absents des trois principaux marchés : Grande-Bretagne, France, Allemagne.

— En Grande-Bretagne, nous avons une présence importante. En France, nous sommes en train de développer notre présence. En Allemagne, nous sommes déjà présents et nous continuons à augmenter notre part du marché.

— En Allemagne, nous vendons 40 000 barils/jour (1) à des clients importants ; en France 12 000 à 15 000 barils/jour à des distributeurs indépendants. Au Royaume-Uni, nous vendons beaucoup de cargaisons. Notre approche est celle d'un homme d'affaires. Aller plus loin ? Nous choisirons la solution la plus rentable.

— Avez-vous l'intention de constituer un réseau de distribution en France ?

— Nous avons de très bonnes relations avec un certain nombre de distributeurs indépendants. L'un de leur principal avantage est précisément qu'ils sont indépendants et très efficaces. Nous n'allons pas investir mais développer des relations à long terme avec eux. Nous pourrions même donner notre nom à certains d'entre eux, mais ils conserveront leur indépendance. Nous pourrions aussi être amenés à constituer des capacités de stockage dans différentes régions françaises soit en les louant, soit en les achetant, cela dépendra des coûts. Notre filiale Kuwait Petroleum International est peut-être en train de chercher à aller plus loin, mais il n'y a pas en de décision au niveau de la maison mère.

— Les compagnies pétrolières européennes, notamment françaises, commencent à s'inquiéter de la présence de la Kuwait Petroleum Company (KPC) sur leur marché. Représentez-vous réellement une menace pour elles ?

— Absolument pas. Nous sommes encore très petits dans le raffinage et la distribution. Leur plus grande peur était que l'État du Koweït subventionne la KPC. Nous avons prouvé que nous étions une organisation très compétitive et très efficace, et non une société d'État ne cherchant pas le profit. Cela les a surpris. Ils ont découvert que nous sommes une entreprise à but lucratif qui cherche à faire du profit. Nous ne sommes pas une entreprise d'État.

— On vous a accusé de faire du dumping, notamment en Suède et dans le Benelux.

— C'est une accusation infondée. Dans le Benelux, nous avons tiré parti de la fusion des réseaux de distribution de Shell et de Esso, qui nous a permis de réduire nos coûts de distribution. Nous avons réduit les coûts de distribution à nous avons été capables de défendre notre marché. Nous employons essentiellement les mêmes méthodes. C'est vrai, dans la plupart des pays, nous avons augmenté notre part du marché, mais de façon très organisée, et sans casser les prix.

— Quelle est votre part du marché européen ?

— Cela dépend des pays. Entre 1 % et 12 %. Nous ne sommes nulle part au premier rang. Nous n'avons rien contre ce principe, mais nous ne cherchons pas à atteindre cet objectif en soi. Nous cherchons à nous développer jusqu'au point où notre réseau de distribution sera adapté à nos ventes.

— L'Europe est-elle votre principal marché ?

— L'Europe représente 30 % à 35 % de nos ventes globales. Pour les produits raffinés, c'est notre marché principal mais cela ne représente pas plus de 50 % de nos ventes.

— Vous êtes absents des trois principaux marchés : Grande-Bretagne, France, Allemagne.

— En Grande-Bretagne, nous avons une présence importante. En France, nous sommes en train de développer notre présence. En Allemagne, nous sommes déjà présents et nous continuons à augmenter notre part du marché.

Le maximum est de 40 à 50 % de la production. Il n'y a pas de chiffres précis. Je commencerai à m'inquiéter au-delà de 60 %, car cela signifierait que nous avons peut-être trop concentré nos efforts dans un seul secteur.

— Vous êtes également ministre des finances. Il y a deux ans le Koweït a annoncé qu'il allait développer ses investissements financiers en France — hors secteur pétrolier — comme il l'a fait en Allemagne fédérale ou en Grande-Bretagne. Mais jusqu'à présent rien ne s'est fait.

— Nous avons créé une petite société d'investissement dont le capital est détenu à 50 % par des Français et à 50 % par des investisseurs koweïtiens. Son capital est très limité, mais l'idée est de créer des « opportunités » d'investissement. Nos limites sont, par nature, la rentabilité. Dès que nous aurons identifié un certain nombre de projets rentables, nous serons certainement intéressés à investir en France. Nous ne sommes pas très familiers avec le marché français des capitaux. Les marchés britanniques et allemands sont traditionnellement plus ouverts aux capitaux étrangers. En France, nous avons investi dans un certain nombre de petites sociétés, mais nous ne sommes pas encore familiers avec ce pays.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Un million de barils/jour équivalant à 50 millions de tonnes/an.

● Texaco réduit ses prix. — La société pétrolière américaine Texaco a annoncé qu'elle abaissait le prix d'achat du brut américain de 28 dollars à 27 dollars par baril. Texaco est la première grande compagnie à pratiquer des prix aussi bas. Elle pourrait être suivie par d'autres sociétés, ce qui aggraverait les pressions à la baisse sur les prix internationaux du pétrole brut.

● KPC pague de l'argent grâce aux investissements qu'elle a faits dans le passé dans des activités rentables. C'est vrai, KPC a effectivement subi des pertes du fait de l'accord d'achat de pétrole brut qu'elle a passé avec l'État. Mais c'est un accord à long terme. Certaines années, au contraire, nous avons fait 3 à 4 milliards de dollars de profits. En un an nous perdons 100 millions de dollars, ce n'est pas grave.

— Avez-vous l'intention de vous « intégrer » totalement de la production à la distribution ou bien y a-t-il une limite ?

— Nous ne sommes pas totalement absents de ces marchés. En Allemagne nous vendons 40 000 barils/jour (1) à des clients importants ; en France 12 000 à 15 000 barils/jour à des distributeurs indépendants. Au Royaume-Uni, nous vendons beaucoup de cargaisons. Notre approche est celle d'un homme d'affaires. Aller plus loin ? Nous choisirons la solution la plus rentable.

— Avez-vous l'intention de constituer un réseau de distribution en France ?

— Nous avons de très bonnes relations avec un certain nombre de distributeurs indépendants. L'un de leur principal avantage est précisément qu'ils sont indépendants et très efficaces. Nous n'allons pas investir mais développer des relations à long terme avec eux. Nous pourrions même donner notre nom à certains d'entre eux, mais ils conserveront leur indépendance. Nous pourrions aussi être amenés à constituer des capacités de stockage dans différentes régions françaises soit en les louant, soit en les achetant, cela dépendra des coûts. Notre filiale Kuwait Petroleum International est peut-être en train de chercher à aller plus loin, mais il n'y a pas en de décision au niveau de la maison mère.

— Les compagnies pétrolières européennes, notamment françaises, commencent à s'inquiéter de la présence de la Kuwait Petroleum Company (KPC) sur leur marché. Représentez-vous réellement une menace pour elles ?

— Absolument pas. Nous sommes encore très petits dans le raffinage et la distribution. Leur plus grande peur était que l'État du Koweït subventionne la KPC. Nous avons prouvé que nous étions une organisation très compétitive et très efficace, et non une société d'État ne cherchant pas le profit. Cela les a surpris. Ils ont découvert que nous sommes une entreprise à but lucratif qui cherche à faire du profit. Nous ne sommes pas une entreprise d'État.

— On vous a accusé de faire du dumping, notamment en Suède et dans le Benelux.

— C'est une accusation infondée. Dans le Benelux, nous avons tiré parti de la fusion des réseaux de distribution de Shell et de Esso, qui nous a permis de réduire nos coûts de distribution. Nous avons réduit les coûts de distribution à nous avons été capables de défendre notre marché. Nous employons essentiellement les mêmes méthodes. C'est vrai, dans la plupart des pays, nous avons augmenté notre part du marché, mais de façon très organisée, et sans casser les prix.

— Quelle est votre part du marché européen ?

— Cela dépend des pays. Entre 1 % et 12 %. Nous ne sommes nulle part au premier rang. Nous n'avons rien contre ce principe, mais nous ne cherchons pas à atteindre cet objectif en soi. Nous cherchons à nous développer jusqu'au point où notre réseau de distribution sera adapté à nos ventes.

— L'Europe est-elle votre principal marché ?

— L'Europe représente 30 % à 35 % de nos ventes globales. Pour les produits raffinés, c'est notre marché principal mais cela ne représente pas plus de 50 % de nos ventes.

— Vous êtes absents des trois principaux marchés : Grande-Bretagne, France, Allemagne.

— En Grande-Bretagne, nous avons une présence importante. En France, nous sommes en train de développer notre présence. En Allemagne, nous sommes déjà présents et nous continuons à augmenter notre part du marché.

— En Allemagne, nous vendons 40 000 barils/jour (1) à des clients importants ; en France 12 000 à 15 000 barils/jour à des distributeurs indépendants. Au Royaume-Uni, nous vendons beaucoup de cargaisons. Notre approche est celle d'un homme d'affaires. Aller plus loin ? Nous choisirons la solution la plus rentable.

— Avez-vous l'intention de constituer un réseau de distribution en France ?

— Nous avons de très bonnes relations avec un certain nombre de distributeurs indépendants. L'un de leur principal avantage est précisément qu'ils sont indépendants et très efficaces. Nous n'allons pas investir mais développer des relations à long terme avec eux. Nous pourrions même donner notre nom à certains d'entre eux, mais ils conserveront leur indépendance. Nous pourrions aussi être amenés à constituer des capacités de stockage dans différentes régions françaises soit en les louant, soit en les achetant, cela dépendra des coûts. Notre filiale Kuwait Petroleum International est peut-être en train de chercher à aller plus loin, mais il n'y a pas en de décision au niveau de la maison mère.

— Les compagnies pétrolières européennes, notamment françaises, commencent à s'inquiéter de la présence de la Kuwait Petroleum Company (KPC) sur leur marché. Représentez-vous réellement une menace pour elles ?

— Absolument pas. Nous sommes encore très petits dans le raffinage et la distribution. Leur plus grande peur était que l'État du Koweït subventionne la KPC. Nous avons prouvé que nous étions une organisation très compétitive et très efficace, et non une société d'État ne cherchant pas le profit. Cela les a surpris. Ils ont découvert que nous sommes une entreprise à but lucratif qui cherche à faire du profit. Nous ne sommes pas une entreprise d'État.

— On vous a accusé de faire du dumping, notamment en Suède et dans le Benelux.

— C'est une accusation infondée. Dans le Benelux, nous avons tiré parti de la fusion des réseaux de distribution de Shell et de Esso, qui nous a permis de réduire nos coûts de distribution. Nous avons réduit les coûts de distribution à nous avons été capables de défendre notre marché. Nous employons essentiellement les mêmes méthodes. C'est vrai, dans la plupart des pays, nous avons augmenté notre part du marché, mais de façon très organisée, et sans casser les prix.

— Quelle est votre part du marché européen ?

— Cela dépend des pays. Entre 1 % et 12 %. Nous ne sommes nulle part au premier rang. Nous n'avons rien contre ce principe, mais nous ne cherchons pas à atteindre cet objectif en soi. Nous cherchons à nous développer jusqu'au point où notre réseau de distribution sera adapté à nos ventes.

— L'Europe est-elle votre principal marché ?

— L'Europe représente 30 % à 35 % de nos ventes globales. Pour les produits raffinés, c'est notre marché principal mais cela ne représente pas plus de 50 % de nos ventes.

— Vous êtes absents des trois principaux marchés : Grande-Bretagne, France, Allemagne.

— En Grande-Bretagne, nous avons une présence importante. En France, nous sommes en train de développer notre présence. En Allemagne, nous sommes déjà présents et nous continuons à augmenter notre part du marché.

— En Allemagne, nous vendons 40 000 barils/jour (1) à des clients importants ; en France 12 000 à 15 000 barils/jour à des distributeurs indépendants. Au Royaume-Uni, nous vendons beaucoup de cargaisons. Notre approche est celle d'un homme d'affaires. Aller plus loin ? Nous choisirons la solution la plus rentable.

— Avez-vous l'intention de constituer un réseau de distribution en France ?

— Nous avons de très bonnes relations avec un certain nombre de distributeurs indépendants. L'un de leur principal avantage est précisément qu'ils sont indépendants et très efficaces. Nous n'allons pas investir mais développer des relations à long terme avec eux. Nous pourrions même donner notre nom à certains d'entre eux, mais ils conserveront leur indépendance. Nous pourrions aussi être amenés à constituer des capacités de stockage dans différentes régions françaises soit en les louant, soit en les achetant, cela dépendra des coûts. Notre filiale Kuwait Petroleum International est peut-être en train de chercher à aller plus loin, mais il n'y a pas en de décision au niveau de la maison mère.

— Les compagnies pétrolières européennes, notamment françaises, commencent à s'inquiéter de la présence de la Kuwait Petroleum Company (KPC) sur leur marché. Représentez-vous réellement une menace pour elles ?

— Absolument pas. Nous sommes encore très petits dans le raffinage et la distribution. Leur plus grande peur était que l'État du Koweït subventionne la KPC. Nous avons prouvé que nous étions une organisation très compétitive et très efficace, et non une société d'État ne cherchant pas le profit. Cela les a surpris. Ils ont découvert que nous sommes une entreprise à but lucratif qui cherche à faire du profit. Nous ne sommes pas une entreprise d'État.

— On vous a accusé de faire du dumping, notamment en Suède et dans le Benelux.

— C'est une accusation infondée. Dans le Benelux, nous avons tiré parti de la fusion des réseaux de distribution de Shell et de Esso, qui nous a permis de réduire nos coûts de distribution. Nous avons réduit les coûts de distribution à nous avons été capables de défendre notre marché. Nous employons essentiellement les mêmes méthodes. C'est vrai, dans la plupart des pays, nous avons augmenté notre part du marché, mais de façon très organisée, et sans casser les prix.

Le maximum est de 40 à 50 % de la production. Il n'y a pas de chiffres précis. Je commencerai à m'inquiéter au-delà de 60 %, car cela signifierait que nous avons peut-être trop concentré nos efforts dans un seul secteur.

— Vous êtes également ministre des finances. Il y a deux ans le Koweït a annoncé qu'il allait développer ses investissements financiers en France — hors secteur pétrolier — comme il l'a fait en Allemagne fédérale ou en Grande-Bretagne. Mais jusqu'à présent rien ne s'est fait.

— Nous avons créé une petite société d'investissement dont le capital est détenu à 50 % par des Français et à 50 % par des investisseurs koweïtiens. Son capital est très limité, mais l'idée est de créer des « opportunités » d'investissement. Nos limites sont, par nature, la rentabilité. Dès que nous aurons identifié un certain nombre de projets rentables, nous serons certainement intéressés à investir en France. Nous ne sommes pas très familiers avec le marché français des capitaux. Les marchés britanniques et allemands sont traditionnellement plus ouverts aux capitaux étrangers. En France, nous avons investi dans un certain nombre de petites sociétés, mais nous ne sommes pas encore familiers avec ce pays.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Un million de barils/jour équivalant à 50 millions de tonnes/an.

● Texaco réduit ses prix. — La société pétrolière américaine Texaco a annoncé qu'elle abaissait le prix d'achat du brut américain de 28 dollars à 27 dollars par baril. Texaco est la première grande compagnie à pratiquer des prix aussi bas. Elle pourrait être suivie par d'autres sociétés, ce qui aggraverait les pressions à la baisse sur les prix internationaux du pétrole brut.

● KPC pague de l'argent grâce aux investissements qu'elle a faits dans le passé dans des activités rentables. C'est vrai, KPC a effectivement subi des pertes du fait de l'accord d'achat de pétrole brut qu'elle a passé avec l'État. Mais c'est un accord à long terme. Certaines années, au contraire, nous avons fait 3 à 4 milliards de dollars de profits. En un an nous perdons 100 millions de dollars, ce n'est pas grave.

— Avez-vous l'intention de vous « intégrer » totalement de la production à la distribution ou bien y a-t-il une limite ?

— Nous ne sommes pas totalement absents de ces marchés. En Allemagne nous vendons 40 000 barils/jour (1) à des clients importants ; en France 12 000 à 15 000 barils/jour à des distributeurs indépendants. Au Royaume-Uni, nous vendons beaucoup de cargaisons. Notre approche est celle d'un homme d'affaires. Aller plus loin ? Nous choisirons la solution la plus rentable.

— Avez-vous l'intention de constituer un réseau de distribution en France ?

— Nous avons de très bonnes relations avec un certain nombre de distributeurs indépendants. L'un de leur principal avantage est précisément qu'ils sont indépendants et très efficaces. Nous n'allons pas investir mais développer des relations à long terme avec eux. Nous pourrions même donner notre nom à certains d'entre eux, mais ils conserveront leur indépendance. Nous pourrions aussi être amenés à constituer des capacités de stockage dans différentes régions françaises soit en les louant, soit en les achetant, cela dépendra des coûts. Notre filiale Kuwait Petroleum International est peut-être en train de chercher à aller plus loin, mais il n'y a pas en de décision au niveau de la maison mère.

— Les compagnies pétrolières européennes, notamment françaises, commencent à s'inquiéter de la présence de la Kuwait Petroleum Company (KPC) sur leur marché. Représentez-vous réellement une menace pour elles ?

— Absolument pas. Nous sommes encore très petits dans le raffinage et la distribution. Leur plus grande peur était que l'État du Koweït subventionne la KPC. Nous avons prouvé que nous étions une organisation très compétitive et très efficace, et non une société d'État ne cherchant pas le profit. Cela les a surpris. Ils ont découvert que nous sommes une entreprise à but lucratif qui cherche à faire du profit. Nous ne sommes pas une entreprise d'État.

— On vous a accusé de faire du dumping, notamment en Suède et dans le Benelux.

— C'est une accusation infondée. Dans le Benelux, nous avons tiré parti de la fusion des réseaux de distribution de Shell et de Esso, qui nous a permis de réduire nos coûts de distribution. Nous avons réduit les coûts de distribution à nous avons été capables de défendre notre marché. Nous employons essentiellement les mêmes méthodes. C'est vrai, dans la plupart des pays, nous avons augmenté notre part du marché, mais de façon très organisée, et sans casser les prix.

— Quelle est votre part du marché européen ?

— Cela dépend des pays. Entre 1 % et 12 %. Nous ne sommes nulle part au premier rang. Nous n'avons rien contre ce principe, mais nous ne cherchons pas à atteindre cet objectif en soi. Nous cherchons à nous développer jusqu'au point où notre réseau de distribution sera adapté à nos ventes.

— L'Europe est-elle votre principal marché ?

— L'Europe représente 30 % à 35 % de nos ventes globales. Pour les produits raffinés, c'est notre marché principal mais cela ne représente pas plus de 50 % de nos ventes.

— Vous êtes absents des trois principaux marchés : Grande-Bretagne, France, Allemagne.

— En Grande-Bretagne, nous avons une présence importante. En France, nous sommes en train de développer notre présence. En Allemagne, nous sommes déjà présents et nous continuons à augmenter notre part du marché.

— En Allemagne, nous vendons 40 000 barils/jour (1) à des clients importants ; en France 12 000 à 15 000 barils/jour à des distributeurs indépendants. Au Royaume-Uni, nous vendons beaucoup de cargaisons. Notre approche est celle d'un homme d'affaires. Aller plus loin ? Nous choisirons la solution la plus rentable.

— Avez-vous l'intention de constituer un réseau de distribution en France ?

— Nous avons de très bonnes relations avec un certain nombre de distributeurs indépendants. L'un de leur principal avantage est précisément qu'ils sont indépendants et très efficaces. Nous n'allons pas investir mais développer des relations à long terme avec eux. Nous pourrions même donner notre nom à certains d'entre eux, mais ils conserveront leur indépendance. Nous pourrions aussi être amenés à constituer des capacités de stockage dans différentes régions françaises soit en les louant, soit en les achetant, cela dépendra des coûts. Notre filiale Kuwait Petroleum International est peut-être en train de chercher à aller plus loin, mais il n'y a pas en de décision au niveau de la maison mère.

— Les compagnies pétrolières européennes, notamment françaises, commencent à s'inquiéter de la présence de la Kuwait Petroleum Company (KPC) sur leur marché. Représentez-vous réellement une menace pour elles ?

— Absolument pas. Nous sommes encore très petits dans le raffinage et la distribution. Leur plus grande peur était que l'État du Koweït subventionne la KPC. Nous avons prouvé que nous étions une organisation très compétitive et très efficace, et non une société d'État ne cherchant pas le profit. Cela les a surpris. Ils ont découvert que nous sommes une entreprise à but lucratif qui cherche à faire du profit. Nous ne sommes pas une entreprise d'État.

— On vous a accusé de faire du dumping, notamment en Suède et dans le Benelux.

— C'est une accusation infondée. Dans le Benelux, nous avons tiré parti de la fusion des réseaux de distribution de Shell et de Esso, qui nous a permis de réduire nos coûts de distribution. Nous avons réduit les coûts de distribution à nous avons été capables de défendre notre marché. Nous employons essentiellement les mêmes méthodes. C'est vrai, dans la plupart des pays, nous avons augmenté notre part du marché, mais de façon très organisée, et sans casser les prix.

— Quelle est votre part du marché européen ?

— Cela dépend des pays. Entre 1 % et 12 %. Nous ne sommes nulle part au premier rang. Nous n'avons rien contre ce principe, mais nous ne cherchons pas à atteindre cet objectif en soi. Nous cherchons à nous développer jusqu'au point où notre réseau de distribution sera adapté à nos ventes.

— L'Europe est-elle votre principal marché ?

— L'Europe représente 30 % à 35 % de nos ventes globales. Pour les produits raffinés, c'est notre marché principal mais cela ne représente pas plus de 50 % de nos ventes.

— Vous êtes absents des trois principaux marchés : Grande-Bretagne, France, Allemagne.

— En Grande-Bretagne, nous avons une présence importante. En France, nous sommes en train de développer notre présence. En Allemagne, nous sommes déjà présents et nous continuons à augmenter notre part du marché.

— En Allemagne, nous vendons 40 000 barils/jour (1) à des clients importants ; en France 12 000 à 15 000 barils/jour à des distributeurs indépendants. Au Royaume-Uni, nous vendons beaucoup de cargaisons. Notre approche est celle d'un homme d'affaires. Aller plus loin ? Nous choisirons la solution la plus rentable.

— Avez-vous l'intention de constituer un réseau de distribution en France ?

— Nous avons de très bonnes relations avec un certain nombre de distributeurs indépendants. L'un de leur principal avantage est précisément qu'ils sont indépendants et très efficaces. Nous n'allons pas investir mais développer des relations à long terme avec eux. Nous pourrions même donner notre nom à certains d'entre eux, mais ils conserveront leur indépendance. Nous pourrions aussi être amenés à constituer des capacités de stockage dans différentes régions françaises soit en les louant, soit en les achetant, cela dépendra des coûts. Notre filiale Kuwait Petroleum International est peut-être en train de chercher à aller plus loin, mais il n'y a pas en de décision au niveau de la maison mère.

— Les compagnies pétrolières européennes, notamment françaises, commencent à s'inquiéter de la présence de la Kuwait Petroleum Company (KPC) sur leur marché. Représentez-vous réellement une menace pour elles ?

— Absolument pas. Nous sommes encore très petits dans le raffinage et la distribution. Leur plus grande peur était que l'État du Koweït subventionne la KPC. Nous avons prouvé que nous étions une organisation très compétitive et très efficace, et non une société d'État ne cherchant pas le profit. Cela les a surpris. Ils ont découvert que nous sommes une entreprise à but lucratif qui cherche à faire du profit. Nous ne sommes pas une entreprise d'État.

— On vous a accusé de faire du dumping, notamment en Suède et dans le Benelux.

— C'est une accusation infondée. Dans le Benelux, nous avons tiré parti de la fusion des réseaux de distribution de Shell et de Esso, qui nous a permis de réduire nos coûts de distribution. Nous avons réduit les coûts de distribution à nous avons été capables de défendre notre marché. Nous employons essentiellement les mêmes méthodes. C'est vrai, dans la plupart des pays, nous avons augmenté notre part du marché, mais de façon très organisée, et sans casser les prix.

AFFAIRES

LE RACHAT DE BUITONI PAR OLIVETTI

Une « déception mesurée » pour BSN

On attendait BSN, ce fut Olivetti : l'annonce du rachat de la principale firme alimentaire italienne Buitoni par M. Carlo de Benedetti, président du groupe italien d'informaticien Olivetti, a surpris (le Monde daté 3-4 février). Les dirigeants de BSN eux-mêmes, qui menaient depuis plusieurs semaines des négociations serrées, ont été mis devant le fait accompli.

Ce mariage de l'informaticien et de l'alimentaire a effectivement de quoi étonner. Il ressemble plus à une solution à l'italienne qu'à une solution industrielle. A l'italienne, car la volonté politique de conserver cette entreprise dans le giron national a été le facteur décisif.

Après qu'un autre français, Poulain, l'eût été, dans le même temps, d'autres étrangers tels que l'américain Nabisco étaient intéressés mais n'eurent pas plus de succès. A l'italienne encore, car il semble bien que la famille Buitoni, dont le maintien à la direction de la firme était compromis, en cas d'accord avec BSN, ait vu dans un accord avec un autre italien une meilleure possibilité de conserver du pouvoir dans le groupe.

Du côté français, on marque une « déception mesurée ».

La société de M. Antoine Riboud voyait dans l'acquisition de Buitoni la possibilité de développer sa branche produits secs qui, pour l'heure, est essentiellement française. Elle voulait profiter aussi des « belles marges » de Buitoni, notamment Perugini, dont les confiseries au chocolat auraient été un heureux complément pour celles de La pie qui chante.

Mais devant la situation financière et économique de Buitoni, notamment l'endettement qui atteint le tiers du chiffre d'affaires, soit 1,5 milliard de francs, BSN s'était montré méfiant.

Cet endettement est dû, en partie, aux efforts financiers consentis pour relancer la société Perugini et pour restructurer la division alimentaire de Buitoni-Italie. Les coûts de production élevés et les investissements se répercutant sur le bilan.

Le retrait de Renault, imposé par M. Besse, alors même que les pouvoirs publics s'étaient engagés à prendre en charge la participation de 19 % (19 millions de francs), fait échouer ce plan laborieusement mis au point. La Banerji se retirant du même coup, les intérêts français se réduisent à la part de Schneider, niveau inférieur à la minorité de blocage, le minimum voulu par le ministère du redéploiement industriel.

La question se pose donc de savoir si l'on peut laisser Toyota prendre désormais 81 %, donc le contrôle quasi total de l'affaire, ce qui représente un danger pour l'indépendance nationale. L'autre « pôle » de la machine-outil française (filiale du groupe Suez), pour les centres d'usinage.

Les routiers suisses bloquent leurs frontières. — La plupart des postes frontaliers suisses ont été bloqués, le 4 février, par les routiers belges, à l'appel de leur syndicat, l'ASTAG. Ils veulent attirer l'attention de leur gouvernement sur les mesures de rétorsion prises à leur égard à l'étranger en riposte à la création d'une taxe sur les poids lourds par les autorités de Berne depuis le 1^{er} janvier.

Les autoroutes françaises « exportent » 1,5 milliard de francs. — Les automobilistes étrangers ont payé, en 1984, 1,5 milliard de francs aux péages des autoroutes françaises. Ces exportations « invisibles » ont été réalisées grâce aux véhicules venus essentiellement des pays suivants : République fédérale d'Allemagne (5,2 % des recettes totales), Belgique-Luxembourg (3,2 %), Pays-Bas (2,3 %), Espagne (1,8 %), Grande-Bretagne (1,8 %), Italie (1,6 %).

En revanche, les filiales étrangères du groupe Buitoni-France, Buitoni Ltd en Grande-Bretagne et Perugini Corp. aux Etats-Unis, sont en meilleure situation. Mais l'endettement global du groupe tend à alourdir les résultats positifs de la gestion industrielle : en 1984, le chiffre d'affaires de Buitoni a augmenté

La rigueur budgétaire épargne les militaires

BERNARD GUETTA.

هكذا من الاله

• **1997** – **1998** – **1999** – **2000** – **2001** – **2002** – **2003** – **2004** – **2005** – **2006** – **2007** – **2008** – **2009** – **2010** – **2011** – **2012** – **2013** – **2014** – **2015** – **2016** – **2017** – **2018** – **2019** – **2020** – **2021** – **2022** – **2023** – **2024** – **2025** – **2026** – **2027** – **2028** – **2029** – **2030** – **2031** – **2032** – **2033** – **2034** – **2035** – **2036** – **2037** – **2038** – **2039** – **2040** – **2041** – **2042** – **2043** – **2044** – **2045** – **2046** – **2047** – **2048** – **2049** – **2050** – **2051** – **2052** – **2053** – **2054** – **2055** – **2056** – **2057** – **2058** – **2059** – **2060** – **2061** – **2062** – **2063** – **2064** – **2065** – **2066** – **2067** – **2068** – **2069** – **2070** – **2071** – **2072** – **2073** – **2074** – **2075** – **2076** – **2077** – **2078** – **2079** – **2080** – **2081** – **2082** – **2083** – **2084** – **2085** – **2086** – **2087** – **2088** – **2089** – **2090** – **2091** – **2092** – **2093** – **2094** – **2095** – **2096** – **2097** – **2098** – **2099** – **2100** – **2101** – **2102** – **2103** – **2104** – **2105** – **2106** – **2107** – **2108** – **2109** – **2110** – **2111** – **2112** – **2113** – **2114** – **2115** – **2116** – **2117** – **2118** – **2119** – **2120** – **2121** – **2122** – **2123** – **2124** – **2125** – **2126** – **2127** – **2128** – **2129** – **2130** – **2131** – **2132** – **2133** – **2134** – **2135** – **2136** – **2137** – **2138** – **2139** – **2140** – **2141** – **2142** – **2143** – **2144** – **2145** – **2146** – **2147** – **2148** – **2149** – **2150** – **2151** – **2152** – **2153** – **2154** – **2155** – **2156** – **2157** – **2158** – **2159** – **2160** – **2161** – **2162** – **2163** – **2164** – **2165** – **2166** – **2167** – **2168** – **2169** – **2170** – **2171** – **2172** – **2173** – **2174** – **2175** – **2176** – **2177** – **2178** – **2179** – **2180** – **2181** – **2182** – **2183** – **2184** – **2185** – **2186** – **2187** – **2188** – **2189** – **2190** – **2191** – **2192** – **2193** – **2194** – **2195** – **2196** – **2197** – **2198** – **2199** – **2200** – **2201** – **2202** – **2203** – **2204** – **2205** – **2206** – **2207** – **2208** – **2209** – **2210** – **2211** – **2212** – **2213** – **2214** – **2215** – **2216** – **2217** – **2218** – **2219** – **2220** – **2221** – **2222** – **2223** – **2224** – **2225** – **2226** – **2227** – **2228** – **2229** – **2230** – **2231** – **2232** – **2233** – **2234** – **2235** – **2236** – **2237** – **2238** – **2239** – **2240** – **2241** – **2242** – **2243** – **2244** – **2245** – **2246** – **2247** – **2248** – **2249** – **2250** – **2251** – **2252** – **2253** – **2254** – **2255** – **2256** – **2257** – **2258** – **2259** – **2260** – **2261** – **2262** – **2263** – **2264** – **2265** – **2266** – **2267** – **2268** – **2269** – **2270** – **2271** – **2272** – **2273** – **2274** – **2275** – **2276** – **2277** – **2278** – **2279** – **2280** – **2281** – **2282** – **2283** – **2284** – **2285** – **2286** – **2287** – **2288** – **2289** – **2290** – **2291** – **2292** – **2293** – **2294** – **2295** – **2296** – **2297** – **2298** – **2299** – **2300** – **2301** – **2302** – **2303** – **2304** – **2305** – **2306** – **2307** – **2308** – **2309** – **2310** – **2311** – **2312** – **2313** – **2314** – **2315** – **2316** – **2317** – **2318** – **2319** – **2320** – **2321** – **2322** – **2323** – **2324** – **2325** – **2326** – **2327** – **2328** – **2329** – **2330** – **2331** – **2332** – **2333** – **2334** – **2335** – **2336** – **2337** – **2338** – **2339** – **2340** – **2341** – **2342** – **2343** – **2344** – **2345** – **2346** – **2347** – **2348** – **2349** – **2350** – **2351** – **2352** – **2353** – **2354** – **2355** – **2356** – **2357** – **2358** – **2359** – **2360** – **2361** – **2362** – **2363** – **2364** – **2365** – **2366** – **2367** – **2368** – <

1. *Journal of the American Medical Association*, 273: 2225-2231, 1995.

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26